

Notre-Dame, notre histoire



Paris, 15 avril 2019. MICHEL EULER/AP

► **Drame** La cathédrale Notre-Dame de Paris a été ravagée, lundi 15 avril, par un incendie qui a provoqué une onde d'émotion en France et dans le monde

► **Récit** Toute la soirée, la foule parisienne a assisté, impuissante, consternée mais unie, à la destruction partielle de cet édifice emblématique de la ville

► **Origine** La justice a ouvert une enquête pour « destruction involontaire par incendie ». Le feu a démarré dans un chantier de restauration

► **Histoire** Au-delà du lieu de culte, ce monument est devenu le décor des grands événements qu'a traversés notre pays et une source d'inspiration artistique

► **Politique** En raison du drame, le président de la République a repoussé les annonces qu'il devait faire ce même lundi

PAGES 2 À 15 ET ÉDITORIAL PAGE 30

LE REGARD DE PLANTU



Yémen Des armes françaises offensives pour l'Arabie saoudite

PARIS LIVRE DES ARMES, qui ne sont pas seulement « défensives », à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis, dans la guerre menée au Yémen contre les rebelles houthistes. Une note de la direction du renseignement militaire (DRM) d'octobre 2018, rendue publique par le collectif de journalistes *Disclose*, révèle que la coalition arabe utilise des canons

automoteurs français Caesar, des Mirage 2000, des systèmes de guidage Damoclès et des chars Leclerc dans l'arrière-pays.

Matignon répète que « les armes françaises sont placées pour l'essentiel en position défensive » et assure ne pas « avoir connaissance de victimes civiles » en raison de leur utilisation au Yémen.

PAGE 16

Indonésie

La place de l'islam, enjeu central des élections générales

PAGE 17

Entretien

Guillaume Faury et les défis du nouveau patron d'Airbus

PAGE 19

science & médecine

L'ALCOOL ET LES JEUNES, DANGEREUX COCKTAIL

A 17 ans, un garçon sur deux avoue au moins une soirée de beuverie par mois (38 % pour les filles), et 21,7 % des garçons en déclarent trois : ces « alcoolisations ponctuelles importantes » ont des conséquences sur la santé

SUPPLÉMENT

« Elle a résisté aux nazis, elle ne va pas nous lâcher maintenant »

Parisiens, touristes, étrangers... Des milliers de personnes ont assisté avec effroi à l'embrasement de la cathédrale. Dans les rues de Paris, la foule s'est retrouvée « en communion » face à l'impensable

RÉCIT

Tous les yeux s'étaient levés vers le haut de l'église. Ce qu'ils voyaient était extraordinaire; sur le sommet de la galerie la plus élevée, plus haut que la rosace centrale, il y avait une grande flamme qui montait, qui montait entre les deux clochers avec des tourbillons d'étincelles, une grande flamme désordonnée et furieuse dont le vent emportait par moments un lambeau dans la fumée. (...) Il se fit un silence de terreur. » Les mots de Victor Hugo ont deux siècles, et ils disent ce lundi d'avril, vers 19 heures, où Paris n'est plus qu'un cri : Notre-Dame brûle ! Notre-Dame brûle ! Le ciel encore bleu se fend d'une colonne de fumée jaune, que l'on regarde sans y croire. On ne voit d'abord qu'elle, qui enfle et gonfle, toujours plus jaune, puis blanche, puis jaune à nouveau. Et en son cœur, ce bruissement orange qui dit que oui, Notre-Dame brûle. Et l'on reste là, figé, hébété par cette image médiévale.

La flèche s'empourpre, la fumée la voile et la dévoile. A chacune de ses réapparitions, elle semble plus fragile. De la fenêtre d'un toit de Paris, on fixe avec un mélange de fascination et d'effroi cette pointe de 93 mètres de haut qui se fait déchiqueter par les flammes. D'autres images reviennent en mémoire. Les tours du World Trade Center, bien sûr, en septembre 2001. Et l'on pressent la suite, on la guette. On croit voir la flèche pencher. On se trompe sans doute. Elle n'est plus qu'une aiguille dont le chas, soudain, se brise. Le feu la mord, toujours plus fort. Elle se rompt.

Plus bas, la charpente n'en finit pas de flamber. Une forêt de chênes de plus de cent mètres de longueur, treize de largeur dans la nef, quarante dans le transept. Un hélicoptère de la gendarmerie survole l'incendie. Sur la Seine, les derniers bateaux-mouches sont escortés par la police fluviale. Absurdité de l'instant : alors qu'ils longent l'île de la Cité au pied des flammes, leurs haut-

parleurs continuent de diffuser la voix enregistrée qui présente les monuments de Paris. Partout, des sirènes des pompiers. Mais que font-ils ? Notre-Dame brûle !

A 20 heures, le parvis, fermé au public, est envahi de camions de pompiers. Plusieurs de leurs hommes se plaignent d'avoir eu du mal à parvenir jusque-là, la circulation n'a été bouclée que tardivement aux alentours de la cathédrale. La maire de Paris, Anne Hidalgo, est déjà sur place, bouleversée. Elle était à son bureau de l'Hôtel de ville, juste de l'autre côté de la Seine, quand elle a vu les premières flammes.

NUAGE DE FUMÉE NOIRE

Le curé Olivier de Cagny a accouru depuis l'église voisine de Saint-Louis-en-l'Île. Il était en train de célébrer la messe quand des paroissiens l'ont prévenu. Il a été ordonné prêtre dans la cathédrale. « C'est horrible », répète-t-il, le regard rivé aux nacelles des pompiers, déployées au bout de longs bras mécaniques qui ne parviennent que jusqu'au premier étage de la cathédrale. Les jets de leurs lances arrosent les murs sans atteindre le second étage et le toit en feu. Un groupe de pompiers parvenu au sommet de l'une des deux tours doit battre en retraite quand la flèche s'abat dans un nuage de fumée noire.

Tout le monde se demande : « Mais pourquoi n'envoie-t-on pas des avions Canadair ? » Donald Trump se pose la question aussi. Il tweete : « Terrible de voir l'incendie de la cathédrale de Notre-Dame à Paris. Peut-être que des Canadair pourraient être utilisés. Il faut agir vite ! » La réponse de la sécurité civile arrive, sur Twitter elle aussi, en français et en anglais : « #NotreDame : Le largage d'eau par avion sur ce type d'édifice est impossible. Il pourrait en effet entraîner l'effondrement de l'intégralité de la structure. » Sur le même réseau, des citoyens américains présentent leurs excuses aux Français pour l'intervention de leur président.

Le président de la République française, Emmanuel Macron, a déjà fait savoir qu'il renonçait à l'allocation qu'il devait prononcer à 20 heures pour annoncer ses décisions en

« C'EST UN TRISTE JOUR MAIS ÇA FAIT DU BIEN DE VOIR LES PARISIENS RASSEMBLÉS, COMME APRÈS LES ATTENTATS DU 13-NOVEMBRE »

FLORIAN
26 ans

réponse à la crise sociale des derniers mois. Au moment où il en terminait l'enregistrement, les premières flammes s'échappaient de Notre-Dame. Il rejoint le parvis, en compagnie de son épouse, Brigitte Macron, et du premier ministre, Edouard Philippe. Ils échangent quelques mots avec les pompiers et repartent vers la Préfecture de police, juste en face de la cathédrale. De Mayotte, où il est en déplacement, le ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, confie aux journalistes qui l'accompagnent qu'il « culpabilise de ne pas être au côté des pompiers ».

Autour, sur les ponts qui encerclent l'île de la Cité, les policiers ont tendu à la va-vite des rubans de protection orange et blanc pour contenir la foule qui afflue. Toutes les rues de Paris semblent converger vers le « point zéro ». Des grands boulevards, des ruelles étroites de la rive gauche, on vient voir l'impensable. Le photographe, le filmer. Un quinquagénaire découvre la scène et hurle : « Mais qui a fait ça, c'est pas possible ? ! » Une femme, la quarantaine, crie dans son téléphone : « Mais ça fait deux heures que ça brûle, me dis pas qu'on ne sait pas éteindre un feu en deux heures ? ! » Un couple de touristes fait défiler sur son téléphone les photos de la cathédrale prises dans l'après-midi, « à l'époque » où l'édifice possédait encore un toit et une flèche.

Un vieux Parisien confie à son voisin : « J'arrive pas à partir.

– C'est vrai qu'on reste scotchés...

– On aimerait tellement que ça s'éteigne là, sous nos yeux. »

Soudain, des cris. Des flammes sortent de la tour Nord, où des structures en bois soutiennent les cloches. Vu de la rive gauche, les jets des lances redoublent de vigueur. Sur les quais, on retient son souffle face à cette guerre entre le feu et l'eau. Cette fois, c'est elle qui l'emporte. Le feu vacille, les lueurs rouges de la tour s'éteignent les unes après les autres. Des drones, activés par la police, survolent la cathédrale pour repérer de nouveaux dépôts de feu et guider les lances des pompiers.

« CHEZ NOUS, LA FRANCE, C'EST SACRÉ »

Sur la rive droite, place de l'Hôtel-de-Ville, Paris est devenue capitale du monde. Il y a Yoko, une Japonaise de 40 ans, en larmes, Aidong, une Chinoise de 67 ans, qui a mal à « son cœur », elle qui a tant de fois visité Notre-Dame et la tour Eiffel, « les deux monuments qui plaisent tant à Shanghai ». D'un peu plus loin, parviennent des accents russes, italiens et anglais. Arrivée de Sao Paulo pour passer quelques jours de vacances avec sa fille installée en France, Christiane déroule sur son portable tous les messages de soutien venus du Brésil : « Quand notre pays a été découvert, Notre-Dame était déjà debout. Chez nous, la France, c'est sacré. » Un journaliste sud-coréen de ChannelNews filme les regards médusés et graves de la foule. « Ce sera certainement le sujet numéro un des journaux du matin », lance-t-il. D'autres reporters turcs, japonais, allemands, anglais et américains font des directs devant la cathédrale en feu.

Il y a surtout tous ces Parisiens venus pleurer une vieille dame de 850 ans à laquelle beaucoup d'entre eux ne rendaient plus visite depuis longtemps et qui semblent réaliser soudain combien ils lui sont attachés. Ils ont déserté bureaux, facs, cafés, domiciles, pour se précipiter vers elle, à pied, à vélo, à scooter. Le photographe François-Marie Bannier passe en zigzaguant sur sa Mobylette.

La nouvelle était folle, impensable. Il leur fallait s'approcher au plus près, être là, comme pour soutenir l'édifice dans sa souff-



rance ou dans son agonie. Et puis être ensemble. C'est peut-être cela qui est le plus frappant, dans la foule toujours plus dense, qui se presse sur la rive gauche, rue de la Bûcherie ou de l'Hôtel-Colbert, face au quai de Montebello : ce désir de vivre l'événement en réunion, certains, beaucoup, disent « en communion », dans un silence impressionnant qui ne s'interrompt que pour applaudir le passage des camions de pompiers.

« C'est un triste jour mais ça fait du bien de voir les Parisiens rassemblés, comme après les attentats du 13-Novembre », confie Florian, 26 ans, originaire de Narbonne, qui reconforte Jocelyne, 67 ans, venue à pied de chez elle, rue Rambuteau, pour voir ce qu'elle n'avait jamais osé imaginer : le cœur sacré de Paris en feu. « Je pense à tous ces compagnons du Tour de France qui ont bâti notre cathédrale. Je... » Les larmes l'interrompent. « Nous sommes en train d'assister à un meurtre et on ne peut rien faire. » « Elle a résisté aux nazis, elle ne va pas nous lâcher maintenant », veut croire un jeune homme.

« Quand on habite dans le périmètre de Notre-Dame, on vit avec !, dit une femme d'une soixantaine d'années. On vit à son rythme, à ses couleurs, à sa musique ! Il y a le bourdon, les autres cloches, et bien sûr les grandes orgues. Il y a les messes, et il y a les concerts. La semaine avant Noël, on se glisse à l'intérieur pour les répétitions des chorales. On y passe, on y entre, on y fait une courte pause, une petite méditation. C'est comme une maison de quartier ! » Et puis, poursuit-elle, « c'est tellement agréable le matin, avant l'afflux des touristes ! C'est un peu comme San Marco pour les Vénitiens. Ils y passent à leur basilique, ils y ont leurs habitudes. Et nous aussi ».

Les écrans des téléphones sont inondés de messages de parents, d'amis, qui ne vivent pas à Paris et regardent les images à la télévision. Un jeune homme appelle son frère : « Je pense à Maman. Elle doit être en train de mettre des branches de rameaux partout dans la maison ! » Un architecte a le regard rivé aux rosaces, aux structures. « J'ai l'impression

« C'est une partie de moi qui s'effondre »

IL EST 6 H 30, Paris s'éveille avec un goût de cendres et une odeur de suie. Depuis les quais de la Seine, les deux tours de Notre-Dame se détachent dans le jour naissant. Il manque la flèche. Des policiers interdisent l'accès à l'île de la Cité. Iaonis, une travailleuse roumaine, ne comprend pas pourquoi. Vendeuse de glaces dans un commerce sur le parvis de la cathédrale, elle appelle son patron. Sans réponse, elle repart en pestant. Chômage forcé. Sur le quai de l'Hôtel de ville, des ombres s'accourent au muret de pierre, entre les stands de bouquinistes. Paul, étudiant en communication, est venu de Versailles : « Cet incendie, c'est une partie de moi qui s'effondre. On ne peut même pas être en colère, comme après les attentats. Il ne reste que l'accablement. » Il s'est converti au catholicisme il y a deux ans.

Un peu plus loin, Brigitte, une femme aux cheveux blancs, déplie un trépied d'appareil photo. Mais elle a oublié la pièce permettant de fixer son appareil. « C'est de l'argentique », précise-t-elle. Puis soudain,

elle s'effondre en larmes. « Je n'ai pas dormi de la nuit, c'est tellement dur. Je pense à tous ces artisans qui sont morts sans voir leur œuvre achevée. Cette société va si mal, si seulement ça pouvait nous rassembler un peu. » Elle pleure à gros bouillons. « Les larmes ça sert à rien, c'est la lessive aux sentiments. Je l'aimais en toute saison la pauvre Dame... », dit-elle en rangeant son appareil.

Vitraux noirs de suie

La Seine est immobile comme un miroir, troublée seulement par le passage d'une vedette rapide de la brigade fluviale. Sur le pont de la Tournelle et le quai de Montebello, l'agitation est plus grande. Les chaînes de télévision enchaînent les directs devant les images des pompiers qui continuent d'arroser le transept sud dont s'échappe encore de la fumée. La cathédrale a été comme décapitée, la toiture a presque entièrement brûlé. L'échafaudage est resté debout, même si une partie, tordue par la chaleur, forme un amas de ferraille. Les

murs extérieurs et les deux beffrois sont encore étonnamment blancs. En revanche, les vitraux sont noirs de suie, certains ont explosé. La grande rosace du parvis semble intacte. Les portes, entrouvertes, laissent apparaître une apocalypse. Quand on parle de « miracle » à M^{re} Philippe Marset, vicaire général du diocèse de Paris, il répond que ceux qui ont fait des miracles sont les pompiers.

Amy, une joggeuse canadienne qui habite le quartier, est là pour la troisième fois depuis hier soir. « Elle m'a donné tant de belles émotions. Je viens lui rendre hommage. » Jeanne, qui passe devant tous les jours en allant prendre le RER, confesse sa « honte » : « Nos ancêtres ont mis plus de cent ans à la construire. Et nous, au XXI^e siècle, on n'est pas capables de la préserver. » A 7 h 02 précisément, un arc-en-ciel s'est élevé de l'île de la Cité, juste derrière Notre-Dame martyrisée. Quelques minutes plus tard, quelques gouttes de pluie. Trop tard, trop peu. ■

CHRISTOPHE AYAD



d'assister au martyre de Notre-Dame. Sa charpente, c'est la forêt du Moyen Age partie en quelques heures. » Un avocat se souvient que « le grand bourdon a sonné la Libération de Paris, la mort de Charles de Gaulle. Et ce soir la cathédrale est muette. Si les cloches sont touchées, Paris perd sa voix pour toujours. »

D'autres cloches sonnent dans la nuit de Paris. Des tintements tristes qui s'échappent de l'église voisine de Saint-Séverin. Qui arrive du Sacré-Cœur. Qui résonnent depuis le haut de la montagne Sainte-Geneviève, à Saint-Etienne-du-Mont. L'archevêque de Paris, M^{gr} Michel Aupetit, a appelé les responsables ecclésiastiques à faire sonner les cloches de leurs églises « pour inviter à la prière ». Celles de Notre-Dame du Perpétuel Secours à Asnières, dans les Hauts-de-Seine, ont sonné le glas juste avant 23 heures. Il a résonné aussi depuis les cathédrales de Reims et de Chartres.

Sur les téléphones portables s'échange la photo spectaculaire prise par un drone de la nef dépouillée de sa charpente : une croix rouge sang au cœur de la capitale. Partout, autour de la suppliciée, des gens prient, agenouillés. « Que faire d'autre ? », demande une femme. Des chants s'élèvent. Le « Je vous salue, Marie », « l'Ave Maria ». « Je ne suis pas

une chrétienne très fervente mais je prie tous les anges et les archanges, et la Vierge Marie de venir éteindre le feu. Je préfère prier que me mettre en colère », confie Monique, venue du 13^e arrondissement.

Aurélien, 21 ans, originaire d'Amiens, est allée à Notre-Dame il y a deux semaines. « La cathédrale, dans le noir, semble porter des habits de deuil », lâche-t-elle. Mais elle trouve « formidablement réconfortant de voir tant de gens rassemblés dans la paix et une certaine harmonie. On est unis. Et c'est très fraternel. C'est même bouleversant car ça va de pair avec le déclin spirituel. » Une femme se souvient de la grand-messe des Rameaux qui a eu lieu dimanche, une semaine avant Pâques. Comme elle lui paraît loin ! « Il y avait foule sur le parvis. Des dizaines de prêtres et de servants. Une haie d'honneur pour la procession avec du buis et des palmes », raconte-t-elle. « On pourrait célébrer Pâques sur le parvis ! On ne doit pas baisser les bras ! », lance un homme, à côté d'elle.

VISAGE DÉFAIT

Vers 23 heures, la nouvelle se répand : le recteur de Notre-Dame, Patrick Chauvet, vient d'annoncer que « le trésor et la couronne d'épines, des reliques de la passion du Christ constituées par un morceau de la Croix et un clou de la Passion » ont pu être sauvés. Une autre suit : le parquet de Paris indique « qu'une enquête a été ouverte du chef de destruction involontaire par incendie ». Puis une troisième, qui émane du général Jean-Claude Gallet, commandant de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris : « Les deux tiers de la charpente sont détruits. Mais on peut considérer que les deux tours de Notre-Dame sont sauvées. La structure globale est préservée. »

Sur le parvis, un homme au visage défait évalue les dégâts de l'incendie. Michel Picaut préside l'association Friends of Notre-Dame de Paris, chargée du mécénat pour financer une partie des travaux de rénovation. « Le monde entier donne pour Notre-Dame et notamment les Américains, qui

contribuent pratiquement autant que les Français, déclare-t-il. A l'heure actuelle, le toit et la flèche effondrés, cela signifie beaucoup de dégâts à l'intérieur. Le beffroi a été endommagé. A l'intérieur des tours, c'est une structure en bois qui soutient notamment les cloches et cette structure a brûlé sans que l'on sache encore si des cloches sont tombées. Quelques œuvres ont pu être évacuées, mais il va falloir tout recommencer et c'est un crève-cœur. On se bat pour restaurer cette merveille et tous nos efforts viennent d'être anéantis en quelques heures. »

De la cathédrale s'échappent encore des flammes, moins hautes, moins vives, mais toujours présentes. La foule reste là, à veiller sur sa vieille dame. « Je ne peux pas m'empêcher de penser qu'il y a ce soir un ouvrier qui songe avec effroi à la négligence ou la faute qu'il a commise cet après-midi et qui est à l'origine de l'incendie », souffle un Parisien. Une image semble lui répondre : sur les flancs de la cathédrale meurtrie, les échafaudages ont résisté au feu et dressent comme un étai de fer autour de huit siècles de chêne calciné.

Au milieu de la fumée noire qui obscurcit le monument, on distingue sur la façade les lampes frontales des pompiers. Du deuxième étage, ils continuent d'intervenir sur le foyer de la charpente. Les premiers mots d'Emmanuel Macron, revenu sur le parvis vers 23h30, sont pour eux. Entouré du premier ministre, de la maire de Paris, et de l'évêque de Paris, le président de la République salue « leur courage, leur professionnalisme et leur détermination ». « Je veux ici leur dire les remerciements de la nation tout entière. Grâce à leur engagement et à celui de l'ensemble des services de l'Etat, le pire a été évité. » Sa deuxième pensée, dit-il, va aux « catholiques de France et de partout dans le monde, en particulier en cette Semaine sainte. Notre-Dame de Paris, c'est notre histoire, notre littérature, notre imaginaire. Le lieu où nous avons vécu tous nos grands moments, nos épidémies, nos guerres, nos Libérations.

C'est l'épicentre de notre vie, l'étalon d'où se mesurent nos distances. Cette histoire, c'est la nôtre. Et elle brûle. Mais cette cathédrale, il y a plus de huit cents ans, nous avons su l'édifier. Alors, je vous le dis : cette cathédrale, nous la rebâtirons. Parce que c'est ce que les Français attendent. parce que c'est ce que notre histoire mérite ».

ODEUR ÂCRE

Une souscription nationale, annonce-t-il, va être lancée dès mardi. Sans attendre la parole présidentielle, d'autres initiatives ont déjà été lancées. Des quêtes, dans le public, des cagnottes, sur le site Leetchi, d'autres sur Facebook, un appel de François Baroin, le président de l'Association des maires de France, à toutes les municipalités pour concourir au financement de la reconstruction de Notre-Dame. Et celle de la famille du milliardaire François Pinault, qui annonce un don de 100 millions d'euros.

Il est près de minuit lorsque Emmanuel Macron, accompagné d'une petite délégation, pénètre dans la cathédrale. Le spectacle est saisissant. La nef est encore envahie de fumée dont l'odeur âcre se mêle à celle de la pierre mouillée. La voûte semble intacte. Il faut avancer encore pour voir distinctement, au beau milieu, la béance laissée par l'effondrement de la flèche, dont les morceaux épars gisent sur le pavement. Elle s'est abattue juste devant l'autel et a écrasé la douzaine des premiers rangs de bancs. Des flammèches tombent encore de l'orifice. L'autel en bronze est intact, et dans l'obscurité, brille la grande croix dorée. Victor Hugo, encore, qui d'autre ? « Œuvre colossale d'un homme et d'un peuple (...) ; sorte de création humaine, en un mot, puissante et féconde comme la création divine dont elle semble avoir dérobé le double caractère : variété, éternité. » ■

**DOMINIQUE BUFFIER,
MARIE-BÉATRICE BAUDET,
JEAN-BAPTISTE CHASTAND,
ANNICK COJEAN, PASCALE ROBERT-DIARD
ET HENRI SECKEL**

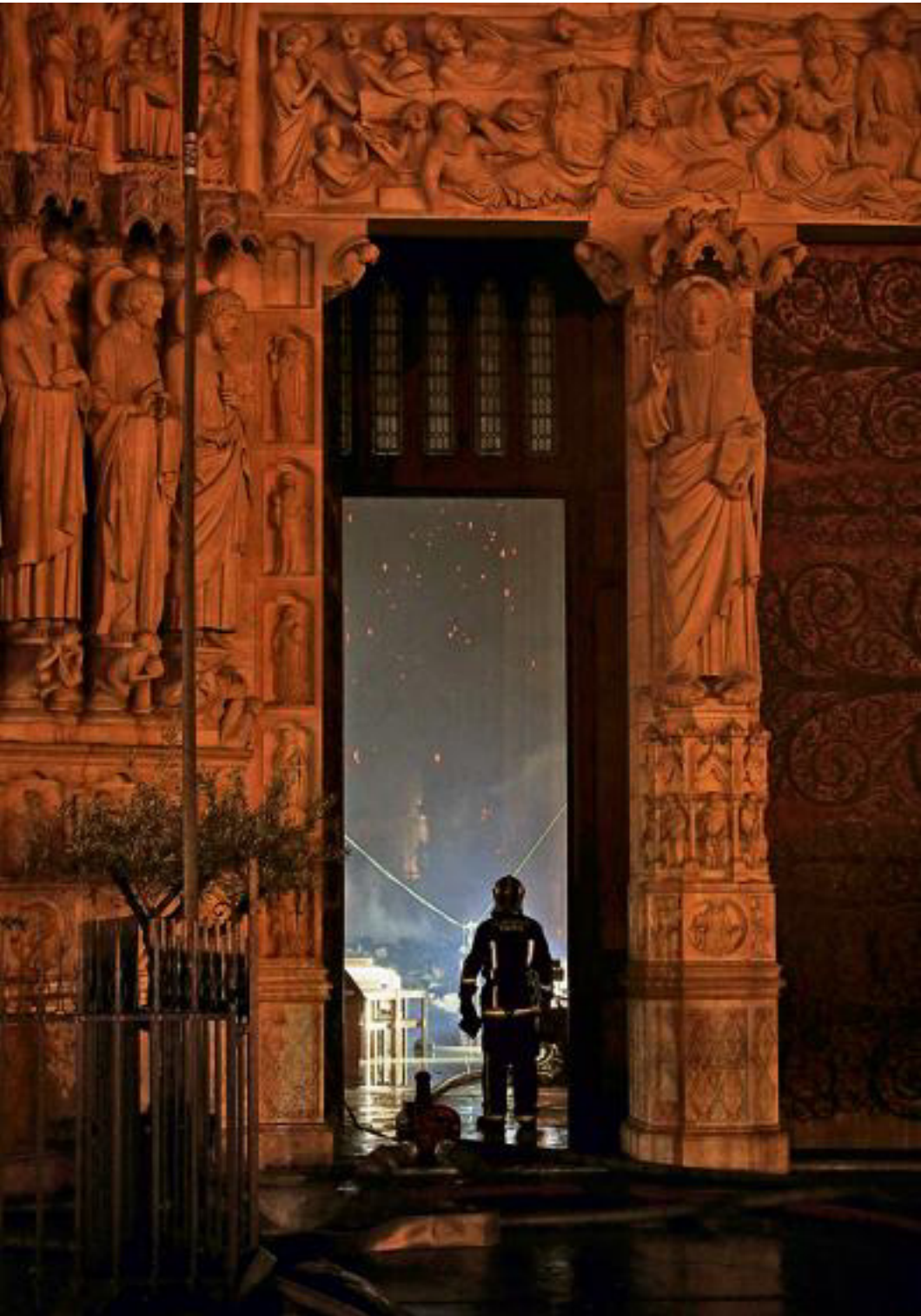
« J'AI L'IMPRESSION
D'ASSISTER
AU MARTYRE
DE NOTRE-DAME.
SA CHARPENTE, C'EST
LA FORÊT DU MOYEN
ÂGE PARTIE EN
QUELQUES HEURES »,
DIT UN ARCHITECTE

Lundi 15 avril, 18h50, Notre-Dame s'embrase

Le violent incendie qui a ravagé la cathédrale aurait débuté dans les charpentes de l'édifice, en cours de restauration. Puis, il s'est propagé à une grande partie du toit, causant, vers 20 heures, l'effondrement de la flèche de Viollet-le-Duc. Les pompiers ne sont parvenus à maîtriser l'incendie que tôt mardi matin

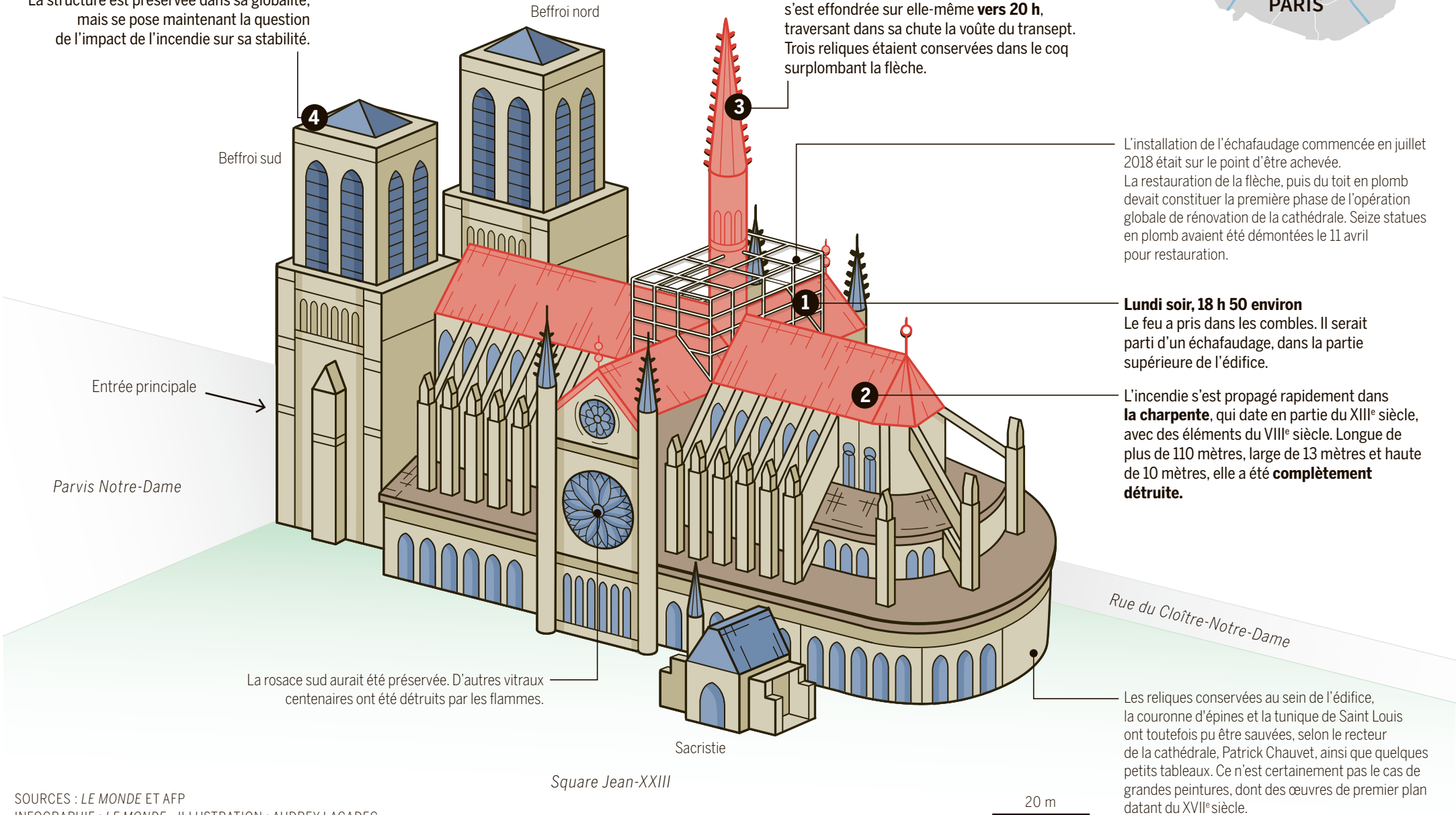
PHOTOS: GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP;
DENIS ALLARD POUR « LE MONDE »;
PHILIPPE WOJAZER/REUTERS;
JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCH POLITICS
POUR « LE MONDE »





L'incendie a ravagé le toit et la flèche de Notre-Dame

Le feu a été maîtrisé dans la nuit vers 3 h 45, après des efforts considérables des pompiers, notamment pour sauver les deux beffrois, ainsi que les œuvres à l'intérieur de la cathédrale. La structure est préservée dans sa globalité, mais se pose maintenant la question de l'impact de l'incendie sur sa stabilité.



SOURCES : LE MONDE ET AFP
INFOGRAPHIE : LE MONDE - ILLUSTRATION : AUDREY LAGADEC

L'enquête s'annonce compliquée

On sait encore peu de choses, à ce stade, sur l'origine du gigantesque incendie qui a ravagé la cathédrale Notre-Dame de Paris, lundi 15 avril. Après avoir hésité pendant plusieurs heures, le parquet de Paris a ouvert, lundi soir, une enquête pour « destruction involontaire par incendie », excluant a priori le motif criminel. Les investigations confiées à la direction régionale de la police judiciaire pourraient néanmoins se révéler extrêmement longues et délicates avant que ne soient éclaircies avec précisions les circonstances de départ du feu.

Selon les premiers éléments de l'enquête, c'est dans les combles de Notre-Dame de Paris que l'incendie aurait démarré, peu avant 19 heures. Un endroit très difficile d'accès, cerné d'échafaudages, au cœur d'un vaste chantier de rénovation lancé depuis l'été 2018. A cette heure, il n'y avait, semble-t-il, plus d'ouvriers sur place. Mais le feu a largement détruit cette partie de la cathédrale. Il ne sera donc pas simple d'y retrouver des preuves matérielles pour tenter d'expliquer l'origine de l'incendie.

Les enquêteurs étaient en tout cas déjà à pied d'œuvre, lundi soir, pour identifier les personnes qui travaillaient sur le chantier et pour recueillir les premiers témoignages sur les origines de l'incendie, selon le parquet de Paris. Plusieurs ouvriers ont été entendus par la police judiciaire au cours de la nuit. La brigade criminelle, chargée des investigations, n'avait pas encore pu procéder aux premières constatations sur place mardi matin, la solidité de l'édifice n'étant pas assurée. « Ce sera une enquête longue, complexe, qui va marier des éléments policiers mais aussi des éléments techniques avec des expertises qui vont être mission-

Les combles, d'où le feu est parti, étaient au cœur d'un vaste chantier de rénovation. Ils ont été largement détruits, ce qui laisse peu d'espoir d'y retrouver des preuves matérielles

nées », explique une source policière, qui parle déjà d'une affaire « hors norme », même si aucune victime n'est pour l'instant à déplorer. Les riverains ont en effet pu être évacués, ainsi que toutes les personnes se trouvant à l'intérieur de la cathédrale lors du drame.

D'après les premiers témoignages, le feu s'est propagé très rapidement, sous l'effet du vent notamment. « La charpente, qui date du XIII^e siècle, s'est embrasée tout de suite », a notamment déclaré M^{re} Patrick Chauvet, recteur de Notre-Dame et témoin de la scène, lors d'un point presse improvisé sur le parvis de la cathédrale. Ce dédale de poutres en bois de 110 mètres de long a servi de combustible à l'incendie.

Conditions d'intervention délicates

Dès le début de la catastrophe, les pompiers sont intervenus en nombre, convergeant rapidement de toute part vers le centre de la capitale, où se trouve Notre-Dame. Plus de 400 sapeurs-pompiers ont ainsi été mobilisés dès le début de la soirée, avant d'être relayés en milieu de nuit par des effectifs équivalents. Des moyens humains considérables qui ont nécessité la mobilisation à la fois de membres de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) et de pompiers venus du reste de l'Ile-de-France. Des drones ont aussi été utilisés pour mieux piloter l'intervention.

Les conditions se sont toutefois révélées particulièrement délicates, selon le général Jean-Claude Gallet, commandant de la BSPP, qui s'est exprimé à plusieurs reprises durant la soirée du 15 avril, pour décrire la progression de ses troupes. Dix-huit lances d'incendie ont ainsi été mobilisées pour l'occasion, mais leur action a vite été limitée à l'extérieur de l'édifice religieux. Malgré leur hauteur, elles ont peine à atteindre le sommet des combles et surtout la flèche de la cathédrale, située à plus de 90 mètres, qui a fini par s'effondrer, vers 20 heures. La toiture a pour sa part brûlé aux deux tiers.

Les lances ont été plus efficaces à l'intérieur de la cathédrale, selon le général. Mais elles n'ont pas pu empêcher d'importantes dégradations. Au point qu'en milieu de soirée, vers 21 h 30, le commandant de la BSPP s'est un temps montré alarmiste sur les chances de sauver le monument historique. « L'heure et demie qui vient est déterminante (...) à ce stade, on n'est pas sûrs de pouvoir enrayer la propagation de l'incendie au beffroi nord de la cathédrale », a-t-il déclaré sur le parvis de Notre-Dame.

Selon lui, les difficultés ont été multiples. Avec la tombée de la nuit, la visibilité a été plus limitée. Les pompiers ont bataillé dans un contexte d'affaiblissement général des structures de la cathédrale. Ils ont notamment été confrontés à des chu-

tes du plomb en fusion qui recouvrait la toiture. « Nous devons lutter pied à pied, mètre après mètre », a précisé le général Gallet. Alors que l'hôpital de l'Hôtel-Dieu voisin s'est activé pour proposer un espace de repos et de rafraîchissement aux pompiers, un blessé grave a été recensé parmi eux, peu avant 23 heures.

Multiples difficultés

Finalement, vers la même heure, l'optimisme est revenu du côté des autorités. « Le feu a baissé en intensité (...) nous sommes entrés dans une phase de refroidissement de l'édifice, on peut penser que la structure est sauvée, notamment le beffroi nord. Le travail se poursuivra toute la nuit », a détaillé le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez. « Les deux tours sont sauvées, mais l'échafaudage central va nécessiter plusieurs heures [d'intervention] car il y a des risques d'effondrement », a précisé le général Gallet. C'est l'intervention de pompiers à l'intérieur même des beffrois en flamme qui a permis de sauver cette partie du bâtiment et d'éviter que les immenses cloches s'effondrent.

« CE SERA UNE ENQUÊTE LONGUE, COMPLEXE, QUI VA MARIER DES ÉLÉMENTS POLICIERS MAIS AUSSI DES ÉLÉMENTS TECHNIQUES », EXPLIQUE UNE SOURCE POLICIÈRE

Ce n'est qu'à 3 h 45, après quelque neuf heures de lutte acharnée avec les flammes que l'incendie a finalement été « maîtrisé » par les sapeurs-pompiers. « Il est partiellement éteint, il reste des foyers résiduels à éteindre », a précisé le lieutenant-colonel Gabriel Plus, porte-parole de la BSPP. L'ossature globale de l'édifice semble à ce stade avoir tenu le choc, malgré l'effondrement de la croisée du transept et d'une grande partie du transept nord. « La structure est sauvée mais il y a des expertises à faire », a précisé Laurent Nuñez, mardi matin, sur BFMTV. Un incendie de cette ampleur-là, ça a un impact important sur les structures donc il faut pouvoir s'assurer qu'elles sont toujours stables. »

L'autre enjeu de la soirée, outre de sauver l'architecture extérieure de Notre-Dame, a été aussi de protéger les œuvres d'art se trouvant à l'intérieur. Or, les plus précieuses se situaient à l'arrière de la cathédrale, justement là où le feu était le plus spectaculaire. Une noria a été organisée par les sapeurs-pompiers et les agents municipaux, selon Anne Hidalgo, la maire de Paris, pour sauver les œuvres et les placer en sécurité. Selon M^{re} Chauvet, la couronne d'épines, la tunique de saint Louis – deux objets extrêmement importants pour les catholiques – ainsi que « quelques calices et tableaux » ont pu être sauvés, « mais pour enlever les grands tableaux, [c'était] impossible ».

L'état des vitraux est également incertain. Certains ont explosé sous l'effet de la chaleur, mais la grande Rose du midi dominant sur la Seine, chef-d'œuvre du XIII^e siècle, aurait été préservée, selon plusieurs témoignages. Selon le vicaire général de l'archidiocèse de Paris, M^{re} Philippe Marsset, des représentants des monuments historiques se sont rendus sur place dans la nuit pour établir la liste des œuvres à sauver en priorité. ■

NICOLAS CHAPUIS ET ÉLISE VINCENT

Charpente, toiture, flèche... Des dégâts pour l'instant inestimables

L'état de la structure va maintenant devoir être évalué

Elle était joliment surnommée la « forêt ». L'immense charpente en chêne de Notre-Dame, de 110 mètres de long de Notre-Dame, 13 mètres de large et 10 mètres de haut, achevée au début du XIII^e siècle, et dont certains éléments dataient du VIII^e siècle, est intégralement partie en fumée, de même que la quasi-totalité de l'immense toiture en plomb. La flèche, comme un symbole, s'est effondrée peu avant 20 heures sous la morsure des flammes attisées par un vent puissant. Perchée à 93 mètres de haut, elle n'a pas pu être atteinte facilement par les lances à eau des pompiers. Longtemps menacé, le beffroi nord en surplomb du parvis, dont la chute aurait entraîné celle de sa tour jumelle, au sud, et la destruction irréversible de la grande rosace, a échappé au pire, grâce à l'engagement, au plus près, des soldats du feu parisiens. En revanche, on ne sait pas encore à quel point les grandes orgues de la cathédrale ont souffert du sinistre.

Tel est, pour l'heure, le triste bilan de cet incendie. Pour l'instant. Car il était bien sûr encore trop tôt, mardi matin, pour mesurer complètement l'ampleur des dégâts. Les appareils en pierre, renforcés par des armatures en acier « soudées » au plomb, ont certainement souffert de l'intensité du brasier dont la température serait montée jusqu'à plus de 800 degrés. Sans parler des effets néfastes des grandes, mais nécessaires, quantités d'eau qui peuvent dégrader de manière irréversible les nombreux trésors contenus dans l'enceinte de la cathédrale.

La voûte en pierre a tenu
A l'inverse d'un bâtiment « ordinaire », la difficulté pour les pompiers a consisté à devoir circonscrire les flammes, en même temps que de doser l'impact de leur intervention afin de ne pas mettre en péril l'exceptionnelle qualité patrimoniale du site.

La voûte en pierre a été fragilisée, ainsi que l'ont rapporté les pompiers, mais elle a tenu. Sa fonction originelle est précisément d'empêcher la propagation du feu. « *Tandis que le feu tend à monter, son rôle est de faire écran entre la charpente et le volume des nefs en contrebas* », souligne l'architecte en chef des monuments historiques François Châtillon. Au Moyen Age, les constructions étant toutes en bois, un sinistre de cette ampleur aurait intégralement embrasé le quartier.

En dépit de l'ampleur inédite du sinistre, « *la structure de Notre-Dame de Paris est sauvée et préservée dans sa globalité* », ont expliqué, dans la soirée, les sapeurs-pompiers. Mardi matin, le secrétaire d'Etat auprès du

LES APPAREILS EN PIERRE, RENFORCÉS PAR DES ARMATURES EN ACIER « SOUDÉES » AU PLOMB, ONT CERTAINEMENT SOUFFERT DE L'INTENSITÉ DU BRASIER

ministre de l'intérieur, Eric Nunez, s'est montré un peu moins optimiste, expliquant qu'il y a « *des doutes sur comment la structure va résister* ».

Cet incendie est intervenu alors qu'un vaste programme de rénovation de l'édifice était en cours. Débutée en juillet 2018, l'installation de l'immense échafaudage de 500 tonnes, soit quelque 500 000 tubes d'acier galvanisés appuyés sur les quatre piliers du transept de Notre-Dame, était sur le point d'être achevée. Le 11 avril, après avoir été décapitées pour éviter de les détériorer pendant leur transport, seize statues de cuivre de 250 kg chacune avaient été soustraies des lieux à l'aide d'une grue de 100 mètres de haut. Elles devaient retrouver leur socle en 2020. Financé par l'Etat à hauteur de 11 millions d'euros, le chantier de restauration de la flèche et de l'intégralité de la toiture en plomb de la cathédrale de Paris devait constituer la première phase d'une opération globale de quelque 150 millions d'euros.

Aujourd'hui, la question des travaux initiaux n'est bien sûr plus d'actualité. A Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne), au sein du laboratoire de recherche des monuments historiques, la question prioritaire n'est plus de savoir si les statues doivent retrouver leur couleur marron d'origine ou, au contraire, conserver le vert-de-grisé dû à la patine du temps. Les sculptures représentant les douze apôtres et les quatre évangélistes – l'architecte Eugène Viollet-le-Duc (1814-1879), constructeur de la flèche entre 1844 à 1864, s'était lui-même représenté en saint Thomas – ont désormais le statut de rescapées d'un désastre.

Le chantier de reconstruction de Notre-Dame à l'identique durera des décennies et nécessitera d'engager des sommes considérables. En attendant, les pompiers resteront longtemps à pied d'œuvre. Pendant plusieurs jours, ils vont devoir assurer la surveillance du feu et celle de la structure, pour être certains que celle-là n'est pas fragilisée avant de pouvoir l'étayer. Puis suivront « *d'autres études de structure, des études précises sur les at-*

teintes portées à l'édifice par l'effet conjugué de l'eau et du feu », indique le président du Centre des monuments nationaux, Philippe Béval. Commencera alors véritablement un nouveau et immense chantier.

S'il se confirme que l'incendie est parti en marge des travaux de rénovation, sera alors très vite posée la question des mesures de sécurité qui les entouraient. Les travaux sont en effet, traditionnellement, des causes de sinistres.

« Principale hantise »
Selon l'assureur MMA, dans la seule région Ile-de-France, on dénombre un incendie sur un chantier tous les trois jours. Certains ont déjà touché des bijoux du patrimoine. Ainsi, en juillet 2013, à l'hôtel Lambert, joyau du XVII^e siècle de l'île Saint-Louis à Paris, un feu s'était déclaré sous la toiture, alors en chantier, causant d'importantes pertes patrimoniales. Au mois d'octobre de l'année suivante, à la Maison de la radio, tandis que le secteur était déserté, c'est le moteur du système de ventilation utilisé pour le désamiantage qui a été à l'origine d'un sinistre. Durant l'été 2015, enfin, le bâtiment n'étant pas sous alarme et le système de sécurité incendie désarmé la nuit en raison de travaux, une partie de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette avait été très sérieusement endommagée.

« *Les points chauds sont la principale hantise dans un chantier de restauration de cette ampleur* », souligne à propos de Notre-Dame l'architecte en chef des monuments historiques, François Châtillon. Une simple soudure sur du plomb peut réchauffer le bois qui se trouve en dessous. Pour l'architecte en chef des monuments historiques responsable de la restauration de la flèche de Notre-Dame, Philippe Villeneuve, « *les travaux n'avaient pas encore débuté, seuls les échafaudages étaient en cours de montage* ». De son point de vue, « *l'hypothèse du point chaud n'est donc pas la bonne* ».

Il n'est pas exclu toutefois que du matériel électroportatif ait pu être utilisé pour assurer la bonne tenue de l'échafaudage. Pour Albert Bacqueville, expert sinistres à la MMA, il faut redoubler de vigilance en fin de chantier. En cas de points chauds, les services de prévention des risques (SPR) préconisent même qu'une personne puisse rester sur place une à deux heures après la fin de la journée de travail. A Notre-Dame, où la sécurité générale est placée sous l'autorité de la Direction régionale des affaires culturelles, l'incendie, justement, a commencé à se déclarer en fin de journée. ■

JEAN-JACQUES LARROCHELLE

Une « souscription nationale » pour la reconstruction

L'incendie de la cathédrale suscite une vague de solidarité, en France et dans le monde

Et maintenant, les dons pour la reconstruction. « *Dès demain une souscription nationale sera lancée* », a annoncé Emmanuel Macron, lundi 15 avril peu avant minuit, lors d'une allocution aux abords de Notre-Dame encore ravagée par les flammes. « *Cette cathédrale, nous la rebâtirons tous ensemble et c'est sans doute une part du destin français et le projet que nous aurons pour les années à venir* », a déclaré le chef de l'Etat. D'autres initiatives ont été lancées. Mardi matin, la maire de Paris Anne Hidalgo a proposé d'organiser « *une conférence internationale des donateurs* » tandis que la présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, a débloqué 10 millions d'euros d'aide d'urgence « *pour aider l'archevêché à faire les premiers travaux* ».

La Fondation du patrimoine a expliqué qu'elle ouvrirait, mardi, son propre outil de collecte de dons. Cette fondation privée consacrée à la préservation du patrimoine avait notamment perçu des fonds du Loto du patrimoine. Des internautes ont cherché à apporter leur pierre en créant des cagnottes en ligne. En la matière, la méfiance s'impose tant la création de tels outils est à la portée de chacun sans garantir la destination de l'argent.

Cagnottes certifiées
Mardi soir, deux collectes de fonds ont connu un succès immédiat. La première, « Notre-Dame de Paris Je t'aime », lancée par le site Dartagnans, spécialisé dans les campagnes de financement participatif pour le patrimoine et la culture, avait récolté plus de 22 000 euros mardi matin.

Une autre, appelée « Financement des réparations de Notre Dame », hébergée par la plateforme Leetchi, avait reçu plus de 11 000 euros au lendemain de l'incendie. Elle a été lancée depuis un compte intitulé « Anonyme parisien ». Deux amis, Charles Gosse et Laurent Segnis, en revendiquent la paternité. Contacté par *Le Monde*, M. Segnis affirme que l'argent sera reversé au recteur de Notre-Dame de Paris. « *Nous, citoyens, avec nos petits moyens, il faut qu'on arrive à se réunir autour d'une cause* », explique M. Segnis, juriste et l'un des fondateurs des « gilets bleus », collectif créé en réaction au mouvement des « gilets jaunes ». Sur le site Lepotcommun, une collecte, certifiée, a été organisée par l'Observatoire du patrimoine religieux : « Souscription nationale pour Notre-Dame de Paris ».

Côté mécènes, la société d'investissement de la famille Pinault, Artemis, va débloquent 100 millions d'euros, a annoncé dans un communiqué son président, François-Henri Pinault. Le groupe LVMH et la famille Arnault ont, eux, promis un don de 200 millions d'euros au fonds dédié à la reconstruction. L'incendie a également suscité un élan de solidarité dans le monde, que l'Unesco s'est proposé de coordonner. La French Heritage Society, organisation américaine pour la préservation des trésors architecturaux et culturels français, a lancé une page Web pour collecter des fonds. « *Notre-Dame est évidemment une merveille architecturale et un monument qu'il faudrait certainement restaurer* », a déclaré Jennifer Herlein, la directrice générale de l'organisation. ■

MANON RESCAN

Des œuvres d'art affectées par les soubresauts de l'histoire

LA CATHÉDRALE RENFERMAIT plusieurs tableaux et des sculptures, et des objets sacrés dont on ignore encore précisément combien ont pu être sauvés. Notre-Dame contenait surtout des œuvres relativement récentes : de régimes en révolutions, de pillages en restaurations, il ne reste à peu près rien, à l'intérieur de la cathédrale, de ce qui l'ornait au Moyen Age. Du XVII^e au XIX^e siècle des transformations radicales ont été opérées. La Révolution détruisit ou dispersa l'essentiel du mobilier et des sculptures. Les campagnes de restauration de Viollet-le-Duc ont autant affecté l'intérieur que l'extérieur du monument.

Le principal ensemble de peintures est celui des mays : chaque année, au début du mois de mai, la corporation des orfèvres parisiens offrait un nouveau tableau à sujet religieux de grande taille, commandé à l'un des artistes en vue du moment. La coutume a duré de 1630 à 1705, à l'exception des années 1683 et 1694. Les toiles étaient accrochées sur les piliers. Quand, faute de fonds, la corporation interrompit ce rite, il y avait 76 mays. Ceux des artistes les plus renommés furent saisis à la Révolution et placés au Louvre. D'autres disparurent. Plusieurs de ceux qui revinrent dans la nef sous l'Empire en furent retirés durant les restaurations et n'y revinrent plus. Au total, on connaît aujourd'hui une

cinquantaine de mays, répartis entre Louvre, musées de province et la cathédrale qui n'en conserve que treize. C'est peu, mais ce sont, pour plusieurs, des œuvres remarquables de peintres de premier plan : deux de Laurent de La Hyre, deux de Charles Le Brun dont *Le Crucifiement de saint André* de 1647, un de Sébastien Bourdon, *Le Crucifiement de saint Pierre* de 1643. En dehors des mays, d'autres peintures importantes sont conservées : un *Martyre de saint Barthélemy* de Lubin Baugin, une *Nativité de la Vierge* des frères Le Nain, *Le Martyre de sainte Catherine*, peinture de Josph-Marie Vien, et encore une *Visitation* de Jean Jouvenet, seule survivante d'un ensemble de huit œuvres monumentales commandé en 1715 et qui connut les mêmes aventures que les mays. La peinture à Notre-Dame est donc du XVII^e siècle et, en moindre quantité du XVIII^e siècle.

Vicissitudes du trésor
En matière de sculpture, l'ensemble principal est celui des stalles du chœur, sièges en bois alignés en deux rangées. Elles ont été exécutées entre 1710 et 1714 par Jean Nel et Louis Marteau, sur des dessins de Jules Dugoulon, sous la direction de l'architecte Robert de Cotte. Leurs dossiers portent des scènes de la vie de la Vierge et des allégories. Deux chaires complètent l'ensemble,

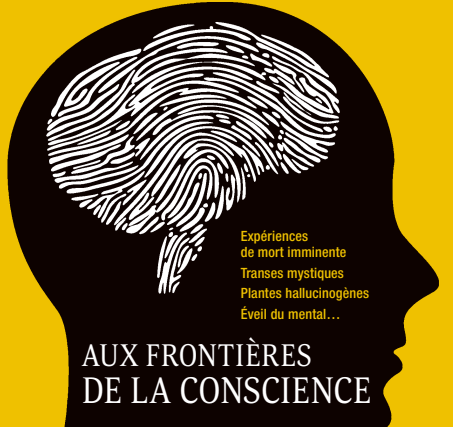
le plus important de sculptures sur bois du début du XVIII^e siècle encore en place aujourd'hui. Autres sculptures, religieuses ou funéraires : des restes des sculptures de la clôture du chœur abattue lors des travaux préparatoires aux stalles, un *Saint Denis* de Nicolas Coustou de 1721-1722, le Mausolée du comte d'Harcourt, de Jean-Baptiste Pigalle, de 1775.

Le trésor, qui conserve les objets consacrés à la liturgie catholique, a connu, lui aussi, bien des vicissitudes, ayant servi de réserve de métal précieux à la monarchie : fontes et ventes de châsses, reliquaires et ciboires en or et pierres précieuses avaient déjà marqué son histoire avant que la Révolution le confisque en 1791. Recréé après le Concordat, il fut à nouveau pillé durant les journées révolutionnaires de juillet 1830 et février 1831. Dans les années 1850, Viollet-le-Duc y consacra une partie de ses travaux, le recréant en style néogothique et dessinant dans ce même style un nouveau reliquaire pour la Couronne d'épines acquise par Saint Louis et conservée à la Sainte-Chapelle jusqu'à la Révolution. A l'exception de celle-ci et de la tunique dite de Saint Louis, les objets précieux que conserve le trésor datent du Second Empire ou sont plus récents, dons de pontifes et de souverains en visite à Paris. ■

PHILIPPE DAGEN

Le Monde
DES RELIGIONS

Connaître les religions pour comprendre le monde



Expériences de mort imminente
Transes mystiques
Plantes hallucinogènes
Éveil du mental...

AUX FRONTIÈRES
DE LA CONSCIENCE

CHRONIQUE
KAMEL
DAOUD

GRAND ENTRETIEN
ALEXANDRE
JOLLIEN

CONVOLUTIONS
CHRISTINE
PEDOTTI

La conscience est un mystère. Elle continue à échapper largement aux investigations scientifiques les plus poussées. Depuis la nuit des temps, les traditions spirituelles se penchent sur cette énigme et proposent des voies d'accès atypiques à la conscience. Expériences de mort imminente, méditation, prises de substances psychédéliques.. Comment accéder à notre conscience ? Quels sont les dangers potentiels de ces explorations ? Qu'en disent les médecins ? Voyage au cœur du soi.

Le Monde
DES RELIGIONS

AUX FRONTIÈRES DE LA CONSCIENCE
Un magazine de 84 pages - 6,90 €
Chez votre marchand de journaux
et sur Lemondedesreligions.fr

« C’est comme si notre maison de famille partait en fumée »

Le violent incendie, qui a ravagé la cathédrale Notre-Dame de Paris, a particulièrement ému la communauté catholique de France

Le bourdon de la cathédrale de Sens (Yonne) a sonné, le glas a retenti aux clochers des cathédrales Saint-Louis de Versailles, Sainte-Croix d’Orléans, Notre-Dame de Chartres, Notre-Dame de Rouen et de bien d’autres. Partout en France, l’incendie de Notre-Dame de Paris, lundi 15 avril, a frappé de stupeur et d’affliction des catholiques au moral déjà en berne à la suite des révélations sur des violences et des scandales sexuels dans l’Eglise.

« *Fallait-il cela aussi ?* », a tweeté l’essayiste et blogueur influent Erwan Le Morhedec, à peine la nouvelle de l’incendie commençait-elle à se répandre. « *La France pleure et le monde entier aussi. (...) Nous sommes nous-mêmes complètement K.O.* », a résumé l’archevêque de Paris, Michel Aupetit, visiblement bouleversé, lors d’un point de presse aux côtés du président Emmanuel Macron, non loin de l’édifice en flammes, peu avant minuit.

A Paris aussi, les cloches des églises ont retenti lundi soir, premier jour de la semaine sainte des chrétiens, qui s’achève par la commémoration de la crucifixion de Jésus le vendredi et de sa résurrection le dimanche. Le père Stéphane Esclef, curé de Saint-Jean-Baptiste de Belleville (19^e arrondissement), a été prévenu du sinistre par son vicaire à l’issue de sa messe de 19 heures, et alors qu’il s’apprêtait à engager un moment d’adoration du Saint Sacrement. « *Du coup, raconte-t-il, le temps d’adoration a été très intense. De nombreuses personnes sont ve-*

nues et sont restées jusqu’à 9 heures. Puis toutes les cloches ont sonné. »

Comme chaque année, tous les prêtres du diocèse de Paris s’apprêtaient à se retrouver à Notre-Dame de Paris pour la messe chrismale du mercredi saint. Lors de cette cérémonie, l’archevêque bénit les huiles et le saint chrême utilisés pour divers sacrements. Et chaque prêtre et diacre renouvelle devant lui les promesses faites lors de son ordination. « *On fait corps* », résume le père Esclef. Cette année, la messe chrismale devra se tenir ailleurs que dans la cathédrale.

« POUR NOUS, C’EST L’ÉGLISE-MÈRE »

Pour tout prêtre parisien, Notre-Dame est liée intimement à son parcours ecclésial, ne serait-ce que parce que c’est là que sont ordonnés les séminaristes, au mois de juin. « *C’est le lieu où j’ai été ordonné prêtre, où je me suis prosterné face contre terre pour offrir ma vie au Seigneur. J’y suis entré comme baptisé, et j’en suis ressorti comme prêtre. A ce moment-là, toute ma vie a défilé devant moi. Voire cela s’écrouler aujourd’hui, cela me déchire le cœur* », explique Stéphane Esclef. « *Pour nous, c’est l’église-mère, abonde Pierre Vivarès, curé de Saint-Paul, dans le Marais. On perd une mère. C’est comme si notre maison de famille partait en fumée.* »

Tous deux se consolent en relativisant l’importance des murs à celle de la foi. « *Nous sommes effondrés, sidérés, mais ce sont des pierres, et ce qui fait l’Eglise, c’est la personne du Christ et ce sont les chrétiens, ce ne sont pas les pierres* », fait valoir le père Vi-

varès. « *Oui, nous sommes touchés émotionnellement et spirituellement*, confirme Stéphane Esclef, *mais nous reposons sur autre chose que des bâtiments.* »

« **UNE RÉALITÉ FRANÇAISE** »

Il n’empêche : pour les catholiques, le langage des pierres véhiculé par les cathédrales peut amener à Dieu, et c’est la perte de ce signe qu’a déploré Eric de Moulins-Beaufort, prochain président de la Conférence des évêques de France (CEF) et archevêque de Reims (Marne) – dont la cathédrale a été presque entièrement détruite par un incendie déclenché par des bombardements pendant la première guerre mondiale, avant d’être reconstruite. « *La cathédrale Notre-Dame de Paris fait partie de ces efforts de paix, de beauté, d’espérance, de foi et même au-delà de la foi chrétienne* », a-t-il indiqué sur Twitter.

Les membres de l’Eglise catholique ont cependant tout à fait conscience que l’incen-

De Macron à Mélenchon, la communion politique dans l’émotion

L’ensemble des responsables français ont exprimé leur tristesse face au drame et appelé à une pause dans la campagne des européennes

La cathédrale brûle et soulève la République se fige.

Sur le parvis de Notre-Dame de Paris se trouvent le point zéro des routes de France et le point d’arrêt de la politique. Emmanuel Macron devait prononcer, lundi 15 avril, à 20 heures, l’allocution télévisée post-grand débat censée relancer son quinquennat et lui permettre de renouer le lien avec les Français.

Dès 18 h 50, quand les premières flammes sont apparues sur le toit de l’édifice quasi millénaire, le fêtu de l’actualité s’est trouvé balayé. Allocution reportée sine die. « *Notre-Dame de Paris en proie aux flammes. Emotion de toute une nation*, a tweeté le président de la République. *Pensée pour tous les catholiques et pour tous les Français. Comme tous nos compatriotes, je suis triste ce soir de voir brûler cette part de nous.* »

Au lendemain de son élection, en 2017, le jeune chef de l’Etat de 39 ans avait entendu cette alerte de la part du président du Sénat,

Gérard Larcher : « *Cela va vous faire drôle, à votre âge, mais vous êtes le père de la nation.* » Quand l’histoire frappe à la porte, il n’y a qu’à lui ouvrir.

Vers 20 h 30, Emmanuel Macron se rend une première fois sur le parvis, silencieux, en compagnie notamment du premier ministre, Edouard Philippe. Les deux hommes reviennent au même endroit, trois heures plus tard, une fois que l’incendie est en passe d’être maîtrisé. Ils s’inscrivent dans le sillage de M^{re} Michel Aupetit, l’archevêque de Paris.

« Remerciements de la nation »

Devant les caméras, le chef de l’Etat déroule le fil de ses « *pensées* ». Pour les sapeurs-pompiers de Paris, d’abord, qui ont droit aux « *remerciements de la nation* ». Pour « *les catholiques de France et partout à travers le monde* », ensuite : « *Je sais ce qu’ils ressentent et nous sommes avec eux* », assure-t-il. Pour « *les Parisiennes et les Parisiens* », car « *c’est leur cathédrale*

et plus encore ». Pour « *l’ensemble de nos compatriotes* », enfin. « *Notre-Dame c’est notre histoire, notre littérature, notre imaginaire, le lieu où nous avons vécu tous nos grands moments, nos épidémies, nos guerres, nos libérations*, déclare M. Macron. *Cette histoire, c’est la nôtre, et elle brûle.* »

Pour surmonter l’épreuve, le locataire de l’Elysée emprunte un mot aux catholiques : « *espérance* ». « *Cette cathédrale, nous la rebâtirons tous ensemble et c’est sans doute une part du destin français* », déclare-t-il en annonçant le lancement d’une souscription nationale, et « *bien au-delà de nos frontières* ». C’est cet esprit de communion qui réunit aujourd’hui la plupart des responsables politiques.

Visiblement très ému, Jean-Luc Mélenchon, lui, le laïc, le franc-maçon, de formation marxiste, n’a pas semblé oublier son éducation et son enfance catholiques. « *Notre-Dame est depuis plus d’un millier d’années le métronome des*

Français. (...) Ce bâtiment est un membre de notre famille à tous et, pour l’instant, nous sommes en deuil », a-t-il déclaré, lundi soir, devant la presse, initialement réunie pour écouter sa réaction à l’allocution du chef de l’Etat.

Dans un texte mis en ligne quelques heures plus tard sur son blog, intitulé « *Notre cathédrale commune* », le chef de file de La France insoumise (LFI) a exalté Notre-Dame, « *le vaisseau, la nef qui nous porte tous sur le flot du temps (...) athées ou croyants* ». « *Je crois que nous l’aimons de la même façon. Il y a ceux pour qui la main de Dieu est à l’œuvre dans l’édification de ce bâtiment. Mais ils savent que si elle y paraît si puissante, c’est sans doute parce que les êtres humains se sont surpassés en mettant au monde Notre-Dame* », souligne le député des Bouches-du-Rhône, qui a demandé « *vingt-quatre heures de pause politique* ».

Cette requête, le parti Les Républicains (LR) entend s’y conformer puisque la formation de

droite a annulé le meeting de lancement de sa campagne européenne qu’il devait tenir à Nîmes, mardi 16 avril, autour de sa tête de liste François-Xavier Bellamy et de son président, Laurent Wauquiez.

« *Désolation en voyant partir en fumée ce symbole de nos racines chrétiennes, de la littérature de Victor Hugo. C’est tout une part de notre histoire, de nous-mêmes, qui brûle ce soir* », a déploré ce dernier. « *Les dégâts sont terrifiants. Tous les Français ce soir ressentent un chagrin infini et un vertigineux sentiment de perte* », a tweeté, de son côté, la présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen.

« Un seul peuple réuni »

De François Hollande à Nicolas Sarkozy, en passant par François Fillon ou Jean-Marc Ayrault, la plupart des anciens dirigeants français sont sortis de leur retraite pour dire leur émotion et appeler à l’implication de chacun

dans la reconstruction de l’édifice. « *Dans une France plus divisée que jamais, nous avons la preuve ce soir que nous constituons un seul peuple réuni dans ce drame, se félicite Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat. C’est la même souffrance que nous éprouvons. Je suis étonné de l’union des voix de tous les responsables politiques nationaux quelles que soient leurs attaches partisans par ailleurs.* »

« *Je crains que cela ne dure pas* », soupire néanmoins un ministre, alors que les annonces d’Emmanuel Macron en réponse à la crise des « *gilets jaunes* » restent attendues dans les prochains jours. « *Cela va placer son discours sur une tonalité différente*, note un autre membre du gouvernement. *Il faut se laisser guider par l’émotion juste.* » Et ne pas oublier que, si l’histoire est figée, ce n’est pas le cas de l’actualité. ■

SARAH BELOUEZZANE,
OLIVIER FAYE, ABEL MESTRE
ET SYLVIA ZAPPI



Emmanuel Macron s’est rendu sur les lieux, le soir du 15 avril. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »



Chez les élus parisiens, effroi et impuissance

« De notre devise, nous tirerons la force de nous relever », a assuré la maire de la capitale

Fluctuat nec mergitur. « Il est battu par les flots, mais ne sombre pas. » En novembre 2015, au lendemain des attentats qui avaient ensanglanté Paris, Anne Hidalgo avait brandi la devise de la ville comme symbole de la résistance au terrorisme. Lundi 15 avril, ce sont à nouveau ces trois mots en latin que la maire de la capitale a invoqués. « *De notre devise, nous tirerons la force de nous relever* », a-t-elle assuré sur Twitter tandis que les flammes dévoraient encore Notre-Dame. Comme si l'incendie ravageur constituait une réplique des attaques meurtrières, une terrible épreuve dont la capitale pourrait ressortir plus solide – et sa maire aussi, peut-être.

Anne Hidalgo le dit souvent : dans son mandat entamé en avril 2014, les attentats menés notamment contre *Charlie Hebdo* et le Bataclan ont marqué un tournant. Ces violences au cœur de Paris ont suscité un moment d'intense unité nationale durant lequel la maire est apparue comme une figure solide et digne aux côtés du président d'alors, François Hollande, et de tous les chefs d'Etat venus à Paris manifester leur soutien. Les attaques ont aussi amené la municipalité à revoir sa politique sur certains points, en particulier la sécurité.

Union sacrée

Peut-il en aller de même cette fois-ci ? Lundi soir, l'élue socialiste était en réunion dans son immense bureau, au premier étage de l'Hôtel de ville, lorsqu'elle a aperçu la fumée au-dessus de Notre-Dame, à quelques centaines de mètres de là. Elle a alerté les pompiers. « *J'ai immédiatement pensé à ces images de la Libération de Paris, quand les cloches de Notre-Dame ont sonné et qu'on les*

a, dit-on, entendues jusqu'à Buenos Aires », a-t-elle raconté.

Parmi les élus, l'incendie a provoqué la stupeur, l'effroi, un sentiment d'impuissance, et la crainte de voir la façade s'écrouler à son tour, après la flèche. Mais, comme en 2015, il a aussi entraîné un afflux de messages du monde entier, et provoqué une relative union sacrée entre responsables politiques. Alors que la précampagne pour les élections municipales de 2020 est bien entamée, les candidats ont mis leurs critiques en sourdine pour dire leur émotion commune.

« *Tous solidaires face à ce drame* », a réagi l'eurodéputée et maire du VII^e arrondissement Rachida Dati (Les Républicains). « *Meurtrissure pour nous tous. Nous reconstruirons Notre-Dame* », a promis le député Cédric Villani (La République en marche). « *Demain nous reconstruirons tout, pierre par pierre, poutre par poutre, ardoise par ardoise* », a aussi assuré son rival, l'ancien porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux (LRM). « *Donnons-nous tous la main* » pour rebâtir, a proposé l'adjoint (PCF) à la mairie de Paris Ian Brossat.

Seul le candidat soutenu par le Rassemblement national, Serge Federbusch, a fait entendre une voix dissonante : « *Pourquoi les secours ont-ils mis tant de temps à arriver ? Le chaos dans la circulation et les travaux sur la rue de Rivoli y sont-ils pour quelque chose ?* » Au même moment, Anne Hidalgo, le visage sombre des mauvais jours, se trouvait aux côtés d'Emmanuel Macron devant la cathédrale rougeoiante. Une fois son allocution achevée, le président a serré en silence la maire dans ses bras. ■

DENIS COSNARD

« Nous la rebâtirons tous ensemble », promet le président de la République

L'incendie de Notre-Dame contraint le chef de l'Etat à revoir le programme des annonces qu'il comptait faire à l'issue du grand débat national

Souvent, Emmanuel Macron a revendiqué le « *sens du tragique* » qui l'habite. « *Je ne suis pas fait pour diriger par temps calme, (...) je suis fait pour les tempêtes* », avait-il confié à l'automne 2017 à l'écrivain Emmanuel Carrère, qui l'avait suivi durant une semaine, de son déplacement sur l'île de Saint-Martin dévastée par l'ouragan Irma à son voyage en Grèce au cours duquel il avait prononcé un discours sur l'Europe devant l'Acropole. Lundi 15 avril, au soir, le « *tragique* » a de nouveau traversé la route du chef de l'Etat, avec ces flammes qui ont ravagé Notre-Dame-de-Paris. Un événement imprévisible qui est venu chambouler une des semaines les plus cruciales du quinquennat.

Il était 19 heures quand M. Macron a été informé de l'incendie de la cathédrale. Il venait de terminer l'enregistrement de l'allocution solennelle qui devait être diffusée une heure plus tard à la télévision. « *Serein* », selon son entourage, le président y livrait ses réponses aux « gilets jaunes » après le grand débat lancé le 15 janvier. Cette prise de parole avait été préparée minutieusement. Confronté à une contestation sociale inédite depuis l'automne dernier, Emmanuel Macron sait qu'il n'a pas le droit à l'erreur. Pour le chef de l'Etat, cette « *adresse aux Français* » devait être la première étape de l'acte II du quinquennat. Un nouveau départ censé lui permettre de repartir à l'offensive après des mois de crise. Qu'il soit « *déceptif* »,

comme le redoutaient plusieurs membres du gouvernement, et c'est l'impuissance qui le guette.

Face aux images et après avoir fait le point avec le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez, sur les lieux – en déplacement à Mayotte, le ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, a pris un avion dans la nuit – le chef de l'Etat n'a pas hésité. « *En raison du terrible incendie qui ravage Notre-Dame de Paris, le président de la République a décidé de reporter son allocution* », faisait savoir l'Elysée à 19 h 40. La flèche de la cathédrale n'était alors pas tombée, mais sa chute paraissait inévitable. A 19 h 53, elle s'effondrait.

« Ce que notre histoire mérite »

Vingt minutes plus tard, Emmanuel Macron et son épouse Brigitte s'engouffraient dans une voiture pour se rendre à la Préfecture de police de Paris et y faire le point avec les responsables des sapeurs-pompiers de la capitale. La maire de Paris, Anne Hidalgo, et le premier ministre, Edouard Philippe, s'étaient également rendus sur les lieux, comme plusieurs ministres, dont Bruno Le Maire (économie), Franck Riester (culture) ou Florence Parly (défense), ainsi que le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand.

Le président est ensuite reparti vers l'Elysée, où il a tenu une réunion avec sa garde rapprochée, dont Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Elysée, avant de revenir sur l'île de la Cité aux alen-

tours de 23 h 30. Après que l'archevêque de Paris, Michel Aupetit, a prononcé quelques mots, le chef de l'Etat a, à son tour, pris la parole sur le parvis de la cathédrale dévastée. « *Nous la rebâtirons tous ensemble* », a promis Emmanuel Macron, visiblement ému, avant d'annoncer le lancement d'une souscription nationale dès le mardi. « *Nous ferons appel aux plus grands talents, a-t-il poursuivi, parce que c'est ce que les Français attendent, parce que c'est ce que notre histoire mérite, parce que c'est notre destin profond.* »

Mardi matin, l'Elysée n'avait pas encore décidé quand et comment Emmanuel Macron ferait les annonces décalées lundi soir. « *Une chose est sûre, fait-on savoir à l'Elysée, l'allocution que le président a mise en boîte hier soir ne sera pas diffusée.* » De fait, on imagine mal le chef de l'Etat s'adresser aux Français sans faire la moindre allusion au drame qui n'avait pas encore eu lieu quand l'enregistrement a été réalisé.

**EMMANUEL MACRON
VENAIT DE TERMINER
L'ENREGISTREMENT
DE SON ALLOCUTION
QUAND IL A
ÉTÉ INFORMÉ DU
SINISTRE EN COURS**

Au Sacré-Cœur, on prie pour éteindre la tristesse

Pendant que les flammes dévoraient la toiture de Notre-Dame, des fidèles ont rallié la basilique de Montmartre, où une messe est célébrée chaque soir

Du haut de la butte Montmartre, depuis les marches qui mènent au Sacré-Cœur, la petite foule regarde avec effroi les flammes orange qui continuent de trouer en son centre le dédale des immeubles et des rues que l'on observe d'ici : Paris. Il est bientôt 22 heures. Et à cette heure-là, comme chaque jour, sous les quatre coupoles de la basilique, on donne la messe. Celle-ci, forcément, est particulière.

Béatrice est née à Yaoundé, au Cameroun : « *J'ai reçu un SMS, dit-elle. On m'a dit : "Notre-Dame brûle, rentre chez toi." J'ai dit : "Non, je vais au Sacré-Cœur."* » Comme Béatrice à la belle voix entonnant la prière liturgique du Kyrie, ils sont quelque deux cents à avoir rallié l'église.

Et pas moins de huit prêtres pour donner la messe à cette heure tardive. « *Tous les chapelains ont tenu à être là ce soir* », explique à l'assemblée hétéro-

clite M^{re} Jean Laverton, le recteur de la basilique, chanoine titulaire de Notre-Dame. L'archevêque de Paris a fait passer le message ce soir à ses prêtres : « *Les pompiers se battent encore pour sauver les tours. La charpente, la toiture et la flèche, elles, sont consumées. Si vous le souhaitez, vous pouvez faire sonner les cloches pour inviter à la prière.* »

« Quelque chose se passe là »

Ils sont venus d'un peu partout dans Paris, bobos du 15^e, femmes de Belleville, cheveux gris et cheveux longs, une dame à genoux dans l'allée centrale, un homme extatique mains ouvertes devant lui, on lit dans leurs yeux mélancoliques des océans de tristesse. On les sent désespérés. Ils voudraient aider, mais comment ? « *Je suis blessée jusqu'au fond de moi-même* », dit une de ces fidèles.

Lecture du Livre du prophète Isaïe, Evangile selon saint Jean... Au moment du sermon, M^{re} Laverton, dans sa longue chasuble violette, se met à raconter : il était là. Il était là, à 18 h 30, devant Notre-Dame. Il avait rendez-vous avec le directeur de la communication de la cathédrale. « *Et puis on l'a appelé en urgence. Une alerte incendie. Une fausse alerte. Il est revenu. Un quart d'heure plus tard, nous avons vu la fumée puis les flammes s'élever au-dessus de la nef...* » Emotion cachée sous un vernis de sagesse : après tout, il a un troupeau à mener. Aux ouailles désespérées il faut redonner foi en demain.

Le prêtre retrouve pied en parlant technique. Il explique comment, le jeudi précédent, à cause des travaux, les statues des apôtres sur la flèche ont été retirées. Celles-là sont sauvées. Le reste est détruit : « *Le toit tout en plomb qui datait du Moyen Age, la "forêt", cette immense charpente dont la plus grande partie datait du XIII^e siècle...* » De nouveau, ce goût de fumée qui envahit l'assemblée.

Sœur Geneviève n'a pas de chance : pour la messe des Rameaux, dimanche, cette dominicaine a pris le train de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) pour venir à Notre-Dame : « *J'étais contente, j'avais passé un très bon week-end. Je voulais rendre grâce.* » Sœur Geneviève a de l'humour – « *J'ai 77 ans, je peux encore lire Tintin* » – mais elle ne badine pas avec la foi : à Notre-Dame, elle a patienté longtemps dans la queue, et puis – sécurité

De manière générale, c'est l'ensemble de la séquence de communication, telle qu'elle avait été conçue pour la sortie du grand débat, qui est aujourd'hui compromise. Après son allocution télévisée, Emmanuel Macron devait se livrer à une séance de questions-réponses avec les journalistes, lors d'une conférence de presse mercredi, la première en l'occurrence depuis son élection. La première étape devait lui permettre de donner le sens de son action, la seconde de rentrer dans le détail de ses projets. « *Tout est aujourd'hui remis en cause* », admet-on dans son entourage. « *Il faut réinventer un schéma* », juge un proche.

Tout le week-end, Emmanuel Macron a consulté et mis la touche finale à son plan de sortie de crise. Ces dernières semaines, plusieurs pistes ont été évoquées, comme la réindexation des retraites sur l'inflation ou la baisse de l'impôt sur le revenu, destinées à soutenir le pouvoir d'achat des Français, l'une des principales revendications des « gilets jaunes ». Le chef de l'Etat a aussi évoqué, au cours de ses déplacements dans les régions, un nouvel acte de décentralisation, l'aménagement du référendum d'initiative partagée, la réforme de l'administration ou encore des mesures pour favoriser une démocratie plus participative. Dimanche soir, les derniers arbitrages avaient été rendus et le chef de l'Etat a réuni plusieurs ministres pour leur en faire part. ■

VIRGINIE MALINGRE

VOUS VOUS INTÉRESSEZ à la communication, aux médias, au numérique ?

VOUS ÊTES ÉTUDIANT en IEP, écoles de design, d'arts appliqués, d'architecture, de commerce et autres formations universitaires de sciences humaines et sociales de niveau L3 ou M1 ?

Les 5 spécialités du **MASTER INFORMATION COMMUNICATION**, ouvertes à l'alternance en M2, sont reconnues par tous les professionnels du domaine.

IFP
INSTITUT FRANÇAIS DE PRESSE

Ouverture des candidatures en 1^{re} et 2^{de} année de master du 29 avril au 20 mai 2019

Intégrez les formations de l'IFP !
www.paris2.fr



« Une perte énorme pour l'humanité »

VERBATIM

« Cela a pris un peu plus d'une heure. Le temps pour la flèche de s'effondrer, la plus grande partie du toit de céder, et c'était tout. Notre-Dame – le cœur au sens littéral et figuré de Paris, le point à partir duquel toutes les distances sont mesurées et la toile de fond apparemment éternelle de la vie quotidienne de la capitale française – n'était plus. (...) »

Avoir vécu à Paris ces dernières années, c'est être habitué à la perte, voire aux tragédies indescriptibles. Le meurtre de 12 personnes lors de l'attaque contre le journal satirique *Charlie Hebdo* en janvier 2015. Les attentats qui ont coûté la vie à 130 personnes au Stade de France, au Bataclan et sur des terrasses de café près du Canal Saint-Martin. Le meurtre de deux femmes juives âgées (...). L'omniprésence de gardes armés sur tous les sites où les foules peuvent se rassembler.

Mais à travers toutes ces horreurs, il y avait un refrain collectif immuable : la réalité reconfortante – ou du moins la croyance en ce reconfort – que Paris était indestructible. L'idée que Paris sera toujours Paris n'a jamais été aussi vraie que devant Notre-Dame. Dans son allocution devant une nation endeuillée, Emmanuel Macron a qualifié la cathédrale de métaphore de la France. « Notre-Dame est notre histoire, notre littérature, notre imagination, a-t-il déclaré. La place de tous nos grands événements, nos épidémies, nos guerres, nos libérations, l'épicentre de nos vies. » C'est indéniablement le cas. (...) »

James McAuley, correspondant à Paris du Washington Post, dans une chronique publiée le 15 avril

Alors qu'un violent incendie a ravagé la cathédrale Notre-Dame de Paris, lundi 15 avril, des chefs d'Etat et responsables politiques de tous pays ont exprimé leur « tristesse » et leur « solidarité » envers la France.

Etats-Unis : « Il faut agir vite »

Le président des Etats-Unis, Donald Trump, a été l'un des premiers à réagir aux images diffusées en direct par toutes les chaînes d'information continue. « C'est tellement terrible d'assister à ce gigantesque incendie à Notre-Dame de Paris. Peut-être faudrait-il utiliser des bombardiers d'eau pour l'éteindre. Il faut agir vite », a-t-il commenté sur son compte Twitter alors qu'il se rendait à une réunion sur l'économie dans le Minnesota. « Le largage d'eau par avion sur ce type d'édifice pourrait entraîner l'effondrement de l'intégrité de la structure », lui a répondu la direction générale de la sécurité civile sur Twitter. Une fois dans le Minnesota, le président américain s'est à nouveau exprimé sur l'incendie. « C'est une très belle cathédrale. Et j'y suis allé, je l'ai vue, et il n'y a probablement pas de cathédrale au monde comme celle-là », a-t-il assuré. Son vice-président, Mike Pence, chrétien évangélique revendiqué, a assuré que Notre-Dame était « un symbole emblématique de foi dans le monde entier ». « Il est déchirant de voir une maison de Dieu en flammes », a-t-il ajouté.

L'ex-président démocrate Barack Obama a exprimé sa « douleur » face à la catastrophe en ajoutant un message d'encouragement sur son compte Twitter, accompagné d'une photo le montrant dans l'édifice en famille, à l'occasion d'une visite effectuée en 2009. « Il est naturel de porter le deuil de l'histoire qui disparaît, mais c'est aussi dans notre nature de reconstruire pour demain, avec toute la force dont nous sommes capables », a-t-il assuré. Une volonté de se tourner vers le futur également partagée par l'ancienne candidate démocrate à la présidence Hillary Clinton.

« IL EST NATUREL DE PORTER LE DEUIL DE L'HISTOIRE QUI DISPARAIT, MAIS C'EST AUSSI DANS NOTRE NATURE DE RECONSTRUIRE POUR DEMAIN, AVEC TOUTE LA FORCE DONT NOUS SOMMES CAPABLES »

BARACK OBAMA

Royaume-Uni : « L'esprit de l'Europe »

« Mes pensées sont ce soir avec les Français et avec les services d'urgence qui combattent le terrible incendie de la cathédrale Notre-Dame », a tweeté la première ministre britannique, Theresa May, tandis que le maire de Londres, Sadiq Khan, déclarait par le même canal : « Londres est dans la tristesse avec Paris aujourd'hui, et dans l'amitié toujours. »

Le message de Becky Clark, directrice des bâtiments de l'Eglise d'Angleterre, se voulait empreint d'espoir : « La cathédrale Saint-Paul a été détruite dans le grand incendie de Londres et celle de Coventry détruite par les bombes. Elles ont toutes été reconstruites, parfois différemment, pour rappeler l'éternité et la résurrection qui fondent la foi chrétienne. » Replaçant l'événement dans le contexte du Brexit, le *Guardian* écrit dans son éditorial : « On a le sentiment que le cœur de la France et l'esprit de l'Europe ont été soudain cruellement arrachés. (...) A un tel moment, quelle folie de prétendre que nous ne sommes pas tous européens. »

Allemagne : « Triste et muet »

La chancelière Angela Merkel a vite réagi après le début de l'incendie. « C'est avec tristesse que je vois ces atroces images de Notre-Dame en feu. Notre-Dame est un symbole de la France et de notre culture européenne. Toutes nos pensées à nos amis français. Nous sommes à leurs côtés », a écrit son porte-parole, Steffen Seibert, sur Twitter. Les principaux membres du gouvernement allemand ont également réagi, certains directement en français, comme le très francophile ministre de l'économie, Peter Altmaier (CDU), qui s'est dit « désespéré, triste et muet (...) » devant l'immensurable tragédie de l'incendie. Un peu plus tard dans la soirée, Anne-Kramp-Karrenbauer, la nouvelle présidente de la CDU, s'est elle aussi exprimée : « Percé jusques au fond du cœur... Ces mots de Corneille disent ce que nous ressentons à la

vue des flammes de la cathédrale Notre-Dame. Un incendie qui nous brise le cœur. Nos pensées à nos amis français et à ceux qui essaient d'empêcher le pire », a écrit, sur Twitter, celle qui passe pour la plus probable successeuse de M^{me} Merkel à la chancellerie.

Espagne : « Difficile à oublier »

« L'incendie de Notre-Dame est une catastrophe pour la France et pour l'Europe. Les flammes ravagent 850 ans d'histoire, d'architecture, de peinture et de sculpture. Cela va être difficile à oublier. La France peut compter sur nous pour récupérer la grandeur de son patrimoine », a tweeté en français le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez.

« Notre solidarité pour le peuple de Paris et tout le soutien de la capitale espagnole à Anne Hidalgo », a tweeté en français la maire de Madrid, Manuela Carmena. A Barcelone, la maire Ada Colau a exprimé tout son « soutien aux Parisiens et Parisiennes et à tout le peuple français en ce jour si triste. (...) Nous serons à vos côtés pour reconstruire la cathédrale ». Le conservateur Pablo Casado, leader de l'opposition, a exprimé sa « solidarité avec les Parisiens ». De même pour Pablo Iglesias, le chef de file de Podemos, la formation de la gauche radicale, qui a aussi montré sa « tristesse » face à la destruction « de ce lieu si beau qui a vu tant d'histoire ».

Brésil : « L'Occident en cours de destruction »

Au Brésil, pays meurtri en septembre 2018 par l'incendie tragique du Musée national à Rio de Janeiro, le président Jair Bolsonaro a fait part sur Twitter de son « profond regret » face au « terrible incendie qui sévit dans l'un des plus grands symboles de la spiritualité et de la culture chrétiennes et occidentales ». « En ce moment sombre, nos prières vont aux Français », a-t-il ajouté. Après avoir vu disparaître le musée de Rio sous les flammes, le chef d'Etat, dont le nom complet est Jair Messias (« messie ») Bolsonaro, avait montré



moins de commisérations, déclarant : « *Il a déjà pris feu, que voulez-vous que je fasse. J'ai beau m'appeler "messie", je ne peux pas faire de miracle.* » Plus tôt dans la soirée, son conseiller Felipe Martins avait mentionné sur le réseau social un extrait de l'Evangile selon saint Luc : « *Et il répondit : Je vous le dis, s'ils se taisent, les pierres crieront !* », expliquant au quotidien *O Globo* avoir voulu, par cette phrase énigmatique, signifier que « *l'Occident était en cours de destruction* ».

L'ex-candidat à la présidence pour le Parti des travailleurs (PT, gauche), Fernando Hadad, a, pour sa part, commenté : « *Les monuments historiques sont comme le corps de l'humanité. Ils sont une partie de nous-même. Ils nous donnent de la joie lorsqu'on les voit ou qu'on les touche, nous font souffrir quand ils brûlent ou s'effondrent.* »

Egypte : « Un moment terrible »
Depuis Le Caire, le président d'Egypte, pays qui compte environ 10 % de chrétiens, a déploré « *une perte énorme pour l'humanité* ». Abdel Fattah Al-Sissi, qui avait inauguré en janvier une immense cathédrale bâtie sur le chantier de la nouvelle capitale administrative du pays, à l'est du Caire, a formé le vœu que « *les conséquences de ce moment terrible soient rapidement surmontées* ». Ahmed Al-Tayeb, l'imam de l'université Al-Azhar, basée aussi au Caire, qui est la plus importante institution de l'islam sunnite, a exprimé, dans un Tweet en français, sa « *profonde tristesse* » et son « *soutien [aux] frères français* ». Une réaction logique pour ce dignitaire musulman, très impliqué dans le dialogue interreligieux, qui a rencontré le pape François à plusieurs reprises, notamment en février, lors de la visite du souverain pontife aux Emirats arabes unis.

Moyen-Orient : « Une perte pour l'humanité »
En Israël, Benyamin Nétanyahou a exprimé sa « *profonde tristesse* ». Le président Réou-

« LES FLAMMES RAVAGENT 850 ANS D'HISTOIRE, D'ARCHITECTURE, DE PEINTURE ET DE SCULPTURE. (...) LA FRANCE PEUT COMPTER SUR NOUS POUR RÉCUPÉRER LA GRANDEUR DE SON PATRIMOINE »
PEDRO SANCHEZ
premier ministre espagnol

ven Rivlin, qui s'était rendu en visite officielle en France les 23 et 24 janvier, a réagi en français sur Twitter lundi soir. « *Notre-Dame est un des plus beaux symboles de Paris et de la France*, écrivait-il. *En janvier, j'ai jeté un coup d'œil sur les toits de Paris et les flèches de la cathédrale l'ont rendue encore plus belle.* » Le chef de l'Etat a également souhaité que les « *légendes de Notre-Dame, réelles ou fictives* », durent pour l'éternité. Quant au porte-parole du ministère des affaires étrangères, Emmanuel Nahshon, francophone et francophile, il a estimé que « *les mots manquent pour décrire le sentiment de choc et de consternation* ».

Saad Hariri, le premier ministre du Liban, qui entretient des relations étroites avec la France, a évoqué « *un désastre pour le patrimoine et l'humanité* ».

Anouar Gargash, le ministre d'Etat pour les affaires étrangères des Emirats arabes unis, monarchie du Golfe très investie dans la coexistence confessionnelle, s'est dit « *profondément attristé* ». Au Qatar, la porte-parole du ministère des affaires étrangères, Lowah Alkhater, a tweeté en français : « *Je me souviens toujours de ma première visite à Notre-Dame, j'étais complètement fasciné par la beauté de ce joyau architectural. Au Qatar, nous avons reçu cette catastrophe avec une profonde tristesse.* »

Chine : « Ne pas se réjouir du malheur »
L'incendie de Notre-Dame est l'un des sujets les plus discutés sur Weibo, le principal réseau social chinois. Si une majorité des internautes affichent leur tristesse, l'incendie provoque des débats importants entre ces derniers et des nationalistes, qui rappellent que les Français ont humilié la Chine au XIX^e siècle, notamment en brûlant l'ancien Palais d'été de Pékin en 1860. Pour le site d'information CCTV, il ne faut « *pas oublier l'humiliation, mais ne pas se réjouir du malheur d'autrui* ». ■

SERVICE INTERNATIONAL

Le secteur du tourisme craint une baisse de la fréquentation

Avec 14 millions de visiteurs en 2018, Notre-Dame était le monument le plus visité d'Europe

Un lieu de mémoire et, plus prosaïquement, un haut lieu touristique. La cathédrale Notre-Dame de Paris, en partie détruite par un incendie, lundi 15 avril, est le monument historique le plus visité de France, et même d'Europe, avec près de 14 millions de visiteurs et de pèlerins en 2018. Les voyageurs venus du monde entier venaient admirer ses vitraux et ses trois rosaces, ses tours, sa flèche de Viollet-le-Duc, ses gargouilles, son grand orgue et son trésor, comme la Couronne d'épines du Christ et la tunique de Saint Louis. Quand les plus courageux ne montaient pas dans ses tours pour jouir d'une vue panoramique sur Paris.

Verra-t-on moins de touristes dans la capitale, déjà pénalisée au premier trimestre par les manifestations parfois violentes des « gilets jaunes » ? Les professionnels le redoutent. Qu'on y accède à pied, par le parvis, ou qu'on la contemple depuis un Bateau-Mouche, la cathédrale est un passage quasi obligé des visiteurs, dont certains viennent de très loin pour découvrir un des symboles de la chrétienté ou retrouver leurs souvenirs de lecture de *Notre-Dame de Paris* (1831), le roman de Victor Hugo.

Mais la première réaction du secteur est à la sidération et à une forme de recueillement. « *C'est un choc immense qui résonne au plus profond de chacun de nous, chez les Français et dans le monde entier*, résume Jean-Baptiste Lemoyné, le secrétaire d'Etat au tourisme. *Notre-Dame de Paris était un monument éminent, une expérience de la destination France, qui touchait au cœur des millions de touristes internationaux chaque année.* »

Le directeur général d'Atout France, l'agence nationale chargée de promouvoir le tourisme, confie qu'il n'a « *pas l'âme à parler d'économie* ». « *Notre-Dame, qui avait résisté à tout !*, s'exclame Christian Mantei en regardant l'incendie depuis les quais. *J'étais sur la Seine avec des agents de voyage, nous sommes passés devant la cathédrale en feu. Certains avaient les larmes aux yeux. Ils ne pensaient pas à leur portefeuille, car c'est notre histoire qui est touchée au cœur.* »

Il reste que le souci des affaires va rapidement reprendre. Le sentiment est partagé, le cri du cœur

unanime : « *On n'avait pas besoin de ça !* » Les violences de décembre 2018 et de mars au cours des manifestations des « gilets jaunes » ont fait chuter la fréquentation touristique en début d'année dans la capitale et entraîné une perte de 250 millions d'euros sur l'Ile-de-France, selon le Groupement national des indépendants de l'hôtellerie et de la restauration. Les professionnels se désolent de voir ce chef-d'œuvre gothique, inscrit en 1991, par l'Unesco, au Patrimoine mondial de l'humanité, en partie dévoré par les flammes.

« *Combien de temps va-t-il falloir pour remettre sur pied un monument historique comme Notre-Dame ?*, s'interrogeait, lundi soir, Didier Arino, directeur du cabinet spécialisé Protourisme, dans un entretien à l'Agence France-Presse. *Pour l'image de Paris, après l'Arc de triomphe saccagé par des casseurs pendant les manifestations des "gilets jaunes", ce n'est pas une bonne nouvelle. Cela ne donne pas une image d'un pays qui maîtrise : comment peut-on, en 2019, avoir un monument qui brûle aussi facilement ?* » La profession juge que cet événement aura « *forcément une incidence négative sur l'hébergement hôtelier* ».

La région débloque 10 millions
M. Lemoyné se veut néanmoins optimiste. « *Les acteurs du tourisme parisien ont toujours montré, dans les difficultés, une résilience qui les honore et nous serons à leurs côtés pour faire face*, prévient-il. [Emmanuel Macron] a annoncé la reconstruction des parties démolies, et il faut réfléchir à la façon de montrer au public français comme international ce chantier et tous les métiers d'art qui feront renaître Notre-Dame. » Des métiers d'art qui font aussi la renommée de la France et de Paris. « *J'espère, dit-il, que nous serons nombreux de par le monde à participer à la souscription nationale, afin de reconstruire ce joyau.* »

La cathédrale est d'autant plus visitée que l'entrée y est gratuite (sauf l'ascension des tours), contrairement à d'autres hauts lieux touristiques de la capitale, comme la tour Eiffel, le Musée du Louvre et ses 10 millions de visiteurs annuels ou la Sainte-Chapelle, toute proche de Notre-Dame. Autant de monuments avec des « phares », comme le château de Versailles, qui attirent 50 millions de touristes en Ile-de-France et fait vivre plus de 400 000 personnes, selon la présidente (LR) de la région, Valérie Pécresse, qui a annoncé le déblocage d'une aide d'urgence de 10 millions « *pour aider l'archevêché à faire les premiers travaux* » de reconstruction.

Cette catastrophe doit inciter les pouvoirs publics à soutenir plus que jamais l'industrie du tourisme et à déployer une stratégie résolument offensive, soulignent les dirigeants du secteur. Notamment dans la région capitale, le véritable « hub » d'entrée dans l'Hexagone et la vitrine du patrimoine français. ■

JEAN-MICHEL BEZAT

« IL FAUT RÉFLÉCHIR À LA FAÇON DE MONTRER AU PUBLIC LE CHANTIER [DE RECONSTRUCTION] ET TOUS LES MÉTIERS D'ART QUI FERONT RENAÎTRE NOTRE-DAME »

JEAN-BAPTISTE LEMOYNÉ
secrétaire d'Etat au tourisme

Construit il y a plus de 850 ans, l'édifice a été témoin des grands événements qui ont marqué le pays

Sur cette toile gigantesque – dix mètres par six –, conservée au Louvre, la cathédrale est méconnaissable. De toute façon, on la regarde à peine, tant la composition générale du *Sacre de Napoléon* par le peintre Jacques-Louis David (1748-1825) est tendue vers l'exaltation de l'empereur, ceignant d'une couronne sa femme Joséphine sous la bénédiction du pape Pie VII. Mais que viennent donc faire dans le décor ces faux marbres et ces tentures, rajoutées pour les besoins de la cérémonie de couronnement de l'empereur des Français à Notre-Dame de Paris, le 2 décembre 1804 ? C'est que pour fêter dignement son accession au trône de France, le vainqueur d'Arcole et de Marengo a tenu à ce qu'elle soit toilettée à son goût. Même la vénérable voûte du XIII^e siècle, élevée 33 mètres au-dessus du vide, avait été recouverte d'un voile pour l'occasion.

Dans son tableau, l'artiste chargé par l'Empereur d'immortaliser ce moment a rajouté des personnages et inventé certains détails, mais, pour le reste, il a à peine enjolivé la scène. Jugée lugubre, démodée et dans un état de conservation déplorable, Notre-Dame de Paris n'était tout simplement pas présentable pour un Parisien du début du XIX^e siècle. Les maîtres de cérémonie avaient utilisé la cathédrale comme décor, certes, mais ils l'avaient « maquillée » le plus possible.

En choisissant cette cathédrale pour lieu de son sacre, plutôt que celle de Reims, où étaient traditionnellement intronisés les Capétiens, en souvenir du baptême de Clovis, le nouveau monarque a fait un choix clair, indiquant qu'il n'était pas question de revenir à l'ancien régime. Il a adopté en revanche un lieu traditionnel, intimement lié à l'histoire d'une ville, Paris, qu'il rêve en centre d'un empire universel.

Moins importante politiquement que la basilique de Saint-Denis et plus disparate que Notre-Dame de Chartres, qui figure le style gothique dans sa perfection, Notre-Dame a pour elle son harmonie et son équilibre, qui la font considérer depuis toujours comme « la » cathédrale gothique par excellence. De plus, cette église est construite au beau milieu de l'île de la Cité, considérée comme le cœur historique de Paris, et donc de la France entière. Au fond, cette représentation symbolique n'a pas tout à fait disparu : le parvis de la cathédrale ne figure-t-il pas encore aujourd'hui le « point zéro » à partir duquel est calculé le kilométrage de toutes les routes nationales ?

Avant d'être tout cela, Notre-Dame de Paris a été une église, dont la construction a commencé en 1163, sur le site d'une cathédrale romane, qui elle-même avait succédé à une église paléochrétienne, sans doute précédée par un temple gallo-romain. A l'époque,



l'autorité du roi de France, le Capétien Louis VII, était loin d'être assurée. De nombreux grands féodaux contestaient ouvertement son pouvoir, et Paris, qui comptait moins de 50 000 habitants, n'avait rien d'une capitale. La croissance de la cathédrale, sur près de deux siècles, accompagnera le spectaculaire développement de la ville.

Considérée comme achevée au milieu du XIV^e siècle, Notre-Dame de Paris a été ébranlée par les destructions, contrairement à la plupart des cathédrales médiévales – l'incendie du 15 avril 2019 constitue le premier sinistre d'ampleur pour Notre-Dame en plus de huit siècles d'histoire. Cette capacité à résister lui a permis de jouer à plusieurs reprises un rôle important dans l'histoire du royaume, en accueillant la première réunion des Etats généraux, en 1302, ou bien des mariages princiers comme celui de Marie Stuart et du futur François II, en 1558, ou encore de Marguerite de Valois et du futur Henri IV, en 1572 – des noces qui seront l'élément déclencheur des massacres de la Saint-Barthélemy. Le rôle éminent de Notre-Dame dans

L'histoire de l'Etat ne l'a pas empêchée de subir les outrages du temps : au XVIII^e siècle, alors qu'il est de bon ton de rejeter dans les ténèbres le Moyen Age et son architecture « gothique » (autrement dit : « barbare »), plusieurs vitraux sont détruits, à la demande du clergé, pour faire entrer un peu de lumière dans l'église, et des éléments de l'architecture intérieure remplacés. Dans le même temps, à la fin des années 1780, le clocher, bâti au milieu du XIII^e siècle à la hauteur de la croisée du transept, est démonté.

La révolution causera, elle aussi, des blessures profondes. En 1793, les vingt-huit statues des rois de Juda qui ornaient la façade sont décapitées. Vingt et une têtes seront retrouvées ; elles sont exposées non loin de l'île de la Cité, au Musée de Cluny. Consacrée comme « temple de la Raison » durant la Convention, la cathédrale retrouvera son usage religieux traditionnel sous le Consulat, après la signature du Concordat avec le pape (1801). Malgré la perspective d'accueillir le sacre de l'Empereur, le bâtiment ne recevra que des soins d'importance mineure, si bien qu'après la chute de l'Empire, pendant la Restauration, la question de sa démolition n'est plus taboue.

faisant, il achève de la sauver. C'est le début d'une préoccupation pour le patrimoine dont les chevilles ouvrières seront Prosper Mérimée, nommé inspecteur général des monuments historiques, et l'architecte Eugène Viollet-le-Duc, dont les travaux de restauration de la cathédrale, commencés en 1843, dureront vingt ans et auront de profondes conséquences.

Multiplication des sculptures de gargouilles, adjonction d'une flèche de métal... l'architecte bouleverse le profil de Notre-Dame en vertu d'une vision du Moyen Âge mythifiée, fortement influencée par l'imaginaire de Victor Hugo. Dans le même temps, c'est tout l'environnement entourant l'église qui est bouleversé. Dans les années 1860-1870, alors que le baron Haussmann révolutionne le centre-ville de Paris, et singulièrement l'île de la Cité, dont disparaissent des quartiers entiers, le bâtiment de l'Hôtel-Dieu qui faisait face à la cathédrale est détruit, ainsi que plusieurs ruelles populeuses voisines de l'édifice. L'église, qui pendant des siècles avait été inscrite au cœur d'un quartier populaire, trône désormais, solitaire, devant un immense parvis. Et sa façade, pour les observateurs disposant enfin d'un peu de recul, apparaît telle qu'on la connaît aujourd'hui.

Si Notre-Dame a retrouvé tout son lustre en l'espace de deux décennies, le rôle d'encadrement de l'église comme institution est de plus en plus contesté. Et si l'empereur Napoléon III multiplie les égards envers l'Eglise romaine – il se marie à Notre-Dame, en 1853 –, la III^e République, volontiers anticléricale et résolument laïque, noue d'emblée une relation ambivalente avec la cathédrale, *« ignorant ce grand corps qu'elle admire et redoute à la fois »*, selon la jolie formule de l'historien Alain Erlande-Brandenburg. En réalité, le lien ne sera jamais rompu, et la République continuera à *« trouver [en Notre-Dame] un recours dans chacun de ses moments de désespoir, tentant de fléchir un Dieu qu'elle feint par ailleurs d'ignorer »*, explique l'auteur de l'article consacré à Notre-Dame de Paris dans *Les Lieux de mémoire* (sous la direction de Pierre Nora, Gallimard, 1986-1992).

Ce lien maintenu, envers et contre tous, entre la République et Notre-Dame de Paris, n'en incarnera mieux que le général de Gaulle lors de la fameuse journée du 26 août 1944. Ce jour-là, une cérémonie religieuse, précédée d'un *Te Deum*, est prévue à Notre-Dame afin de célébrer la libération de la capitale. De

OSP - CESSATIONS DE GARANTIE		
<p>LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44</p> <p>QBE EUROPE SA/NV, sis Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 842 689 556), succursale de QBE EUROPE SA/NV, dont le siège social est à 37, Boulevard du Régent, 1000 BRUXELLES - BELGIQUE, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :</p> <p>SARL ALP' ARLY IMMOBILIER 95 Route du Val d'Arly 74120 PRAZ SUR ARLY RCS: 477 678 239</p> <p>depuis le 01/07/2004 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Établissement garant sis Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 LA DEFENSE CEDEX Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL ALP' ARLY IMMOBILIER.</p>	<p>LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44</p> <p>QBE EUROPE SA/NV, sis Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 842 689 556), succursale de QBE EUROPE SA/NV, dont le siège social est à 37, Boulevard du Régent, 1000 BRUXELLES - BELGIQUE, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :</p> <p>SAS PIEGUT IMMOBILIER 12 Rue de la Résistance Place du Minage 24360 PIEGUT-PLUVIERS RCS: 439 495 649</p> <p>depuis le 02/06/2017 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Établissement garant sis Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 LA DEFENSE CEDEX Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SAS PIEGUT IMMOBILIER.</p>	<p>LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44</p> <p>QBE EUROPE SA/NV, sis Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 842 689 556), succursale de QBE EUROPE SA/NV, dont le siège social est à 37, Boulevard du Régent, 1000 BRUXELLES - BELGIQUE, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :</p> <p>SAS VS PRO GESTION 1 rue du 20 novembre 68220 HESINGUE RCS: 805 376 423</p> <p>depuis le 01/01/2015 pour ses activités de : GESTION IMMOBILIERE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis.</p> <p>Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Établissement garant sis Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 LA DEFENSE CEDEX Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SAS VS PRO GESTION.</p>

CE LIEN MAINTENU,
ENVERS ET CONTRE TOUS,
ENTRE LA RÉPUBLIQUE ET
NOTRE-DAME DE PARIS,
NUL NE L'INCARNERA
MIEUX QUE DE GAULLE

Gaulle, après sa descente triomphale des Champs-Élysées, entend y assister. Mais à une condition : que la cérémonie ne soit pas présidée par l’archevêque de Paris, le cardinal Emmanuel Suhard, qui, le 1^{er} juillet précédent, a célébré à Notre-Dame les obsèques de Philippe Henriot, le secrétaire d’Etat à l’information et à la propagande du gouvernement de Pierre Laval, l’une des voix les plus célèbres de Radio Paris, abattu par un groupe de résistants, le 28 juin 1944. Des obsèques nationales, en présence de tout le gratin de la collaboration, de Darquier de Pellepoix à Jacques Doriot, en passant par l’ambassadeur allemand, Otto Abetz.

LES OBSÈQUES DE FRANÇOIS MITTERRAND

En décidant d’écarter le très pétainiste archevêque de Paris de sa propre cathédrale, le général de Gaulle réinscrit symboliquement Notre-Dame dans la République. Tel est le sens éminemment politique de la cérémonie du 26 août 1944, restée dans les mémoires autant à cause du vibrant magnificat chanté par les Parisiens à l’arrivée de l’homme de l’appel du 18-Juin que par les tirs de mitraillettes qui s’abattirent sur sa voiture devant la cathédrale. Vingt-six ans plus tard, le général de Gaulle fera de nouveau de Notre-Dame « le cœur de la France », selon l’expression de Victor Hugo, mais cette fois à l’occasion de sa mort.

Sous les III^e, IV^e et V^e Républiques, des messes solennelles y avaient été déjà célébrées pour plusieurs grandes gloires militaires, comme les maréchaux Foch, Joffre, Leclerc, de Lattre de Tassigny et Juin. Depuis la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l’Etat, jamais les funérailles d’un président de la République n’y avaient, en revanche, été célébrées.

En présence de chefs d’Etats et de gouvernements du monde entier, la cérémonie organisée pour les obsèques du général de Gaulle, le 12 novembre 1970, est un événement autant politique que médiatique. Des dizaines de caméras ont été installées à l’extérieur et à l’intérieur de la cathédrale. Dans ses comptes rendus, *Le Monde* affirme que l’événement, retransmis en « mondovision », est suivi par plus de 300 millions de téléspectateurs. Jamais, jusque-là, Notre-Dame n’a été vue au même moment par autant de monde. En revanche, le cercueil du général, lui, est absent : conformément à ses dernières volontés, des obsèques se sont déroulées le même jour à Colombey-les-deux-Eglises (Haute-Marne), loin des grands de ce monde et en présence de compagnons de la Libération et d’environ 40 000 fidèles, amassés en dehors de l’église.

Vingt-quatre ans plus tard, les obsèques d’un autre ex-président, François Mitterrand, témoignent à nouveau de la place singulière qu’occupe Notre-Dame de Paris dans l’imaginaire national et républicain. Cette fois, contrairement à ce qui s’était passé pour Charles de Gaulle, les deux cérémonies ont lieu en même temps. Tandis qu’à Jarnac (Charente) se déroulent des obsèques privées, en présence des « deux » familles de François Mitterrand, une messe est célébrée, à Notre-Dame, par le cardinal Jean-Marie Lustiger, en présence du président de la République, Jacques Chirac, et de soixante et un chefs d’Etat.

La concomitance de ces deux cérémonies religieuses marque, symboliquement, une nouvelle forme de séparation, non pas entre l’Eglise et l’Etat, mais entre le privé et le public, faisant de Notre-Dame de Paris l’un des symboles les plus éminents d’une nation qui, tout en ayant fait de la laïcité l’un des fondements de son identité, continue de rester culturellement catholique. Ce que Françoise Giroud résuma de ces quelques mots dans *Le Nouvel Observateur* du 18 janvier 1996, évoquant les deux images des obsèques de François Mitterrand : *« D’abord celle, furtive mais saisissante, de Danielle Mitterrand suivie de Mazarine et de la mère de la jeune fille, scrutées par des millions de regards curieux. Ensuite, à Notre-Dame, les larmes du chancelier [Helmut] Kohl. Là il y eut quelque chose d’extraordinaire dans le fait que le seul discours prononcé tout au long de ces jours de deuil eût été l’homélie du cardinal Lustiger. Comme si la République n’avait pas d’autres moyens d’honorer ses grands morts que de les confier à l’Eglise. »* ■

JÉRÔME GAUTHERET

Au cinéma, le joyau gothique piégé dans le rôle que lui a écrit Hugo

La cathédrale parisienne doit l’essentiel de sa carrière – essentiellement hollywoodienne – au roman de l’écrivain

Sortie le 3 avril, la comédie romantique *Mon Inconnue*, d’Hugo Gélin, est parsemée de séquences d’anticipation situées dans un Paris pris par les glaces. La ville serait méconnaissable si un panorama numérique ne montrait pas Notre-Dame, immuable. Depuis la naissance du cinéma, cette permanence de la cathédrale, dévastée lundi 15 avril par un incendie, est un axiome de la fiction, en vertu des pouvoirs visionnaires de Victor Hugo, qui avait à la fois pressenti la métamorphose de Paris et la résistance que lui opposerait la cathédrale.

De la première adaptation du roman recensée en 1905, court-métrage intitulé *La Esmeralda*, œuvre d’Alice Guy-Blaché (1873-1968), au projet annoncé, par Netflix, en 2018, de confier à la fois la réalisation d’une nouvelle version de *Notre-Dame de Paris* et le personnage de Quasimodo à Idris Elba, la cathédrale a été confinée dans le rôle que lui a assigné le romancier. Reste qu’elle en est parfois sortie, le plus souvent pour servir d’arrière-plan aux amours ou aux rêveries d’expatriés venus d’outre-Atlantique, Gene Kelly, Cary Grant ou Owen Wilson... Car il faut bien convenir que le chef-d’œuvre gothique a plus inspiré les cinéastes hollywoodiens que leurs confrères français, qui ne l’ont mis à l’écran que par nécessité, que ce soit Sacha Guitry, dans *Si Paris nous était conté*

(1956), ou René Clément, dans *Paris brûle-t-il ?* (1966).

L’essentiel de sa carrière cinématographique, la cathédrale de Paris la doit donc à Victor Hugo. Il ne reste rien du court-métrage d’Alice Guy. Dès 1911, son confrère Albert Capellani (1874-1931) mettait en chantier une production plus ambitieuse pour Pathé. Les figurants se meuvent devant des toiles de peintres et des décors de théâtre qui, au mieux, n’évoquent que des fragments de l’édifice. Long de trente-six minutes, le film est distribué aux Etats-Unis, où il fait rapidement des émules. En 1917, le public américain découvre *The Darling of Paris*, adaptation plus que libre (on y voit des soldats en uniforme napoléonien) faite pour sa star, la vamp Theda Bara (1885-1955).

Le domicile de Quasimodo

C’est en 1923 que Notre-Dame de Paris devient avant tout le domicile de Quasimodo, le sonneur. Certes, le roman est, depuis sa première édition, connu dans le monde anglo-saxon sous le titre de *The Hunchback of Notre-Dame* (« le bossu de Notre-Dame »), mais, dans l’imaginaire européen, comme le prouve le titre du film d’Alice Guy, *Esmeralda* fait au moins jeu égal avec Quasimodo. Cette fois, c’est une star masculine, Lon Chaney (1883-1930), acteur transformiste, qui est à l’origine du projet, que financent Carl Laemmle, le fonda-

VICTOR HUGO AVAIT
À LA FOIS PRESSENTI
LA MÉTAMORPHOSE
DE PARIS
ET LA RÉSISTANCE
QUE LUI OPPOSERAIT
LA CATHÉDRALE

teur du studio Universal, et le producteur Irving Thalberg.

La performance physique de Chaney dans ce *Hunchback* signé Wallace Worstley enchante et horrifie les foules. Le film reste comme l’un des précurseurs des films d’horreur qui deviendront la spécialité d’Universal. Mais le physique de Lon Chaney, déformé par le maquillage et les prothèses, ne suffit pas. Il faut aussi croire à ce Paris médiéval dans lequel se meuvent sonneur, bohémienne, clerc et gueux. Sous le soleil californien, le studio fait construire des décors imposants censés reproduire les niveaux inférieurs de Notre-Dame et les rues du Paris de Louis XI.

En 1939, lorsque le réalisateur d’origine allemande William Dieterle est chargé par RKO de diriger une nouvelle version de *Notre-Dame de Paris*, le studio surpasse Universal en créant sur son terrain d’Encino, à Los Angeles, un Paris encore plus colossal. Charles

Laughton, 40 ans, est le Quasimodo de Maureen O’Hara, alors âgée de 19 ans, qui trouve en Esmeralda son premier grand rôle.

Suivront une version française de Jean Delannoy, en 1956, interprétée par Gina Lollobrigida et Anthony Quinn (dans *Le Monde*, le critique Jean de Baroncelli regrette que l’auteur de *La Symphonie pastorale* n’ait pas réalisé « l’œuvre tumultueuse, grandiloquente et absurde qui eut sans doute, bon gré mal gré, emporté notre adhésion ») et le film d’animation des studios Disney, sorti en 1996, comble de l’édulcoration des paroxysmes romantiques hugoliens.

Entre-temps, qu’elle soit une silhouette sur une toile peinte, un décor de film d’animation où un édifice de pierre, de bois et de plomb en plein dans le champ, la cathédrale a accueilli une succession de cœurs exaltés ou brisés.

C’est à son ombre que Leslie Caron et Gene Kelly chantent et dansent lentement dans *Un Américain à Paris* (1951), de Vincente Minnelli, que Cary Grant et Audrey Hepburn se taquinent dans *Charade* (1963), de Stanley Donen, et que Rémy et Linguini concluent leur alliance dans *Ratatouille* (2007), de Brad Bird.

C’est encore à son chevet qu’Owen Wilson et Marion Cotillard badinent, devant la caméra de Woody Allen, dans *Midnight In Paris*. C’était il y a huit ans, et le décor semblait éternel. ■

THOMAS SOTINEL

Une « cathédrale de poésie » devenue source d’inspiration pour la littérature

D’innombrables écrivains, à la fois français et étrangers, ont chanté dans leurs écrits les louanges du majestueux édifice, à l’image de Victor Hugo

Tous les yeux s’étaient levés vers le haut de l’église. Ce qu’ils voyaient était extraordinaire. Sur le sommet de la galerie la plus élevée, plus haut que la rosace centrale, il y avait une grande flamme qui montait entre les deux clochers avec des tourbillons d’étincelles, une grande flamme désordonnée et furieuse dont le vent emportait par moments un lambeau dans la fumée. »

Cette description d’un incendie de la cathédrale, on la doit à Victor Hugo, qui l’insère dans le livre X de *Notre-Dame de Paris*. De ce roman, il a entrepris l’écriture avant d’avoir 30 ans, inspiré par la veine médiévaliste de l’Ecosais Walter Scott, mais surtout porté par l’idée de mener la « guerre aux démolisseurs », en défendant le patrimoine architectural qu’incarne Notre-Dame de Paris, personnage à part entière du roman.

JACQUES-BÉNIGNE
BOSSUET Y AVAIT
PRONONCÉ,
LE 2 MARS 1687,
L’ORAISON
FUNÈBRE DU
GRAND CONDÉ

« Si belle qu’elle se soit conservée en vieillissant, il est difficile de ne pas soupirer, de ne pas s’indigner devant des dégradations, des mutilations sans nombre que simultanément le temps et les hommes ont fait subir au vénérable monument, sans respect pour Charlemagne qui avait posé la première pierre, pour Philippe Auguste qui en avait posé la dernière », relève Victor Hugo dans le livre III de *Notre-Dame de Paris*, incontournable chef-d’œuvre publié en 1831 (en 1832 pour sa version définitive), et situé dans le Paris de 1482 où gravitent Esmeralda, Quasimodo, Frolo, Phœbus... Le succès considérable du livre participe à la prise de conscience du péril qui la guette, laquelle entraîne bientôt sa restauration par Viollet-le-Duc.

Un lieu pour se « rélargir l’âme »

Dès lors, l’édifice devient inséparable de l’écrivain et de son roman dans l’imaginaire collectif – jusque-là, son lien le plus étroit à la littérature tenait au fait que Jacques-Bénigne Bossuet y avait prononcé, le 2 mars 1687, l’oraison funèbre du Grand Condé. Tout se passe comme si les écrivains ne pouvaient désormais évoquer l’église sans saluer Hugo dans le même mouvement (à l’exception de Balzac, l’un des rares contempteurs du roman). Jules Michelet écrit ainsi dans son tome IV d’*His-*

toire de France, en 1840 : « Je voulais du moins parler de Notre-Dame de Paris, mais quelqu’un a marqué ce monument d’une telle griffe de lion, que personne désormais ne se hasarderait d’y toucher. C’est sa chose désormais, c’est son fief, c’est le majorat de Quasimodo. Il a bâti, à côté de la vieille cathédrale, une cathédrale de poésie, aussi ferme que les fondements de l’autre, aussi haute que ses tours. »

Ainsi, lorsque Gérard de Nerval consacre l’une de ses *Odelettes* écrite dans les années 1830 à Notre-Dame (« *Notre-Dame est bien vieille : on la verra peut-être/Enterrer cependant Paris qu’elle a vu naître (...)* »), il imagine « bien des hommes » venant, « dans quelque mille ans », « contempler cette ruine austère,/Rêveurs, et relisant le livre de Victor ». C’est au même « Victor » que s’adresse, en le tutoyant, Théophile Gautier en 1838 au début de son long poème *Notre-Dame* (dans *La Comédie de la mort*), à la gloire de ce lieu qui permet de se « rélargir l’âme ».

Si l’un des rares reproches adressés à Hugo a pu être de « déspiritualiser » la cathédrale en en faisant le décor d’un roman empli de très humaines passions, de grands écrivains catholiques lui rendent sa sacralité. Ainsi de Paul Claudel qui, dans *Ma conversion* (1913), relate qu’il y fut, le

PAUL CLAUDEL
RELATE QU’IL Y FUT,
LE 25 DÉCEMBRE 1886,
ÂGÉ DE 18 ANS,
FRAPPÉ PAR UNE
« RÉVÉLATION
INEFFABLE »

25 décembre 1886, âgé de 18 ans, frappé par une « révélation ineffable ». Ainsi, aussi, de Charles Péguy, qui célèbre l’église dans *Le Porche du mystère de la deuxième vertu*, en 1911, et énumère les saints patrons de Paris sculptés à ses portails.

Il serait impossible de citer tous les écrivains, français et étrangers, qui ont chanté les louanges du splendide édifice. Mais il serait tout aussi impossible d’omettre, dans la liste même succincte de ses admirateurs, Louis Aragon, qui l’a notamment décrite dans *Paris 42* et dans le roman *Aurélien*. Il figurait en bonne place parmi ceux dont les citations s’échangeaient sur les réseaux sociaux avec ferveur, dans la soirée du 15 avril, aux côtés de superbes photos de Notre-Dame. La « cathédrale de poésie » tient bon. ■

RAPHAËLE LEYRIS

UNE PART DE L’IMAGINAIRE COLLECTIF

Notre-Dame de Paris a traversé plus de 850 ans d’histoire, une révolution et des guerres, au point de devenir l’un des plus éminents symboles du pays, ainsi qu’un personnage de roman

Anne-Marie Thiesse « Avec Hugo, Notre-Dame est devenue la cathédrale de la nation »

Grâce au roman « Notre-Dame de Paris », les Français redécouvrent, au XIX^e siècle, cet édifice gothique, symbole de l’unité du pays, explique l’historienne, directrice de recherche au CNRS

ENTRETIEN

Spécialiste d’histoire culturelle, Anne-Marie Thiesse est directrice de recherche au CNRS. Elle a notamment signé, en 1999, *La Création des identités nationales. Europe, XVIII^e-XX^e siècle* (Seuil). Élément récurrent de la culture populaire au XIX^e siècle, Notre-Dame de Paris est aussi un lieu important pour la construction de l’identité française, soutient-elle.

Notre-Dame de Paris est un édifice du Moyen Age. Pourtant serait-elle aussi précieuse à nos yeux si le XIX^e siècle ne l’avait pas redécouverte ?

Victor Hugo joue un rôle central. Son éditeur lui avait commandé un ouvrage inspiré par l’écrivain écossais Walter Scott (1771-1832), dont les romans connaissent un immense succès dans toute l’Europe. Depuis *Ivanhoé* (1819), l’engouement pour le Moyen Age était extrême. Dans tous les pays, on se mit à l’imiter. On redécouvre à cette occasion cette période historique. En France, la redécouverte va dans un sens esthétique mais aussi politique. Jusqu’à la fin du XVIII^e siècle, on avait considéré le Moyen Age comme un âge de ténèbres, celui de la superstition. A partir du romantisme, dans les années 1820, on assiste à une réhabilitation, car le Moyen

Age est également interprété comme l’anti-monarchie absolue, l’âge d’une communauté unie.

Dans *Notre-Dame de Paris*, publié en 1831, Victor Hugo constitue un peuple de Paris qui comprend des gens de toutes sortes de milieux sociaux, étudiants, bourgeois, marginaux comme Esmeralda ou Quasimodo, réprouvés qu’on réintègre. Il dit à son public : je vais vous plonger dans une communauté nationale, nous allons retrouver ce passé vivant qui est un passé passionnant, qui est notre passé. C’est notre miroir, c’est nous. C’est la grande idée qui arrive avec le romantisme, il existe une communauté nationale. Chaque composant à son intérêt et rien ne tient sans le reste. C’est très différent de la pensée d’une monarchie qui domine tout avec des figurants anonymes. Tous les personnages ont un sens, l’intrigue les rassemble. C’est le modèle Walter Scott, que Victor Hugo a découvert, admiré et beaucoup commenté. C’est un nouveau mode narratif et de perception du monde social.

Ce qui est fabuleux dans ce roman, c’est que l’héroïne éponyme, c’est la cathédrale. Elle est vivante. C’est une splendeur, mais elle a été méprisée, souillée de crachats. Le crachat, c’est le vandalisme et les mauvais rénovateurs. Ces derniers sont ceux qui vont coller sur Notre-Dame, qui est une merveille d’ar-

chitecture gothique, des ajouts au XIX^e siècle. Dans un article de *La Revue des deux mondes* en 1832, Victor Hugo s’inquiète : « *Le vandalisme a son idée à lui. Il veut faire tout à travers Paris une grande, grande, grande rue. Une rue d’une lieue ! Que de magnifiques dévastations chemin faisant !* » Cette rue dont il parle, c’est la rue de Rivoli, qui menace Notre-Dame de Paris.

Victor Hugo se bat pour sa préservation ?

Il se bat contre le vandalisme, une idée qui date de la Révolution. C’est l’abbé Grégoire (1750-1831) qui invente le terme pour protester contre la destruction des monuments et des édifices religieux. L’abbé Grégoire, qui est républicain, soutient que ces biens des émigrés ou du clergé sont la propriété de tous. Ceux qui

HUGO CONSTITUE UN PEUPLE DE PARIS QUI COMPREND DES GENS DE TOUS MILIEUX SOCIAUX. IL DIT À SON PUBLIC : JE VAIS VOUS PLONGER DANS UNE COMMUNAUTÉ NATIONALE

aussi par les transformations, destructions, restaurations qu’ils ont subies pour parvenir jusqu’à nous.

Notre-Dame de Paris n’échappe pas à la règle. Débutée en 1163, sous l’évêque Maurice de Sully, son édification qui s’échelonne sur plus de deux siècles, s’inscrit initialement dans la grande période des cathédrales gothiques, que Georges Duby situait entre 1130 et 1280, au moment où, selon ses propres termes, « *les horizons de la civilisation européenne se sont profondément modifiés* ». Comme ses sœurs de Chartres, de Reims, d’Amiens ou de Troyes, la cathédrale de Paris n’est pas seulement le produit de l’essor économique et urbain de la France médiévale, elle témoigne aussi de la revalorisation de la fonction épiscopale au moment de la réforme grégorienne. Porté par un élan à la fois spirituel, économique et architectural, on construit au cœur des villes des édifices toujours plus grands et plus hauts, impressionnant par leurs dimensions. La force symbolique de la cathédrale tient ainsi à son inscription dans le temps et dans l’espace.

Mais l’affermissement du pouvoir royal explique également ce « temps des cathédrales » : celles-ci, explique Jacques Le Goff, « *se lièrent aux Etats et aux nations en gestation. Monument d’une ville, la cathédrale devint monument d’un Etat* ». Les grands événements qui jalonnent l’histoire de Notre-Dame à travers

les détruisent, considérés comme des pillards, doivent être exclus de la nation. Se pose cependant la question de savoir lesquels on décide de conserver. Tout un travail est mené par ceux qu’on appelle alors les « antiquaires », les historiens de l’époque, qui à partir des années 1820-1830 parcourent toute la France pour dresser l’inventaire du patrimoine des Français. A partir de 1830, la monarchie constitutionnelle prend cela en charge. Ensuite, le ministre de l’intérieur François Guizot (1787-1874) crée, en novembre 1830, le poste d’inspecteur général des monuments historiques qui sera occupé par Prosper Mérimée (1803-1870) à partir de 1834. C’est dans ce cadre qu’en 1843, les premiers travaux de rénovation de Notre-Dame de Paris sont lancés par Eugène Viollet-le-Duc.

Victor Hugo contribue donc à la redécouverte du gothique ?

En emmenant son lecteur dans Notre-Dame de Paris, Hugo le familiarise de manière plaisante avec l’architecture gothique. Il en fait un savoir collectif : « *Inspirons, s’il est possible, à la nation l’amour de l’architecture nationale. C’est là, l’auteur le déclare, un des buts principaux de ce livre ; c’est là un des buts principaux de sa vie. Notre-Dame de Paris a peut-être ouvert quelques perspectives vraies sur l’art du Moyen Age, sur cet art merveilleux jusqu’à présent inconnu des uns, ou, ce qui est pire encore, méconnu des autres* », écrit-il dans l’article de *La Revue des deux mondes*.

En Allemagne, le pendant de Notre-Dame de Paris est la cathédrale de Cologne. Les plans anciens sont redécouverts au début du XIX^e siècle et des patriotes érudits lancent l’idée d’achever la cathé-

drale. Une souscription est lancée dans une Allemagne divisée entre protestants et catholiques : elle devient le symbole de l’unité nationale à faire. Les travaux vont durer pendant tout le XIX^e siècle.

On mesure la place de ces cathédrales dans la construction nationale de part et d’autre du Rhin. Quel est le rôle de Notre-Dame de Paris pour la France ?

L’histoire de France est d’abord marquée par la cathédrale de Reims et par la basilique Saint-Denis. Mais Notre-Dame de Paris est investie par Napoléon, qui s’y fait sacrer en 1804. Elle devient la cathédrale de la nation. Le Panthéon, au moment de l’enterrement de Victor Hugo, devient un édifice laïc, la nécropole des grands hommes de la patrie. Notre-Dame reste un édifice religieux – il existe toute une mystique de la cathédrale, pensons à Paul Claudel, mais c’est aussi la cathédrale des grands événements nationaux, le lieu où l’on enterre les présidents de la V^e République, de Gaulle, Pompidou, Mitterrand... Elle a donc ceci de différent qu’elle est associée à la nation et pas à la royauté. Westminster est restée associée aux mariages royaux, Notre-Dame l’est à la nation depuis la fin du XIX^e siècle.

Les cathédrales sont ainsi devenues en Europe des métonymies concrètes de la nation. Dans les guerres, on va se mettre à bombarder les cathédrales comme symboles de l’ennemi, comme à Reims. Si Notre-Dame a été préservée, on a cependant beaucoup craint pour elle lors des deux guerres mondiales. Finalement la pollution et un incendie de chantier auront fait plus de dégâts que les bombes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIE CLARINI

Xavier Kawa-Topor
Le mythe est plus grand que la catastrophe

Les grands événements qui jalonnent l’histoire de Notre-Dame à travers les siècles témoignent d’une permanence, voire d’un renforcement, de sa symbolique nationale, rappelle l’historien

Ce n’est pas seulement un monument qui brûle, c’est Notre-Dame de Paris. Grand lieu de culte, chef-d’œuvre de l’art gothique, témoin majeur de l’histoire de France, l’édifice en partie détruit par les flammes, lundi 15 avril, représente la cathédrale par excellence. L’une des merveilles du Moyen Age dont l’historien Jacques Le Goff disait qu’elle avait traversé la longue durée de l’histoire, avait été soumise à bien des transformations, tout en conservant sa grande caractéristique sociale et symbolique : être un lieu de dévotion et d’émotion pour tous.

Celle que l’incendie a soulevée dans la capitale, en France et dans le monde lui donne raison.

« *La cathédrale semble éternelle et pourtant peu de bâtiments ont été autant qu’elle soumis aux changements de l’évolution historique* », écrit ainsi M. Le Goff dans *Héros et merveilles du Moyen Age* (Seuil, 2005). De fait, l’histoire de ces édifices est souvent plus ancienne que leurs pierres, non seulement parce que des lieux de cultes païens, des édifices paléochrétiens, des églises romanes les ont fréquemment précédés sur leur emplacement même, mais

C’est sa chose désormais, c’est son fief ; c’est le majorat de Quasimodo. Il a bâti, à côté de la vieille cathédrale, une cathédrale de poésie, aussi ferme que les fondements de l’autre, aussi haute que ses tours. » Une mystique se développe dans le sillage d’Hugo qui associe le monument au génie du peuple français et à laquelle Eugène Viollet-le-Duc – grand restaurateur de Notre-Dame et constructeur de la flèche détruite par l’incendie – répond dans son *Dictionnaire raisonné de l’architecture française* (1854) : « *Les cathédrales des XII^e et XIII^e siècles sont, à mon point de vue, le symbole de la nationalité française et la plus puissante tentative vers l’unité.* »

Que reste-t-il aujourd’hui de Notre-Dame de Paris ? Au regard de tous les trésors réduits en cendres, la catastrophe matérielle est majeure, irréversible. Mais le mythe est plus grand, à la mesure de l’émotion internationale. Oui, Notre-Dame de Paris, haut lieu de spiritualité, d’histoire et d’imaginaire appartient à tous. Elle traversera encore les siècles, dût-elle être reconstruite pièce par pièce, comme le bateau de Thésée. ■

Xavier Kawa-Topor est ancien directeur de l’Abbaye de Fontevraud (Maine-et-Loire)

« ARCHIMÈDE A ÉTÉ LE PREMIER À PROUVER QU'UNE BAIGNOIRE PEUT FLOTTER. »

Camille, 17 ans, future bachelière



Réviser son bac avec *Le Monde*

ÉDITION 2019



**LE MONDE VOUS DONNE TOUTES LES CLÉS
POUR DÉCROCHER LA MENTION**

Les sujets détaillés + Les articles du Monde +
Un cahier de 16 pages pour tester ses connaissances

Philosophie - Français - Mathématiques - Histoire - Géographie - Anglais - Physique-Chimie

En coédition avec

rue des écoles

En partenariat avec



assureur militant

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](https://www.lemonde.fr/boutique)

Yémen : l'usage contesté des armes françaises

Un collectif de journalistes nuance la version selon laquelle les matériels n'ont que des fonctions « défensives »

La position française est-elle encore tenable dans la guerre au Yémen ? Pour avoir décidé de continuer de livrer depuis 2015 des armes à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis (EAU), les deux principaux acteurs de la coalition arabe engagée contre les rebelles houthistes dans le sanglant conflit yéménite, Paris se trouve soupçonné de participer à une guerre sale. Un collectif de journalistes français, *Disclose*, accuse ainsi la France de « mensonge d'Etat », lundi 15 avril. Le collectif conteste l'affirmation du gouvernement selon laquelle les matériels français n'auraient que des fonctions « défensives ». Il se fonde sur une note de la direction du renseignement militaire (DRM) d'octobre 2018 évaluant l'action de la coalition et détaillant le rôle des armements acquis par les protagonistes.

La note, frappée du « confidentiel-défense spécial France », un des plus hauts niveaux de classification, a été établie par la DRM pour le conseil restreint du 3 octobre 2018 à l'Élysée. À l'époque, la coalition arabe relance l'assaut contre Hodeïda, sur la mer Rouge, sans guère de résultat. Le renseignement militaire français estime que, malgré ses déclarations volontaristes, elle n'est pas en mesure de reprendre le premier port du pays, attaqué dès juin.

150 000 missions aériennes

À Paris, la situation est scrutée, car frappes et blocus impliquent des matériels français. François Hollande puis Emmanuel Macron ont décidé de continuer d'honorer les livraisons d'armes scellées avant le déclenchement du conflit pour ses deux « partenaires stratégiques » que sont l'Arabie saoudite et les Emirats. Les livraisons se poursuivent, officiellement avec « une vigilance renforcée », sous le filtre néanmoins opaque de la commission interministérielle d'exportation des matériels de guerre, qui dépend de Matignon. Le seul bilan des frappes aériennes depuis 2015 témoigne de l'ampleur de l'enjeu : selon la DRM, 150 000 missions aériennes

de tous types ont été menées par la coalition arabe dont 24 000 frappes – 6 000 en 2018.

La note renforce la position de l'exécutif en affirmant qu'« aucun élément ne permet de conclure à la présence de matériel français sur les fronts actifs ». Mais, dans le détail, la DRM dépeint une réalité beaucoup moins nette.

Ses cartes estiment à près de 437 000 personnes la « population potentiellement concernée par de possibles frappes » de l'artillerie de la coalition, dont font notamment partie les canons français Caesar, sur trois zones frontalières entre l'Arabie saoudite et le Yémen. Ce sont les théâ-

tres d'opération les plus reculés du conflit, demeurés inaccessibles à la presse étrangère, côté yéménite, depuis 2015. *Disclose* précise que, en croisant ces données avec celles de l'ONG américaine Acled (The Armed Conflict Location & Event Data Project), on peut établir que 35 civils sont morts au cours de 52 bombardements entre mars 2016 et décembre 2018 dans le champ d'action des Caesar français, où opère également, en théorie, l'aviation saoudienne. Plusieurs localités, dans lesquelles des sources yéménites ont directement constaté des victimes, sont concernées en 2018. C'est, par

exemple, le cas du village de Bani Faïd dans le district de Midi, à l'ouest, où deux enfants sont morts. Ou le cas de la ville de Hard dans laquelle trois habitants d'une maison touchée ont perdu la vie. L'engagement militaire saoudien, « principale action aérienne », consiste depuis mars 2015 en une « campagne de frappes massives et continues contre les territoires tenus par la rébellion houthiste ». Soit en moyenne 120 sorties par jour, depuis les bases de Kamis Mushait et Taïf, avec des avions américains (F15S) et européens (Tornado et Typhoon). Ils n'utilisent pas de munitions françaises mais les bombes « pourraient » selon la DRM être guidées par des nacelles françaises Damoclès. L'aviation saoudienne bénéficie d'une aide américaine au ciblage, rappelle la DRM, mais l'appui aérien rapproché est « mal maîtrisé », autrement dit susceptible de causer des dégâts collatéraux.

« Objectif inédit »

À terre, Riyad sécurise sa frontière, luttant mal contre des incursions houthistes régulières et durables dans les villages de montagnes, et contre leurs tirs de missiles sur les provinces voisines. Mais – et cela est qualifié « d'objectif inédit » par la DRM en octobre 2018 –, le royaume souhaite aussi « progresser en territoire houthiste » au Yémen. Depuis trois mois, les Saoudiens tentent d'avancer « en direction de Baqim, Munabbah, Razeh et Haradh afin d'ouvrir la voie à une hypothétique prise de Saada ». Ces districts occidentaux, traversés de montagnes escarpées, comptent deux importants points de passage frontaliers, qui mènent vers le berceau des houthistes, Saada, considéré par la plupart des observateurs comme hors de portée de la coalition. Au sud, dans la plaine côtière qui butte sur les montagnes après Haradh, la coalition s'était rendue maîtresse de la ville de Midi à l'été 2018, à grand-peine.

La note précise : « À ce jour, aucun matériel d'origine française appartenant aux forces saoudiennes n'a été observé dans le cadre

35 civils sont morts lors de 52 bombardements entre mars 2016 et décembre 2018 dans le champ d'action des Caesar français

des opérations saoudiennes et loyalistes en territoire yéménite. »

Quant aux unités blindées, un lourd dispositif est en place, avec cinq brigades de l'armée de terre et deux de la garde nationale le long de la frontière. Soit de 11 à 16 escadrons déployés en permanence du côté saoudien, avec 300 chars. Auxquels s'ajoutent 28 batteries d'artillerie d'une portée de 18 à 42 km déployées d'est en ouest, des canons américains et français. « Un bataillon supplémentaire de canons automoteurs Caesar avait été déployé à la frontière saoudo-yéménite, côté saoudien, portant à 48 le nombre de Caesar dans cette zone. (...) La DRM n'est cependant pas en mesure d'évaluer de manière précise le dispositif saoudien actuel à la frontière du fait d'un manque de capteurs dans la zone. »

Ces batteries effectuent des tirs de barrage contre les assauts rebelles, mais « elles appuient également les troupes loyalistes, épaulées par les forces armées saoudiennes, dans leur progression en territoire yéménite ». Et la DRM indique ne pas être « en mesure de localiser précisément les pièces d'artillerie saoudienne à la frontière en septembre 2018 ».

La note dresse aussi une liste de matériels vendus « non employés au Yémen » : blindés AMX10 et 30, radars Cobra, obus et missiles.

Côté émirati, l'aviation est beaucoup plus compétente – au standard de l'OTAN, selon la DRM. Elle utilise des Mirage 2000 avec des nacelles françaises de désignation (Damoclès). Et opère des tankers multirôle A330. L'engagement terrestre fait des EAU « le premier contributeur terrestre de

la coalition arabe » avec 1 000 hommes, 400 forces spéciales et des contractuels. Les forces émiraties coordonnent les opérations terrestres sur la côte ouest en direction du port d'Hodeïda. Port assiégé : une corvette émirienne Bayunah d'origine française participe au blocus, tout comme une frégate saoudienne de classe Makkah vendue par Paris et des hélicoptères de la marine saoudienne Panther et Dauphin. Ils contribuent à gêner les livraisons de nourriture dans un pays sujet à la famine.

Intérêt limité en zone urbaine

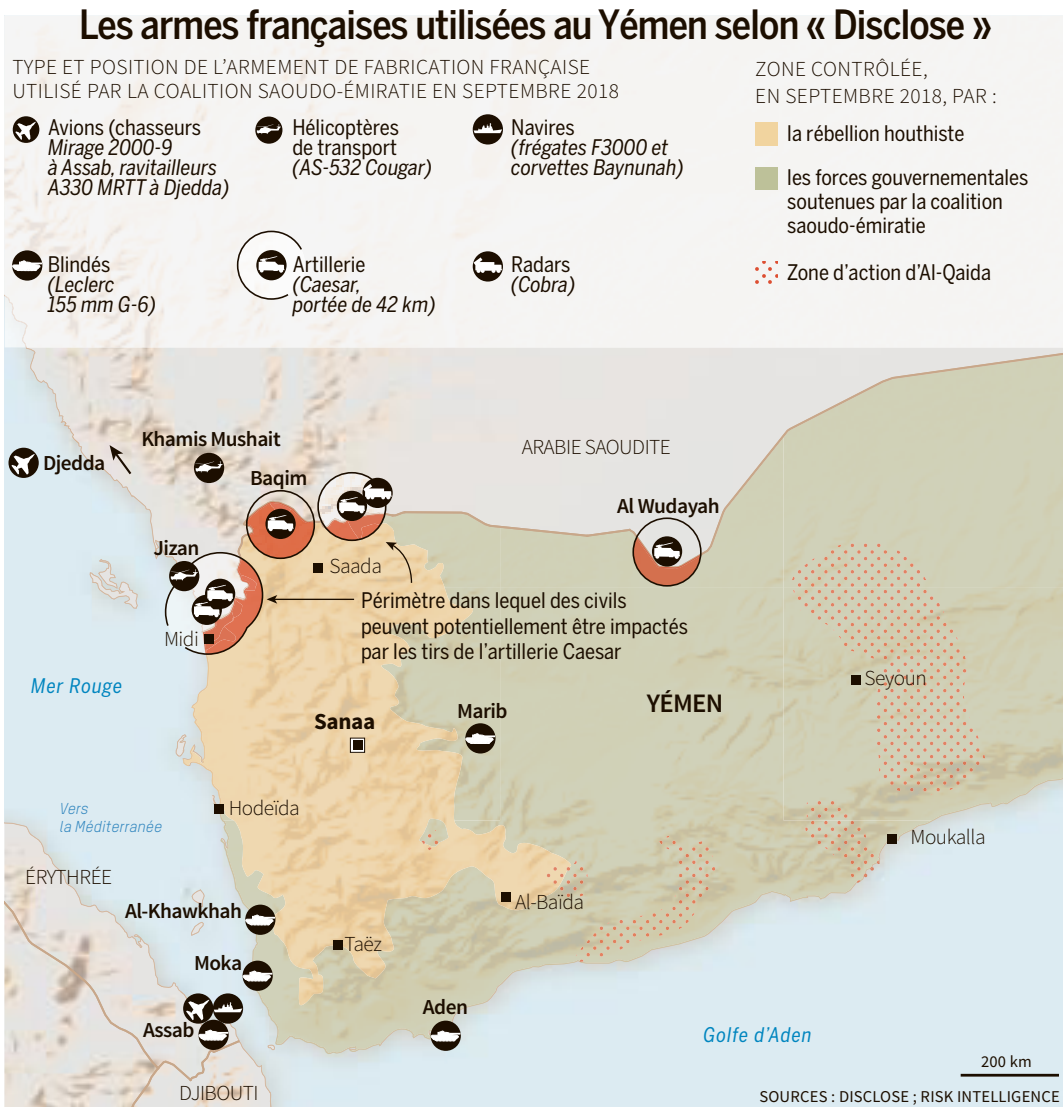
Paris relève que les chars Leclerc émiratis « ne sont pas observés en première ligne ». Ils sont néanmoins déployés sur la base d'Al-Khawkhah à 115 km d'Hodeïda. Et, en octobre 2018, Paris surveille leur positionnement à Assab en Érythrée, en attente d'un déploiement au Yémen, où *Le Monde* a pu les observer à cette période, ainsi que dix Mirage 2000. La DRM dit constater « un engagement principalement défensif des chars Leclerc : à la date du 25 septembre 2018, une quarantaine sont observés en défense fixe de camps et de positions avancées dans l'ouest, sur les quelque 70 chars déployés par les EAU dans le cadre de l'opération ». Les forces émiraties confirmeraient alors au Monde avoir usé de ces chars pour progresser dans la plaine côtière qui mène à Hodeïda, mais elles les considèrent d'un intérêt limité en zone urbaine.

Lundi, les services du premier ministre ont répondu dans un communiqué que Paris agissait de façon « responsable et fiable » auprès de ses partenaires, avec qui la France a des « intérêts de sécurité communs : la lutte contre le terrorisme et la préservation de la sécurité au Moyen-Orient ». Matignon répète que les « armes françaises sont placées pour l'essentiel en position défensive » et assure ne pas avoir « connaissance de victimes civiles résultant de leur utilisation sur le théâtre yéménite ». ■

NATHALIE GUIBERT
ET LOUIS IMBERT



Vue de Sanaa, après un bombardement aérien de la coalition menée par les Saoudiens, le 10 avril. KHALED ABDULLAH/REUTERS



Les médias russes se passionnent pour la présidentielle en Ukraine

Moscou, en conflit avec Kiev, se réjouit des déboires de Petro Porochenko

MOSCOU - correspondance

Dubitatifs mais fascinés, les Russes se passionnent pour la présidentielle ukrainienne. Depuis qu'au premier tour, le 31 mars, le comédien Volodymyr Zelensky a largement devancé le sortant Petro Porochenko (30,24 %, contre 15,95 %), la presse moscovite affiche en « une » l'affrontement qui se déroule en prélude du second tour, le 21 avril. A la télévision, les talk-shows s'enflamment pour ce duel, présenté comme un cirque à la légitimité douteuse et un nouvel exemple du chaos qui est censé régner chez le voisin ukrainien depuis que celui-ci a osé renverser son président en février 2014, le prorusse Viktor Ianoukovitch.

« Porochenko ne peut pas l'emporter sans fraudes », ont déjà prévenu *Izvestia*, *Nezavissimaïa Gazeta* et *Rossiyskaïa Gazeta*, trois quotidiens proches des autorités. Ils soupçonnent, sans preuves, le président de « sortir l'artillerie lourde » avec « les méthodes les plus sales ». A la télévision, largement contrôlée par le Kremlin, de vrais-faux débats très animés jettent aussi le discrédit sur cette présidentielle que des députés ont déjà qualifiée d'illégitime, le dirigeant nationaliste Vladimir Jirinovski appelant même à ne pas en reconnaître les résultats.

Autre message martelé à la télévision : le dénouement final sera de toute façon décidé par les Américains. En guise de preuves, certains experts sur les plateaux ont assuré qu'un navire de l'OTAN est en rade d'Odessa et que la CIA infiltre la campagne. D'autres ne s'arrêtent pas à ces détails, préférant considérer que la notion même d'Ukraine indépendante n'existe pas, et associant toute voix contraire au nazisme.

Alors que, dès le premier tour selon l'institut public VTsIOM, près de 80 % des Russes se tenaient « informés » sur la campagne électorale chez leur voisin, la présidentielle est désormais suivie comme aucune autre dans l'ex-espace soviétique. « La couverture médiatique russe tranche avec le silence du Kremlin qui ne dit rien ou presque, mais orchestre ces bruits pour faire passer le message », analyse un diplomate européen à Moscou.

Publiquement, le président Vladimir Poutine n'a en effet pas fait un seul commentaire. Quant à son porte-parole, Dmitri Peskov, il s'est contenté d'assurer que la Russie est « contre le parti de la guerre » – une allusion au conflit dans le Donbass. « Cela visait clairement

Porochenko, accusé de jouer l'affrontement. C'est d'ailleurs pour cette raison que, sur la fin de la campagne, la Russie a évité l'intensification des combats sur le terrain, qui aurait pu servir à Porochenko, décode un autre diplomate européen à Moscou. Ici, ils veulent absolument sa défaite... Pour montrer au monde que toute révolution et tout discours anti-russe mènent à la chute. Poutine, lui, reste toujours là ! »

Zelensky fait figure d'ovni

Sur les 39 candidats en lice au premier tour, deux défendaient une politique prorusse. Traditionnellement puissant en Ukraine, où, élection après élection, il représentait environ la moitié de la population, ce courant s'est effondré, rassemblant moins de 15 % des suffrages. Ce revers s'explique en partie par le fait que l'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass ont amputé le corps électoral de quelque 3 millions d'électeurs, mais il est surtout le signe d'un renversement plus profond de l'opinion ukrainienne, qui tourne désormais massivement le dos à Moscou.

Si Petro Porochenko est vu en ennemi, Volodymyr Zelensky fait quant à lui figure d'ovni. Mais les médias russes se sont montrés plutôt favorables au comédien, dont les spectacles sont connus jusqu'en Russie. Tout en se disant ferme sur la Crimée et le Donbass, il apparaît aux yeux de Moscou plus disposé au dialogue que le président sortant. Il semble aussi prêt à freiner la politique d'« ukrainisation » de l'espace public promue par M. Porochenko, et s'exprime lui-même plus volontiers en russe qu'en ukrainien.

« Le Kremlin ne peut plus avancer avec Porochenko après trop de conflits sur tous les fronts, y compris culturels et religieux. Une nouvelle dynamique peut être lancée si, avec le départ de Porochenko, son système s'effondre à Kiev et que la page de la confrontation se tourne », espère Andreï Kortounov, directeur du think tank Russian Council à Moscou. « Voir Porochenko en difficulté est source de satisfaction pour le pouvoir russe, estime Fiodor Loukianov, rédacteur en chef de *Russia in Global Affairs*, réputé proche du Kremlin. Mais si Zelensky l'emporte, on sait qu'il sera manipulé par l'oligarchie ukrainienne. Tout dépendra ensuite des législatives à l'automne. Pour le moment, Moscou n'attend donc pas grand-chose. » Et se contente de profiter du spectacle. ■

NICOLAS RUISSEAU



Manifestation de partisans du candidat à la présidentielle, Prabowo Subianto, à Surabaya (Indonésie), le 12 avril. JUNI KRISWANTO/AFP

L'islam, enjeu central des élections en Indonésie

Les thèmes islamo-conservateurs se sont imposés à tous les candidats, y compris au président sortant, Joko Widodo, tenant de la modération

DJAKARTA - envoyé spécial

L'islam indonésien de la tolérance est-il menacé par les poussées de l'intégrisme qui secouent le plus grand pays musulman de la planète ? Cette perspective fait frémir les modérés, alors que 193 millions d'électeurs sont convoqués aux urnes, mercredi 17 avril.

Une certitude s'impose : la voix des partisans de l'islam intégriste est de plus en plus forte, à l'image du niveau sonore des haut-parleurs des mosquées, qui ne cessent de gagner en intensité. La condamnation, en 2018 à Sumatra, d'une Sino-Indonésienne bouddhiste de 44 ans à deux ans de prison parce qu'elle avait osé protester contre le volume de l'appel à la prière en atteste. Et cela n'est que l'un des exemples d'une évolution vers la bigoterie d'une société indonésienne restée par ailleurs, dans son ensemble, un archipel de la modération.

La place de l'islam et son rôle dans la société va être, avec les questions de développement et de lutte contre la pauvreté, l'enjeu principal d'un pays-continent à l'importance globale toujours plus forte : l'Indonésie pourrait devenir la quatrième économie mondiale d'ici un quart de siècle. Mercredi, il s'agit pour les votants de choisir non seulement l'un des deux candidats au scrutin présidentiel, mais aussi de se prononcer pour certains des 245 000 prétendants aux quelque 20 000 mandats de députés, de sénateurs, de gouverneurs et de maires, disséminés dans un archipel gigantesque de 17 000 îles – dont 8 000 sont habitées.

Au niveau suprême, le scrutin met en lice deux candidats, le président sortant, Joko Widodo, 57 ans, alias « Jokowi », et son concurrent, Prabowo Subianto, 67 ans. Une élection qui a des airs de déjà-vu après celle de 2014, quand les deux hommes s'étaient déjà affrontés, l'actuel chef de l'Etat l'emportant avec 53 % des voix.

Jokowi, un passionné de heavy metal à la réputation d'« homme du peuple » acquise quand il était gouverneur de la capitale Dja-

karta, est soutenu par les libéraux et les minorités ethniques ou religieuses. Prabowo, ancien officier des forces spéciales au passé sulfureux en matière de droits de l'homme, est le héraut des intégristes et des conservateurs. S'il semble plus instrumentaliser la vague religieuse que partager les convictions des islamistes, son discours a une tonalité populationaliste : « Les étrangers nous volent nos richesses », clame-t-il durant ses discours.

Jokowi, lui, ne cesse de jouer la modération et de prôner la solidarité. « L'Indonésie est un énorme pays et une grande nation comprenant des gens de race, de religion et de culture différents. Ensemble, nous devons continuer à sauvegarder notre diversité », s'est-il écrié samedi 13 avril, durant un meeting de masse à Djakarta.

« Polarisation croissante »

La campagne électorale aura cette fois-ci défini les contours d'une Indonésie coupée en deux, comme l'explique Gus Yahya Staquf, secrétaire général de la grande organisation islamique modérée Nahdlatul Ulama – ou « renaissance des oulémas », les théologiens –, qui regrouperait environ 90 millions de membres (sur les 266 millions d'Indonésiens, dont 87 % sont musulmans).

« Désormais, la situation est claire, explique ce théologien si farouchement opposé aux intégristes qu'il a accepté récemment d'aller à Jérusalem à l'invitation du Comité des juifs américains. La ligne de partage sépare le camp des conservateurs et des islamistes de celui des partisans de la tolérance et de l'inclusivité. On assiste à un phénomène de polarisation croissante entre ces deux camps. »

Le chercheur Akhmad Salal, qui poursuit un doctorat consacré aux questions juridiques dans l'islam et le judaïsme, partage cette inquiétude. Lui aussi, comme M. Staquf, défend les valeurs d'un « islam nusantara », ou « islam de l'archipel », adapté à la culture et à l'histoire de l'Indonésie et en opposition à l'influence rigoriste du wahhabisme et du salafisme venus d'Arabie saoudite :

« Les deux candidats jouent à celui qui sera plus musulman que l'autre »

AKHMAD SALAL
chercheur

« Ce qui est inquiétant, redoute M. Salal, c'est que l'agenda des islamistes s'est imposé à tout le monde. Les deux candidats jouent à celui qui sera plus musulman que l'autre. » La preuve en est, estime le chercheur, la stratégie du « séculaire-libéral » Jokowi, qui a choisi comme candidat à la vice-présidence l'ouléma Ma'ruf Amin, un religieux conservateur.

La situation est en réalité plus paradoxale que cela : si Jokowi s'est allié à un ouléma pour espérer convaincre les pieux musulmans qu'il en est un aussi, Prabowo, lui, a choisi comme vice-président putatif un homme d'affaires au discours résolument moderne : Sandiaga Uno, 49 ans, figure charismatique jouissant d'un physique avantageux, s'attache à donner de lui l'image d'un musulman très pieux mais aussi celui d'un spécialiste avisé des questions économiques.

Pour l'instant, les sondages donnent Jokowi gagnant, avec au moins dix points d'avance. Sa victoire marquerait le nouveau succès d'un homme qui, même s'il fait des concessions aux religieux, reste tout de même le symbole d'une Indonésie multiethnique et pluriconfessionnelle (10 % de chrétiens, 2 % d'hindous, 1 % de bouddhistes, 1 % de confucéens...). Le président sortant a cependant fort à faire avec la montée en puissance des mouvements intégristes : « Jokowi laisse se développer autour de lui un discours islamophobe », accuse Slamet Marif, chef d'un mouvement islamiste qui a organisé d'importantes manifestations anti-Jokowi à Djakarta en 2017. Sanglé dans une longue jubah immaculée, l'homme est aussi membre du Front des défenseurs de l'islam,

sorte de police religieuse parallèle devenue mouvement de masse, surtout à Djakarta, mais aussi dans de nombreuses villes de province où ils font un double travail de propagande et d'aide sociale.

Pour cette figure connue d'un mouvement qui a débouché en 2017 sur l'incarcération du successeur de Jokowi au governorat de Djakarta, le chrétien Basuki Purnama, condamné à deux ans de prison pour blasphème, « il y a, d'un côté, les partisans de l'islam et, de l'autre, ceux qui soutiennent les blasphémateurs ». Jokowi, allié et l'ami du gouverneur déchu, se retrouve ainsi accusé de collusion.

Appropriation du punk

Au cours des vingt ans qui ont suivi la chute du dictateur Suharto (au pouvoir entre 1967 et 1998) et après les premières années de la période de « *reformasi* » démocratique, le processus de réislamisation n'a cessé de s'affirmer dans des couches sociales toujours plus nombreuses. Dans une société historiquement marquée par le syncrétisme, les groupes islamistes ont réussi à s'approprier le mouvement musical et culturel punk : alors que se développe la mode de l'*hijrah*, (« exil », en arabe), qui symbolise ici le « voyage intérieur » consistant pour le croyant égaré à revenir sur les chemins de la droiture, le groupe musical Punk Muslim est né.

« Le punk, au Royaume-Uni, était un mouvement de solidarité et de rébellion, explique le fondateur du groupe, Ahmad Zaki, qui avoue être proche des Frères musulmans. Nous en utilisons l'esprit pour ramener les jeunes sur la bonne voie et faciliter leur hijrah. Mais notre but ultime est de les convaincre de renoncer aux signes punk, comme les tatouages, et d'arrêter de jouer : la musique, ce n'est pas conforme à l'islam... »

Dans une vidéo du groupe visionné sur YouTube, que nous montre en souriant M. Zaki, on voit des guitaristes s'égosiller devant un public d'adolescents aux crânes rasés à l'iroquoise. En fin de morceau, ils hurlent : « Allahou akbar ! » ■

BRUNO PHILIP

En Seine-Saint-Denis, des enseignants sous pression

L’agression d’une professeure, jeudi, repose la question de la sécurité

Les cours ont repris, lundi 15 avril, au collège Elsa-Triolet de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), trois jours après l’agression d’une enseignante. «*L’ordinaire reprend ses droits*», témoigne Inaki Echaniz, conseiller principal d’éducation syndiqué au SNES-FSU. *Pour assurer la continuité du service public d’éducation, nous sommes de nouveau sur le pont, sans peur...*» Ou presque : car l’agression d’une professeure de français de 26 ans, survenue dans ce collège jeudi 11 avril, suivie d’une journée durant laquelle les personnels ont exercé leur «*droit de retrait*», a éprouvé l’équipe. Elle a aussi remis sur le devant de la scène la question de la sécurité dans les établissements scolaires, alors que le gouvernement a plusieurs fois reporté l’annonce du «*plan violences*» promis cet automne.

Le scénario de l’intrusion au collège Elsa-Triolet, rapidement partagé sur les réseaux sociaux, a créé une forte émotion. Jeudi, en milieu d’après-midi, un groupe d’adolescents interpelle une classe depuis la rue, lance un pavé dans la vitre, puis l’un d’eux escalade la grille pour s’introduire dans la salle. Il insulte l’enseignante, la braque avec un pistolet factice en tirant des billes en direction de son visage. La professeure n’a pas été blessée. L’agresseur, un adolescent de 15 ans exclu du collège quand il était en 5^e, a été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire.

Dans les cercles d’enseignants, on n’hésite plus à parler d’une «*liste noire*» mettant à l’épreuve, depuis plusieurs semaines, le département. A Saint-Denis, c’est l’agression d’un enseignant au

collège La Courtille, et l’irruption d’élèves armés de battes et de marteaux au lycée Paul-Eluard qui ont ébranlé les équipes ; à Aubervilliers, une assistante d’éducation et un enseignant du collège Diderot ont été agressés.

Au rectorat de l’académie de Créteil, on reconnaît une «*recrudescence*» des incidents, «*concentrée*» à Saint-Denis. «*Mon sentiment est que l’école n’est pas visée en tant qu’institution : elle fait les frais d’une situation très dégradée et de tensions entre jeunes devenues très vives dans les cités*», fait valoir le recteur Daniel Auverlot.

«*Brigade régionale de sécurité*»

Pour certains, le problème est cependant plus large. «*La situation s’aggrave, pas seulement en Seine-Saint-Denis, avec des événements de plus en plus violents et de plus en plus fréquents*», estime ainsi Marie-Carole Ciuntu, vice-présidente de la région Ile-de-France chargée des lycées. Lundi, Valérie Péresse, présidente Les Républicains de la

Des «internats tremplins» pour les élèves polyexclus

Quatre personnalités (une rectrice, un inspecteur, une édile, un député) chargées par le ministre de l’éducation, Jean-Michel Blanquer, d’émettre des préconisations pouvant servir d’ossature au «*plan violence*» se sont saisies de la question des collégiens et des lycéens plusieurs fois exclus de leur établissement. Leur rapport, remis le 14février et dont *Le Monde* a pu consulter des extraits, propose, entre autres, la création d’«*internats tremplins*» qui pourraient accueillir des «*élèves ayant fait l’objet d’une double exclusion définitive*». Ces adolescents, âgés de 12 à 18ans, seraient «*volontaires*», et leur accueil dans ces structures se ferait sur la base d’un contrat formalisé avec eux et leur famille. Seraient aussi concernés des jeunes faisant l’objet d’une mesure judiciaire d’éloignement. Les membres de la mission n’ont pas réussi à s’entendre, semble-t-il, sur les mesures de responsabilisation des familles, en particulier la suspension des allocations familiales.

région, a communiqué sur le déploiement d’une «*brigade régionale de sécurité*» de quinze membres mobilisables dans les lycées franciliens. Un dispositif qui s’inspire de l’existant : les équipes mobiles de sécurité – «*EMS*» dans le jargon de l’école – ont soufflé leurs dix bougies, rappelle M. Auverlot, qui comptabilise une soixantaine de personnels de ce type rien que dans son académie.

«*La région s’engouffre là où l’Etat se désengage*», souffle-t-on dans les rangs du SNES-FSU-93, syndicat d’enseignants majoritaire dans le second degré, où l’on déplore que «*la réponse, pour l’heure, se résume à l’aspect sécuritaire et vienne des collectivités*». «*Il pourrait y avoir un effort plus important de l’Etat*», glisse-t-on à la présidence de région.

L’Etat a annoncé il y a cinq mois, dans le sillage de l’agression d’une enseignante à Créteil, braquée avec une arme factice par un élève, qu’il comptait s’atteler à ce chantier avec un «*plan violences*» – le

quinzième en deux décennies, selon les calculs des proviseurs. Trois ministères sont impliqués : l’éducation, la justice et la santé. Trois axes ont été esquissés : renforcement de la sécurité aux abords des établissements, prise en charge des élèves «*polyexclus*», mesures de responsabilisation des familles n’excluant pas des sanctions financières. L’annonce officielle de ce plan a été retardée notamment en raison de dissensions autour de ce dernier volet.

Sur le terrain, le gouvernement est attendu au tournant. «*Nous sommes les mieux placés pour identifier ce dont nous avons besoin*, reprend Inaki Echaniz. *Cela ne peut se résumer à une réponse ponctuelle, centrée sur l’envoi de brigades ou de policiers : il faut un investissement massif pour mieux accompagner les élèves dans nos territoires*». «*Il faut faire baisser la température dans les établissements*, renchérit Stéphane Crochet du SE-UNSA. *Et pour ça, il n’y a pas de solution magique : cela passe par un travail dans la durée sur le climat scolaire*».

Dans un rapport présenté à l’Assemblée il y a bientôt un an, les députés François Cornut-Gentille (LR) et Rodrigue Kokouendo (LRM) dénonçaient, en Seine-Saint-Denis, la faillite d’un Etat «*inégalitaire et inadapté*», particulièrement sur le terrain de l’école. «*Cela fait des années que les familles font ce constat*», s’énervé Rodrigo Arenas de la Fédération de parents d’élèves FCPE, qui redoute déjà que ce «*plan se résume à un message politique en direction de l’opinion publique*», mais passe à côté des besoins des premiers concernés. ■

MATTEA BATTAGLIA
ET CAMILLE STROMBONI

Alain Soral condamné à un an de prison ferme

La peine de l’essayiste pour négationnisme est assortie d’un mandat d’arrêt

Le parquet avait réclamé six mois de prison ferme. La 13^e chambre du tribunal de grande instance de Paris a doublé la peine. Lundi 15 avril, Alain Soral, figure du complotisme d’extrême droite antisémite, a été condamné à un an d’incarcération assorti d’un mandat d’arrêt pour contestation de l’existence de la Shoah.

Après de multiples amendes et peines de prison avec sursis, l’homme de 60 ans avait déjà été condamné à une peine d’un an de prison ferme en janvier dernier, à Bobigny, mais sans mandat d’arrêt. La cour d’appel de Paris devrait, par ailleurs, rendre quatre autres décisions en mai.

«*Cette condamnation met fin au sentiment d’impunité dont bénéficie Alain Soral qui n’est jamais allé en prison malgré ses multiples condamnations*», s’est félicitée l’Union des étudiants juifs de France, l’une des parties civiles, dans un communiqué. Son président, Sacha Ghozlan, évoque une «*victoire importante*». La Ligue internationale contre le racisme et l’antisémitisme qui s’était, elle aussi, portée partie civile, parle d’une «*décision historique*». Son président, Mario Stasi, ajoute : «*La contestation de la Shoah n’est pas une opinion. C’est un acte antisémite qui doit appeler des sanctions à la hauteur de ce fléau*».

A l’origine de cette décision de justice, la publication sur Egalité et réconciliation, le site d’Alain Soral, en novembre 2017, de la plaidoirie de son avocat, Damien Viguié – également condamné, ce lundi, à 5 000 euros d’amende pour complicité –, dans une autre affaire datant d’avril 2016. L’essayiste d’extrême droite avait alors mis en ligne sur son site un dessin représentant une fausse «*une*» titrée «*Chutzpah Hebdo*»

et illustrée par le visage de Charlie Chaplin posant une question, dans une bulle, «*Shoah où t’es ?*», en référence à la «*une*» polémique de *Charlie Hebdo* après les attentats de Bruxelles, «*Papa où t’es ?*» En toile de fond, une étoile de David, une chaussure, une perruque, une lampe et un savon.

«*Décision très rare*»

Pour cette publication jugée négationniste, Alain Soral a été définitivement condamné le 26 mars, après le rejet de son pourvoi en cassation, à payer une amende de 10 000 euros avec possibilité d’emprisonnement en cas de non-paiement. «*Chaussure et cheveux font référence aux lieux de mémoire organisés comme des lieux de pèlerinage. On y met en scène des amoncellements de ces objets, afin de frapper les imaginations*», avait plaidé M^e Viguié en 2017. «*La coupe des cheveux se pratique dans tous les lieux de concentration et s’explique par l’hygiène*», avait-il ajouté avant de citer le négationniste Robert Faurisson. L’avocat avait par ailleurs soutenu que les savons faits à partir de graisse humaine par les nazis ou les abattoirs en peau humaine n’étaient que «*propagande de guerre*».

«*La décision prise par le TGI de Paris est exceptionnelle car très rare*, souligne le politiste Jean-Yves Camus. *Même Robert Faurisson, le chef de file des négationnistes, n’a jamais passé un seul jour de sa vie en prison. Il n’y a, à ma connaissance, que deux précédents : Vincent Reynouard et Alain Guionnet. Mais la condamnation de Soral ne sera un vrai signal que si sa peine est exécutée*». Sur le site Egalité et réconciliation, il est indiqué que les deux hommes «*ont fait appel*». ■

LOUISE COUVELAIRE

Un procès devant la Cour de justice de la République pour Jean-Jacques Urvoas

L’ancien ministre de la justice est soupçonné d’avoir transmis des informations confidentielles au député des Hauts-de-Seine Thierry Solère

Cinq mois après la fin de l’enquête et quatre mois après les réquisitions du parquet général près la Cour de cassation, la commission d’instruction de la Cour de justice de la République (CJR) a décidé de renvoyer l’ancien ministre de la justice Jean-Jacques Urvoas devant la CJR. L’ancien garde des sceaux sera donc jugé devant le tribunal – dont Emmanuel Macron a promis la suppression – réservé aux ministres.

M. Urvoas est soupçonné d’avoir transmis entre les deux tours de la présidentielle de 2017, et à son initiative, des informations confidentielles au député des Hauts-de-Seine Thierry Solère (alors Les Républicains, aujourd’hui rallié à La République en marche) concernant une enquête pénale visant ce dernier. Un délit passible d’un an de prison et de 15 000 euros d’amende. C’est à l’occasion d’une perquisition chez M. Solère que les policiers ont découvert dans son téléphone des messages envoyés par M. Urvoas par le biais de l’application cryptée Telegram.

Ouverte en septembre 2016, sur des soupçons de fraude fiscale, l’enquête sur Thierry Solère avait ensuite été élargie à de nombreuses infractions. Le 1^{er} février, le parquet de Nanterre a finalement

décidé d’ouvrir une information judiciaire pour «*fraude fiscale*», «*manquement aux obligations déclaratives à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique*», «*détournements de fonds publics et recel*», «*recel de violation du secret professionnel*», «*trafic d’influence et recel*», «*abus de biens sociaux et recel*», «*financement illicite de dépenses électorales*», «*détournement de la finalité de fichiers nominatifs*». Outre M. Solère, six autres personnes et six personnes morales sont visées par l’enquête.

Selon le communiqué du procureur général près la Cour de cassation, la commission d’instruction a considéré que «*le garde des sceaux, qui ne concourt pas à la procédure, n’est pas la personne désignée pour communiquer sur une procédure en cours*». La com-

mission a, par ailleurs, retenu que «*le garde des sceaux est destinataire d’informations couvertes par le secret et en l’espèce, l’analyse des fiches d’action publique transmises par ce dernier à M. Solère démontre que les informations détaillées qu’elles contenaient portaient sur une enquête en cours et ses perspectives*».

«*Rupture du lien de confiance*»

La commission d’instruction de la CJR a suivi les réquisitions du ministère public qui avait réclamé en décembre un tel procès. Dans ses réquisitions, le parquet général avait souligné que «*le garde des sceaux est détenteur de ce secret du fait de ses fonctions et en tant qu’ultime supérieur hiérarchique du parquet*». En conséquence, avait-il ajouté dans son communiqué, la remontée d’informations confidentielles «*ne pouvait en aucun cas l’autoriser à renseigner directement et à titre privé et confidentiel le principal mis en cause des évolutions d’une enquête en cours le concernant*».

Au cours de l’instruction, de nombreux hauts magistrats ont été entendus sur le statut des fiches d’actions publiques à l’instar de l’ancien chef de la direction des affaires criminelles et des grâces (DACG) et actuel procureur de la République de Paris, Rémy Heitz.

Selon ce dernier, si la question du secret se pose en des termes différents pour le ministre par rapport aux magistrats, «*la nature même de l’information qui lui est transmise lui impose des devoirs particuliers quant à l’exploitation qu’il peut en faire*». La transmission d’informations à la personne concernée, poursuit-il, «*constitue une rupture du lien de confiance qui doit exister entre le ministre et la DACG*».

Selon un communiqué diffusé par l’avocat de M. Urvoas, Emmanuel Marsigny, «*cette décision, attendue, repose sur une interprétation aussi inexacte qu’extensive du droit que Jean-Jacques Urvoas et ses conseils contestent totalement*». Selon le conseil de M. Urvoas, les «*fiches d’actions publiques sont des documents administratifs*» ne pouvant donc «*contenir aucune information protégée au titre d’un secret prévu par la loi et partant, être elles-mêmes protégées par un secret légal*». M^e Marsigny ajoute que «*le garde des sceaux n’est pas tenu à un quelconque secret quant aux informations élaborées par les services du ministère remontées par les parquets généraux et qu’aucune norme ne prévoit de secret professionnel inhérent aux fonctions de garde des sceaux, ministre de la justice*». ■

SIMON PIEL

Les bien chers chats de la SPA

C’était un grand projet de la Société protectrice des animaux (SPA). Une belle initiative en faveur des chats, doublée en principe d’une bonne affaire. Raté. Le refuge «*entièrement consacré au bien-être des chats*» que l’association pensait inaugurer cette année à Evrecquemont (Yvelines) ne verra a priori jamais le jour. Un site a bien été acheté en 2017. Mais il est inutilisable, si bien que la SPA envisage de le revendre.

Tout débute au printemps 2017. A l’époque, la SPA a un problème dans les Yvelines. Son refuge d’Orgeval devient vétuste, et les voisins sont gênés par les aboiements. Il faut trouver un autre point de chute. Les responsables parisiens dénichent près d’Orgeval une jolie ferme du XVIII^e siècle, comprenant une longue, un pigeonier, un garage et d’anciennes serres. Natacha Harry, alors présidente de la SPA, se voit y accueillir 300 à 400 chats.

«*Ce nouveau refuge très proche de Paris permettra aux Franciliens de venir adopter des chats*», imaginent les dirigeants. Dans leur esprit, il constituera la «*base arrière*» de la Maison des chats, dont l’ouverture est prévue simultanément rue Beaubourg, à Paris. Les propriétaires d’Evrecquemont en demandent 350 000 euros, un prix jugé «*très raisonnable*». Bien sûr, les bâtiments nécessitent une grosse réhabilitation. «*Mais avec l’achat nous serons en dessous du budget de 1,5 million*», promet le directeur immobilier, qui presse Natacha Harry de signer sans tarder : «*Le bien est assez convoité*».

«*Zone rouge*» inconstructible

Deux ans plus tard, rien ne va plus. Les travaux prévus pour février 2018 n’ont toujours pas débuté. «*Le dossier se révèle plus compliqué que prévu, nous l’avons mis en attente*», résume Jacques-Charles Fombonne, nouveau président de la SPA. La ferme se trouve en effet au-dessus d’anciennes carrières souterraines de gypse qui risquent de s’effondrer. Toute cette «*zone rouge*» est inconstructible. Interdit d’y recevoir du public, même après d’éventuels énormes travaux de consolidation. Aucun refuge ne peut donc y être installé. «*Comment la SPA a-t-elle pu payer sans vérifier qu’elle pourrait mener son projet ? C’est effrayant !*», s’étouffe Alain Lambert, un adhérent très critique. «*Dommage qu’ils ne soient pas venus me voir avant de signer...*», commente Ghislaine Senée, maire d’Evrecquemont.

Quant à la Maison des chats de Paris, ce projet est lui aussi bloqué. Un local a certes été légué à la SPA. Mais il reste vide depuis plus de deux ans, à la suite d’un autre imbroglio juridique. Là non plus, les travaux n’ont pas commencé. Comme dit le proverbe, le chat est bon ami, hormis qu’il égratigne... ■

DENIS COSNARD

« Il ne faut jamais gâcher une bonne crise »

Guillaume Faury, le nouveau président exécutif d’Airbus, revient sur les défis qui attendent l’avionneur européen

ENTRETIEN

Le 10 avril, Guillaume Faury a succédé à Tom Enders à la tête d’Airbus. Agé de 51 ans, cet ingénieur diplômé de l’Ecole polytechnique et de l’Ecole nationale supérieure de l’aéronautique et de l’espace va devoir piloter l’avionneur européen en respectant une feuille de route semée d’embûches.

L’Europe a été condamnée par l’OMC pour avoir subventionné Airbus. En réaction, Donald Trump a menacé d’augmenter les droits de douane, notamment sur Airbus. Cela vous inquiète-t-il ?

Cette affaire dure depuis 2004. Nous nous sommes mis en conformité avec ce que l’Organisation mondiale du commerce nous demandait de faire. Ce n’est pas le cas pour les Etats-Unis. Il est difficile d’imaginer une escalade sans fin. Airbus est un acteur économique et industriel très important outre-Atlantique. Nous employons 3 000 collaborateurs et le volume de nos achats de 17 milliards de dollars [15 milliards d’euros] y assure 275 000 emplois. Le secteur aérien ne serait pas ce qu’il est sans Airbus et nos clients en ont conscience. Aux Etats-Unis, ils nous défendent, car ils savent l’intérêt qu’il y a à travailler avec nous.

Les menaces de M. Trump ont-elles pour but de soutenir Boeing, dans une mauvaise passe avec son 737 MAX immobilisé au sol ?

On pourrait se poser ce genre de question, mais je ne dispose pas d’éléments pour y répondre.

La fin du mandat de Tom Enders a été marquée par des affaires de corruption. Avez-vous bon espoir de les solder ?

Mes prédécesseurs ont pris des décisions très difficiles et courageuses qui permettront à l’entreprise de mettre en place l’un des meilleurs systèmes de conformité [aux règles anticorruption]. Cette crise est visible et difficile. Elle a des conséquences humaines et opérationnelles.

Nous coopérons avec les justes britannique, française et, à présent, américaine en toute transparence. La sûreté, la qualité, l’intégrité et la conformité sont les piliers qui feront d’Airbus une entreprise crédible et responsable au XXI^e siècle, quelles que soient les crises que nous traverserons. L’enjeu de confiance est essentiel pour nous.

N’est-ce pas passer sous les fourches caudines américaines comme, avant vous, BNP Paribas ou Alstom, avec, in fine, une amende géante ?

Pour une entreprise comme Airbus, la complexité des règles et des lois vient de notre présence mondiale. Il faut s’adapter, car elles évoluent sans cesse. Mais il est vrai que l’extraterritorialité américaine est unique et n’a pas d’équivalent européen. Cela crée un déséquilibre qui n’est pas dans l’intérêt à long terme des Etats-Unis ni dans celui de l’Europe. Il faudra rééquilibrer les choses.

Le plus grand défi d’Airbus sera de tenir les cadences de production de l’A320. Quelles sont vos ambitions pour les années à venir ?

L’an dernier, pour la première fois dans l’histoire de l’aviation commerciale, nous avons livré plus de 600 avions de la famille A320, soit plus de 50 par mois. Nous l’avons fait avant notre concurrent préféré. Pourtant, en 2018, pendant trois mois, Pratt & Whitney ne nous a pas fourni de moteurs et nous avons dû stocker jus-



A Paris, vendredi 12 avril. SAMUEL KIRSZENBAUM POUR « LE MONDE »

« La sûreté, la qualité et l’intégrité sont les piliers qui feront d’Airbus une entreprise responsable au XXI^e siècle »

qu’à 100 avions. Tout se liguaient contre nous pour nous empêcher d’atteindre nos objectifs. Malgré tout, nous avons réussi à livrer le nombre d’avions prévus.

Au premier trimestre 2019, nous avons livré 162 avions, contre 121 il y a un an. C’est donc beaucoup plus qu’en 2018, même en comptant l’apport de notre partenariat avec Bombardier. Nous avons indiqué que nous voulions livrer entre 880 et 890 avions cette année.

Pensez-vous pouvoir tenir vos objectifs ?

Nous allons poursuivre notre montée en cadence pour livrer le nombre d’avions prévus. La demande d’A320 reste très forte. Notre carnet de commandes est rempli jusqu’à 2023. Nous avons des clients qui ont acheté des avions, mais aussi d’autres qui veulent continuer à commander des avions à l’avenir et qui, aujourd’hui, ne trouvent de créneaux disponibles que trop loin dans le temps.

La montée en cadence demeure ma principale priorité.

Pensez-vous pouvoir produire 70 A320 par mois pour satisfaire la demande ?

En 2018, nous avons mené une enquête auprès de notre chaîne de fournisseurs et leur réponse a été négative. Les motoristes Pratt & Whitney et CFM, qui ont lancé de nouveaux moteurs, n’étaient pas prêts. Ils souffrent dans cette montée en cadence et ont eu jusqu’à un an et demi de retard.

Cette année, nous allons refaire une analyse de la chaîne de fournisseurs pour voir où ils en sont. L’objectif, c’est 60 par mois cette année et 63 en 2021. Je ne prends pas d’objectif que je ne puisse pas atteindre raisonnablement si ma chaîne de fournisseurs n’est pas capable de suivre.

Boeing, dont le 737 MAX est immobilisé, vient d’annoncer une baisse de sa production. Pouvés-vous en profiter ?

Après des accidents aériens, on ne se réjouit jamais. La sécurité des vols est notre plus grande priorité. A court terme, cela a plutôt des effets négatifs auprès des autorités comme des passagers.

Les problèmes de Boeing interviennent sur le segment du marché – les moyen-courriers – où la demande est très forte et où la production est saturée. Je ne sais pas ce qui va se passer à long terme.

A moyen terme, les déboires de Boeing peuvent-ils permettre l’émergence d’un concurrent comme la Chine ?

Nous n’en sommes pas là. D’abord, parce que nous livrons entre 20 % et 25 % de nos avions en Chine. Ensuite, parce qu’ils n’ont pas encore d’appareils face à l’A320 Neo ou au 737 MAX. Mais ils y arriveront. Sur le long terme, il y aura très probablement un acteur américain, un européen et un chinois.

Les Chinois ne seront pas commercialement représentatifs sur le marché avant une dizaine d’années. Mais, à l’échelle de l’aéronautique, c’est très court et ils progressent vite. Ils l’ont déjà montré dans d’autres domaines technologiques. On ne peut pas ignorer le fait que la Chine est déterminée à avoir un constructeur d’avions.

Comment comptez-vous conserver vos parts de marché dans ce pays ?

Nous partons du principe qu’ils vont réussir à créer un construc-

« L’A380 est un succès, car Airbus ne serait pas ce qu’il est aujourd’hui s’il n’y avait pas eu cet appareil »

teur d’avions. Mais, à ce moment-là, nous voulons être un acteur incontournable en Chine. Le jour où l’aéronautique chinoise aura un constructeur d’avions qui commencera à devenir performant et compétitif, Airbus sera suffisamment implanté en Chine et aura créé un autre écosystème dont ce pays aura besoin.

Airbus est dominateur sur le segment du moyen-courrier, mais semble à la peine sur le long-courrier. Qu’en est-il ?

Quand vous regardez notre carnet de commandes de long-courriers et celui de Boeing, on voit qu’il est beaucoup moins profond chez les deux constructeurs. L’A350 est le meilleur long-courrier aujourd’hui. Il sera à l’équilibre cette année. Mais il est beaucoup plus récent que le 787 de Boeing, donc nous courons derrière en termes de commandes.

La priorité n’est pas de vendre plus d’A350 que les dix par mois que nous avons décidé de produire, mais de réduire les coûts de production pour bien les vendre. L’enjeu avec Boeing, c’est cette baisse des coûts. Ma principale préoccupation, avec l’A330 et l’A350, n’est pas d’avoir des avions meilleurs, car ils le sont déjà, mais d’arriver à en réduire très rapidement les coûts pour pouvoir me battre à armes égales avec Boeing.

Airbus est l’entreprise la plus puissante de la région toulousaine, où le mouvement des « gilets jaunes » a été très violent. Que cela vous inspire-t-il sur la responsabilité de votre entreprise ?

Cette expression violente est celle de gens qui se sentent victimes de la mondialisation, d’une fracture territoriale et de la connaissance. Cela nous a posé de vraies questions sur l’attitude à adopter. Nous nous sommes demandé si des membres de nos équipes étaient sur les ronds-points. Nous n’avons pas de raison de penser que c’est le cas, car notre prospérité est un élément de confiance dans l’avenir.

Nos réponses passent par la formation, notre propre lycée, l’apprentissage et notre fondation qui amènent des jeunes de tous horizons à travailler dans l’aéronautique. Ce problème difficile n’est pas que français. Ce qui se passe en Grande-Bretagne est certainement encore plus grave, profond et durable que ce que nous vivons en France en termes de fragmentation de la société.

A ce propos, comment vous préparez-vous au Brexit ?

Pour nous, le risque le plus préoccupant était celui d’une sortie sans accord avec un ralentissement des mouvements de produits à la frontière. Par conséquent, nous nous sommes organisés avec nos fournisseurs pour parvenir à stocker l’équivalent d’un mois de production pour la plupart de nos pièces.

Nous avions aussi prévu de mettre en œuvre un pont aérien. Ce plan de secours a été mis en place dans la perspective d’une sortie [de l’Union européenne] le 29 mars. Le report à octobre repose toutes les questions, car, pendant six mois, l’incertitude s’ouvre à nouveau et ce n’est pas bon.

Vous avez subi un grave échec avec l’arrêt de l’A380. Quelles seront les conséquences pour Airbus ?

Je ne pense pas que l’A380 soit un échec. Nous n’avons pas atteint les 600 ventes prévues, mais l’avion est une très belle réussite technique. Il est le préféré des passagers et j’en suis un. Il arrive en fin de vie de production pour des raisons économi-

« Les révolutions du numérique et de la connectivité arrivent. Une autre sera celle des nouvelles énergies »

ques, car le modèle de transport aérien dans le monde n’a pas évolué comme on l’imaginait.

L’A380 est un succès, car Airbus ne serait pas ce qu’il est aujourd’hui s’il n’y avait pas eu cet appareil. Il nous a permis de réussir l’A350 et de devenir un acteur particulièrement crédible sur le long-courrier. Il y a une expression que j’aime bien : il ne faut jamais gâcher une bonne crise. Il y a eu des difficultés avec le programme A380, et Airbus a appris de ces difficultés.

Autre épine dans le pied d’Airbus : l’A400M et ses dérapages financiers considérables. Cela condamne-t-il définitivement les grands programmes internationaux ?

Nous avons des clients et nous sommes à la moitié de notre programme de livraison. C’est un appareil unique au monde et aucun autre programme européen n’a atteint ce niveau de complexité. Il a coûté beaucoup d’argent. Aussi notre préoccupation est-elle, pour l’instant, de le sécuriser. Nous comptons sur nos clients, qui apprécient les capacités extraordinaires de cet avion pour que cela déclenche ensuite une phase d’exportations.

Cependant, l’A400M n’est pas le seul à souffrir. Regardez l’avion de combat américain F35, dont les coûts ont considérablement dérapé. Il ne faut pas condamner les programmes internationaux ; il faut que les pays s’accordent sur un tronc commun le plus large possible et que l’on dispose de garde-fous pour éviter les dérives.

Tom Enders a privilégié la rentabilité d’Airbus au détriment du lancement de nouveaux programmes. Allez-vous continuer dans cette voie ?

L’A350, entré en service en 2015, est au début de sa vie. L’A320, l’avion qui rencontre le plus grand succès, a commencé la sienne il y a trente ans, mais il est encore très, très loin de sa fin. Nous avons plein d’idées pour continuer à le faire évoluer avec les nouvelles technologies. Ce n’est pas le moment de lancer un nouveau programme. De nouveaux produits ne signifient pas forcément le lancement d’un nouveau programme.

Les révolutions du numérique et de la connectivité arrivent. Elles permettront de rendre les avions plus autonomes, d’amener de l’information à bord, de l’Internet, mais aussi de récupérer des flux en temps réel. Une autre révolution sera celle des nouvelles énergies. L’aviation commerciale ne représente que 2 % des émissions de CO₂, moins qu’Internet. Mais notre engagement est de réduire ce pourcentage.

Par conséquent, notre plus gros défi, au cours des quinze à vingt années à venir, sera de parvenir à décarboner l’aviation commerciale. La batterie électrique n’est pas la meilleure solution, car la quantité d’énergie pour faire voler un avion est considérable. Il faut donc arriver à stocker une quantité importante d’énergie liquide. L’hydrogène pourrait être une solution très intéressante. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GUY DUTHEIL ET PHILIPPE ESCANDE

« Dieselgate » : acte d'accusation sévère contre l'ex-PDG de VW

Martin Winterkorn est mis en cause personnellement par la justice pour sa responsabilité dans l'affaire des moteurs diesel truqués

BERLIN - *correspondance*

Pour la première fois, Martin Winterkorn, l'ancien PDG de Volkswagen (VW), est mis en cause par la justice allemande pour sa responsabilité personnelle dans l'affaire des moteurs diesel truqués, dite « dieselgate », qui a éclaté en septembre 2015. Le parquet de Brunswick (Basse-Saxe, nord de l'Allemagne) a publié, lundi 15 avril, le détail des faits qui lui sont reprochés.

Les accusations sont particulièrement lourdes : l'ex-dirigeant est soupçonné de fraude aggravée, en même temps que quatre autres cadres du groupe. La justice suspecte également les cinq hommes d'abus de confiance, de fraude fiscale ainsi que d'usage de faux, pour des faits qui courent du 15 novembre 2006 au 22 septembre 2015.

Cette accusation représente un grave revers pour Martin Winterkorn. L'ancien patron, forcé à la démission en septembre 2015, a toujours affirmé n'avoir rien su des manipulations de millions de véhicules diesel de son groupe jusqu'à ce qu'elles soient dénoncées par les autorités américaines chargées de la protection de l'environnement.

Celles-ci avaient révélé, le 18 septembre 2015, que le groupe allemand avait trompé les contrôleurs pendant des années, grâce à un logiciel capable de reconnaître le moment où le véhicule est en phase de test, qui désactivait le système antipollution une fois sur route. Devant la commission d'enquête parlementaire sur le diesel, début 2017, M. Winterkorn

L'ancien patron, forcé à la démission en septembre 2015, a toujours affirmé n'avoir rien su de ces manipulations

avait assuré n'avoir pas entendu parler de ce type de logiciel « avant septembre 2015. » Il avait alors déclaré : « Il est incompréhensible que je n'aie pas été informé tôt et de façon claire des problèmes aux États-Unis. »

Cette ligne de défense a été anéantie par l'avocat général dans son communiqué, lundi. Le parquet de Brunswick accuse M. Winterkorn de s'être rendu coupable d'« un cas particulièrement grave de fraude, de violation de la loi contre la concurrence déloyale ainsi que d'abus de confiance. » En tant que « garant », souligne-t-il, « il a omis d'informer les autorités compétentes en Europe et aux États-Unis ainsi que les clients » des manipulations des diesels « dont il était informé depuis le 25 mai 2014 ».

Cette date fait référence à un courrier qui lui avait été transmis le week-end, l'informant des émissions inexplicablement élevées du diesel VW aux États-Unis, ainsi que de la possibilité que les autorités recherchent ce fameux système de désactivation. Malgré cette alerte, M. Winterkorn n'a ni interdit que les systèmes de désactivation des dispositifs anti-

pollution continuent d'être intégrés aux véhicules construits, ni mis fin à leur commercialisation, accuse le procureur.

Pis, le groupe Volkswagen a effectué, en novembre 2014, une mise à jour des logiciels des véhicules d'un montant total de 23 millions d'euros, avec l'approbation de M. Winterkorn. Or, celle-ci était « inutile et devait servir à dissimuler la vraie raison de la hausse des émissions polluantes pendant la conduite normale des véhicules », juge le procureur.

Au moment du déclenchement de l'affaire, M. Winterkorn savait donc depuis plus d'un an que des logiciels illégaux étaient montés sur les véhicules, sans lesquels ils auraient été incapables de respecter les limites d'émissions en vigueur en Europe et aux États-Unis. Il a même tout fait pour que la fraude se prolonge.

Augmenter les parts de marché

Les autres accusés ont permis le maintien dans le temps de ce système de fraude à grande échelle. Le procureur estime ainsi que « l'existence de ce logiciel illégal de désactivation a été consciemment dissimulée par les inculpés, de différentes manières, sur le fond et au cours du temps ».

Le but était de rendre les véhicules diesel du groupe conforme en apparence aux évolutions de la réglementation et de conserver ou d'augmenter les parts de marché de VW. « A cet effet, les véhicules diesel manipulés ont été promus de façon offensive et trompeuse comme particulièrement faibles en émissions et écologiques », précise l'acte d'accusation. Les modèles équipés des disposi-

tifs étaient en effet présentés comme « les diesels les plus propres de leur catégorie ».

Le procureur relève aussi qu'« il est particulièrement reproché aux suspects d'avoir usé de toute la supériorité de leur expertise » pour tromper sciemment et en connaissance de cause les consommateurs de la conformité du véhicule qu'ils achetaient, bien qu'il ait en réalité été de moindre valeur et de moindre performance qu'annoncé. « Les suspects ont agi ainsi pour garantir à l'entreprise les chiffres de vente les plus élevés possible, avec un bénéfice maximal. Du succès économique dépendait aussi leur revenu, en particulier sa partie variable (bonus), prévue dans le contrat. » Pour ces raisons, ils encourrent de six mois à dix ans de prison, ainsi que la confiscation de leur bonus acquis illégalement. « Il s'agit de montants entre 300 000 et 11 millions d'euros. »

L'inculpation publiée lundi, longue de 692 pages, doit maintenant être examinée par le tribunal régional de Brunswick, qui décidera de la suite de la procédure. Aux États-Unis, plusieurs cadres du groupe ont déjà été inculpés ou condamnés pour leur rôle dans cette affaire. Volkswagen n'a pas réagi, lundi, à l'annonce de l'inculpation de son ancien PDG.

Cependant, l'acte d'accusation pourrait avoir des conséquences sur les procès en cours contre le groupe en Europe, où il continue de se défendre de manipulations illégales. L'affaire du « dieselgate » a déjà coûté à VW au moins 28 milliards d'euros. ■

CÉCILE BOUTELET

L'industrie du gaz de schiste pourrait péricliter au Royaume-Uni

Ineos menace de jeter l'éponge, jugeant les normes antisismiques trop contraignantes

LONDRES - *correspondance*

Un clou de plus vient d'être enfoncé dans le cercueil de l'industrie du gaz de schiste au Royaume-Uni. Ineos, l'une des entreprises les plus actives du secteur, menace de jeter l'éponge. Dirigée par Jim Ratcliffe, l'homme le plus riche du Royaume-Uni, la société estime que les normes antisismiques actuelles sont trop draconiennes, rendant la fracturation hydraulique presque impossible.

Lors d'une réunion le 23 novembre 2018 avec l'Oil and Gas Authority – le régulateur britannique –, dont le *Financial Times* a dévoilé le compte rendu lundi 15 avril, Ineos a estimé que les normes étaient « artificiellement basses ». « Ineos affirme que des limites [antisismiques] sensées, réalistes et soutenues par la science sont nécessaires, faute de quoi il a été clairement laissé entendre que l'entreprise arrêterait de demander des autorisations [de forage]. »

L'avertissement d'Ineos intervient à un moment critique pour le gaz de schiste au Royaume-Uni. En 2011, la petite entreprise Cuadrilla, qui explorait un puits près de Blackpool, dans le nord-ouest de l'Angleterre, avait provoqué quelques tremblements de terre lors d'opérations de fracturation hydraulique. Le gouvernement britannique avait immédiatement instauré un moratoire, puis autorisé de nouveau les forages, mais en renforçant les normes.

Cet épisode a échaudé la population britannique, qui se bat désormais de façon systématique contre tous les projets de gaz de schiste. Manifestations locales et lutte contre les permis de forer

ont sensiblement ralenti l'action de l'industrie, malgré le soutien ferme du gouvernement. Actuellement, il n'existe aucune production utilisant la fracturation hydraulique outre-Manche.

Cuadrilla a cependant réussi à obtenir un nouveau permis d'exploration, toujours près de Blackpool. En octobre 2018, elle a commencé une opération de fracturation hydraulique, une première depuis sept ans. Pour le secteur, la réussite de ce projet est essentielle.

Pression sur les autorités

Mais la société n'arrive pas à mener à bien ces travaux d'exploration, butant sur les normes antisismiques. A chaque secousse de plus de 0,5 sur l'échelle de Richter, elle est obligée de marquer une pause de dix-huit heures. Or, ce niveau a déjà été atteint une dizaine de fois depuis le début des travaux.

Bloquée dans son travail, Cuadrilla a tenté de mettre la pression sur les autorités publiques pour desserrer l'étau des normes, mais le gouvernement a émis une fin de non-recevoir. Ineos, qui a les poches beaucoup plus profondes, a renchéri dans le lobbying.

Cette entreprise pétrochimique, qui possède des raffineries, rêve d'utiliser le gaz de schiste britannique comme matière première bon marché pour ses usines. Elle a donc acheté d'importants permis d'exploration dans plusieurs régions anglaises et lancé un programme de consultation des populations locales. Mais elle ne cache pas son exaspération face aux retards, elle qui espérait forer dès 2017. Si elle abandonnait la partie, le secteur du gaz de schiste britannique serait mort-né. ■

ÉRIC ALBERT

Lancement imminent des négociations commerciales entre l'Europe et les Etats-Unis

Bruxelles a reçu l'autorisation d'entamer des tractations avec Washington, au nom des Etats membres. La France a mis en avant son engagement climatique pour voter contre

BRUXELLES - *bureau européen*

L'Union européenne est prête à ouvrir des tractations commerciales « limitées » avec les États-Unis. Les mandats de négociation tout juste obtenus, la commissaire au commerce, Cecilia Malmström, a fait part, lundi 15 avril, de son intention de conclure un accord « gagnant-gagnant » d'ici au 1^{er} novembre. Un optimisme entaché par l'opposition de la France et par l'écart abyssal entre les positions des deux blocs.

Alors que Washington prévoit de négocier un accord large, Bruxelles souhaite en effet se limiter à deux volets, à savoir l'élimination des droits de douane sur les biens industriels (hors produits agricoles) et de nouvelles dispositions sur l'évaluation de la conformité afin de faciliter l'homologation des produits.

Les Américains sont disposés à négocier depuis la mi-février, mais, du côté européen, il a fallu plus de temps. La France, craignant le spectre d'un « TTIP bis » (partenariat transatlantique de commerce et d'investissement), aurait d'ailleurs préféré attendre jusqu'au lendemain des élections européennes du 26 mai.

Cependant, d'autres États membres, très inquiets face à un Do-

nald Trump qui visera un second mandat à l'automne 2020, souhaitaient ne pas tarder – le locataire de la Maison Blanche devant décider, à la mi-mai, s'il impose des droits de douane supplémentaires sur les importations de voitures européennes.

D'autant plus que la poursuite des négociations leur assure une certaine protection puisque l'agenda positif sur lequel se sont engagées les deux parties à l'été 2018 leur interdit implicitement d'imposer de nouvelles taxes pendant qu'elles négocient.

Abstention de la Belgique

Contrairement à une première version publiée en janvier, les directives de négociation telles qu'adoptées intègrent toute une série de sauvegardes pour répondre aux préoccupations de la France. Ainsi, les documents, d'une quinzaine de pages au total, précisent que le TTIP est « obsoleète » et n'est « plus approprié ». Ils enjoignent aux États-Unis de retirer leurs taxes sur l'acier et l'aluminium, et de ne pas en imposer de nouvelles.

Ils réaffirment, en outre, que les produits agricoles sont exclus des discussions, tandis que la pêche est incluse en tant que secteur sensible (ce qui, in fine, pourrait donner lieu à l'exclusion de cer-

tains produits spécifiques). Enfin, la Commission européenne promet de mener rapidement une étude d'impact sur le développement durable, afin de vérifier que les États-Unis ne tirent pas un avantage concurrentiel de leur sortie de l'accord de Paris sur le climat scellé en 2015.

Toutes ces assurances n'auront pas suffi. Lors d'un vote des ambassadeurs la semaine dernière, puis d'une réunion ministérielle lundi, la France a clairement exprimé son opposition et la Belgique s'est abstenue, faute d'accord au niveau interne. Emmanuel Macron a expliqué sur Twitter que « la France [s'opposait] au lancement d'une négociation commerciale avec les États-Unis, qui se placent en dehors de l'accord de Paris ».

Pour Hosuk Lee-Makiyama, directeur du Centre européen d'économie politique internationale

Si les partenaires européens ont pris la décision d'avancer en ordre dispersé, le plus dur reste à faire

(Ecipe), la raison de cette absence d'unanimité, très rare sur les questions commerciales, est à chercher ailleurs : « On a déjà vu par le passé la France s'opposer à des choses qu'elle voulait dans l'espoir d'en obtenir davantage. Dans ce cas-ci, l'idée n'est pas tant d'obtenir plus, mais bien de s'attaquer au fait qu'Emmanuel Macron a une cote de popularité extrêmement basse », affirme-t-il. Et d'insister sur le fait que Paris avait parfaitement conscience, au moment du vote, que son opposition n'empêcherait pas les mandats d'être adoptés.

Si les partenaires européens ont pris la décision d'avancer en ordre dispersé, le plus dur reste à faire. Comme l'a reconnu M^{me} Malmström, « le Congrès américain a un schéma de négociation qui diffère de celui des Européens », en réclamant l'inclusion de l'agriculture.

Côté européen, le processus de ratification sera aussi délicat : l'accord provisoire, une fois négocié, nécessitera le soutien de 55 % des États membres (représentant 65 % de la population) et d'une majorité absolue des eurodéputés. Ce qui n'est pas acquis quand on sait que l'actuel Parlement, qui sera renouvelé après le scrutin de la fin mai, avait échoué en mars à s'accorder sur une résolution commune. ■

SOPHIE PETITJEAN



PERTES & PROFITS | FOXCONN

PAR PHILIPPE ESCANDE

La Chine à l'épreuve des délocalisations

Terry Gou va prendre sa retraite. Pour ceux qui ne le connaissent pas, il est l'un des plus grands industriels au monde et le symbole d'une certaine Chine que l'on a appelée « l'atelier du monde ». A 68 ans, Terry Gou veut prendre du champ. Pour faire comprendre que les temps changent, ce patron d'une discrétion absolue, à la tête d'une fortune de plus de 5 milliards de dollars (4,4 milliards d'euros), a annoncé que sa société, Foxconn, le premier sous-traitant électronique mondial, allait produire des iPhone d'Apple dans son usine de Madras (ou Chennai, sud de l'Inde).

Et pas des vieux modèles, mais les derniers-nés de la firme à la pomme. L'événement est d'importance, car les iPhone X étaient jusqu'à présent fabriqués presque exclusivement dans les usines géantes du groupe en Chine. Celle de Shenzhen fait 22 kilomètres carrés de superficie. Une « cité interdite » de plus de 300 000 âmes, avec ses logements, ses magasins et ses sites de production.

Foxconn est le premier employeur privé de Chine (plus de 1 million d'employés), et le principal sous-traitant d'Apple. Taïwanais d'origine, Terry Gou avait quitté son île et s'était installé dans le delta de la rivière des Perles au tout début de l'ouverture chinoise, en 1989, pour profiter des salaires imbattables.

Aujourd'hui, la paye indienne est trois fois plus faible que celle en vigueur à Shenzhen. Alors Terry Gou déménage. Pas uniquement pour les coûts, mais aussi pour se rapprocher des marchés. Apple veut se renforcer en Inde, un marché qui croît de près de 20 % par an, alors que la Chine est déjà saturée de smartphones. Et puis la fabrication sur place permet d'économiser les droits de douane indiens de 20 % et d'espérer pouvoir y implanter des magasins Apple Store.

Fuite des usines

Comme tous les Taïwanais, M. Gou n'est pas un fervent nationaliste chinois. Il va où ses intérêts le guident. Il a compris que le temps de « l'atelier du monde » était fini. Il place donc ses usines en Inde, mais aussi dans le reste de l'Asie, en Europe, au Brésil et aux États-Unis. Il en possède une trentaine dans le monde.

Comme avant ses voisins du Japon, de Corée, de Taïwan ou de Singapour, la Chine voit fuir ses usines vers des pays moins coûteux ou plus proches des lieux de consommation. La guerre commerciale avec les États-Unis accélère la bascule. Un mouvement naturel donc, que Terry Gou amorce discrètement, comme il l'a toujours fait, lui qui, à l'âge de la retraite, est persuadé d'avoir encore tout l'avenir devant lui. ■

Le malaise des jeunes ingénieurs face au climat

Sensibilisés à l’urgence climatique, plusieurs diplômés renoncent à une carrière traditionnelle

C’est un discours de remise de diplôme inhabituel que Clément Choïsne, jeune ingénieur de Centrale Nantes, a livré devant ses camarades, le 30 novembre 2018. A contre-courant des propos louangeurs de ce type d’événement, il a évoqué son dilemme : *« Comme bon nombre de mes camarades, alors que la situation climatique et les inégalités ne cessent de s’aggraver, que le GIEC [Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat] pleure et que les êtres se meurent, je suis perdu, incapable de me reconnaître dans la promesse d’une vie de cadre supérieur, en rouage essentiel d’un système capitaliste de surconsommation. »*

Devant les futurs diplômés, parents, anciens élèves, professeurs, direction et industriels, l’ingénieur de 24 ans s’est fait le porte-parole d’un malaise que vivent de plus en plus de jeunes diplômés face au réchauffement climatique : *« Quand sobriété et décroissance sont des termes qui peinent à s’immiscer dans les programmes centraliens, mais que de grands groupes industriels à fort impact carbone sont partenaires de mon école, je m’interroge sur le système que nous soutenons. Je doute, et je m’écarte. »* La vidéo de son intervention, vue plus de 270 000 fois sur YouTube, est l’un des échos de ce désarroi éprouvé par les jeunes diplômés face à un monde économique qu’ils jugent en décalage avec l’urgence climatique.

Deux mois plus tôt, un groupe d’étudiants issus de grandes écoles prestigieuses – Polytechnique, Ensta, HEC, ENS – lançait un manifeste en ligne pour appeler les futurs diplômés à soutenir un changement radical de trajectoire. *« Au fur et à mesure que nous nous approchons de notre premier emploi, nous nous apercevons que le système dont nous faisons partie nous oriente vers des postes souvent incompatibles avec le fruit de nos réflexions et nous enferme dans des contradictions quotidiennes »,* écrivaient les auteurs.

« Faire un pas de côté »

Le texte, signé par plus de 30 000 étudiants, incite les jeunes diplômés à travailler pour des « employeurs en accord » avec les recommandations du manifeste. Depuis, les auteurs du texte ont rencontré les cabinets des ministères chargés de la transition écologique, et lancé des groupes de travail sur la refonte des programmes de l’enseignement supérieur, où l’enjeu climatique est encore trop confiné aux cursus spécialisés.

A Centrale Nantes, 330 élèves ingénieurs ont signé ce manifeste, « près de 25 % des étudiants de l’école », précise Romain Olla, étudiant en deuxième année, qui a participé à une étude pour mesurer le niveau de connaissance et d’intérêt suscité par la question climatique dans la communauté centralienne. Une question portait sur le comportement en matière de bilan carbone des entreprises lors de la recherche d’un stage ou d’un premier emploi. *« 89 % des répondants estiment que ce comportement est important et 38 % disent qu’ils pourraient refuser un emploi, voire même ne pas postuler à une offre, si l’entreprise a un mauvais bilan en matière de réchauffement climatique »,* souligne Romain Olla.

Le boycottage des entreprises polluantes comme arme de chantage à l’embauche ? L’idée fait son chemin chez les jeunes ingénieurs. Nous en avons rencontré plusieurs, qui préfèrent « prendre le temps de réfléchir à leurs responsabilités », ou « faire un pas de côté » en évitant de travailler pour des entreprises qu’ils estiment « coupables ». D’autres négocient des temps partiels, s’engagent dans des associations, des services civiques ou réflé-



Le boycottage des entreprises polluantes comme arme de chantage à l’embauche ? Une idée qui fait son chemin

chissent à prolonger leur engagement dans la recherche.

Clément Choïsne a joint le geste à la parole. Il est, depuis peu, professeur contractuel de physique-chimie dans un lycée nantais. *« J’ai grandi au Mans, je viens d’un milieu ouvrier et je suis celui qui a obtenu le plus haut niveau d’études dans ma famille. Etre admis dans une grande école d’ingénieurs, c’était la promesse de faire carrière »,* dit-il. Après trois ans d’études et plusieurs stages dans des entreprises de la « transition écologique », il a pris conscience que le développement durable était une notion « dépassée ». *« Cela donne l’illusion qu’on peut continuer à vivre avec le même modèle économique en y ajoutant une touche verte. »* La stratégie des « petits pas » et les contradictions du monde économique le découragent. *« La décision de Nicolas Hulot m’a bouleversé, dans la mesure où elle faisait écho aux tergiversations qui furent les miennes. »*

Paul (le prénom a été changé), diplômé de Centrale Lyon, a vécu une « dissonance cognitive », le fait d’être en contradiction avec soi-même. En CDD dans un grand groupe industriel, il est recruté pour développer un secteur qu’il pense vertueux : l’éolien. Mais les objectifs de rentabilité priment sur l’enjeu écologique : *« Il fallait gagner des appels d’offres, et in fine mon boulot consistait à vendre du béton. »* Lorsqu’on lui propose un CDI au bout de dix mois, il préfère décliner. *« Je sentais déjà mon malaise dans cette fonction d’ingénieur commercial. J’avais besoin de prendre de la hauteur, sur moi et sur le système dans lequel je m’inscrivais »,* explique-t-il.

Maïana Houssaye, 23 ans, diplômée de Centrale Lyon, évoque elle aussi une « perte de sens totale » et la même dissonance cognitive lors d’un stage en Nouvelle-Zélande, dans une entreprise de biotechnologies. Lors d’une escapade en Asie, elle éprouve un sentiment d’écœurement en nageant dans une mer de plastique à Bali. *« Je crois que j’ai fait un burn-out. Mon envie d’agir s’est déclenchée à ce moment-là. J’ai préféré prendre du*

temps et me déclarer au chômage volontaire pour comprendre la complexité du réchauffement climatique et réfléchir à ce que je pouvais faire », raconte-t-elle.

Depuis quelques mois, elle est partie à la rencontre d’ingénieurs, en France, qui ressentent « le même malaise ». La réalité se rappelle parfois à elle, un peu abrupte. Alors que ses camarades de promo touchent des salaires, Maïana est retournée vivre chez ses parents, à Salies-de-Béarn, dans les Pyrénées-Atlantiques. Elle donne des cours de physique-chimie en attendant de choisir un métier qui lui convienne, « en étant honnête et consciente de ses effets sur la société, la nature, le monde ».

« Je constate, au fil de mes recherches sur la colère des jeunes depuis 2012, que ce sentiment d’urgence face à la catastrophe écologique est de plus en plus prégnant », confirme Cécile Van de Velde, professeure de sociologie à l’université de Montréal et maître de conférences à l’Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). *« Cette génération a un rapport particulier au temps : ils ressentent la finitude du monde. En 2008, c’était la crise économique et sociale qui structurerait la colère. Aujourd’hui, ce malaise est plus profond, plus intime. »* La chercheuse reconnaît dans cette posture le refus d’un héritage trop lourd à porter. C’est aussi « l’autre versant » de la colère des classes populaires : *« Chez cette jeunesse bien informée, bien formée et qui a des ressources, il y a un refus de transmission du système. »*

Les grandes écoles observent depuis plusieurs années cette quête de sens dans l’orientation de leurs diplômés. Néanmoins, « le pas de côté en dehors du monde du travail » est « ultraminoritaire », assure Frank Debouck, directeur de Centrale Lyon, *« 99 % de nos diplômés sont en emploi »*. Au niveau national, les taux d’insertion à la sortie des grandes écoles battent des records pour les ingénieurs : 71,9 % des jeunes diplômés travaillent, selon l’enquête insertion 2018 de la Conférence des grandes écoles (CGE). Seulement 2,1 % des sondés se déclarent « sans activité volontairement ». *« De plus en plus de centraliens choisissent des petites structures, où ils comprennent ce qu’ils font et pourquoi ils sont là. Il y a quinze ans, 50 % d’une promotion s’orientait directement dans les grands groupes »,* précise le directeur. *« Maïana est une lanceuse d’alerte. Mais tout le monde ne peut pas être lanceur d’alerte. C’est bien de crier, mais qu’est-ce qu’on fait après ? »,* interroge-t-il.

A Centrale Nantes, le directeur, Arnaud Poitou, a écouté avec inté-

rêt le message surprise de Clément Choïsne. *« Un acte de courage »,* estime-t-il. Il reçoit depuis plusieurs mois des sollicitations de ses élèves pour identifier les entreprises polluantes. *« C’est une demande à laquelle je ne peux souscrire. Je ne peux pas leur dire quelles sont les bonnes et les mauvaises entreprises »,* admet-il.

A Polytechnique, ils sont 611 à avoir signé le manifeste (25 % des effectifs). Un signal, dans cette école très proche des milieux industriels et des postes de pouvoir. Philippe Drobinski, directeur d’un laboratoire à l’école et climatologue, s’en réjouit : *« Je dis toujours : “Vous êtes la première génération à prendre conscience de l’urgence à*

agir, et la dernière à pouvoir faire quelque chose”. » Pour autant, « on ne peut pas avoir une posture moralisatrice de l’extérieur. Pour infléchir ces grands groupes industriels vers des trajectoires écoresponsables, il faut être à l’intérieur ». Amaury Gatelais, étudiant de Mines ParisTech, estime que le boycottage des entreprises n’est pas une bonne idée. *« Si tous les plus convaincus et les plus écolos fuient des entreprises comme Total, il ne restera plus que ceux intéressés par l’argent et donc qui ne feront rien pour le réchauffement climatique. »*

Promis à un brillant avenir, que feront, demain, ces bons élèves des grandes écoles ? Paul dit qu’il a renoué avec une certaine créativité, absente de ses longues études : *« C’est une clé pour tenter de s’adapter aux prochains changements climatiques et sociétaux qui bouleverseront notre confort et pour penser la civilisation suivante. Comment rendre cool et séductrice une société plus sobre énergétiquement ? Comment montrer que faire du vélo, c’est bon pour la santé ? Que prendre l’avion, ce sera un truc rare dans une planète où vivent 7 milliards d’êtres humains ? »* Clément Choïsne aimerait créer au Mans un « espace de solidarité ». Un lieu où l’on pourrait parler de système d’épuration, de jardin potager, de réseaux de transports et de décroissance. Dans son discours à Centrale, il a cité l’anthropologue américaine Margaret Mead : *« N’oubliez jamais qu’un petit groupe d’individus conscients et engagés peut changer le monde. »* ■

MARINE MILLER



EBS PARIS
EUROPEAN BUSINESS SCHOOL

LA

BUSINESS

SCHOOL

DE LA

NOUVELLE

ÉCONOMIE



WWW.EBS-PARIS.FR

DIPLÔME VISÉ BAC +5
GRADE DE MASTER
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ
Association loi de 1901



Le testament allemand de Fritz Lang

Symbole éternel de la terreur et de la corruption des âmes, le Dr Mabuse revient hanter les écrans

REPRISES

Fritz Lang, immense cinéaste allemand, est doublement à l'honneur ce mois-ci, avec, consécutivement, une reprise et un inédit illustrant chacun un pan de sa carrière écartelée entre l'Europe et les Etats-Unis : *Le Testament du Dr. Mabuse* (1933), chef-d'œuvre inépuisable et immortel, en salle le 17 avril, et *House by the River* (1949), somptueux récit criminel et gothique distribué pour la première fois en France, le 24 avril.

Chaque retour en salle du *Dr. Mabuse* marque à quel point ce personnage, né au début des années 1920 sous la plume de l'écrivain luxembourgeois Norbert Jacques, porté à l'écran par Lang et sa scénariste Thea von Harbou, n'a jamais cessé de nous concerner, en dépit de ses déterminations historiques. Indissociable de la République de Weimar, ce génie du mal et de l'hypnose, capable de s'infiltrer dans les esprits humains pour étendre son empire du crime, refléta métaphoriquement la montée du nazisme et l'imminence de son avènement (Lang affirma avoir placé des discours et slogans d'Hitler dans les répliques du docteur). Mais la maîtrise technique et l'invincibilité du personnage ont fini par figurer quelque chose de plus large : la part irrationnelle des sociétés modernes qui se laissent déstabiliser et peu à peu gouverner par la terreur et l'oppression. Sous bien des masques démagogiques et autoritaires, l'ombre mabusienne n'a, en définitive, jamais vraiment quitté l'actualité.

Interdit par Joseph Goebbels, *Le Testament du Dr. Mabuse* est le dernier film allemand de Lang avant que celui-ci ne s'envole vers la France, puis les Etats-Unis, après s'être vu offrir les clés du cinéma nazi par le même ministre de la propagande. C'est un film de pure terreur, semé de visions glaçantes, mais aussi feuilleteuses, car mettant aux prises deux personnages issus de précédentes œuvres à succès du cinéaste : le criminel en chef (joué par le magnétique Rudolf Klein-Rogge), apparu aux temps du muet dans *Docteur Mabuse le joueur* (1922), auquel Lang oppose le commissaire Lohman (Otto Wernicke), qui avait déjà mené l'enquête dans *M le Mauzit* (1931). Une vague d'assassinats et d'attentats lance l'inspecteur sur la piste d'un Mabuse interné en hôpital psychiatrique, visiblement inoffensif, car consignant par écrit un tes-

Le professeur Baum (incarné par Oscar Beregi), directeur de l'hôpital psychiatrique où est interné le Dr. Mabuse.

TAMASA DISTRIBUTION

tament délirant. Bien qu'enfermé, son esprit semble pourtant toujours régner sur l'organisation mafieuse qui agit en son nom, pour fabriquer de la fausse monnaie et faire disjoncter le système bancaire.

Le médium et le message

L'idée de génie du film est d'adosser à la progression trépidante du polar la disparition corporelle du malfaiteur : laissé très vite pour mort, Mabuse s'évapore sans que ne se relâche son emprise souterraine. Filmé en surimpression, le personnage apparaît comme un fantôme aux yeux exorbités, forme spectrale prenant possession des autres – dont le professeur Baum (Oscar Beregi), un psychiatre qui poursuit ses œuvres maléfiques. Dépersonnalisé, Mabuse n'est plus un homme, mais un principe agissant, une essence corruptrice susceptible de contaminer tout un chacun.

Assassinats, krach boursier, pollution, terrorisme : autant de

catastrophes sur lesquelles plane son ombre, suggérée par un montage d'une vivacité et d'une rigueur impressionnantes. Une fois volatilisé, Mabuse ne survit plus qu'en tant que doctrine (son testament, mais aussi ses recommandations susurrées à l'oreille de Baum) : « *L'âme des hommes doit être effrayée jusqu'au plus profond d'elle-même par des crimes inexcusables et apparemment absurdes.* » Dans un passage éclairant, l'un de ses sbires, se retournant contre lui, tire sur sa silhouette, derrière un rideau qui ne cachait en fait qu'un gramophone et un haut-parleur. Mabuse n'existe pas en tant que tel : il est à la fois le médium et le message, télécommunication et propagande, transmettant ses ordres et son image plus vite que la pensée. Son empire n'est autre que celui de la diffusion : mirage d'ubiquité et d'omniscience par quoi les techno-pouvoirs « instrumentalisent », au sens propre, tout le corps social. Toute ressemblance avec

Interdit par Joseph Goebbels, « Le Testament du Dr. Mabuse » est le dernier film allemand du cinéaste

notre monde de désinformation virtuelle ou de traçage numérique ne serait, évidemment, pas si fortuite que cela...

House by the River, tourné en pleine période américaine du cinéaste, semble ne plus avoir grand-chose en commun avec *Le Testament du Dr. Mabuse*. Dans ce drame de chambre victorien à petit budget, réalisé pour la Republic Pictures – studio hollywoodien dit de la Poverty Row (« allée de la pauvreté ») –, il n'est pourtant pas moins question de crime, cette fois dans une perspective moins sociale qu'individuelle.

Stephen Byrne (Louis Hayward), écrivain en mal de succès, tente de violer sa servante en l'absence de sa femme, et l'étrangle en étouffant ses cris. Avec l'aide de son frère John (Lee Bowman), il se débarrasse du corps dans le fleuve profond qui borde sa demeure. Sans le moindre scrupule, Stephen profite de cette disparition pour se faire de la publicité gratuitement dans les journaux. Mais le cadavre, comme le refoulé criminel, ne tarde pas à refluer hors des eaux du fleuve.

Une violence prédatrice

Sur cette base de film noir en costumes, Fritz Lang mène une étude psychologique confondante sur ce que le théoricien Theodor Adorno nommera, au même moment, la « *personnalité autoritaire* ». Stephen, homme de lettres et bourgeois rangé, laisse affleurer sous un comportement conforme des pulsions de domination et une violence prédatrice insoupçonnée, pourtant consti-

tutives de son élévation sociale. Lang pose la conjugalité bourgeoise, avec ses frustrations et ses non-dits, comme cadre de cette propension au despotisme, dans le décor d'une grande demeure filmée comme un inquiétant palais d'ombres, de recoins interdits et de dédoublements psychotiques (Stephen confond la domestique avec sa propre femme, ainsi désirée à distance). Le scepticisme de Lang trouve ici une expression aussi implacable que mélancolique, la violence advenant dans un souffle d'inadvertance, les personnages contenant en eux-mêmes, au plus profond de leur condition, les germes de leur propre destruction. ■

MATHIEU MACHERET

Le Testament du Dr. Mabuse (1933). Film allemand de Fritz Lang. Avec Rudolf Klein-Rogge, Oscar Beregi (2 h 01). *House by the River (1949).* Film américain du cinéaste. Avec Louis Hayward, Jane Wyatt (1 h 28).

Le souvenir indélébile d'un Oradour biélorusse

Le chef-d'œuvre douloureux et poétique d'Elem Klimov, porté par un jeune interprète bouleversant, est à revoir en salle

En 1985, l'Union soviétique célèbre le 40^e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie, au terme de la grande guerre patriotique. Sept ans plus tôt, le cinéaste russe Elem Klimov et le scénariste biélorusse Alexei Adamovitch ont soumis à la censure un scénario racontant le martyre d'un village à l'été 1943, alors que les troupes nazies commencent à refluer en Biélorussie. Destiné à la commémoration de la victoire, le projet, intitulé *Tuer Hitler*, est refusé par le Goskino, l'administration du cinéma.

En 1984, alors que Mikhaïl Gorbatchev s'approche du pouvoir, *Tuer Hitler* se voit en même temps autorisé et financé, à condition de changer de titre. Autre signe des temps, Klimov emprunte au Nouveau Testament : le

film s'appellera *Viens et regarde*, selon la formule proférée à l'ouverture des sept sceaux dans l'Apocalypse. C'est sous ce titre que le film est sorti en URSS et dans le monde anglo-saxon, entre la fin 1985 et 1986.

L'imperfection des combattants

Répondre à cette invitation, c'est se résoudre à l'expérience de l'horreur. Non que *Requiem pour un massacre* (titre français du film) dégouline d'hémoglobine. Il ne s'agit pas de révéler les masses, mais de leur faire passer des fragments de la catastrophe. Dans un très bel entretien, Klimov raconte avoir dit, dans un moment de doute, à son scénariste « *personne ne viendra voir ce film* », tant il lui semblait éprouvant. Adamovitch lui répondit :

« *Tant pis, il faut quand même le faire.* »

Requiem pour un massacre commence par un jeu d'enfants. Sur une étendue sableuse, deux garçons jouent à déterrer les vestiges d'une bataille, malgré les avertissements d'un vieillard qui craint le retour de la guerre. Florya (Aleksei Kravchenko), le plus grand des deux, finit par exhumer un fusil, l'arme sera son octroi pour entrer chez les partisans qui combattent derrière les lignes allemandes. Avec la naïveté de son âge, il repasse par la ferme familiale, le temps de briser le cœur de sa mère. Le lendemain matin, deux partisans l'emmènent vers la forêt.

Klimov filme les partisans à rebours du style hagiographique qu'avaient longtemps exigé les

censeurs soviétiques : la troupe est disparate, ils se prennent au sérieux sans donner le sentiment d'être tout à fait prêts pour la guerre. Il n'y a pas vraiment d'ironie dans ces images un peu grotesques, plutôt la reconnaissance de l'humanité et l'imperfection de ces combattants que l'iconographie soviétique avait depuis longtemps canonisés.

Le mysticisme de Tarkovski

Lorsque la colonne fait mouvement, Florya est laissé à l'arrière avec Glasha (Olga Mironova), une adolescente qui fait l'infirmière. Pris sous les bombes allemandes, les deux enfants cherchent refuge dans le village du garçon, première station d'un calvaire qui le mènera d'un camp de réfugiés improvisé dans un marécage à un

village que traversera une formation SS. Pour mettre en scène la barbarie nazie (à la fin du film, un carton rappelle que 628 villages biélorusses ont été brûlés par les forces allemandes), Elem Klimov puise dans l'histoire du cinéma soviétique, de l'expressionnisme bolchevique au mysticisme de Tarkovski.

Il obtient de son jeune interprète un engagement terrifiant. Cette force d'interprétation est d'autant plus indispensable que tout le film est vu à travers les yeux de cet enfant, qui finit le film comme un vieillard abruti de souffrance.

Les arbres de la forêt s'abattent sous les coups de bombes dont on ne sait d'où elles viennent, les balles traçantes illuminent la nuit, juste au-dessus de sa tête, un vil-

lage de bois devient un bûcher : ces visions sont presque impossibles à assimiler, exacerbées par une bande-son dissonante qui colle, elle aussi, à l'expérience du protagoniste, assourdi par le premier bombardement.

Requiem pour un massacre ne se réduit pour autant pas aux tentatives d'expériences « immersives » de Spielberg dans *Il faut sauver le soldat Ryan* (1998) ou Laszlo Nemes dans *Le Fils de Saul* (2015). Son respect de l'histoire se double d'une exigence poétique qui fait de l'ultime film de Klimov un chef-d'œuvre aussi douloureux qu'inoubliable. ■

THOMAS SOTINEL

Film soviétique d'Elem Klimov (1985). Avec Aleksei Kravchenko, Olga Mironova (2 h 22).

« Un moment où les journalistes relaient le théâtre politique »

La réalisatrice Audrey Gordon raconte la manière dont elle a filmé une reporter de France 2 qui suivait la course à la présidentielle de 2017

ENTRETIEN

Ce temps-là n'est guère éloigné, mais il paraît déjà loin : il y a deux ans, le candidat Emmanuel Macron était la coqueluche de la vie politique française et sa cote grimpaît en flèche à l'approche du premier tour de la présidentielle. En mars 2017, la réalisatrice Audrey Gordon a suivi une jeune journaliste de France 2 couvrant la campagne, qui est aussi une proche, Astrid Mezmorian. La réalisatrice raconte ce road-movie, qui ressemblait à un rodéo.

Votre film montre la fabrique de l'information par une chaîne du service public, pendant la campagne présidentielle de 2017. Quel dispositif avez-vous choisi d'adopter ?

J'ai choisi de ne pas être trop proche, en utilisant une caméra sans zoom, c'est-à-dire avec une focale fixe. Le spectateur est à la même distance que moi. Je devais laisser un espace à Astrid : je la connais, et je ne voulais pas profiter de cette proximité. Sans doute, si elle n'avait pas été une amie, je l'aurais davantage filmée en dehors du travail. Mais, de toute façon, l'échéance appro-

« Il y a un décalage entre le travail colossal fourni par Astrid pendant une journée et le sujet diffusé, où il faut faire très court »

chant, elle ne faisait quasiment rien à part suivre Macron. De son côté, Astrid devait également trouver la juste distance avec le candidat. Elle se faisait un point d'honneur à ne pas tutoyer l'équipe de campagne – et elle gronde gentiment le cameraman quand il s'autorise le tutoiement.

Alors qu'elle est sur le terrain, Astrid Mezmorian ne semble pas proposer de sujet à sa rédaction. La chefferie lui passe commande, elle part en reportage en sachant à l'avance ce qu'elle doit trouver...

Oui, il y avait le sujet du jour. J'imagine qu'Astrid avait des échanges avec la rédaction en chef, et elle pouvait aussi affiner

sur le terrain. En termes de temps, il n'y avait pas vraiment d'autre solution. Pourtant Astrid me semblait tout le temps prête à affronter l'imprévu. De mon côté, avec l'ingénieur son du film, on restait toute la journée à ses côtés, comme des petites souris. J'avais tout le temps la caméra sur les genoux. Astrid mettait le haut-parleur quand elle était au téléphone avec France 2, pour éviter d'avoir l'oreille qui chauffe, donc j'entendais tout et je pouvais réagir.

Dans votre film, on ne voit jamais la journaliste de France 2 poser une question de fond à M. Macron, alors qu'elle s'est beaucoup documentée sur le candidat... Comment expliquez-vous cela ?

Il faut resituer le contexte : on est plutôt sur la fin de la campagne, dans le jeu entre les candidats. Les journalistes relaient le théâtre politique. Avant, elle pouvait poser des questions de fond. Dans la dernière ligne droite, pendant qu'elle est sur le terrain, d'autres journalistes de la rédaction passent des coups de fil – comme Astrid le leur demande lorsqu'il faut préparer un sujet sur le service militaire annoncé par Macron.

Cela fait beaucoup de travail pour un sujet finalement très court au journal de 20 heures...

Oui, il y a un décalage entre le travail colossal fourni par Astrid pendant une journée et le sujet diffusé, où il faut faire très court, aller à l'essentiel. C'est ce que résume son collègue de France 2, qui dit ceci : « *Le long terme, ici, c'est du court terme sans cesse renouvelé. De quoi on a besoin aujourd'hui ? De quoi on a besoin demain ?* »

Vous filmez la journaliste qui elle-même suit Macron. Du point de vue de l'image, comment avez-vous opéré ?

C'est une mise en abyme. J'aimais observer Astrid et sa manière, disons féline, de rôder autour de la meute des journalistes. A un moment, on ne sait pas pourquoi, elle décidait d'y aller et de poser sa question. J'ai guetté ces moments-là, je cherchais à arrêter le temps. Sur la fin, j'ai fait un rêve : Macron sortait de l'Elysée, c'était une petite maison de campagne. En face, il y avait une exposition avec des toiles immenses : sur chacune d'elles, il y avait une femme qui regardait une femme, laquelle regardait ailleurs, vers Macron. Le film est plutôt là. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CLARISSE FABRE

L'ÉPOQUE

■■■■

C'est quoi l'époque ?, « *Quels sont vos rêves ?* », ont demandé

Matthieu Bareyre et l'ingénieur du son Thibaut Dufait, un peu à la façon de Chris Marker et de Pierre Lhomme qui se mettaient à l'écoute des Parisiens dans *Le Joli Mai*, au printemps 1962, après les accords d'Évian signant la fin de la guerre d'Algérie. Les deux flâneurs de *L'Epoque*, premier long-métrage de Matthieu Bareyre, déambulent la nuit, ce moment où l'on se sent plus libre de s'exprimer.

Le projet du film remonte au lendemain de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, le 7 janvier 2015. Le cinéaste a senti que plus rien ne serait pareil, et la petite aiguille des libertés individuelles n'a pas tardé à s'affoler. En témoigne l'interdiction, après les nouveaux attentats intervenus à Paris le 13 novembre, de la Marche mondiale pour le climat, fin novembre 2015, à la veille de la Conférence des Nations unies sur le climat (COP21) – « *L'urgence, c'est le climat* », lit-on sur une banderole dans le film.

Le fond de l'air est rouge, et bleu, comme un clin d'œil au film du cinéaste expérimental Chris Marker, *Le fond de l'air est rouge* (1977). Car, en plus d'être un documentaire sur la jeunesse, tourné entre novembre 2015 et juin 2017, à Paris et en banlieue, *L'Epoque* a une image libre et une palette aux couleurs du temps. Le rouge fumigène et le bleu gyrophare éclairent la nuit et se mêlent aux projecteurs tricolores de la place de la République. Soudain, le reflet de la statue se brouille dans une flaque d'eau. C'est dans ce nuancier qu'apparaît Rose, dès les premiers plans.

Dans son écharpe fuchsia, la jeune femme noire est la Marianne en colère, l'interprète érudite de l'époque qui reviendra hanter l'image. Dans un conte, on écrirait que Rose a passé tellement de temps place de la République qu'elle en a pris les couleurs. De là viendrait son prénom, savant mélange de rouge et de bleu. Dans la vraie vie, le réalisateur a mis du temps à trouver ce personnage qui incarne « *un idéal de liberté* ».

Aventureux, poétique, chorégraphique dans son montage, *L'Epoque* met toutes les paroles à égalité : la jeune DJ Soall est prête à aller au bout de la Terre pour le « *son* » ; l'étudiant en école de commerce, Arthur, a renoncé à ses « *rêves* » d'études dans « *le social et la philo* », sur les conseils de ses parents. Car, plus tard, il espère offrir « *une belle éducation* » à ses enfants. Ce « plus tard » vient télescoper le « ici et maintenant ». Beaucoup de jeunes explorent cette question : vu le con-

Aventureux, poétique, chorégraphique dans son montage, « L'Epoque » met toutes les paroles à égalité

texte, est-il préférable d'étudier ou d'aller dans la rue ? Qui sont les sages et les irresponsables ? Solenne, Alesk, Tamalou, Jordi, etc., livrent une parole rare, tandis que le film capte des fragments, les murs de la capitale et ses jeux de mots, les affiches publicitaires et leurs slogans. Une autre carte postale de Paris, la ville la plus visitée au monde.

De l'autre côté du périphérique

La force du film est de ne pas prendre position. Il y a cette brillante étudiante en philo, dont on devine qu'elle a intégré une grande école. Elle raconte comment les violences policières, au printemps 2016, pendant les manifestations contre la loi Travail de l'ancienne ministre Myriam El Khomri, l'ont ébranlée et catapultée dans la rue : « *Avoir un bon travail est quelque chose qui a perdu de l'importance* », dit la jeune femme, dont on n'entend que la voix – les autres personnages parlent à visage découvert. Car elle a rejoint les black blocs et parle de son addiction aux affrontements.

De l'autre côté du périphérique, dans le « 9-3 », deux Françaises originaires d'Afrique estiment que rien ne sert de casser : mieux vaut aller à la bibliothèque, apprendre notre histoire, disent-elles. « *On sera moins frustrées quand on sera confrontées à un facho* ». Rose réapparaît pour dire son ras-le-bol des contrôles à répétition : on lui demande ses papiers ? « *Je vais sortir tous mes diplômes...* » Parfois, un policier sourit et elle le remercie. Un autre a fait le singe en la croisant, un soir, à République...

Tout est dit dans ce plan saisissant tourné en mai 2016 : Matthieu Bareyre filme au plus près les visages de CRS barrant l'entrée de la Cinémathèque française, occupée par ses employés précaires. Un policier pointe alors sa caméra sur le réalisateur, une miniature et son signal rouge clignotant. Ce bref instant du filmeur filmé dure une éternité. *L'Epoque* regarde la jeunesse, mais aussi les forces de l'ordre, au fond des yeux. ■

CL. F.

Documentaire français de Matthieu Bareyre (1 h 34).

Au cœur de la campagne d'Emmanuel Macron

Trouver des personnes à interviewer, répondre aux consignes des chefs, scènes de stress... Le documentaire raconte la fabrication de l'information sur le terrain

PREMIÈRE CAMPAGNE

■■■■

Dans *Première campagne*, documentaire d'Audrey Gordon, le personnage principal n'est pas Emmanuel Macron, mais la journaliste de France 2 Astrid Mezmorian, qui suivait le candidat d'En marche ! lors de l'élection présidentielle de 2017.

Audrey Gordon et Astrid Mezmorian se connaissent bien, elles ont fait leurs études ensemble à l'Institut d'études politiques, à Paris. Lorsque la jeune journaliste prend son poste sur la chaîne publique, le 1^{er} septembre 2016, Emmanuel Macron, ancien ministre de François Hollande, vient juste d'annoncer sa candidature. Le film suit les deux derniers mois de la campagne, alors que les ralliements à Macron se multiplient et que l'hypothèse que le candidat affronte Marine Le Pen au second tour de l'élection devient plausible.

Classique dans sa forme, le film d'Audrey Gordon raconte la fabrique de l'information sur le terrain. Ou comment une

journée de travail aboutit à un sujet d'une minute et trente secondes à l'antenne. Astrid Mezmorian sait ce qu'elle va chercher : au siège de France 2, la directrice du service politique, Nathalie Saint-Cricq, et d'autres membres de la rédaction en chef élaborent, et bien souvent, dictent « *le sujet du jour* ».

Peu d'échappées

Le film débute comme un feuilleton de *Mission impossible*. Astrid Mezmorian et le cameraman de France 2 sont dans un TGV, en route pour assister à un meeting du candidat. La journaliste a une demi-heure pour dénicher un électeur du candidat socialiste, Benoît Hamon, qui serait susceptible de basculer pour Macron au vu de la conjoncture. Astrid Mezmorian finit par trouver un participant qui entre dans cette catégorie et fait son interview, soulagée. Le spectateur, lui, est un peu abasourdi : la chaîne publique n'est-elle pas en train d'amplifier les difficultés, certes réelles, du candidat PS ? Le film n'aborde pas la question.

En montrant les coulisses, le film raconte aussi le formatage du suivi de la campagne sur la chaîne publique

Prochaine étape, la « cristallisation » du vote autour de Macron. Tous les médias en parlent. Dans la voiture de France 2, le téléphone d'Astrid sonne. C'est Nathalie Saint-Cricq : il faut interroger Macron sur ce phénomène d'emballement proche du sentiment amoureux. Par ailleurs, Macron propose l'instauration d'un service militaire. Il faut expliquer « *à quoi ça sert, c'est quoi le contenu, combien ça coûte* », indique encore la chef...

En montrant les coulisses, *Première campagne* raconte aussi le formatage du suivi de la campa-

gne sur la chaîne publique. Un peu routinier – alternance de scènes dans la voiture, de meetings et séquences à la rédaction de France 2 –, le film propose peu d'échappées. Mais il y en a tout de même quelques-unes. On voit ainsi Astrid Mezmorian discuter avec son père, chez lui, dans son bureau. Où ce dernier finit par lui dire que Macron est une construction médiatique.

Un soir, Astrid avoue devant ses collègues : « *C'est déséquilibrant, émotionnellement, d'être tout le temps dans une surchauffe* ». Il y a cette scène de stress, avant le « 20 heures », où deux responsables de France 2 viennent dans son dos, lui donnant des consignes : il faut écrire comme ci, ou comme ça. Mais la journaliste a aimé travailler à percer le mystère Macron. « *Et lui, il te connaît bien ?* », lui demande le cameraman. « *Je pense qu'il connaît mon prénom...* » Puis, se ravisant : « *J'en sais rien, en fait* ». ■

CL. F.

Documentaire français d'Audrey Gordon (1 h 12).



APRÈS *EX LIBRIS*, LE NOUVEAU FILM DU PLUS GRAND CINÉASTE DE L'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE CONTEMPORAINE

tiff.  

MONROVIA, INDIANA

UN FILM DE FREDERICK WISEMAN

AU CINÉMA LE 24 AVRIL

Télérama    

Le petit vélo enchanté de Sempé

Une adaptation tendre, poétique et drôle de l’album « Raoul Taburin »

RAOUL TABURIN
■■■□

Sempé a enfin trouvé au cinéma ses admirateurs respectueux et inspirés. Pour les nommer, le réalisateur Philippe Godeau et le scénariste Guillaume Laurant, qui signent la première adaptation cinématographique réussie de l’univers du dessinateur. *Raoul Taburin*, le film, porte le même nom que le livre; il en restitue la tendresse, la poésie et l’humour; il en respecte la simplicité (apparente) et le sens du détail sur les petites situations de la vie quotidienne, les petites gens perdues dans la foule et l’étendue du monde.

Sempé n’a jamais caché ne pas avoir aimé les deux opus tirés des aventures du personnage qu’il a créé il y a soixante ans avec Goscinny, *Le Petit Nicolas* (2009) et *Les Vacances du Petit Nicolas* (2014), de Laurent Tirard. Aujourd’hui, il se dit au contraire fier et touché de ce *Raoul Taburin* qui sort en salle et dont l’écriture du récit paru en 1995 (Denoël) lui fut inspirée par son amour du vélo. On ne saurait lui donner tort. Le charme du film opère dès les premières minutes par la grâce d’une mise en place rigoureuse de tous les éléments qui composent une image et qui, sans maniérisme, parviennent à en révéler la beauté.

C’est une voix off qui donne le ton, impose le silence, et retient l’attention. Une histoire va nous être racontée. Une fable sur fond de réel, qui se passe quelque part dans le sud de la France, à une époque surannée, on ne saurait précisément dire laquelle. La voix est celle de Raoul Taburin (Benoît Poelvoorde), l’illustre marchand de cycles de Saint-Céron, qui n’a pas son pareil pour détecter et réparer les dérèglements des bécane. Au point que, dans les environs, on ne dit désormais plus un « vélo » mais un « *taburin* ».

Le génie du deux-roues qu’auréole la gloire paraît pourtant bien sombre. La raison en est un secret qu’il cache depuis l’enfance. Sa réputation? Une vaste imposture. Car Raoul Taburin n’est jamais parvenu à tenir en équilibre sur un vélo. Assis à la terrasse du café de la place, il voit les souvenirs lui revenir, depuis l’origine du mensonge dans



Hervé Figougne (Edouard Baer), à gauche, et Raoul Taburin (Benoît Poelvoorde). PATHÉ FILMS

Le mensonge se fond dans une mise en scène que Philippe Godeau a brodée en délicatesse

lequel il s’est enfermé avant que les autres ne prennent le relais. Un long flash-back nous envoie à l’époque où tout a commencé. Quand le petit Taburin, comme le fils du boucher ou la fille de l’opticien, avait son avenir tout tracé. Son père était facteur. Il le serait aussi.

Nouveaux personnages

Le projet avait été cependant contrarié par cette prise de conscience qu’il ne parviendrait jamais à rester plus que quelques secondes sur une selle. Il avait alors fallu ruser, traverser le village, le corps amoché, et le vélo à la main, en faisant croire à des exploits réalisés à l’abri des regards. Le subterfuge avait fonctionné et lui avait taillé une image de héros. Adolescent, il avait souhaité avouer son secret aux femmes dont il était tombé amoureux. La première ne l’avait pas cru. La seconde, devenue sa femme (Suzanne Clément), l’avait devancé, lui demandant d’arrêter le vélo qu’elle jugeait trop dangereux. Une aubaine. La vie avait donc continué ainsi jus-

qu’à l’arrivée au village d’un photographe, Hervé Figougne (Edouard Baer), venu à Saint-Céron pour immortaliser « en situation » ses habitants. Pour Raoul Taburin, ce serait un cliché de lui en train de dévaler une des pentes abruptes de la montagne.

Laissons là, au récit, sa part de mystère que ne cultive d’ailleurs pas le film. Le propos se situant ailleurs, sur le thème du mensonge et de la façon dont on s’en arrange, de la perception que l’on a de soi et de la représentation que les autres s’en font. Le sujet, esquissé sur cent pages dans le livre de Sempé, s’est étoffé dans le scénario par l’apport de nouveaux personnages et l’approfondissement de certains épisodes.

Puis il s’est fondu dans une mise en scène que Philippe Godeau a brodée en délicatesse, comme une politesse rendue à l’auteur dont s’inspire le film.

Effets spéciaux utilisés pour élever le vélo à hauteur d’un personnage qui ainsi chemine seul à côté de Taburin, bruitages conçus comme une partition (un son pour chaque bécane), douceurs pastel en arrière-plan et teintes légèrement saturées sur les costumes et les acteurs, clins d’œil à Tati dans *Jour de fête*, à E. T., de Spielberg... introduisent par touches un raffinement qui, loin de la charger, travaille à l’épure de l’image. Dans ce cadre aux contours naïfs parfois, les acteurs n’ont pas d’âge. Enfant et adulte dans le même corps, ils jouent tous la drôlerie, la fragilité, la mélancolie, la roublardise. En somme, les personnages de Sempé. ■

VÉRONIQUE CAUHAPÉ

Film français de Philippe Godeau. Avec Benoît Poelvoorde, Edouard Baer, Suzanne Clément (1 h 30).

La course-poursuite d’un escroc politicien

Le film suit la spirale catastrophique d’un élu espagnol qui tente d’échapper à la justice

EL REINO
■■■□

Si *El Reino* convainc davantage le spectateur que le précédent film de son auteur, *Que Dios nos perdone*, c’est sans doute parce qu’il parvient à dépasser les contraintes un peu codées du cinéma policier pour proposer un type particulier de suspense, une manière d’embarquer le spectateur dans un « trip » à la fois burlesque et terrifiant.

En collant, durant plus de deux heures de projection, aux faits et gestes de son personnage principal, animal affolé lancé dans une course sans raison apparente sinon celle de la survie sociale, le film de Rodrigo Sorogoyen confronte une des figures contemporaines les plus détestées et les plus familières aujourd’hui, le politicien corrompu, à un échecaveau de sentiments contradictoires.

Manuel Lopez Vidal est un homme politique, un élu régional, semble-t-on comprendre, qui se trouve être visé par des accusations de corruption et, devine-t-on, de concussion. Tout commence par l’arrestation et la garde à vue de l’un de ses camarades de parti et associé en affaires. A partir de ce moment, la menace d’une mise en cause judiciaire de l’homme ne fait que croître.

Engrenage fatal

Tout le film va consister en un accompagnement du personnage dans sa recherche d’une échappatoire. Chaque possibilité d’issue favorable se trouve irrémédiablement détruite par la trahison supplémentaire d’un membre de son entourage politique, conformément aux règles d’un système qui n’hésite pas à se débarrasser d’un élément devenu encombrant. Mensonges et volte-face, démentis de la parole donnée décrivent dès lors un mode de comportement généralisé, que le douteux

héros de ce récit n’hésitera pas non plus à adopter.

El Reino décrit un engrenage fatal fait de paranoïa et de choix absurdes, et le film hésite entre le thriller terrifiant (le « héros » est-il menacé?) et la satire parfois burlesque d’un univers où ne régneraient que le rapport de force et la fuite. La forme même du parcours de Lopez Vidal est celle d’une spirale catastrophique dont chaque volute descendante est le résultat d’un mauvais choix.

Tenter d’enregistrer ses compa-gnons du parti pour les compromettre et peut-être sauver sa peau, récupérer des documents compromettants en forçant la porte d’une résidence dans laquelle les enfants de son adversaire font la fête se révèlent, à chaque fois, de désastreuses options. En collant systématiquement au personnage, la caméra de Rodrigo Sorogoyen écrit la partition d’une chorégraphie rythmée par la pulsation de la musique répétitive et entêtante d’Olivier Arson.

Maîtrisant une assez réussie logique comportementaliste (on ignore tout, après tout, du degré de culpabilité du personnage central), *El Reino* plonge le spectateur au cœur d’une machine entropique. Il est sans doute un peu dommage que le film cherche une manière de conclure en imaginant une séquence de confession sur un plateau de télévision, manière de ramener le spectateur sur les rives plus balisées d’un cinéma de dénonciation. L’essentiel aura été ailleurs, dans le mécanisme quasi ludique engendré par les déboires du louche protagoniste principal de cette comédie de la trahison et de la manipulation. ■

JEAN-FRANÇOIS RAUGER

Film espagnol de Rodrigo Sorogoyen. Avec Antonio de la Torre, Monica Lopez, Josep Maria Pou (2 h 11).

L’aventurier et la bête dans un même bateau

Le film d’animation des studios Laïka déçoit par son scénario, mais se montre assez riche

MONSIEUR LINK
■■■□

Après *L’Etrange Pouvoir de Norman* (sorti en 2012), qu’il coréalisa avec Sam Fell, Chris Butler signe, seul, son deuxième long-métrage, *Monsieur Link*. Il s’est associé, comme pour le premier, au studio américain Laïka, résolument tourné, depuis sa création en 2002, vers la technique artisanale de l’animation image par image. A ce dernier, on doit, entre autres, quelques petites merveilles telles que *Coraline*, de Henry Selick. Moins audacieux dans le scénario, moins inventif sur la forme, *Monsieur Link* possède cependant suffisamment de qualités – beauté désuète que rehaussent des couleurs saturées, alternance de scènes cocasses et spectaculaires, humour pince-sans-rire – pour nous embarquer dans son histoire.

Différentes inspirations

Celle-ci a pour personnages principaux un explorateur égocentrique ambitieux, Sir Lionel Frost, et une créature, mi-homme mi-singe, Monsieur Link. Le premier, ne rêvant que d’entrer dans le cercle très restreint des plus grands aventuriers britanniques, décide de partir en Amérique à la recherche

d’un monstre qui serait le dernier vestige de l’évolution humaine.

Après un long périple, la rencontre est loin de prendre les allures que le fat avait imaginées. La chose à poils qui se dresse devant lui, les bras ballants et le regard implorant, n’est en effet ni féroce ni dé-meurée, mais bouleversante. La pauvre bête souffre depuis trop longtemps de solitude pour que Lionel Frost refuse de l’aider à rejoindre sa famille éloignée, dans l’Himalaya. Le voyage fera d’eux des amis, l’un apprendra l’altruisme, tandis que l’autre trouvera sa place auprès des hommes et non auprès de ses semblables.

Différentes sources d’inspiration ont guidé le réalisateur et les producteurs: *Les Aventuriers de l’Arche perdue*, de Steven Spielberg, les *Sherlock Holmes* d’Arthur Conan Doyle, les récits de Jules Verne et les photographies du magazine *National Geographic*. Elles se retrouvent dans *Monsieur Link*, judicieusement traduites, et mises en concordance, par les diverses techniques d’animation utilisées. Créant une richesse qui fait oublier le manque de complexité de l’intrigue et des personnages. ■

V. CAU.

Film américain, canadien de Chris Butler (1 h 34).

Brillante Mendoza, auxiliaire de la police philippine

Le metteur en scène montre une société dont le déterminant suprême est le trafic de drogue

ALPHA
THE RIGHT TO KILL
■■■□ / □□□□

Si l’on s’en tient à ce que l’on voit, *Alpha. The Right to Kill* est un honnête film noir, qui met aux prises un policier corrompu et son indicateur, impliqués dans un trafic de stupéfiants. Brillante Mendoza met au service du genre sa manière singulière de filmer sa ville, Manille. La caméra instable suit pas à pas policiers et dealers dans la lumière orangée de la nuit. Dans ce dédale d’habitations précaires, d’églises et de bâtiments administratifs, les acteurs professionnels ne se distinguent plus de la foule.

Brillante Mendoza a filmé *Alpha* alors que les Philippines entraînent dans la deuxième année de la campagne d’extermination menée contre les « trafiquants de drogue » par le président Rodrigo Duterte, élu en 2016. Les exécutions extrajudiciaires perpé-

trées par des escadrons de la mort issus des forces de l’ordre ont fait des milliers de victimes, 7 000 selon le gouvernement, plus du double selon les organisations de défense des droits de l’homme.

De cette vague de terreur, Mendoza fait une guerre dans laquelle on ne peut plus distinguer les bons des méchants. Comme dans sa série *Amo*, disponible sur Netflix depuis l’été 2018, le cinéaste escamote un pan de la réalité, tout en dévoilant assez de turpitudes pour espérer qu’on le croie lucide. Moises Espino (Allen Dizon) est responsable de la lutte contre le trafic de méthamphétamine dans un quartier populaire. Il a recruté Elijah (Elijah Filamor), petit dealer qui balaie désormais le commissariat quand il n’infiltré pas les gangs locaux. Moises mène une vie rangée, assistant aux réunions de parents d’élèves et à la messe dominicale avec son épouse et ses deux fillettes. Elijah vit dans un taudis, sans avoir toujours les moyens de nourrir sa compagne et son bébé.

Comme dans *Ma Rosa*, tourné avant l’élection de Rodrigo Duterte, présenté à Cannes en 2016, Mendoza montre une société dont le déterminant suprême est le trafic: on en profite, on consomme, on en est la victime collatérale. Impossible de faire un pas sans tomber sur un barrage de police, les jeunes gens sont rafiés et publiquement humiliés.

Du côté de la force

Alors que *Ma Rosa* s’en tenait au point de vue d’une famille prise au piège de la pauvreté, *Alpha. The Right to Kill* passe du côté de la force: le film s’ouvre par un raid dans le repaire d’un dealer. Les trafiquants sont armés comme pour la guerre, les policiers aussi. Une fois l’opération terminée, on relève dix cadavres, ceux d’hommes pris les armes à la main. S’adressant à la presse qui lui demande si les droits de l’homme ont été respectés, le supérieur hiérarchique de Moises Espino répond que les forces de l’ordre ont tiré pour se défendre. Et lorsque, à

la fin du film (vous n’êtes pas forcé de lire ce qui suit), on verra surgir des tueurs à moto, le visage dissimulé, ils auront pour cible un homme puissant et corrompu. Ce *modus operandi* est celui des escadrons de la mort, encouragés, voire organisés, par l’actuel président. Il vise avant tout des jeunes gens issus de familles pauvres. Brillante Mendoza en fait le bras armé d’une justice qui s’en prend aux puissants.

Il ne reste qu’à décider si cette prise de position implicite constitue un obstacle insurmontable à la vision du film. Si l’on répond par la négative, *Alpha...* n’est pas dépourvu d’intérêt, que ce soit à travers son attention au détail dans la description du commerce des stupéfiants ou à travers sa peinture de la relation quasiment sadomasochiste qui unit le policier corrompu à son indicateur. ■

THOMAS SOTINEL

Film philippin de Brillante Mendoza. Avec Allen Dizon, Elijah Filamor (1 h 34).



Mizore et Nozomi, deux lycéennes musiciennes, doivent préparer un duo pour le concours de fin d’année. NAOKO YAMADA/TAKARA JIMASHA/EUROZOOM

Deux ados désaccordées

Un dessin animé japonais subtil et inventif d’une réalisatrice virtuose

LIZ ET L'OISEAU BLEU

L’animation japonaise si-dère parfois par le soin minutieux qu’elle peut consacrer à examiner d’infimes et très secrets mouvements de l’âme. C’est le cas de *Liz et l’Oiseau bleu*, le dernier long-métrage de Naoko Yamada, réalisatrice virtuose de 34 ans (un cas à part dans le milieu très masculin de l’animation), révélée en 2018 par *Silent Voice*, qui abordait le sujet du harcèlement scolaire avec une grande finesse psychologique. L’extrême ténuité de ce film, inspiré d’une série de romans (*Sound! Euphonium*), déclinés ensuite en série télévisée (*Hibike! Euphonium*), risque de désarçonner le spectateur en mal de péripéties, tant il progresse par petites touches, refusant le drame ou les coups d’éclat. Mais ce minimalisme en trompe-l’œil ouvre sur un monde plus foisonnant, celui des affects contenus, des impressions partagées, des motifs imaginaires, qui constituent la trame véritable du film, plus « musicale » que narrative.

Le récit ausculte les états d’âme discordants de deux lycéennes instrumentistes à la croisée des chemins. Mizore, distante et renfermée, éprouve une admiration secrète pour sa camarade de

classe Nozomi, volubile et affable, en somme tout son contraire. Toutes deux appartiennent à l’orchestre scolaire (un lycée non mixte), qui répète la partition de *Liz et l’Oiseau bleu*, inspirée d’un conte de Maurice Maeterlinck (*L’Oiseau bleu*, 1908), pour le concours de fin d’année. L’une et l’autre doivent interpréter un duo entre hautbois et flûte traversière, qu’elles ne parviennent pas à faire sonner juste. C’est que, le cursus du lycée touchant à son terme, Mizore est dévorée par l’angoisse à l’idée d’être séparée de son amie, dont elle fait dépendre toute sa vie intérieure. Prostrée dans le non-dit, elle enveloppe celle-ci d’un sentiment ambigu, dont on ne parvient pas à démêler la part d’amitié, d’identification, de désir, voire, à terme, de rivalité – leur duo musical finissant par révéler une profonde différence de maîtrise instrumentale.

Des gouffres émotionnels

Naoko Yamada livre sa propre variation sur l’adolescence japonaise, figure typique de la culture populaire du pays – uniforme marin, chaussettes montantes et extraversion –, qu’elle vide ici de toute fantasmagique, pour sonder ses gouffres émotionnels, ses complexes adolescents, dans une démarche d’hyperréalisme psychologique. Le film explore sur plusieurs niveaux la relation

Le film explore sur plusieurs niveaux la relation trouble qui unit les deux lycéennes

trouble qui unit les deux lycéennes : non seulement au lycée, où l’une se contente d’admirer l’autre de loin, mais aussi dans ses versants imaginaires, qui peuvent prendre plusieurs formes. D’abord celle merveilleuse du conte de *Liz et l’Oiseau bleu*, dans le registre duquel (décors crayonnés et couleurs vives) le film bascule régulièrement : récit fabuleux d’une femme tombant amoureuse d’un oiseau, mais devant à terme s’en séparer, qui reflète par allégorie les sentiments des adolescentes. Ensuite, celle de la musique symphonique qu’elles jouent lors des répétitions, langage sonore des émotions venant seconder une parole déficiente et combler un défaut de communication.

Après *Silent Voice*, Naoko Yamada poursuit ses portraits d’adolescents prisonniers d’eux-mêmes, qui peinent à communiquer leurs émotions, dans un pays

où la tentation de la réclusion et l’isolement guettent une part significative de la jeunesse. *Liz et l’Oiseau bleu* frappe par sa mise en scène fragmentée, son invention de points de vue insolites, creusant un rapport au monde fragile et incertain, typique de l’âge adolescent. A l’aide de cadres souvent décentrés et parcellaires, Yamada aborde ses scènes par une profusion de détails périphériques, considérant les choses par leurs côtés. La précision du trait, la fluidité des gestes, les irisations de la lumière (jusque dans les pupilles), les expressions nuancées des regards, le modelé maniaque des matières, tout contribue à créer un univers ultrasensible, où le plus petit objet compte et vibre d’une émotion particulière.

En privilégiant ces petits riens et ces mouvements infimes, ces soupirs esquissés et ces impressions fugaces, Yamada dessine une fiction flottante, brassant par un montage très inventif toute une collection d’émoiés adolescents. De cette infinie variété du monde qui miroite autour d’elle, Mizore fait le champ d’une conquête tout à fait personnelle : la consolidation de son propre regard, qui la rend enfin libre de ne plus dépendre de celui des autres. ■

MATHIEU MACHERET

Film d’animation japonais de Naoko Yamada (1 h 30).

Prédation sournoise en milieu professionnel

L’Israélienne Michal Aviad filme la mainmise progressive d’un patron sur son employée

WORKING WOMAN

Filmant dans la vague #metoo, l’Israélienne Michal Aviad réalise un film d’une sécheresse et d’une trivialité bienvenues, qui montre, au quotidien, comment la vie d’une jeune femme peut être affectée par un comportement de prédation sexuelle montant sournoisement en puissance sous les dehors d’une demande d’efficacité et de complicité professionnelles.

Interprété par Liron Ben-Shlush – qu’on avait déjà trouvée très convaincante dans *Chelli* (2014), d’Asaf Corman – le personnage d’Orna trouve, au début du film, un travail inespéré comme assistante dans une agence immobilière spécialisée dans les produits de luxe. Une aubaine, alors que son mari, Ofer, qui se lance au même moment dans la restauration à son propre compte, peine à trouver ses marques et que la famille tire le diable par la queue.

Face à Orna parade Benny, le patron de la société immobilière qui vient de l’embaucher. Père de famille, mais homme de pouvoir et séducteur incoercible, le quinquagénaire utilise une gamme de comportements assez subtile pour parvenir à ses fins. Autoritaire et serviable. Amical et prédateur. Il ne recule que pour mieux revenir à la charge. Et fait feu de tout bois. Promotion rapide, prolongement des journées de travail, voyages à l’étranger, tête-à-tête de plus en plus fréquents, coup de main donné à l’occasion au mari

dans sa carrière naissante... Autant d’éléments qui, tant en vertu de la reconnaissance que du témoignage de loyauté professionnelle qu’ils engagent, œuvrent à un rapprochement insidieux entre le patron et son employée.

Mutisme stoïque

Bientôt nommée directrice des ventes pour la clientèle française, Orna, seul pôle de stabilité financière du foyer, résiste en silence. Le mutisme stoïque dans lequel elle s’emmure, tour à tour flattée et choquée, va l’empêcher de prévenir et de désamorcer la montée en puissance du désir de son patron, qui le conduira à transgresser toutes les règles.

Centré sur le couple, filmé en longs plans-séquences, le long-métrage laisse en jachère, par la

force des choses, les autres personnages, comme le mari ou la mère d’Orna, qui ignorent de quoi il retourne. Encore que l’aveuglement auquel est cantonné le mari, et sa réaction de machiste obtus sur le tard, puissent être perçus comme une sorte de connivence inconsciente, et donc être mis au débit du genre masculin dans son ensemble, qui sort du film en très piteux état. *Working Woman* établit en revanche une liaison plus subtile entre le libéralisme prédateur qui vend à l’encan le littoral du pays à de riches étrangers et l’outrage à la libre disposition de leur corps dont sont victimes les femmes. ■

JACQUES MANDELBAUM

Film israélien de Michal Aviad. Avec Liron Ben-Shlush, Menashe Noy, Oshri Cohen (1 h 33).

Retrouvez l’intégralité des critiques sur [Lemonde.fr](https://www.lemonde.fr)

À VOIR

La Camarista

Film mexicain de Lila Avilés (1 h 41).

La Camarista (« la femme de chambre ») s’inspire de l’œuvre de Sophie Calle, *Suite vénitienne* (1980) : l’artiste s’était fait embaucher comme femme de chambre dans un hôtel vénitien et, donnant libre cours à sa curiosité teintée de voyeurisme, elle a photographié les effets personnels des clients de l’hôtel. Mais le film, lui, se balade le long d’une série de rencontres, observant son métier précaire sans pathos et avec poésie. La mise en scène (à la fixité un peu systématique) exalte un univers clos et aseptisé, mais aussi réconfortant. On pourra toutefois reprocher à *La Camarista*, bout-à-bout de microfiction, de ne pas tout à fait savoir comment retomber sur ses pieds, mais on lui sait gré de ne pas faire appel à un retournement scénaristique qui mettrait brutalement fin à ses allures de rêve éveillé. ■ M.J.

Seule à mon mariage

Film belge de Marta Bergman (2 h 01).

La cinéaste belge Marta Bergman suit Pamela, une jeune femme rom qui vit dans une bicoque près de Bucarest avec sa fille et sa grand-mère. Vive, surexcitée et insolente, elle rêve de s’extraire de la misère et s’inscrit dans une agence matrimoniale. Pamela se retrouve en Belgique chez Bruno, un célibataire bien rangé qui l’accueille et prend soin d’elle. *Seule à mon mariage* doit beaucoup de son charme à la pertinence de son casting, qui fait se rencontrer deux corps d’acteurs contrastés : celui, sensuel et rayonnant, de l’actrice et écrivaine roumaine Alina Serban, et celui de l’acteur belge Tom Vermeir, bouleversant. Cet étrange et magnétique amour doit vite s’éclipser au bénéfice d’exigences narratives qui remettent le film dans les clous du « portrait de femme libre » : l’ultime fuite de Pamela a davantage le goût d’un ressort scénaristique que d’un élan intime. ■ M.J.

POURQUOI PAS

Le Cercle des petits philosophes

Documentaire français de Cécile Denjean (1 h 24).

Les enfants ne sont pas étrangers aux questions existentielles. Tourné durant plus de six mois dans deux écoles élémentaires de la région parisienne, lors des ateliers de philosophie-méditation, le documentaire réalisé par Cécile Denjean montre des réflexions sur la mort, la religion, les émotions et les sentiments. Ces personnalités en devenir intriguent. ■ V.CAU.

ON PEUT ÉVITER

Menocchio

Film italien d’Alberto Fasulo (1 h 43).

A la fin du XVI^e siècle, un menuisier libre-penseur du Frioul, surnommé Menocchio, est traîné pour hérésie devant le tribunal du Saint-Office et se voit contraint d’abjurer des propos panthéistes, offusquant l’orthodoxie catholique. Pour retracer cet épisode historique, le réalisateur Alberto Fasulo fond une recherche louable d’authenticité dans une forme d’art sévère, prétentieuse et sans imagination. Tourné en clairs-obscurs naturels, le film gâche ses visées esthétiques par des prises de vues informes, imitant le « tremblé » documentaire. La caméra inquisitrice longuement braquée sur le visage du protagoniste, traversant son calvaire en silence, commet un impair flagrant en redoublant le point de vue de ses juges. ■ MA. MT

À L’AFFICHE ÉGALEMENT

After - Chapitre 1

Film américain de Jenny Cage (1 h 45).

Fanon hier, aujourd’hui

Documentaire d’Hassane Mezine (1 h 27).

Just a Gigolo

Film français d’Olivier Baroux (1 h 40).

La Malédiction de la Dame blanche

Film américain de Michael Chaves (1 h 33).

La Princesse des glaces. Le monde des miroirs magiques

Film d’animation russe de Robert Lence et Aleksey Tsitsilin (1 h 26).

LES MEILLEURES ENTRÉES EN FRANCE

	Nombre de semaines d'exploitation	Nombre d'entrées *	Nombre d'écrans	Evolution par rapport à la semaine précédente	Total depuis la sortie
<i>Tanguy, le retour</i>	1	378 338	622		378 338
<i>Dumbo</i>	3	319 505	601	↓ - 21 %	1 399 376
<i>Simetierre</i>	1	306 586	320		306 586
<i>Shazam !</i>	2	225 121	540	↓ - 38 %	667 960
<i>Le Parc des merveilles</i>	2	220 582	699	↓ - 33 %	643 106
<i>Royal Corgi</i>	1	198 256	511		198 256
<i>Chamboultout</i>	2	143 746	545	↓ - 44 %	468 134
<i>Captain Marvel</i>	6	113 905	425	↓ - 23 %	3 017 145
<i>Mon inconnue</i>	2	102 776	373	↓ - 39 %	312 340
<i>La Lutte des classes</i>	2	70 885	234	↓ - 40 %	221 833

AP : avant-première

Source : « Écran total »

* Estimation

Période du 10 au 14 avril inclus

Les trois premières places de ce classement sont occupées par des enfants qui ne sont pas les bienvenus chez eux. *Tanguy*, d’abord qui réussit son retour au domicile parental, dix-huit ans après sa laborieuse expulsion de l’éden où règnent André Dussollier et Sabine Azéma. Reste que la modeste moyenne de spectateurs par salle (618) n’augure pas d’une carrière triomphante pour l’éternel adolescent. Les grandes oreilles de Dumbo lui ont valu bien des avanies au cirque Medici, mais le succès de la vieille recette Disney, mise au goût du jour par Tim Burton, ne se dément pas, et l’éléphanteau proscrit peut envisager de terminer sa carrière dans les salles françaises autour de 2 millions d’entrées. La grande gagnante de cette compétition entre enfants mal-aimés reste la morte-vivante de *Simetierre*, Ellie, qui revient hanter sa petite famille. *Simetierre* talonne les deux premiers du classement avec quasiment moitié moins de salles, s’arroyant la meilleure moyenne d’entrées par écran : 958.

Récit cruel d’une adoption forcée

En six épisodes d’une dureté étonnante, le cheminement difficile d’un jeune homosexuel israélien vers la paternité

CANAL+ SÉRIES
À LA DEMANDE
SÉRIE

Certains ont cru bon de résumer le propos de la série israélienne *Miguel* en ces termes : « *Comment peut-on être le père d'un enfant qui refuse d'être votre fils ?* » Mais c'est de l'inverse qu'il s'agit : cette exceptionnelle mini-série, entièrement sise au Guatemala, narre le déni paternel que va faire un jeune adoptant homosexuel israélien à propos d'un enfant qui, en effet, se refuse au père qu'on lui impose.

Le sujet est délicat. Pourtant, en racontant sa propre histoire, Tom Salama, cocréateur, avec Daphna Levin, de *Miguel*, le traite avec une brutalité et une lucidité courageuses. Car d'aucuns pourraient juger qu'il offre des cadeaux inespérés aux ultras, adeptes de l'antienne « un-papa-et-une-maman », qui y verront un argument contre l'adoption par des personnes célibataires homosexuelles.

D'ailleurs, quand il débarque dans le village où Miguel, 5 ans,

l'attend dans un orphelinat, Tom est accompagné de sa grande amie Amira, qui se fait passer pour son épouse. Mais l'enfant, qui s'est attaché à une nounou aimante, repousse avec violence les cadeaux qu'on lui fait et l'avenir qu'on lui promet dans une langue qu'il ne comprend pas.

Tom va bientôt sentir naître en lui une détestation de l'enfant, qui, de surcroît, est victime d'une malformation des orteils qui n'avait pas été signalée. Dans une scène d'une rare violence psychologique, Tom accuse un représentant officiel, lui-même handicapé, de lui avoir fourni « *un infirme* » ; à quoi il lui est rétorqué qu'adopter un enfant n'est pas choisir un article dans un magasin de jouets.

Quête des origines
Les deux acteurs principaux – le « couple » formé par Tom et Amira – parviennent, avec un minimum d'aide prothétique, à jouer leurs personnages jeunes et seize ans plus tard, au fil d'une double temporalité narrative. Ran Danker réussit avec talent à composer un rôle presque



Aviv Karmi, Miguelito Sojuel et Ran Danker dans « Miguel ». RAN MENDELSON/MOVIE PLUS PRODUCTIONS

constamment détestable et agressif, tandis qu'Aviv Karmi incarne très joliment, mais sans mièvrerie, son contrepoint aimable et pacificateur.

On aura été frappé par l'expressivité butée de l'interprète de Miguel adulte (Omer Ben David), mais aussi par de petits rôles qui savent occuper l'espace et l'attention du spectateur. Ainsi cette juge qui, après un examen méticuleux de la situation, dit de manière glaciale et dépassionnée au jeune garçon ce qui va lui arriver s'il ne coopère pas.

Il y a aussi cette très belle scène qui commence sur le marché de la place du village guatémal-

tèque et qui, alors qu'une gigantesque bourrasque chasse marchands et badauds, se poursuit à l'intérieur de l'église. L'espace sanctuarisé incite deux personnages centraux à confesser l'un à l'autre les faux-semblants de leur relation.

Et puis, au moment où les deux lignes temporelles du récit se rejoignent, à la fin du sixième et dernier épisode, la quête des origines que poursuit obsessionnellement Miguel va achopper sur une terrible et choquante révélation, que son père adoptif avait toujours tenté de masquer pour des raisons qui deviennent soudainement limpides.

On n'en dira évidemment pas davantage sur cette fin stupéfiante qu'on avouera n'avoir pas du tout vue venir. Elle conclut sur une note très amère et bouleversante une minisérie (récompensée au festival CanneSéries en 2018) qui, décidément, ne fait pas de cadeau au traitement d'un sujet sensible et aujourd'hui encore controversé. ■

RENAUD MACHART

Miguel, série créée par Tom Salama et Daphna Levin. Avec Ran Danker, Aviv Karmi, Omer Ben David et Miguelito Sojuel (Isr., 2018, 6 × 29-41 min).

Josée Dayan, la recluse et ses blaps

La réalisatrice signe une adaptation fidèle du roman de Fred Vargas, servie par une distribution maligne

FRANCE 2
MERCREDI 17 - 21 H 00
TÉLÉFILM

Il y a des blaps dans cette histoire de recluse, comprenez des traîtres, des pourris, des cafards dans cette histoire d'araignées qui ne se promènent pas au plafond, mais mordent trois vieux, et les tuent. Seul problème, une morsure de recluse n'est pas mortelle. Pourtant ils sont bien morts. De cette impossibilité apparente, *Quand sort la recluse*, téléfilm de Josée Dayan, dont la se-

conde partie est diffusée mercredi 17 avril sur France 2, tisse plus qu'une enquête policière : une histoire croisée d'hommes, de femmes et d'animaux qui ont besoin de temps pour s'approprier et se comprendre.

Ce rythme, contenu, et les paysages embrumés ou nocturnes recréent l'atmosphère si particulière de Fred Vargas, auteure de *Quand sort la recluse* (2017, Flammarion), roman adapté par Emmanuel Carrère avec fidélité et subtilité pour notre plus grand plaisir. On retrouve l'amour des

mots de l'écrivaine par la richesse de vocabulaire peu usuelle dans ce genre télévisuel – « *infatueux* », « *diverticule* »... Une érudition qui convoque André Gide (1869-1951), auteur fasciné par les contradictions, l'histoire médiévale, Alphonse Daudet (*Lettres de mon moulin*, 1887) ou Edmund Burke, politique et philosophe irlandais qui dénonçait « *l'inaction des hommes de bien* ».

Le bestiaire cher à Fred Vargas est à l'honneur. Outre l'araignée-titre et ses blaps, un gros chat blanc dort sur une photocopieuse. De-

hors, les pigeons côtoient une chèvre. Héros récurrent, Jean-Baptiste Adamsberg (Jean-Hugues Anglade) mène l'enquête, soutenu par ses fidèles lieutenantes Froissy et Retancourt (respectivement Sylvie Testud et Corinne Masiero, qui doit faire oublier la capitaine Marleau). Le commissaire est systématiquement contré par son commandant, Danglard (Jacques Spiesser) – dont on appréciera le clin d'œil lorsqu'il se lance sur la trace de Magellan (le navigateur). La distribution soigne aussi ses seconds rôles, avec Elisabeth Depar-

dieu (Irène), Thierry Hancisse, « de la Comédie-Française », en capitaine Voisenet poète, et Pierre Arditi (en professeur).

Ensemble, hommes et bêtes se jouent des mots, les pigeons tentent de ne pas se faire pigeonner et les amoureux roucoulent. Et de s'interroger : les recluses sont-elles anachorètes ou arachnides ? ■

CATHERINE PACARY

Quand sort la recluse, de Josée Dayan, adapté par Emmanuel Carrère d'après Fred Vargas (Fr., 2019, 2 × 90 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 19 - 091
PAR PHILIPPE DUPUIS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 19 - 090

HORIZONTALEMENT I. Démaquillage. II. Onanisme. Sam. III. Ut. Inepte. Rp. IV. Iris. Brel. V. Lanaudière. VI. Lis. Nom. Unes. VII. Enumérations. VIII. Télé. Ut. CA. IX. Tut. Frelatai. X. Erafleraient.

VERTICALEMENT 1. Douillette. 2. Entraîneur. 3. Ma. Insulta. 4. Anisa. Me. 5. Qin. Une. Fl. 6. Usé. Dorure. 7. Imprima. Er. 8. Let. Tula. 9. Ebruitai. 10. As. Reno. Té. 11. Gare. Encan. 12. Emplissait.

HORIZONTALEMENT

I. Se penche sur ce qui bloque et s'articule mal chez vous. **II.** Un temps dans la conjugaison grecque. Ses andouillers sont en palettes. **III.** Signe d'opérations. Protéger les essences. **IV.** Calmes et réfléchis. Blessait. **V.** Accord d'en bas. Pose des problèmes à la circulation. **VI.** Paroles débitées et musique rythmée. En avant. Mail du Nord. **VII.** Transmise par les tiques, de l'écureuil à l'homme. Mises en prison. **VIII.** Aîné de Jacob. Aurent tout à reprendre. **IX.** Devraient rendre service. Apôtre, frère de Pierre. **X.** Permet de poursuivre son chemin ailleurs.

VERTICALEMENT

1. Il ne sait pas se taire mais sait prendre les bonnes mesures. **2.** Anéantissement historique. **3.** Vieux ruminant disparu. Coupure dans les tissus. **4.** Poules jetées sur la table. Fortes têtes. **5.** Belle carte. Tient le haut de l'affiche. A la pointe de l'épée. **6.** Avec la part de Bercy. Soudaine et abondante. **7.** Chez les bœufs et les marteaux. Possessif. **8.** Remis en circulation. **9.** Toujours pleines de lyrisme. Crient dans les sous-bois. **10.** Bon abri, mauvaise voie. Nid défait. **11.** Arturo pour ses proches. Prêcédé de in au laboratoire. **12.** Brisés et ameublis. Préposition.

SUDOKU

N°19-091

			4			5		9
					9	3	8	4
	1							
				4		6		
			2	7			4	3
	5	8		1				7
		3			5			6
	6	1		3	8		9	

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

9	4	1	2	6	8	3	5	7
7	5	6	9	3	1	8	4	2
2	3	8	7	5	4	9	6	1
8	9	5	1	7	2	4	3	6
6	1	4	5	8	3	7	2	9
3	2	7	4	9	6	5	1	8
5	8	2	6	4	9	1	7	3
1	7	3	8	2	5	6	9	4
4	6	9	3	1	7	2	8	5

Facile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.



MARIE CURIE ET LA RADIOACTIVITÉ

Un hors-série **Le Monde**
108 pages - 9,90 €
Chez votre marchand de journaux et sur laboutiquelavie.fr

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000.
Capital social : 124.610.348,70 €.
Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).
Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75077 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00
Abonnements par téléphone : de France 3289 (Service 0,30 €/min + prix appel) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ; par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr.
Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €
Courrier des lecteurs
blog : <http://mediateur.blog.lemonde.fr/> ;
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Médiateur : mediateur@lemonde.fr
Internet : site d'information : www.lemonde.fr ;
Finances : <http://finance.lemonde.fr> ;
Emploi : www.talents.fr/
Immobilier : <http://immobilier.lemonde.fr>
Documentation : <http://archives.lemonde.fr>
Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0722 C 81975 ISSN 0395-2037



Présidente :
Laurence Bonicalzi Bridier PRINTED IN FRANCE



80, bd Auguste-Blanqui, 75077 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79 rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Toulouse (Occitane Imprimerie)
Montpellier (« Midi Libre »)

Origine du papier : France. **Taux de fibres recyclées** : 100 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement, porteur de l'Ecolabel européen sous le N°FI/37/001.
Eutrophisation : Ptot = 0,009 kg/tonne de papier

LA VOITURE AUTONOME LÈVE LE PIED

Cette technologie prometteuse impose-t-elle trop de prises de risque, notamment juridiques et financières ? En tout cas, après l'emballement du début, de nombreuses firmes ralentissent le rythme de leurs essais

AUTOMOBILE

Cela s'appelle lever le pied. Peut-être même donner un sérieux coup de frein. Plusieurs constructeurs, dont certains figurent parmi les plus engagés dans la course à la voiture autonome, ont simultanément appelé à modérer l'enthousiasme suscité par cette technologie. Hakan Samuelsson, le patron de Volvo, a estimé qu'il serait « irresponsable » de faire circuler de façon prématurée des véhicules sans conducteur. « Dans le cas contraire, nous prendrions le risque de tuer dans l'œuf une technologie qui pourrait être la plus efficace pour sauver des vies », a-t-il souligné. Le dirigeant de la firme suédoise redoute les conséquences d'un « excès de confiance » à l'égard des systèmes de pilotage semi-automatiques, qui commencent à être installés en série à bord des modèles de dernière génération.

Alors que de nombreuses firmes ont ralenti les essais routiers de leurs prototypes depuis l'accident mortel survenu en mars 2018 lorsqu'une Volvo autonome opérée en test par Uber avait renversé un piéton en Arizona, cette volonté de réévaluer les risques semble largement partagée. PSA a annoncé au Salon de Genève ne plus avoir l'intention de développer la conduite sans chauffeur au-delà du niveau 3, seuil qui permet à l'utilisateur de ne plus superviser la conduite sur autoroute ou dans les bouchons mais lui impose de se tenir prêt à reprendre la main à tout moment.

Un autre événement dramatique semble avoir particulièrement donné à réfléchir aux dirigeants de l'automobile: le dysfonctionnement du pilote automatique du Boeing 737 MAX, qui a provoqué deux crashes aériens. Dieter Zetsche, le président de Daimler, a mis en garde contre le risque de voir les constructeurs confrontés à une défiance comparable à l'égard de systèmes de conduite qu'ils tentent patiemment de mettre au point depuis des années. « Même si la voiture autonome est dix fois plus sûre que celle conduite par des êtres humains, a-t-il insisté, il suffit d'un accident spectaculaire » pour s'aliéner le grand public... qui, dans les sondages, ne considère pas l'avènement de la voiture autonome avec une appétence particulière. Désormais, l'heure est à se concentrer sur les navettes autonomes évoluant en milieu sécurisé, à l'écart du trafic. Ou aux systèmes sophistiqués capables d'interdire à un conducteur de prendre le volant en état d'ébriété, voire de commettre un excès de vitesse à proximité d'une école.

« Chi va piano va sano »
« Il s'est produit un effet d'emballement et de surenchère engendré par la Google Car. Piquées au vif, les grandes marques ont multiplié les effets d'annonce ; aujourd'hui, elles sont rattrapées par le principe de réalité », considère Michael Fernandez, président de France AutoTech, organisme qui fédère les start-up du secteur. « Après avoir réalisé des avancées souvent spectaculaires, les ac-

**SELON
DIETER ZETSCHÉ,
LE PRÉSIDENT
DE DAIMLER,
« IL SUFFIT
D'UN ACCIDENT
SPECTACULAIRE »
POUR S'ALIÉNER
LE GRAND
PUBLIC...**



– J'aurais horreur de dépendre d'une voiture autonome !

teurs du véhicule autonome sont entrés dans le dur de la recherche-développement. Aujourd'hui, ils sont confrontés au saut technologique considérable qui sépare le niveau 3, qui est une assistance à la conduite améliorée, et le niveau 4, qui correspond à une conduite presque entièrement autonome », poursuit-il.

Les doutes exprimés par les patrons de l'automobile tiennent aussi, et peut-être surtout, aux budgets considérables qu'impose la mise en œuvre d'une mutation que chacun juge inéluctable, sans pour autant savoir à quelle échéance elle fera l'objet d'une commercialisation ni qui sera en mesure de se l'offrir. Selon les évaluations, un modèle entièrement autonome imposerait une dépense supplémentaire comprise entre 20 000 et 100 000 euros. « Compte tenu du coût additionnel de la technologie, le coût de la voiture devient tel que celui qui peut se la payer n'est de toutes les façons pas derrière le volant mais

plutôt sur la banquette arrière », grinçait récemment Carlos Tavares, le président de PSA, dans *Les Echos*. Déjà confrontées aux lourds investissements imposés par l'électrification à marche forcée de leur gamme, seul moyen de satisfaire aux objectifs de réduction des émissions de CO₂ édictés par l'Union européenne d'ici à 2030, les firmes automobiles cherchent désormais à hiérarchiser les priorités.

Si la voiture autonome dessine un horizon prometteur, elle impose aussi de très nombreuses prises de risques. Outre l'ampleur des moyens financiers à mobiliser, ce saut dans l'inconnu soulève la question de la responsabilité juridique en cas d'accident – d'autant qu'il faudra longtemps cohabiter sur la route avec des véhicules conduits par des humains –, qui recouvre des débats complexes. De même, la perspective de voir se multiplier les robots-taxis, loués et non plus achetés par ceux qui les

utilisent, impose une transformation en profondeur du modèle économique de l'industrie automobile, qui traverse une période d'intenses bouleversements et a pris conscience de sa fragilité. D'où la conviction grandissante selon laquelle *chi va piano va sano*.

Les grands groupes n'ont cependant pas intérêt à baisser la garde. Se désengager trop rapidement de leurs efforts de recherche les condamnerait à s'en remettre à Google et plus précisément à sa spin-off Waymo. Celle-ci fait quotidiennement circuler 600 voitures sans chauffeur afin de parfaire ses algorithmes et, de l'avis général, a acquis une sérieuse longueur d'avance sur le reste de la troupe. Le risque est connu : devenir de simples fournisseurs de véhicules auprès de Google qui se chargerait de les doter d'un « cerveau » autonome. Et s'approprierait dès lors la plus grosse part du gâteau. ■

JEAN-MICHEL NORMAND

Silence, on roule : les autos se perfectionnent dans l'insonorisation

Vibrations, bruits parasites, de roulement... Les techniques se multiplient pour mieux isoler l'intérieur des véhicules

Créer une bulle, bien à l'écart des bruits extérieurs. Voilà la recette qui fait le succès des casques à réduction de bruit active. L'américain Bose, grand spécialiste du genre, peaufine cette technologie pour l'adapter aux habitacles automobiles, qu'il équipe déjà de puissants systèmes audio. Pour isoler et rendre silencieux l'intérieur d'une voiture, avec le nouveau système nommé Road Noise Control, les ingénieurs de la marque ont prévu de mesurer de manière ultraprécise les vibrations générées par les bruits de roule-

ment sur les différents revêtements. Ces données sont analysées afin que le fond sonore soit contrebalancé par un signal d'annulation acoustique diffusé par les haut-parleurs de bord.

Bose, qui prévoit une mise sur le marché à l'horizon 2021, n'est pas seul à mener cette quête du confort sonore. Les constructeurs Infiniti, Honda ou Ford ont déjà commercialisé les premières voitures de série équipées d'un système de réduction de bruit active utilisant des micros et intégré au système hi-fi de bord. Les équipementiers auto-

mobiles travaillent de leur côté à perfectionner ce type de solution, comme l'allemand Bosch ou Harman, récemment racheté par Samsung. Tous ont en ligne de mire le marché, encore limité mais en forte croissance, des voitures électriques. Il leur faut, en l'occurrence, s'attaquer à un paradoxe. Parce qu'ils sont bien plus silencieux que les modèles thermiques, ces véhicules doivent faire l'objet d'une insonorisation encore plus poussée. Leur moindre niveau, en effet, laisse plus facilement percevoir les bruits parasites, qu'il s'agisse

des sons engendrés par le roulement ou ceux générés, entre autres, par les systèmes de refroidissement.

Mousse et algorithme

Les techniques traditionnelles d'isolation phonique des habitacles automobiles impliquent l'usage de matériaux d'isolation acoustique. Rien que du classique : doubles vitrages et matières de remplissage de corps creux. Les fabricants de pneumatiques ont eux aussi apporté leur contribution, comme Pirelli avec sa mousse absorbant les vibrations.

Efficaces mais coûteuses, ces parades présentent un autre défaut, elles contribuent à alourdir les véhicules. Or, ce qui peut être acceptable à bord d'une opulente Rolls-Royce ne l'est pas pour le commun des modèles. Le poids étant l'ennemi de la consommation d'énergie électrique et, en conséquence, de l'autonomie, la maîtrise de l'environnement sonore des voitures électriques passera donc par la case algorithme.

Cette maîtrise fine offrira aussi l'occasion de développer d'autres applications, avec des haut-parleurs directifs qui isolent cha-

cun dans sa musique ou sa conversation téléphonique, ou permettent de communiquer d'une place à l'autre distinctement, sans gêner les autres passagers. De quoi recréer dans l'habitacle une bulle isolante – ou plusieurs – semblable à celle d'un casque.

Quant au monde extérieur, le prochain défi est, au contraire, d'y faire du bruit : afin de prévenir les piétons, une norme européenne imposera bientôt une sonorité artificielle pour les véhicules électriques lorsqu'ils circulent eaudessous de 30 km/h. ■

NICOLAS VALEANO

Ci-gît la gauche israélienne (1948-2019)

LES ÉLECTIONS NE SE JOUENT PAS SUR LES QUESTIONS SOCIALES OU ÉCONOMIQUES. LA SÉCURITÉ ET LA PERSONNALITÉ DES CANDIDATS CONSTITUENT LES PRIORITÉS DES ÉLECTEURS

ANALYSE

On ne sait ce qui est le plus spectaculaire dans la déchéance du Parti travailliste en Israël : son score désastreux aux élections législatives du 9 avril, ou bien l'indifférence qui l'accompagne. Comme si ce pilier de la démocratie israélienne, qui a présidé à la naissance de l'Etat et à ses premières décennies, était devenu une relique. Une sorte d'objet politique familial mais encombrant, à la forme inaboutie et à la finalité perdue. En n'obtenant que six sièges sur 120 au sein de la 21^e Knesset (4,44 % des voix), le Parti travailliste réalise la plus mauvaise performance de son histoire, deux sièges devant le petit Meretz, la seule formation clairement de gauche, niche survivant à grand-peine. Cet échec n'est pas surprenant, les sondages l'avaient anticipé depuis des mois. En revanche, ses explications sont diverses.

La première saute aux yeux à la lecture des résultats. Les travaillistes ont été victimes d'un vote utile en faveur de Bleu Blanc, l'agrégat de trois partis centristes conduit par l'ancien chef d'état-major Benny Gantz. Celui-ci a réussi à incarner, trois mois après son entrée en politique, une alternative à M. Nétanyahou. Sans forcément être convaincus par le général, plus de 1,1 million d'électeurs ont choisi Bleu Blanc pour mettre un terme à l'ère « Bibi ». L'un de ses premiers clips de campagne se réjouissait du fait que des pans entiers de Gaza avaient été « ren-

voyés à l'âge de pierre » pendant la dernière guerre de 2014. M. Gantz : pas de droite peut-être, mais certainement pas de gauche.

La seconde explication tient à une faible incarnation. Avi Gabbay avait créé la surprise en étant désigné chef des travaillistes en juillet 2017. Il avait rejoint le parti depuis peu, venu de la droite, lui l'ancien ministre de la protection environnementale de M. Nétanyahou. Il avait fait l'essentiel de sa carrière dans le privé, au sein du groupe de télécoms Bezeq. Promettant de renouveler les méthodes du Parti travailliste, de l'ouvrir aux électeurs de la périphérie défavorisée, il a accéléré sa perdition. La rupture avec Tzipi Livni et la fin de l'Union sioniste (24 députés ensemble en 2015) sont venues couronner, en début d'année, une stratégie erratique.

Racines socialistes

Dès le lendemain des élections, une pluie de critiques s'est abattue sur M. Gabbay. La pression est forte, mais le dirigeant compte bien siéger à la Knesset et avancer les prochaines primaires. Il n'est pas le père de tous les maux qui accablent le parti. Il faut inscrire cette déchéance dans la crise existentielle mondiale que traverse la gauche, dans ses multiples déclinaisons nationales. Incapable de dessiner un projet consistant face au capitalisme financier, qui se soustrait aux instruments de régulation et de taxation traditionnels, la gauche ne sait comment contrer la montée en puissance des mouvements identitaires, xénophobes, populistes.

En Israël, le contexte est spécifique. C'est un Etat aux racines socialistes, bâti sur les kibboutz et les communautés agricoles, à la bureaucratie pesante. Mais Israël est en même temps marqué par un élan entrepreneurial (dans les nouvelles technologies) et par l'absence d'un Etat-providence généreux comme en France. La croissance y est forte, et les inégalités spectaculaires. Un boulevard pour la gauche ? Non, car les élections ne se jouent pas sur les questions sociales ou économiques. La sécurité et la personnalité des candidats constituent les priorités des électeurs.

Dès lors, les travaillistes s'obstinent à singer la droite, à emprunter ses mimiques martiales, en espérant en vain que les Israéliens préféreront une copie édulcorée à l'original. Qui s'est levé, au centre-gauche, pour s'émouvoir de l'érosion démocratique, des attaques contre la Cour suprême, de la stigmatisation de la minorité arabe ? Qui s'est levé pour dire que l'occupation, outre sa dimension immorale, était le pire des héritages à transmettre, qu'elle altérerait la nature de l'Etat et les valeurs originelles que celui-ci prétendait incarner ?

C'est le sionisme de gauche, dont la vision est intimement liée à l'établissement d'Israël, qui est en crise. Les travaillistes sont responsables de leurs errances. Quatre premiers ministres – le père de l'Etat israélien David Ben Gourion, Moshe Sharett, Levi Eshkol et Golda Meir – furent issus des rangs du Mapaï, qui se fonda en 1968 dans le Parti

travailliste. Dès l'émergence du mouvement des colons en Cisjordanie, qui au départ était constitué d'une poignée d'illuminés, la gauche ne s'est pas franchement opposée à eux. Trop de goût pour les pionniers. Elle a facilité autant que la droite l'enracinement de la présence juive dans les territoires occupés. Les élections de 1977 marquèrent un basculement historique, avec la victoire inédite du Likoud. Depuis, la gauche n'a été au pouvoir que sept années sur 42. Yitzhak Rabin, qui fut un vrai faucon, incarna l'espoir de la paix. Son assassinat par un extrémiste juif en 1995 fut, aussi, le deuil du volontarisme pacifique.

L'ère des accords d'Oslo (1993), qui devait conduire à un Etat palestinien, s'est achevée sans proclamation officielle. Décès par impuissance et épuisement général, depuis la seconde Intifada si meurtrière. Ses partisans en sont restés muets. Ils n'arrivent pas à renouveler leur langage, tandis que la droite nationaliste et messianique pousse ses pions dans le sens d'une annexion des colonies, où vivent 400 000 Juifs. On l'a vu lors de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale par les Etats-Unis : cette droite se drape dans un faux bon sens. Elle évoque la « réalité du terrain » pour justifier des actions unilatérales. Devant ce rouleau compresseur, de plus en plus de responsables, à gauche, aimeraient une fusion entre les travaillistes et le Meretz, voire l'une des listes arabes. La condition d'une résurrection ? ■

PIOTR SMOLAR
(JÉRUSALEM, CORRESPONDANT)



CHRONIQUE | PAR MARIE CHARREL

Inégalités: les leçons de la Rome antique

Les inégalités économiques et sociales sont un poison. Lorsqu'elles se creusent et ne sont pas traitées, elles font vaciller les régimes politiques. Et parfois elles mènent à leur chute. Telle est, en substance, l'une des conclusions offertes par les travaux d'Edward Watts, historien à l'université de Californie. Dans son dernier ouvrage, *Mortal Republic: How Rome Fell Into Tyranny* («république mortelle: comment Rome est tombée dans la tyrannie», Basic Books, non traduit), paru en novembre 2018, il raconte comment, après des siècles de succès et de prospérité, la puissante République romaine a sombré dans l'autocratie. «Elle est bien sûr très différente de l'Etat moderne, mais la distribution des pouvoirs et les procédures de décision politique de l'ancienne république romaine ont profondément influencé ses héritiers d'aujourd'hui», écrit-il, pensant en particulier aux Etats-Unis.

Son récit démarre trois siècles avant Jésus-Christ. A l'époque, la République romaine est solide. Elle repose sur trois piliers : les magistrats, le Sénat et les assemblées du peuple, qui mutuellement se contrôlent, tout en produisant consensus et compromis. Ce système permet à la République de s'élargir avec souplesse en intégrant de nouvelles populations. Elle résiste aux invasions. Pendant des décennies, elle génère une croissance économique suffisante, tout en assurant l'équilibre entre le peuple et une élite aristocratique soucieuse du bien-être collectif.

Peu à peu, pourtant, la mécanique se dérègle. Au fil des guerres et conquêtes, un cercle de nobles accumulent des richesses et se détournent de l'intérêt général. Ils pervertissent le système pour bloquer les réformes susceptibles de leur nuire. Une nouvelle classe d'hommes d'affaires prospère grâce au commerce et au crédit. Clientélisme et corruption se développent. A Rome, l'afflux d'esclaves étrangers

fait grimper le chômage et la pauvreté. Les inégalités économiques se creusent. En 133 av. J.-C., les frères Gracchus tentent d'imposer une réforme agraire pour redistribuer les terres aux pauvres. Ils sont assassinés.

La violence se banalise dans l'arène politique. La colère populaire gronde. Rome sombre dans le chaos et les guerres civiles, tandis qu'émergent des figures populistes. Après Jules César, Auguste met fin à la république et devient le premier empereur romain, en 27 av. J.-C. Il défend alors l'instauration de l'empire comme le retour à la liberté, explique M. Watts : Rome est enfin délivrée des mains de l'élite sénatoriale corrompue, incapable d'enrayer les conflits et l'explosion des inégalités. La plupart des Romains approuvent.

Un autocrate qui rassure

Dit autrement : lorsque, après une longue déliquescence, la République dysfonctionnelle a échoué à fournir la sécurité économique et physique à laquelle aspirait le peuple, celui-ci a préféré se tourner vers un autocrate à même de lui fournir la stabilité. «Le succès et l'échec de la république romaine montrent comment des républiques bâties sur le même modèle peuvent répondre à des stress particuliers», écrit l'historien. Ils révèlent également quels comportements politiques sont particulièrement destructeurs. » A savoir, ceux de dirigeants «brisant les normes» et tolérés trop longtemps par les citoyens, parce qu'ils ne font plus confiance aux institutions – ou parce qu'au fil des décennies ils se sont accoutumés à ces comportements.

Difficile, à la lecture de ces mots, de ne pas penser à Donald Trump. Il y a cinq ans encore, voir le président de la première puissance mondiale s'exprimer à coups de messages tonitruants et caricaturaux sur les réseaux sociaux était inimaginable. Assister à la propagation d'infox, de clichés misogynes et racistes par le supposé leader du monde libre dépassait la fiction. Mais aujourd'hui les Tweet outranciers du milliardaire ne choquent guère plus. Nous nous sommes habitués.

Bien sûr, Washington n'est pas Rome, et il faut se méfier des parallèles historiques. Les anachronismes ne sont jamais loin. Les conclusions hâtives non plus. Il n'empêche : cet ouvrage a au moins valeur d'avertissement. Et pas seulement pour les Etats-Unis. ■

EN 133 AV. J.-C., LES FRÈRES GRACCHUS TENTENT D'IMPOSER UNE RÉFORME AGRAIRE POUR REDISTRIBUER LES TERRES AUX PAUVRES. ILS SONT ASSASSINÉS

«GAME OF THRONES»: RETOUR AUX SOURCES



WINTER IS COMING. LES RACINES MÉDIÉVALES DE GAME OF THRONES de Carolyne Larrington Passés composés, 288 pages, 21 euros

LE LIVRE

L'hiver est enfin arrivé. Et, avec lui, le temps des adieux à un monde peuplé de chimères, de corbeaux, de gnomes, de reines, de seigneurs et de chevaliers. Un monde menacé par les Marcheurs blancs et leurs cohortes de zombies, mais aussi par les guerres sanglantes et fratricides auxquelles se livrent les seigneurs des Sept Royaumes pour la conquête du Trône de fer.

A ce simple énoncé, les fans de *Game of Thrones* (GOT) auront reconnu la cultissime série de David Benioff et Daniel Brett Weiss, adaptée des romans de George R. R. Martin (*Le Trône de fer*), dont la huitième et dernière saison a débuté le 14 avril, simultanément aux Etats-Unis sur HBO et en France sur OCS. Cultissime, oui, car jusqu'au bout cette œuvre, par la richesse de son univers et la diversité des thématiques, a nourri une abondante littérature. Sur l'édifice livresque, où se côtoient analyses philosophiques, essais de (géo)politique, étude du droit, vient désormais s'ajouter

l'essai de la médiéviste Carolyne Larrington. Captivant sur le fond autant que par la forme, *Winter Is Coming* s'apparente à une sorte de retour aux sources historico-littéraires de la saga.

Population, us et coutumes

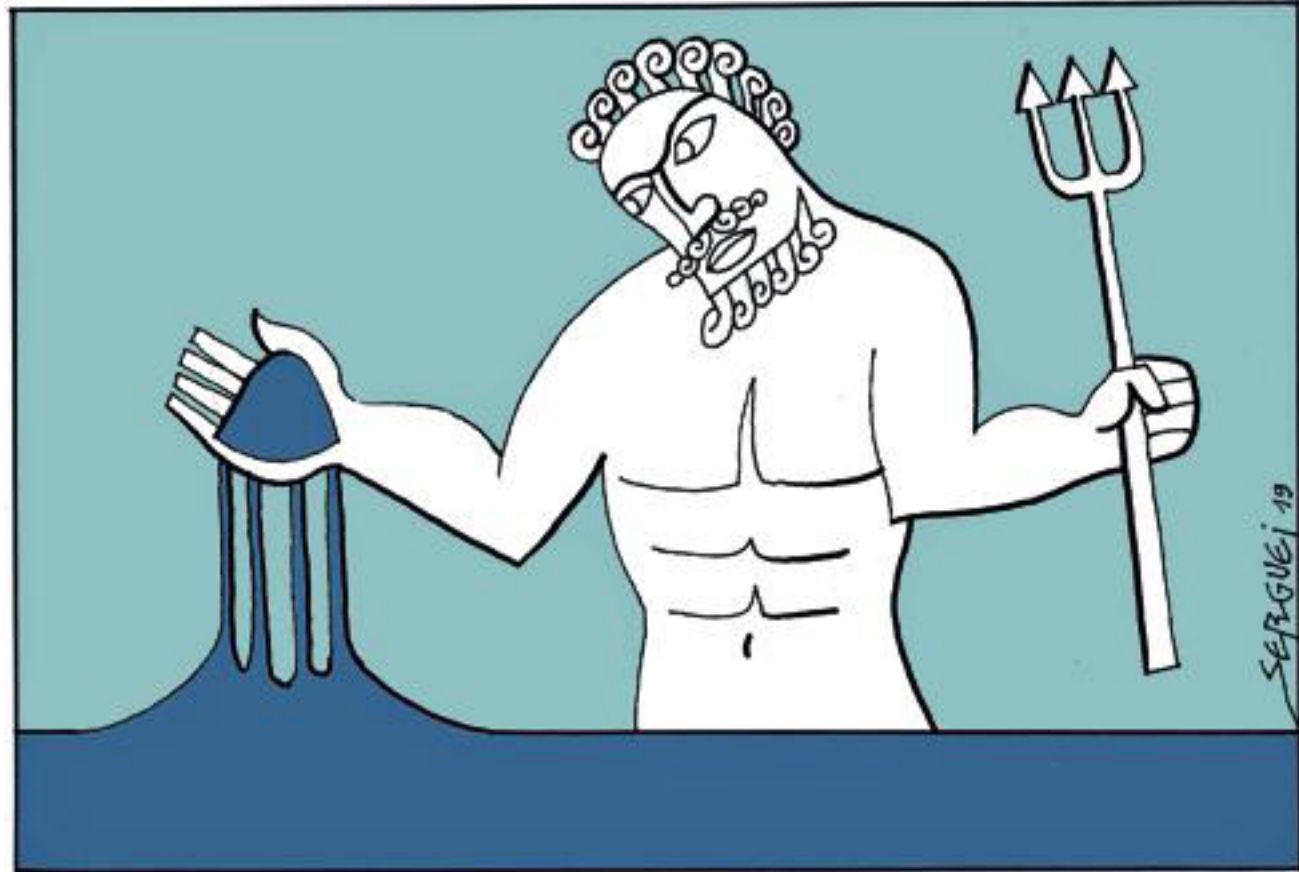
Embrassant d'une même geste les quatre livres de George R. R. Martin et les cinq premières saisons de la série – que l'on conseillera au préalable d'avoir lus et/ou vues –, cette spécialiste des contes et légendes arthuriens et des sagas nordiques analyse dans les moindres détails l'univers de GOT. Populations, us et coutumes, normes et structures sociales, religions, vision du monde... tout ici est passé au tamis de l'histoire et de la culture médiévale. Rien d'aride cependant dans cette étude comparée, bien au contraire. Tel Jean de Mandeville (vers 1300-1372) qui composa au XIV^e siècle un récit de voyage en Orient sans bouger de sa bibliothèque, l'auteure propose en quelque sorte son « Livre des merveilles du monde de *Game of Thrones* ».

Au fil de son périple, qui nous conduit des étendues glacées au nord, fief des Stark, à la ville d'Asshai à l'est, de Port-Réal, capitale des Sept Royaumes tenue d'une poigne de fer par les Lannister, à l'Etat marchand de Braavos, aux faux airs vénitiens, Carolyne Larrington avance par jeu de confrontations et de rapprochements suggérant une cosmogonie plurielle, à l'image de ce Moyen Age dans lequel nous plonge la saga. Ainsi qu'elle le résume : «*Cet univers s'appuie en premier lieu sur l'histoire de l'Europe médiévale – la guerre civile qui ensanglante l'Angleterre au XV^e siècle, connue sous le nom de guerre des Deux-Roses –, mais il reprend aussi des éléments de cultures guerrières plus anciennes – celles des Celtes, des Anglo-Saxons et des Vikings –, et de l'histoire des Mongols.*»

Escortée du poète Geoffrey Chaucer (1340-1400) ou de figures légendaires (Beowulf), la médiéviste offre une relecture riche et éclairante de GOT. Mieux, un heureux prolongement à l'heure où l'hiver s'apprête à tout recouvrir. ■

CHRISTINE ROUSSEAU

Neptune et les plastiques | PAR SERGUEÏ



Mirjana Markovic

Epouse et conseillère de Slobodan Milosevic



Slobo» et «Mira» signifient, en serbe, «liberté» et «paix». Le couple qui a dirigé la Serbie de 1989 à 2000, Slobodan Milosevic et Mirjana Markovic, n'aurait pas pu avoir de prénoms plus mal choisis. Mirjana «Mira» Markovic est décédée à Sothchi, le 14 avril, à l'âge de 76 ans. Elle avait fui la Serbie pour Moscou en 2003, deux ans après que son mari eut été transféré par Belgrade au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) afin d'y être jugé pour « crimes contre l'humanité ». Il est décédé d'une crise cardiaque dans sa cellule en 2006, peu avant le verdict. Menacée par diverses procédures judiciaires en Serbie, elle est pour sa part restée en Russie.

Il y a deux façons de raconter la vie de Mira Markovic. Il y a la biographie factuelle, la naissance, le mariage, l'ascension politique et la chute de son époux. Et il y a l'irrationnel, que seul peut-être un poète serbe génial et lui-même un peu perché pourrait évoquer avec justesse. Car de l'avis général, y compris de proches des Milosevic, l'esprit de la dame à la marguerite en plastique plantée dans les cheveux avait depuis longtemps quitté les rives du sens commun.

Crée la Gauche yougoslave
Mirjana Markovic est née le 10 juillet 1942 à Pozarevac, en Serbie occupée par les Allemands. De même que l'enfance de «Slobo» a été marquée par les suicides d'un oncle dont il était proche puis de ses deux parents – son père s'est tiré une balle de fusil dans la tête, sa mère s'est pendue –, celle de «Mira» a été forgée par un drame. Ses parents étaient communistes et résistants. Sa mère, Vera Miletic, «Mira» de son nom de guerre, a été arrêtée en 1943 par la Gestapo et aurait parlé sous la torture. Officiellement fusillée par l'occupant, elle aurait en fait été exécutée sur ordre de son propre père, résistant communiste lui aussi, pour trahison.

La vie de la jeune Mirjana Markovic prend un nouvel élan un jour de 1958 à l'école de Pozarevac, lorsqu'elle rencontre Slobodan Milosevic. Les deux adolescents deviennent inséparables. Ils se donnent la main dans la cour de récréation. Ils marchent ensemble dans la rue. Ils ont peu d'amis. Ils sont fusionnels. Ils se marient en 1965. Ils auront deux enfants, Marko et Marija.

Une fois diplômé, lui en droit et elle en sociologie, le jeune couple s'engage dans la vie politique au sein de la Ligue des communistes

10 JUILLET 1942 Naissance à Pozarevac (Serbie)
1965 Se marie avec Slobodan Milosevic
1989-2000 Milosevic dirige la Serbie
2003 S'exile en Russie
2006 Mort de Slobodan Milosevic
14 AVRIL 2019 Mort à Sothchi (Russie)

de Yougoslavie. Milosevic, encouragé par sa fidèle Mirjana, devient chef du Comité central de la Ligue des communistes de Serbie en 1986, puis président de Serbie en 1989. Le couple qui va régner onze ans sur la Serbie veut alors couvrir le spectre politique d'un pays chamboulé par le chaos des idéologies. Tandis que «Slobo» embrasse le nationalisme serbe et déclenche des guerres avec les autres ex-républiques yougoslaves, «Mira» crée la Gauche yougoslave (JUL), un parti néocommuniste qui permet au pouvoir de conserver le soutien de l'extrême gauche. Milosevic s'allie aussi à l'extrême droite et aux paramilitaires. La Serbie est verrouillée.

Le rôle de Mirjana Markovic dans ce règne est mal documenté, tant il se déroule dans l'intimité du couple et dans les affaires les plus secrètes du régime. On sait simplement qu'elle est la principale conseillère de son mari. Il semble qu'elle s'intéresse davantage à la vie interne de la Serbie qu'aux guerres en Bosnie et au Kosovo. On lui prête d'avoir commandité des assassinats d'opposants, notamment celui du journaliste Slavko Curuvija, et de multiples affaires de détournements de fonds.

Après sa chute, lorsqu'il est arrêté chez lui en 2001, «Slobo» pose comme condition à sa reddition que «Mira» ait un droit de visite quotidien en prison. Entre La Haye et Sothchi, les amoureux de Pozarevac sont morts loin l'un de l'autre et loin de la Serbie. Ce n'est pas le destin que ces inséparables s'étaient imaginé.

On ignore tout de la vie de Mirjana en Russie, à part que son fils Marko l'y avait suivie. Sa fille en revanche avait rompu avec sa mère après l'arrestation de «Slobo» et vit au Monténégro. Le jour où la police s'était présentée chez eux, Marija, que l'entourage décrivait comme aussi fragile psychologiquement que sa mère, avait hurlé: «Papa, ne te rends pas! Tue-nous, maman et moi, et suicide-toi!» Rien, dans la fin de la famille Milosevic, ne s'est passé comme prévu. ■

RÉMY OURDAN

Le Monde Le Carnet
Vos grands événements
Naissances, baptêmes, fiançailles, mariages, anniversaires de naissance
Avis de décès, remerciements, messes, condoléances, hommages, anniversaires de décès, souvenirs
Colloques, conférences, séminaires, tables-rondes, portes-ouvertes, forums, journées d'études
Soutenances de mémoire, thèses, HDR.
Expositions, vernissages, signatures, lectures, communications diverses
Pour toute information Carnet : ☎ 01 57 28 28 28 ✉ 01 57 28 21 36 ✉ carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès
M ^{me} Elise Bonin et M. Alban Terrien, M ^{me} Alice Dessaix, M ^{me} Brigitte Bonin,
ont la douleur de faire part du décès de leur père, beau-père et mari,
M. Jean-Pierre BONIN , ancien magistrat à la Cour des comptes,

survenu le 10 avril 2019, dans sa soixante-treizième année.

Un recueillement aura lieu le mercredi 17 avril, à 14 h 30, à la maison médicale Jeanne Garnier, Paris 15^e, suivi de l'inhumation, à 16 h 30, au cimetière de Fleury-en Bière, dans l'intimité.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une douce pensée pour lui.

La famille remercie tous ceux qui s'associent à sa peine.

Antoinette Bouillon, son épouse, Christine et Vincent Van Reeth, Jean-Jacques et Monique Bouillon, ses enfants, Cédric, Céline, Julie, Marion, Carole et Marie, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques BOUILLON, professeur agrégé d'histoire en classes préparatoires à l'Ecole des Chartes au lycée Henri IV, maître de conférences à Sciences Po,

survenu le 15 avril 2019, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 18 avril, à 15 heures, au cimetière du Lonzac (Corrèze).

Raphaèle Büchsenschtütz, son épouse, Ethel et Ysé, ses filles,

Isabel et Yves Büchsenschtütz, ses parents, M^{me} Françoise Branson, sa grand-mère, Philiberte et François Der Garabédian, ses beaux-parents, Sabine et Ludovic Houplain, Benoît Büchsenschtütz et Céline Georjon, David et Marion Büchsenschtütz, Laurence et Benjamin Batard, Jean et Christelle Der Garabédian ainsi que leurs enfants, Toute sa famille Et ses amis,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Matthieu BÜCHSENSCHÜTZ,
survenu dans sa quarante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 17 avril 2019, à 10 h 30, en l'église réformée de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), 18, boulevard d'Inkermann.

Pas de fleurs, mais un don si vous le souhaitez pour la recherche sur les tumeurs cérébrales.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Joëlle Coquillaud et Claude, ses filles, Paul-Tugdual Cabioc'h, Ugo Cabioc'h, Madeline et Sylouan, ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Paulette COQUILLAUD, née DALET,

survenu le 13 avril 2019, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Femme exceptionnelle attachée à son « Monde » jusqu'au bout...

La crémation aura lieu ce mardi 16 avril, à 17 heures, au crématorium de Saint-Pierre, à Marseille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Sa famille

a la tristesse de faire part du retour à Dieu, le dimanche 14 avril 2019, dans sa centième année, de

Françoise de MENTHON, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre de Bernardo O'Higgins.

Elle rejoint dans la Paix,

Jean FAUCHIER DELAVIGNE, mort pour la France en 1940,

Pierre de MENTHON, ministre plénipotentiaire, ancien ambassadeur († 1980).

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 17 avril, à 15 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris 7^e.

20, rue de Grenelle, 75007 Paris.

Benoît, Gautier et Quentin Dreyfus,

ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard DREYFUS, professeur au CNAM, adjoint du Défenseur des Droits, ancien directeur de la DATAR,

survenu le 8 avril 2019, des suites d'une trop longue maladie.

La cérémonie se déroulera le mercredi 17 avril, à 15 h 30, en l'église de la Rédemption, 16, rue Chauchat, Paris 9^e.

Ni fleurs ni couronnes, vos dons sont à adresser à l'Institut Gustave Roussy ou bien à l'Hôpital d'Instruction des Armées Percy.

Une collation alsacienne sera proposée en sa mémoire à la brasserie chez Jenny, 39, boulevard du Temple, Paris 3^e, à l'issue de la cérémonie.

Jacqueline Dupuis, née Martin-Sané, sa femme, Charlotte Dupuis, Pauline et Olivier Dobelle, Pierre-André et Christelle Dupuis, ses enfants, Héloïse, Laetitia, Émile, Léopold, Hortense, Éloi, Adèle et Hippolyte, ses petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer la disparition de

André-Yves DUPUIS, architecte DPLG,

survenue aux Godeaux, entourée de ses proches.

Les obsèques auront lieu au crématorium d'Auxerre, le jeudi 18 avril 2019, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Sa famille, Ses amis,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Michel GUYON,
survenu le 10 avril 2019, à Paris, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 17 avril, à 15 h 30, en la salle de la Coupole, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Pas de fleurs, mais vos dons sur une cagnotte seront reversés à France Parkinson : https://www.leetchi.com/c/france-parkinson-pour-michel-guyon

« Si la charité vient à manquer, à quoi sert tout le reste. » Saint Augustin.

« Continuez à rire de ce qui nous faisait rire. Je ne suis pas loin. Juste de l'autre côté du chemin. » Charles Péguy.

michelguyon11@yahoo.fr

M. Jean Lefèvre, son époux, M^{me} Anne Ferreira Lefèvre, M. Paul Lefèvre, ses enfants, Adrien, Anaïs, Ewan, Alice, Robin, ses petits-enfants, Et toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Margaret LEFÈVRE, née BUCHANAN,

survenu à Paris, le 11 avril 2019, à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie aura lieu le vendredi 19 avril, à 15 h 30, en la salle de la Coupole, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Ni fleurs ni couronnes, les personnes souhaitant exprimer leur sympathie peuvent faire un don au Service d'Oncologie de l'Hôpital de la Pitié Salpêtrière https://pitieisalpetriere.iraizer.eu/b/mon-don

Philippe et Marie-Hélène, son fils et sa belle-fille, Catherine, sa fille, Benjamin, Caroline, Élise, Julie, Nicolas et Quentin, ses petits-enfants,

ont le très grand chagrin de faire part du décès de

Jacques NASCIET, ancien résistant et maquisard dit « Corsaire », chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 11 avril 2019, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Les funérailles ont été célébrées ce lundi 15 avril, à 14 h 30, en l'église de Villefranche-sur-Cher.

Le président Et les administrateurs des AAA-APHP,

ont la tristesse de faire part du décès de leur ami et vice-président, le

professeur Georges OFFENSTADT,

survenu le 9 avril 2019, à l'âge de soixante-quinze ans.

Association des Alumni et Amis de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AAA-APHP) Bureau AAA, FSM 316, Siège de l'AP-HP, 3, avenue Victoria, 75184 Paris Cedex 04.

Claire, sa fille, Marie-Christine, Danielle, Yvan, Thérèse, Jean-Pierre, ses sœurs, frère, belle-sœur, beau-frère, Frédérique, Anne, Rémi, Nicole, Philippe, ses nièces et neveux et leurs enfants,

ont la tristesse d'annoncer la disparition de

Gilette OZILOU DIDIER, ancienne responsable du service Orientation-Carières de l'ESSEC.

La cérémonie a lieu ce mardi 16 avril 2019, à 15 heures, au cimetière parisien de Pantin, 164, avenue Jean-Jaurès.

Nicole Battefort Perrin, sa mère, Eviana Hartman, sa compagne, Clarisse Perrin, sa fille, Anne Perrin, sa sœur, Lucie et Paul Alexandre, ses neveux,

ont la très grande tristesse de faire part du décès de

François Eloï PERRIN, né le 23 octobre 1968, architecte, chevalier dans l'ordre des Arts et des Lettres,

survenu le 1^{er} avril 2019, à Oxnard (Californie).

Une messe en sa mémoire a été célébrée ce mardi 16 avril, à 10 heures, en l'église Saint-Germain de Charonne, 4, place Saint Blaise, Paris 20^e.

37, rue de l'Abbé Groult, 75015 Paris.

Anne, Alexis, Max, Viviane, Danielle, Georges, Annette, Charles, leurs enfants et petits-enfants Et Michel,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Nicole POSSOMPÈS, née BENSOUSSAN,

survenu à Paris, le 13 avril 2019, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques auront lieu le 17 avril, au cimetière parisien de Pantin, à 10 h 30, (entrée principale, avenue Jean Jaurès).

anne.possompes@gmail.com

M^{me} Michèle Bensahel, sa fille, M. Jean-Jacques Bensahel, M^{me} Sophie Bensahel-Ben Kiran, M^{me} Stéphanie Bensahel-Maumy, ses petits-enfants ainsi que leurs époux, Benjamin, Margaux, Martin, Cécile, Aurélien et Emil, ses arrière-petits-enfants, M. Georges Seban, son frère ainsi que son épouse, M. Paul Seban, son frère ainsi que son épouse,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Yolande SEBAN TOBELEM,

survenu le 6 avril 2019, à l'âge de cent ans.

Les funérailles auront lieu le jeudi 18 avril, à 10 heures, au cimetière parisien de Pantin, 164, avenue Jean-Jaurès.

Alain Laurenceau, son mari, Pierre et André Solomiac, ses frères, Sa famille, Ses amies,

ont l'immense tristesse d'annoncer la disparition de

Jacqueline SOLOMIAC, conservateur en chef honoraire, comédienne,


survenue le 11 mars 2019.

La cérémonie aura lieu le mercredi 17 avril, à 14 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Communications diverses

Le Consistoire souhaite de bonnes fêtes de Pessah 5779 à toute la Communauté.

Les informations et la liste des produits cacher pour Pessah sont sur www.consistoire.org ou sur l'application Consistoire (Iphone ou Android).



SOS AMITIE
Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié écoutent par téléphone et par internet ceux qui souffrent de solitude, mal-être et pensées suicidaires.

Nous ne répondons qu'à 1 appel sur 3 et recherchons des écoutants bénévoles. L'écoute peut sauver des vies et enrichir la vôtre. Horaires flexibles, formation assurée.

En IdF RDV sur www.sosamitielifd.asso.fr
En région RDV sur www.sos-amitie.comw

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directeur de la rédaction Luc Bronner
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions Françoise Tovo
Direction adjointe de la rédaction Philippe Broussard, Alexis Delcambre, Benoît Hopquin, Franck Johannes, Marie-Pierre Lannelongue, Caroline Monnot, Cécile Prieur
Direction éditoriale Gérard Courtouis, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédaction en chef numérique Hélène Bekmezian, Emmanuelle Chevallereau
Rédaction en chef quotidien Michel Guerrin, Christian Massol
Directeur délégué au développement du groupe Gilles van Kote
Directeur du numérique Julien Laroche-Joubert
Rédacteur en chef chargé des diversifications éditoriales Emmanuel Davidenko
Chef d'édition Sabine Ledoux
Directrice du design Méline Zerbib
Direction artistique du quotidien Sylvain Peirani
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Delphine Papin
Médiateur Franck Nouchi
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Jean-Louis Beffa, président, Sébastien Carganico, vice-président



FRANCE | CHRONIQUE
PAR FRANÇOISE FRESSOZ

Un président ne peut pas tout

Étrange démocratie où tout semble reposer sur le bon vouloir d'un homme, le président de la République, et où le sort s'ingénie à démontrer le contraire. Les flammes qui ont ravagé Notre-Dame de Paris, lundi 15 avril au soir, ont déjoué le plan de communication d'Emmanuel Macron qui avait prévu d'engager son va-tout, à 20 heures, lors d'une intervention télévisée devant les Français.

Tout, à l'Élysée, avait été organisé pour faire monter le désir autour d'annonces fortes, supposées solder la crise des « gilets jaunes » et relancer le quinquennat. Au lieu de quoi, le pays s'est trouvé plongé dans la sidération et l'affliction en voyant partir en fumée une partie de son trésor national. Et, comme si le drame ne suffisait pas, tomba ce Tweet douteux du président américain, Donald Trump : « *Terrible de regarder les images de l'impressionnant incendie de Notre-Dame de Paris. Peut-être devrait-on utiliser des avions bombardiers d'eau pour éteindre le feu. Il faut agir vite!* » Comme si les pouvoirs publics français lambinaient !

Le chef de l'Etat aura tout loisir de se rattraper dans les heures à venir mais la dramaturgie qu'il avait imaginée pour sortir du trou d'air à d'ores et déjà changé : même s'il s'est nourri pendant trois mois des attentes de son peuple, même s'il s'est enrichi d'une dizaine de débats au cours desquels il a démontré sa parfaite connaissance des dossiers et sa capacité de résistance à l'adversité, Emmanuel Macron ne peut pas incarner le roi thaumaturge, capable de faire des miracles.

Il est le président de la République qui tente de guider ses concitoyens sur un terrain accidenté. Cela requiert de l'humilité et de l'émotion lorsque les drames se nouent. Exit l'homme providentiel, place au président compassionnel qui, dans la nuit de lundi à mardi, a su montrer qu'il avait un cœur en masquant à peine ses larmes devant la cathédrale à demi détruite.

Mauvais signes

L'annonce d'une souscription nationale et internationale pour reconstruire « *tous ensemble* » le monument va également à l'encontre de l'image de très grande solitude que renvoyait ces jours-ci le Château : un président claquemuré, dix-sept collaborateurs en partance, avant même le mitan du quinquennat, essorés par la tâche ou déçus de n'avoir pas su mieux répondre aux attentes du chef. Mauvais signes.

Que s'obstine à prouver Emmanuel Macron ? Qu'il assume le leadership, tout le leadership, comme Nicolas Sarkozy avant lui. Ces deux présidents ont la particularité d'être des conquérants : ils ne se sont reconnus dans aucun mentor, ont accédé à l'Élysée avec l'aide d'une toute petite troupe de hussards et se sont fait élire pour changer le pays. Cela leur donne forcément la foi mais ne les met pas à l'abri de grosses chutes. Pour repartir de l'avant, ils ont besoin de relais, mais où les trouver ?

**L'URGENCE POUR
EMMANUEL MACRON
EST DE CONJURER
L'IMPUISSANCE
PUBLIQUE.
MAIS LE DOUTE
EST IMMENSE**

EXIT L'HOMME PROVIDENTIEL, PLACE AU PRÉSIDENT COMPASSIONNEL

Le grand débat national n'a pas fondamentalement changé la donne. Il a au contraire dévoilé l'étendue du champ de ruines qu'est devenue la politique. Hormis les maires, relativement épargnés parce qu'ils incarnent la proximité, les représentants du peuple sont tous déconsidérés, quelle que soit leur étiquette politique. Les Français ne les voient plus comme des relais efficaces mais comme des privilégiés fonctionnant en vase clos. Sus aux élus ! Sus aux hauts fonctionnaires ! Le moment que vit le pays est profondément populiste, renforçant le face-à-face périlleux entre un homme et son peuple.

On a souvent incriminé l'évolution de la V^e République dans cette dérive, pointé du doigt le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral qui ont fait que désormais tout découle d'un seul homme, reléguant le premier ministre au rang d'exécutant et le Parlement à celui de chambre d'enregistrement. On a en revanche moins souligné les raisons qui ont conduit au discrédit des élus, qu'ils soient ou non parlementaires. Là encore les résultats du grand débat national sont éloquentes : les participants ont réclamé d'être entendus et compris pour que leurs problèmes quotidiens soient résolus. Autrement dit, ils ont demandé à la puissance publique d'être à la fois transparente et efficace, deux attributs qu'elle a largement perdus ces dernières décennies.

L'historien et philosophe Marcel Gauchet résume parfaitement le sujet lorsqu'il souligne que, depuis trente ans, « *le pouvoir s'est dilué dans une décentralisation mal conduite, des privatisations qui ont privé l'Etat de compétences essentielles pour maîtriser l'appareil administratif, et dans la prolifération d'autorités administratives indépendantes* ». Au bout du compte, le système est devenu si complexe que « *seuls les initiés le comprennent* » et, lorsque les Français ont des comptes à demander, « *c'est au président de la République qu'ils s'adressent* », parce qu'il est le seul qui soit réellement identifié.

Si l'analyse est juste, l'urgence pour Emmanuel Macron est de conjurer l'impuissance publique. Le président l'a d'ailleurs promis pendant son tour de France, en assurant qu'il allait bousculer les administrations, mettre la pression sur ses ministres, redéployer les fonctionnaires sur le terrain, encourager l'accès aux services publics, etc. Mais nombre de ses prédécesseurs s'y sont engagés avant lui sans obtenir de résultats probants. Le doute est immense.

L'autre direction envisagée est de se décharger d'une partie du fardeau sur les collectivités territoriales, très demandeuses d'une nouvelle étape de décentralisation, mais, outre que l'opération ne simplifiera en rien « le mille-feuille », sa réussite reste suspendue à la qualité des relations entre le président de la République et les élus. Or qui, parmi eux, a vraiment envie d'aider Emmanuel Macron, l'homme qui, en 2017, les a tous bousculés en osant se faire élire sur le dos du vieux monde ? ■

LA FRANCE TOUCHÉE AU CŒUR

ÉDITORIAL M

Tel un vaisseau de pierre majestueux enserré par les deux bras de la Seine, Notre-Dame semblait, depuis toujours, entretenir un dialogue singulier avec l'histoire des hommes et l'éternité des dieux. Les flammes terribles, voraces, longtemps insatiables qui ont ravagé la cathédrale de Paris, lundi 15 avril, n'auront pas mis un terme à ce dialogue. Mais elles y auront ajouté la sidération de la catastrophe, le drame des Parisiens, le deuil de la France touchée au cœur et cette immense onde de tristesse qui a parcouru la planète à la vue du désastre en direct par ces millions de voyageurs qui la visitaient chaque année.

Tout se mêlait dans l'émotion de tous et les sanglots étouffés de beaucoup. Pour les chrétiens, d'abord, en ce début de semaine

sainte, en cette veille de Pâques, Notre-Dame était depuis plus de huit siècles – depuis quinze siècles même dans sa forme mérovingienne antérieure – un des hauts lieux d'une foi qui a façonné l'Europe à travers les âges. Contrairement à bien d'autres, si elle n'avait pas toujours résisté à l'usure du temps, la cathédrale avait échappé aux flammes qui en avaient détruit bien d'autres. Sa charpente médiévale, cette « forêt » mystérieuse, est aujourd'hui en cendres.

Pour les Parisiens, trônant au cœur de l'île de la Cité où Lutèce était née, sa longue et haute nef, ses deux tours massives et cette flèche (rajoutée au XIX^e siècle par Viollet-le-Duc) qui s'est effondrée, hier, dans une gerbe de feu, dessinaient immanquablement la silhouette de la ville, comme son pôle magnétique. Pour tous les amoureux d'art et de civilisation, elle était ce joyau gothique somptueux, miracle d'architecture et musée inestimable qu'il faudra des années, des décennies sans doute pour réparer et restaurer.

La géographie, l'histoire, la littérature en ont fait l'épicentre du pays. Sur son parvis se situe le « point zéro » à partir duquel est calculée la distance à la capitale du moindre bourg de France. Sa nef a accueilli quelques-uns des plus riches chapitres du roman national. Les rois étaient sacrés à Reims et inhumés à Saint-Denis, mais pen-

dant des siècles la monarchie est venue s'agenouiller à Notre-Dame, y célébrer mariages et Te Deum de victoires. Une décennie après la Révolution qui ne l'épargna pas complètement, Napoléon s'y fit couronner empereur en 1804.

La République, elle-même, en a fait bien souvent le lieu de ses triomphes et de ses peines. C'est le bourdon de Notre-Dame qui sonna le premier la victoire, le 11 novembre 1918. C'est dans cette cathédrale, prise sous les tirs des desperados de la Collaboration, que le général de Gaulle vint célébrer la libération de la capitale le 26 août 1944. Là encore que se rassemblèrent tous les grands de la planète en 1970, 1974 et 1996 pour saluer, lors de messes solennelles, la mort de trois présidents de la République, de Gaulle, Pompidou et Mitterrand.

« *Sur la face de cette vieille reine de nos cathédrales, à côté d'une ride, on trouve toujours une cicatrice* », avait écrit Victor Hugo, chantre de Notre-Dame de Paris. La cicatrice, cette fois-ci, sera ineffaçable. « *Nous rebâtirons cette cathédrale* », a assuré Emmanuel Macron au soir de la catastrophe. Mais aussi fort soit-il, cet engagement ne pourra effacer avant longtemps les images terribles de cet immense brasier qui n'aura épargné de Notre-Dame que son squelette de pierre et la mémoire d'une poignante soirée de deuil, national et planétaire. ■

La science du bien-être

NOUVELLE
FORMULE

Le Monde

Sens & santé

LA SCIENCE DU BIEN-ÊTRE # 11 - PRINTEMPS 2019

CAHIER NEUROSCIENCES

**DANS LE CERVEAU
DES COUPLES AMOUREUX**

AVEC NOTRE PROGRAMME
GREATER GOOD SCIENCE
DE L'UNIVERSITÉ
BERKELEY EN CALIFORNIE

ART CULINAIRE

ANNE-SOPHIE PIC
LES ÉMOTIONS
D'UNE CHEFFE ÉTOILÉE

Et maintenant,
on mange
quoi ?

BON POUR MON CORPS
ET POUR LA PLANÈTE

MOINS DE VIANDE
ET PLUS DE VITALITÉ

MOINS DE SUCRES
ET PLUS DE PLAISIR

+ 50 ASTUCES
ET RECETTES

Hélène De Vestele
« Zéro déchet, c'est possible et je l'ai fait »

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



L'alcool et les jeunes Cocktail à risques

Série « Si l'on nous voyait ». Bretagne, 2015. MARTIN BERTRAND/HANS LUCAS

SANDRINE CABUT ET PASCALE SANTI

Les « bitures express » se banalisent chez les jeunes, qui n'ont pas toujours conscience de mettre ainsi en jeu leur santé physique et mentale. Face à l'offensive des alcooliers pour séduire les générations Y et Z, la prévention est un enjeu essentiel, soulignent les addictologues

J'ai arrêté mes études car il n'était plus possible d'emmagasiner des connaissances alors que mon cerveau baignait dans l'alcool», analyse Dany. C'était il y a quatre ans, et elle venait d'intégrer une école de commerce. Désormais abstinente depuis cinq mois pour l'alcool, deux pour le cannabis, cette jeune femme de 23 ans témoigne pour en aider d'autres. « L'alcool est trop accessible pour les jeunes, il faut tomber dedans et s'en sortir pour prendre conscience des pièges », résume-t-elle.

A l'adolescence, dans les soirées entre amis, Dany était toujours celle qui buvait plus, et plus vite que les autres. Mais c'est après une opération du genou qu'elle va « plonger ». Immobilisée au domicile parental, un peu isolée, avec des douleurs contre lesquelles les médecins ne l'avaient pas mises en garde, elle passe de l'alcool festif à l'alcool médicament. La journée, elle « tient » avec

du cannabis. La nuit, elle se relève pour boire. Progressivement, sa consommation quotidienne atteint des niveaux impressionnants (4 litres de bière, plus de la vodka, et des dizaines de joints), elle ne s'alimente presque plus. « Mon père ne dormait pas pour me ramasser par terre, moi j'étais dans le déni », raconte Dany.

Un jour, invitée à un mariage, elle décide de rester sobre vingt-quatre heures pour mieux profiter de la fête. Elle fait une crise d'épilepsie, une complication connue en début de sevrage, mais rare à son âge. « Ça a été un signal, j'ai réalisé que je ne m'en sortirai pas sans hospitalisation », poursuit-elle. A son arrivée dans le service d'addictologie de l'hôpital Paul-Brousse (AP-HP, Villejuif), il y a un an, son état physique est préoccupant, avec des déficits en vitamines, un foie stéatosique (gras) à l'échographie, des tests cognitifs (mémoire...) perturbés. « Les grosses consommations, ça rend con. Il faut environ un an pour que le cerveau refonctionne normalement, ce qui me donne un objectif »,

sourit Dany, qui dit commencer à retrouver « une vie normale ». Un cas sévère, mais pas exceptionnel dans un centre de référence comme celui de Paul-Brousse. « Ces dernières années, je vois de plus en plus de jeunes polyconsommateurs, avec d'importantes consommations d'alcool, souligne Geneviève Lafaye, responsable de l'unité d'addictologie adolescents et jeunes adultes. On découvre toute une variété de profils, comme ces jeunes filles qui ont des troubles du comportement alimentaire associés aux problèmes d'alcool. »

Equivalent du binge drinking des Anglo-Saxons, les alcoolisations ponctuelles importantes (ou API), définies par au moins 5 verres en une occasion, sont devenues complètement banales à l'adolescence. A 17 ans, près d'un garçon sur deux en déclare au moins une dans le mois (38 % pour les filles), selon l'enquête Escapad 2017, publiée dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) du 19 février.

➔ LIRE LA SUITE PAGES 4-5

Un NenuFAR pour la radioastronomie

A Nançay, dans le Cher, un radiotélescope doté de près de 2000 antennes est en train de voir le jour. L'objectif ? Ouvrir une fenêtre d'observation du ciel pour détecter de nouvelles exoplanètes ou scruter l'« aube cosmique »

PAGE 2



La kétamine, remède de cheval contre la dépression

Une nouvelle étude décrit les effets sur les neurones de cette molécule utilisée en anesthésie vétérinaire, qui peut aussi agir rapidement chez des patients gravement dépressifs

PAGE 3



Portrait Chercheuse et élue, vocation double

Sabine Girard, experte en gestion de l'eau, est aussi depuis 2014 élue municipale à Saillans, une commune de la Drôme qui est un laboratoire de démocratie participative

PAGE 8

NenuFAR, un radiotélescope dernière génération

ASTRONOMIE - Le nouvel instrument de la station de radioastronomie de Nançay, dans le Cher, ouvre une fenêtre d’observation du ciel

NANÇAY (CHER) - envoyée spéciale

Dans un coin perdu de la forêt solonote, une vaste clairière accueille une étrange installation. Imaginez, agencés sur 400 mètres de diamètre, plus de 1 000 objets métalliques ressemblant à des parapluies dénués de toile dressés vers le ciel. Des objets terrestres non identifiés ? Pas du tout. Ce réseau d’antennes hypersensibles aux signaux radio, appelé NenuFAR, est le nouvel instrument de la station de radioastronomie de Nançay (Observatoire de Paris - CNRS - PSL - université d’Orléans), dans le Cher. « *A son achèvement, ce sera le radiotélescope basses fréquences le plus sensible au monde sur sa fenêtre d’observation, située entre 10 et 85 MHz* », présente le directeur de la station, Stéphane Corbel.

A en croire les futurs utilisateurs de NenuFAR (pour New Extension in Nançay Upgrading LoFAR), son achèvement, attendu pour 2020, laisserait présager de belles découvertes. Fin mars, ils se réunissaient pour la première fois à Nançay. L’objectif des 25 scientifiques participants ? Mettre en place des programmes d’observation, qui consisteront, entre autres, à détecter des exoplanètes : « *En observer dans le domaine radio nous permettrait de connaître leur champ magnétique, une information qui aiderait les planétologues à mieux cerner leurs origines et leurs évolutions* », indique Jean-Mathias Griessmeier, astronome adjoint au Laboratoire de physique et de chimie de l’environnement et de l’espace à Orléans.

Emissions radio des exoplanètes

Le Graal ? « *Ce serait de détecter des signaux venant de la fin de l’aube cosmique, au moment où les premières étoiles se sont formées, quand l’Univers n’avait que 180 millions d’années. Ou de découvrir les émissions radio des exoplanètes, de certaines étoiles...* », espère l’astronome Philippe Zarka, responsable scientifique du projet NenuFAR. Le compte à rebours est lancé : l’exploitation scientifique de l’instrument démarrera le 1^{er} juillet en ro-dage, puis en utilisation standard à partir de 2022.

« *Nous vivons un nouvel âge d’or de la radioastronomie* », s’enthousiasment Philippe Zarka et Stéphane Corbel. Après un premier essor à l’issue de la seconde guerre mondiale, l’observation du ciel dans le domaine des ondes radio, lumineuses mais invisibles, avait souffert des perturbations humaines et de limitations techniques, plus particulièrement dans les basses fréquences. Or ces dernières permettent de traquer, entre autres, les



NenuFAR, réseau d’antennes hypersensibles aux signaux radio de la station de radioastronomie de Nançay, dans le Cher. STATION DE RADIOASTRONOMIE/OBSERVATOIRE DE PARIS/CNRS

signaux émis par l’hydrogène lors de l’aube cosmique, il y a plus de 13 milliards d’années. En cause : l’ionosphère, couche supérieure de l’atmosphère, qui brouille les ondes radio, et la pollution électromagnétique (radar, bande FM, moteurs...). Sur les 150 hectares du site de Nançay, il n’y a ni Wi-Fi ni réseau mobile, peu d’industries alentour et des arbres en guise de remparts. Des grillages métalliques recouvrent les bâtiments les plus proches des télescopes, afin de stopper les rayonnements des ordinateurs. Reste quelques interférences de radars autoroutiers et d’éoliennes, qui complexifient l’exploitation des données.

Autre difficulté : la qualité et la dimension des antennes, qui doivent combiner une sensibilité élevée pour détecter de faibles signaux et une résolution assez fine pour les distinguer. Ce qui,

là encore, s’avère plus complexe à basses fréquences, car les collecteurs habituels ne sont efficaces qu’aux petites longueurs d’onde. « *La solution passe par la construction de grands réseaux d’antennes synchronisées entre elles* », explique Philippe Zarka. Une fois achevé, NenuFAR comptera 1 824 antennes regroupées en 96 mini-réseaux en son cœur, complété de 114 antennes organisées en 6 mini-réseaux distants qui conféreront au télescope un diamètre de 3 kilomètres, donc une meilleure résolution. Mais avec ces deux milliers d’antennes omnidirectionnelles, captant interférences et signaux brouillés par l’ionosphère, les données obtenues sont « *d’une complexité inouïe* », poursuit le spécialiste. D’où la nécessité de puissants calculateurs. Une avancée permise grâce aux progrès de l’informatique et de l’électronique à partir des années 2000.

Ainsi, en 2012, le lancement de l’interféromètre basses fréquences LoFAR (*low frequency array*), des dizaines de milliers d’antennes réparties dans 51 stations européennes reliées à un super-calculateur aux Pays-Bas, constituait une innovation de rupture. A Nançay, seule station LoFAR française, le radiotélescope NenuFAR pourra, selon les programmes d’observation, s’intégrer à ce super-réseau européen ou fonctionner de manière autonome. Son atout : « *Percevoir les sources radio sur une bande de fréquences plus basses que LoFAR, avec une sensibilité jusqu’à huit fois plus élevée* », souligne Stéphane Corbel. En effet, si LoFAR fonctionne sur deux bandes de basses fréquences (30 à 80 MHz, puis 120 à

240 MHz), il s’avère mieux optimisé pour la seconde. Reste à trouver des financements pour achever la construction de l’instrument. Près de 1,5 million d’euros manque sur un total de 12 millions (salaires inclus), principalement financés par l’Etat, l’Observatoire de Paris, le CNRS, l’ANR et les régions Centre-Val de Loire et Ile-de-France.

Instruments « éclaireurs »

Ce qui n’empêche pas NenuFAR de fonctionner : aujourd’hui, une équipe d’une dizaine de personnes assure les tests, l’étalonnage et la maintenance, les antennes les plus anciennes ayant déjà sept ans. « *Toutes les minutes, un dispositif automatisé mesure divers paramètres sur chaque antenne et les enregistre dans une base de données. Cela nous permet, par exemple, de détecter une panne, comme un composant électronique défectueux* », indique le chef de projet, Laurent Denis.

Au niveau international, NenuFAR fait partie de la quinzaine d’instruments « éclaireurs » qui préparent la communauté scientifique à mettre au point et à utiliser SKA (Square Kilometre Array) à l’horizon 2025 : cet observatoire constitué de deux télescopes géants, un moyennes fréquences (350 MHz - 15 GHz) avec près de 200 paraboles en Afrique du Sud et un basses fréquences (50 à 350 MHz) doté de 130 000 antennes en Australie, sera « *le plus grand instrument au monde dans ces domaines d’observation* », souligne l’astronome Chiara Ferrari, directrice de SKA-France. En perspective, la découverte d’horizons inexplorés. ■

NATHALIE PICARD

Une nouvelle carte de l’Univers lointain

En février, la revue *Astronomy & Astrophysics* publiait une série de 26 articles présentant les premières observations issues de près de 60 000 antennes du radiotélescope basses fréquences LoFAR dans la bande 120 à 240 MHz. « *Dans ce domaine, nous observons des particules très énergétiques, dont la vitesse approche celle de la lumière. Elles sont générées par des phénomènes violents, comme l’aspiration de matière par les trous noirs supermassifs présents dans chaque galaxie, ou les collisions d’amas de galaxies* », détaille l’astronome Cyril Tasse (Observatoire de Paris), membre de l’équipe internationale à l’origine des travaux qui a développé une méthode de calcul pour résoudre les milliards d’équations nécessaires à la synthèse des images. A ce jour, les scientifiques ont publié 2,5 % des données de l’hémisphère Nord. Pour autant, pas moins de 300 000 objets ont déjà été détectés, dont 90 % inconnus dans le domaine radio. « *La lumière des plus lointains a voyagé dans l’espace environ 12 milliards d’années avant d’être détectée par LoFAR, révèle l’astronome. Et certains objets diffus, invisibles dans tous les autres domaines d’énergie, restent énigmatiques.* » Les scientifiques comptent achever l’image complète du ciel de l’hémisphère Nord d’ici à 2024.

Jeu des différences biologiques chez les jumeaux astronautes

PHYSIOLOGIE - La NASA a comparé Scott Kelly, qui a séjourné 340 jours à bord de la station spatiale, à son frère, Mark, resté sur Terre

Un homme sur Terre, et son frère jumeau dans la Station spatiale internationale (ISS) : deux cobayes, un protocole expérimental idéal pour étudier les conséquences sur l’organisme d’un séjour de près d’un an dans l’espace. L’expérience, baptisée « Twins Study », a débuté en 2015 sous l’égide de la NASA. Les résultats ont fait l’objet, jeudi 11 avril, d’une publication cosignée par dix équipes et plus de 80 chercheurs dans la revue *Science*.

Elle constitue une occasion unique d’étudier deux personnes qui ont les mêmes gènes, mais dans des environnements différents. Scott Kelly, alors âgé de 50 ans, a vécu trois cent quarante jours à bord de l’ISS, tandis que son frère, Mark, qui fait office de « patient contrôle », est resté sur le plan-

cher des vaches. Les scientifiques ont récolté, avant, pendant, et après la mission, des échantillons auprès des deux frères afin de déterminer le devenir d’une foule de paramètres génétiques, biologiques, physiologiques et cognitifs, et de les comparer entre les deux cobayes. Ils ont observé une multitude de modifications – la plupart réversibles – survenues chez Scott Kelly, qu’ils ont classées selon les risques associés.

Les plus inoffensives (perte de densité osseuse, de masse musculaire, etc.) sont bien connues. Les plus inquiétantes concernent les risques associés aux radiations ionisantes des rayonnements cosmiques. Si sur Terre les humains en sont en partie protégés (l’atmosphère jouant le rôle de bouclier), ce n’est pas le cas dans

l’espace. Or les chercheurs ont remarqué chez Scott Kelly l’apparition, à une fréquence plus élevée que chez son frère, d’aberrations chromosomiques (des réarrangements ou des destructions de tronçons de chromosomes, potentiellement cancérigènes), typiquement associées aux irradiations. Celles-ci se sont maintenues à son retour sur Terre.

Effets des radiations

« *Dans l’optique d’une mission vers Mars, il faudra équiper les astronautes de protections supplémentaires, les radiations dans l’espace profond étant encore plus dangereuses que celles au niveau de l’ISS, à seulement 400 kilomètres d’altitude* », prévient Volker Gass, directeur du Swiss Space Center à Lausanne.

Sans conteste, le plus curieux reste que les télomères de Scott Kelly, des régions non codantes de l’ADN qui forment des « capuchons » protecteurs aux extrémités des chromosomes, se sont allongés durant son séjour. Or leur raccourcissement est habituellement associé à des stress cellulaires et à des risques plus élevés de maladies liées à l’âge. « *On pensait que l’ISS serait propice au raccourcissement des télomères, c’est une vraie surprise* », a commenté, lors d’un point presse, Susan Bailey, de l’université d’Etat du Colorado. De retour sur Terre, la plupart sont revenus à leur taille initiale. Scott Kelly possède cependant désormais plus de télomères courts qu’avant la mission. Sur ce volet, les scientifiques n’ont aucune explication.

Outre ces bizarreries, certaines de ses cellules sanguines ont subi des modifications épigénétiques, les « interrupteurs », qui dictent si les gènes sont allumés ou éteints. Dans l’ensemble, il y en a eu à peu près autant chez les deux frères. Celles-ci n’ont néanmoins pas eu lieu dans les mêmes régions. Ce sont les gènes impliqués dans les réponses immunitaires qui ont été activés chez Scott. Une observation qui en corrobore une autre : l’astronaute avait dans son sang beaucoup plus de marqueurs biologiques de l’inflammation que son jumeau.

Autre enseignement, « *les réactions immunitaires spécifiques restent fonctionnelles* », glisse Emmanuel Mignot, un des signataires rattaché à l’université Stanford, qui a participé à une expérience

consistant à évaluer la vaccination de Scott Kelly contre la grippe. Le corps garde donc ses capacités défensives face à un pathogène tel qu’un virus. Tant mieux : on imagine sans peine les effets d’une grippe foudroyante lors d’un voyage spatial d’un an...

Les Terriens sont-ils aptes à s’élancer vers l’infini de l’espace ? « *Cette étude montre bien que le corps humain s’adapte à son environnement, mais n’oublions pas qu’elle n’a examiné qu’un seul sujet non représentatif de la population* », commente Volker Gass. La « Twins Study » constitue un socle qui permettra de mieux évaluer les risques les plus importants qui pèseront sur les astronautes avant un hypothétique voyage vers Mars. La route est encore longue. ■

FABIENT GOUBET (« LE TEMPS »)

Kétamine : son action contre la dépression

NEUROPSYCHIATRIE - Cette molécule, efficace dans les formes rebelles aux traitements classiques de la maladie, vient d'être autorisée comme antidépresseur aux Etats-Unis

La kétamine est une molécule à surprises. Et pas seulement pour ceux qui recherchent ses effets hallucinogènes en la détournant de ses applications médicales. Depuis les années 1970, elle est largement utilisée comme anesthésique à usage humain ou vétérinaire. Mais elle est aussi dotée de puissants effets antidépresseurs, découverts voici plus de vingt ans. Or, ceux-ci viennent d'être doublement reconnus : au plan réglementaire, par la toute-puissante agence du médicament américaine (FDA) ; et au plan scientifique, par un article qui en démontre les rouages, dans la revue *Science* du 12 avril.

Le 5 mars, pour la première fois, la FDA a autorisé l'utilisation de l'eskétamine (l'une des deux représentations spatiales de la kétamine, développée par le laboratoire Janssen), en spray nasal, pour traiter les dépressions rebelles aux antidépresseurs classiques. Le dénouement d'un chemin où le hasard a joué son rôle, qui a démarré à la fin des années 1990. « *Chez des patients ayant dû subir une intervention chirurgicale, on a observé les bénéfices inattendus, sur une dépression, de la kétamine utilisée comme anesthésique* », rapporte le psychiatre Pierre de Maricourt, de l'hôpital Sainte-Anne (Paris).

Action rapide

Depuis lors, les essais cliniques se sont multipliés. « *L'enthousiasme des psychiatres tient à deux atouts de la kétamine, poursuit Pierre de Maricourt. Tout d'abord, elle agit très vite – en moins de vingt-quatre heures après l'administration. Or, les antidépresseurs conventionnels mettent de quatre à huit semaines pour être efficaces : un délai très long, en particulier chez les patients suicidaires. Second atout : elle est efficace même chez ceux qui ne répondent pas aux antidépresseurs classiques.* » Près du tiers des patients dépressifs sont dans ce cas.

Mais cette molécule a ses limites. En premier lieu, ses effets disparaissent au bout de sept à dix jours. D'où la nécessité d'une administration répétée. Quid des effets indésirables ? Dans les essais cliniques, « *ils apparaissent modérés et transitoires* », dit le psychiatre. Ce sont des effets cardio-vasculaires (hypertension modérée, élé-

vation de la fréquence cardiaque...) ou dissociatifs (sensation de rupture entre le corps et l'esprit, de perte du réel...).

De fait, la kétamine est classée parmi les stupéfiants : à dose modérée, elle entraîne des effets euphorisants et une ébriété « cotonneuse ». A dose plus forte, elle provoque des hallucinations et cet effet de dissociation. « *Elle peut être à l'origine de pertes de connaissance voire de coma* », note l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies. D'où, peut-être, la prudence de l'Agence européenne du médicament, qui n'a pas encore donné son feu vert. « *Il y a une inquiétude évidente, qui tient à cet usage détourné. Mais il faut mettre en balance ce risque avec le bénéfice important pour des patients très malades* », estime Pierre de Maricourt.

Prudence aussi, car la kétamine, qui passe la barrière placentaire, est très toxique sur le cerveau en développement. « *Les femmes en âge de procréer doivent envisager une contraception* », avertit la FDA, qui interdit l'eskétamine

chez la femme enceinte. L'allaitement est aussi interdit.

Mais comment l'eskétamine agit-elle, dans les dépressions rebelles ? La plupart des antidépresseurs interfèrent avec la voie des monoamines, comme la sérotonine ou la noradrénaline. La kétamine, elle, inhibe l'action du glutamate, un autre neurotransmetteur, au niveau des récepteurs de type NMDA.

Restauration des synapses

L'étude, publiée dans *Science* le 12 avril, livre de précieuses informations sur son mode d'action chez la souris, dans un modèle de dépression liée au stress. « *Certains antidépresseurs restaurent-ils les synapses perdues ?* », s'interroge Anna Beyeler, de l'Inserm à l'université de Bordeaux, dans un éditorial associé. Oui, ont répondu les chercheurs, conduits par une équipe de l'université Cornell (New York).

La kétamine agit en deux temps. D'abord, elle rétablit très rapidement (en trois à six heures) une coordination normale entre les

neurones du cortex préfrontal – coordination que le stress altérerait. La souris retrouve son goût pour une boisson sucrée ; et elle se bat de nouveau face à un défi.

Dans un second temps, la kétamine agit sur les épines dendritiques, ces petites zones où le neurone, en aval d'une synapse, entre en contact avec le neurone en amont. Elle restaure en partie les épines éliminées par le stress. Et elle en crée de nouvelles, à des endroits différents. « *Fait notable, commente Anna Beyeler, cette plasticité se produit douze à vingt-quatre heures après l'administration de kétamine.* »

Enfin, dans une expérience « très élégante », les chercheurs sont parvenus à supprimer sélectivement la création de ces nouvelles épines. Qu'ont-ils observé ? La kétamine parvenait toujours à restaurer les comportements des animaux, peu après son administration. En revanche, ses effets n'étaient pas maintenus. « *Comme si la plasticité des épines était indispensable à ce maintien.* » ■

FLORENCE ROSIER



TÉLESCOPE

INFERTILITÉ

Naissance en Grèce d'un bébé issu de « trois parents »

C'est une première médicale dans le cas d'une infertilité. Un bébé conçu avec l'ADN de trois personnes différentes est né en Grèce, a annoncé, jeudi 11 avril, l'équipe médicale gréco-espagnole qui a procédé à cette conception assistée. Le bébé de sexe masculin, qui pèse 2,960 kg, est né le 9 avril d'une mère grecque de 32 ans qui avait tenté sans succès plusieurs fécondations in vitro, a précisé le centre grec Institute of Life (IVF), dans un communiqué. En avril 2016, un bébé né de cette technique au Mexique avait été conçu ainsi car sa mère souffrait du syndrome de Leigh, un trouble métabolique mitochondrial héréditaire rare, et avait déjà transmis ses gènes malades à deux enfants, tous deux morts de cette pathologie. Mais utiliser cette méthode pour traiter l'infertilité soulève des questions éthiques. Tim Child, professeur et directeur médical à l'université d'Oxford, s'est dit « *préoccupé* » : « *Les risques de la technique ne sont pas entièrement connus, bien que considérés comme acceptables s'ils sont utilisés pour traiter la maladie mitochondriale, mais pas dans cette situation.* » (AFP).

MÉDECINE

Ebola en RDC : l'épidémie continue mais un vaccin est efficace

L'épidémie d'Ebola déclarée le 1^{er} août 2018 continue de se propager en République démocratique du Congo, avec un total cumulé de 1251 cas au 13 avril 2019, dont 1185 confirmés et 66 probables. Au total, il y a eu 803 décès. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dévoilé, vendredi 12 avril, les résultats préliminaires de la vaccination des personnes en contact avec un malade, ainsi que des autres personnes avec les-



quelles elles-mêmes entraient en contact. Le vaccin expérimental rVSV-ZEBOV-GP (Merck) a présenté une efficacité estimée à 97,5 % par l'OMS. Sur plus de 93 000 personnes vaccinées du 1^{er} août 2018 au 25 mars 2019, 71 ont développé la maladie à virus Ebola. Dans le même temps, 880 individus non vaccinés ont contracté l'infection. De plus, les 9 sujets vaccinés qui sont décédés avaient tous présenté des symptômes apparus moins de dix jours après la vaccination, le délai estimé nécessaire à une protection complète. (PHOTO : AFP)

NEUROGÉNÉTIQUE

Des macaques avec un gène humain du développement cérébral créés en Chine

Une équipe dirigée par Bing Su, de l'Institut de zoologie de Kunming (Chine), a produit onze macaques transgéniques, dont cinq ont survécu, dotés de la version humaine du gène de la microcéphaline, impliqué dans le développement cérébral : sa mutation chez l'homme entraîne des microcéphalies. L'analyse des tissus cérébraux des macaques a montré un retard dans le gainage des fibres nerveuses. Ce délai dans la maturation (néoténie), aussi observé chez le fœtus humain, s'est accompagné de meilleures performances des singes lors d'épreuves de mémorisation et de temps de réaction réduits par rapport à leurs pairs non transgéniques. Des souris transgéniques exprimant des gènes impliqués dans le développement cérébral humain ont déjà été produites, mais l'humanisation du cerveau de primates non humain, soulève des questions éthiques plus aiguës, notent nombre d'observateurs. La Chine a été la première à produire des macaques transgéniques grâce à l'outil d'édition du génome Crispr-Cas9. En janvier, une équipe chinoise avait produit des clones de singes dont l'horloge circadienne avait été altérée.

» Shi et al., « *National Science Review* », du 27 mars.

Echec de la sonde lunaire Bereshit

ESPACE - L'engin devait faire d'Israël la quatrième nation à se poser sur la Lune. Il s'y est écrasé

En sport, la quatrième place est souvent vue comme la pire de toutes. Il n'en va pas de même en matière d'exploration spatiale où le quatrième est encore considéré comme un pionnier. Israël devait s'enorgueillir d'ajouter son nom à la très courte liste (Russie, Etats-Unis, Chine) des pays qui ont fait se poser un engin sur la Lune grâce à sa sonde Bereshit, censée atterrir jeudi 11 avril dans la mer de la Sérénité. Mais décrocher la Lune reste une prouesse et le vaisseau s'est écrasé en raison d'une panne de moteur.

En hébreu, *bereshit* signifie « au commencement ». C'est le premier mot de la Bible. Au commencement, donc, il y avait un concours spatial organisé par Google, le Google Lunar X Prize. Les participants devaient expédier sur la Lune un robot capable de s'y déplacer sur 500 mètres et

de renvoyer des images ainsi que des données. Le premier récoltait un prix de 20 millions de dollars. Malheureusement, sur la trentaine de compétiteurs engagés, aucun ne parvint à lancer un engin avant la date limite, fixée au 31 mars 2018, et le prix ne fut jamais attribué.

Une affaire de prestige

Malgré cela, certaines équipes ont poursuivi leur projet. C'est le cas de la société israélienne SpaceIL avec Bereshit qui a décollé, le 22 février, de Cap Canaveral (Floride). Ainsi que l'explique Francis Rocard, responsable des programmes d'exploration du Système solaire au Centre national d'études spatiales, « *c'est surtout une affaire de prestige et de fierté pour Israël. La sonde avait trois petites "manips" – un magnétomètre, une caméra et un rétroreflecteur [destiné à renvoyer un rayon laser tiré*

depuis la Terre pour mesurer avec précision la distance qui nous sépare de la Lune] –, mais l'objectif scientifique restait secondaire. »

Ce qui, en revanche, devait se concrétiser avec l'alunissage de Bereshit, c'était la capacité de l'acteur israélien à répondre aux appels d'offres que lance la NASA dans le cadre de son programme Commercial Lunar Payload Services (CLPS). L'agence spatiale américaine a en effet décidé, en 2018, qu'elle était « *prête à déléguer à des sociétés privées la partie "petits atterrisseurs" de son programme lunaire, avec beaucoup d'argent sur la table, décrypte Francis Rocard. CLPS est doté d'un budget de 2,6 milliards de dollars répartis sur dix ans.* »

Alors que l'administration Trump la presse de mettre les bouchées doubles sur ses programmes lunaire et martien, afin d'envoyer des Américains sur notre sa-

tellite en 2024 et sur la Planète rouge en 2033, la NASA a besoin de multiplier les recherches appliquées sur la Lune. Elle veut notamment savoir quelle quantité d'eau se trouve dans le sol et comment il sera possible de l'exploiter. L'idée est en effet d'installer en orbite lunaire une station spatiale qui serait plutôt une station-service : l'eau lunaire fournirait l'oxygène et l'hydrogène liquides qui alimenteraient les moteurs d'un vaisseau martien. Pour les acteurs privés du spatial, l'eldorado de demain sera donc sur la Lune.

Pour l'heure, seules des sociétés américaines se sont portées candidates. Avec l'échec de Bereshit, Israël devra attendre. Depuis la salle de contrôle où il se trouvait, le premier ministre, Benjamin Netanyahu, a déclaré : « *Si vous ne réussissez pas la première fois, vous réessayez.* » ■

PIERRE BARTHÉLÉMY

Alcool La prévention peut réduire les dégâts

► SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Les API répétées (au moins trois épisodes mensuels) concernent, elles, 21,7% des garçons et 10,9% des filles. Les jeunes adultes aussi ont tendance à consommer des doses importantes de façon occasionnelle, quand leurs aînés boivent moins mais plus régulièrement, confirme le dernier *BEH* du 26 mars. Les nouveaux repères de consommation – qui ne font pas de distinction selon l'âge – sont de ne pas dépasser 2 verres par jour, 10 par semaine, et de ne pas boire tous les jours.

Accidents, violences, rapports sexuels non consentis ou non protégés, suicides, comas éthyliques... Les complications aiguës des alcoolisations massives sont des plus frappantes et marquent l'opinion publique, encore plus lorsqu'elles sont fatales. Certaines sont favorisées par les « black-out », épisodes d'amnésies, fréquents lors d'une consommation importante.

Pas de conscience des risques

Mais les conséquences à long terme sur l'organisme, plus insidieuses, sont moins connues. « La plupart du temps, les jeunes n'ont pas conscience des risques qu'ils prennent (...). Cette fragilité des adolescents en fait une cible vulnérable », et une proie idéale pour les lobbys, s'inquiètent dans *Comment l'alcool détruit la jeunesse* (Albin Michel, 2017) Amine Benyamina, chef du service d'addictologie de Paul-Brousse, et la journaliste Marie-Pierre Samitier.

« Au total, 60 maladies sont liées à la consommation d'alcool, mais on ne sait pas ce qu'il en est concernant spécifiquement les jeunes. Ce toxique est en tout cas la première cause de mortalité chez les 15-49 ans », dit le Pr Mickaël Naassila, directeur du groupe de recherche sur l'alcool et les pharmacodépendances (Inserm, Amiens). Pour ce spécialiste, « l'un des freins majeurs pour la recherche, l'épidémiologie et même le diagnostic est l'absence

de définition consensuelle du binge drinking. De plus, il ne s'agit pas seulement d'une question de quantité d'alcool bue dans un temps donné, il faudrait prendre en compte d'autres facteurs de susceptibilité : génétiques, psychologiques... » Par ailleurs, soulignent plusieurs spécialistes, il est un peu artificiel d'étudier les effets de l'alcool seul, puisqu'il est en réalité souvent associé à d'autres toxiques, cannabis le plus souvent.

Les effets les mieux documentés du binge drinking sont ceux sur le cerveau, un organe d'autant plus vulnérable qu'il ne finit sa maturation que vers 20-25 ans. L'alcool est neurotoxique, en particulier pour l'hippocampe, qui joue un rôle majeur dans la mémorisation. « Des études chez des étudiants binge drinkers montrent aussi une atteinte du corps calleux, la substance blanche qui relie les deux hémisphères. Les lésions sont surtout dans sa partie frontale, impliquée dans les fonctions exécutives : planification, prise de décision, flexibilité mentale... », ajoute Mickaël Naassila. Les chercheurs découvrent aussi un impact négatif sur la régulation des émotions, les habiletés visuo-spaciales... « Des mécanismes inflammatoires sont à l'œuvre, il a d'ailleurs été montré chez le rongeur que des anti-inflammatoires peuvent prévenir les troubles mnésiques du binge drinking, précise le chercheur. Il y a aussi des processus épigénétiques. »

Pour les addictologues, l'évaluation des fonctions cognitives est un examen utile, à la fois pour mesurer le retentissement des alcoolisations, et pour motiver les patients. « Ces jeunes ont souvent une estime d'eux-mêmes catastrophique. Leur montrer que leurs troubles de mémoire, d'attention... sont en partie liés à l'abus d'alcool, et qu'ils peuvent voir une amélioration lorsqu'ils s'arrêtent de boire est valorisant », explique le docteur Lafaye.

Quid de l'impact sur le foie d'alcoolisations massives, dès l'adolescence ? Pour le professeur Alexandre Louvet, hépatologue au CHU de Lille, on manque encore de données. « Contrairement au cerveau, on ne sait pas à quel âge le foie atteint sa maturité vis-à-vis de la consommation d'alcool », souligne-t-il. Une étude finlandaise a ob-



« L'ALCOOL EST
LA PREMIÈRE CAUSE
DE MORTALITÉ
CHEZ LES 15-49 ANS »
PR MICKAËL NAASSILA
INSERM, AMIENS

servé que la pratique du binge drinking était associée à la survenue de cirrhose du foie. « Des arguments épidémiologiques et expérimentaux suggèrent donc un lien entre ce mode d'alcoolisation et des maladies du foie, mais ce n'est pas encore prouvé formellement », tempère le Pr Louvet, en précisant qu'il n'y a pas de données épidémiologiques en France dans ce domaine.

Jean-Pierre Couteron, psychologue et porte-parole de la Fédération addiction, insiste sur une prise en charge précoce de ces jeunes. « Après une première alcoolisation importante, une consultation devrait être automatique, mais beaucoup de parents n'ont pas le réflexe, se contentent d'engueuler leur ado, et pensent que ça s'autotraite. Ils minimisent souvent, même si leur ado est passé aux urgences, regrette-t-il. On voit parfois en consultation des jeunes amenés pour un ou deux joints, alors qu'ils ont déjà fait cinq ou six épisodes d'ivresse. » Il poursuit : « Les parents doivent aussi fixer des règles pour les sorties, ne pas les laisser s'autoréguler, mais accompagner la prise d'autonomie. »

La prévention est l'un des enjeux essentiels. Et son efficacité n'est plus à prouver. Ainsi du programme Unplugged. Ce jour de février, il se tient dans l'une des classes de 6^e du collège Pierre-Mendès-France de Chécly (Loiret). A la question : « Pouvez-vous me citer des noms de drogues ? », les réponses fusent. Cannabis, chicha, alcool, tabac, cocaïne, médicaments... « Qu'est-ce qu'une addiction ? Comment définissez-vous une drogue ? » Nathan, Salomé, Anaïs, Mathilde... répondent à leur enseignante, Sophie Guénot, et Marion Fal, coordinatrice du secteur jeunesse à l'Association pour l'écoute et l'accueil en addictologie et toxicomanies (Apleat), qui interviennent en duo. C'est la neuvième séance du programme destiné aux 12-14 ans, qui en compte douze. Il existe depuis quatre ans dans les sept classes de 6^e de ce collège. « Une drogue est quelque chose dont on ne peut pas se passer et qui a des effets physiques et psychiques, et on peut parfois perdre le contrôle de ses consommations », résume Marion Fal.

Les effets de la prévention

Assis en îlot, les 22 élèves participent activement. Un jeu de cartes leur est proposé, avec des phrases comme : « Il n'est jamais trop tard pour arrêter de fumer ». A eux de dire si c'est vrai ou faux. Et ça fonctionne. « C'est mieux de proposer ces programmes avant qu'ils aient touché à l'alcool », souligne Céline Galisson, infirmière scolaire.

« C'est une nouvelle démarche d'apprentissage, on part de ce qu'ils savent, sans jamais les rabaisser », relève Sophie Guénot. « Le prétexte de ces programmes est la prévention de la consommation de drogues et des addictions, mais notre intérêt est de développer les compétences psychosociales de nos élèves, transposables dans des situations d'apprentissage et de la vie quotidienne », complète M^{me} Hendrix, principale du collège. Autre effet, « ces séances renforcent l'estime de soi, améliorent le climat scolaire, apprennent à gérer les conflits », selon Myriam Serisier, principale adjointe.

LE LOBBY DU VIN À LA CONQUÊTE DES JEUNES

Dans mon imaginaire, le vin, ça représente de l'alcool bu par les vieux. » Cette réplique fuse dans un documentaire projeté à la Cité du vin de Bordeaux fin mars, lauréat d'un Prix génération Y – Vin & société que décerne la filière vitivinicole. Elle synthétise le tourment de tout le secteur : comment, au pays des grands crus et de la verbosité œnologique, transformer le vin, cet alcool de « daron », en un produit cool ?

Pour le lobby du vin, harponner la jeunesse est devenu une priorité. Soumis à une concurrence internationale moins engoncée dans la culture terroir qu'en France, le secteur est contraint de s'intéresser de près à la génération Y, ou millénials. Ces noms de code marketing désignent les jeunes qui, nés entre 1980 et l'an 2000, ont grandi smartphone entre les mains et ne rechignent pas le vin après l'avoir goûté.

Les vins aromatisés sont arrivés sur le marché en 2010. Ils titrent en général 7° à 8° et le sucre masque le goût de l'alcool. Premier du genre, le rosé « pamplemousse » reste très populaire. On trouve aujourd'hui le rosé « bubble gum » ou « caramel en barre », le blanc « poire pomme d'amour » ou « mojito », ou encore le « rouge su-cette » au cola. Leader du marché, la marque Fruits and Wine (groupe Marie Brizard) décline ses blancs « pomme » et « pêche » en « bio ».

Pas de châteaux austères aux appellations intimidantes sur les bouteilles de ces « boissons aromatisées à base de

vin » (BABV), mais des couleurs acidulées et des polices de caractère rondes. Leur prix, adapté au budget des cibles, invite à l'ébriété low cost : la bouteille coûte autour de 3,50 euros. Les cubis de 5 litres sont accessibles à moins de 15 euros. Après un pic à plus de 88 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2015, les vins aromatisés représentaient un marché de 60,5 millions en 2018, selon le cabinet de conseil IRI France. A la même période, environ 35% des adolescents consommaient du vin, indique l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies.

Certains élus s'inquiètent de ces tendances. En octobre 2018, lors de la discussion du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, la députée Audrey Dufeu-Schubert (LRM, Loire-Atlantique) présentait un amendement visant à aligner la taxation des vins aromatisés sur celle des prémix. Une mesure connue pour son efficacité en termes de santé publique. En 1997, la taxe prémix appliquée aux mélanges d'alcools forts avec des sodas ou des jus de fruit avait entraîné un effondrement des ventes, de 950 000 litres à moins de 10 000 litres en un an, d'après l'Agence Santé publique France.

« Hostile à toute taxe », selon ses propres mots, la filière a œuvré contre l'amendement. A la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), l'organisation qui défend les intérêts du secteur, Vin & société, a déclaré pas moins d'une vingtaine d'activités de lobbying en 2018 pour un coût

situé entre 100 000 et 200 000 euros. Parmi elles : « Informer sur les risques de dommages collatéraux du projet de taxation. » Son lobbying a consisté à « organiser des discussions informelles ou des réunions en tête-à-tête », « transmettre aux décideurs publics des informations, expertises dans un objectif de conviction » et « transmettre des suggestions afin d'influencer la rédaction d'une décision publique ». Responsables ciblés : « Député ; sénateur ; collaborateur parlementaire ou agents des services des assemblées parlementaires. » L'amendement n'est pas passé.

Rendre le vin moins snob

« Le produit dont on parle, ce n'est pas du vin, mais un produit aromatisé à base d'alcool », se défause Valérie Fuchs, porte-parole de Vin & société, qui parle d'un « enjeu de transmission d'un patrimoine, d'une culture, d'une histoire et à travers cela : d'un art de vivre ». Pour Karine Gallopel-Morvan, professeure à l'Ecole des hautes études en santé publique, ce discours fait partie de « la palette d'outils lobbying déployés par ces compagnies pour influencer les politiques et les citoyens ». Car ce vin « de qualité médiocre », rappelle cette spécialiste des stratégies des industriels de l'alcool et du tabac, est vendu par des multinationales qui « développent un marketing très ciblé, dont un des objectifs est de toucher les consommateurs de demain : les jeunes. »

Fin 2017, Vin & société a ainsi créé un « laboratoire d'idées autour du vin et de

la génération Y ». Sur son blog, on parle de « démocratisation ». On veut « rendre le vin moins snob, plus accessible ». On est « à la recherche du "Next Cool" avec les millénials ». Sur la photo d'illustration, une bonne bouteille et une paire de chaussures en cuir d'un côté. De l'autre, une bouteille taille enfant avec baskets en toile avachies juste ce qu'il faut. « Plus les jeunes auront été sensibilisés par leurs aînés, plus ils seront enclins à reproduire un rapport traditionnel et classique vis-à-vis de ce produit », se réjouit l'organisation.

Déjà colonisés par les alcooliers, les réseaux sociaux sont un passage obligé. Ainsi le « laboratoire » de Vin & société scrute « la façon dont les jeunes parlent du vin » sur Instagram, « désacralisé, partagé et mis en scène ».

« Depuis longtemps, les directeurs du marketing se préoccupent de la façon la plus efficace d'atteindre les jeunes consommateurs », écrivent dans un article diffusé en 2018 des chercheurs rattachés à la Chaire vin et tourisme de l'Ecole de management de Strasbourg, financée par la filière viticole. « Pour répondre aux attentes de la génération Z et attirer ces consommateurs, de nouveaux produits doivent être développés comme le vin à faible teneur en alcool, le rosé de pamplemousse, etc. » Plus jeunes encore que la génération Y, les 18-21 ans de la génération Z constituent en effet un cheptel de plus de trois millions de futurs consommateurs. ■

STÉPHANE HOREL



Série
« Si l'on
nous voyait ».
Bretagne,
2015.
MARTIN BERTRAND/
HANS LUCAS

Validé dans sept pays européens depuis 2002, Unplugged a été évalué par Santé publique France (SPF) avec un financement de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) auprès de 1 091 collégiens du Loiret de la 6^e à la 4^e en 2016-2017. Ces résultats, qui seront rendus publics en mai, montrent que, huit mois après le début de la formation, les enfants qui en ont bénéficié ont moins de risques d'avoir été ivres, de fumer une cigarette ou de consommer du cannabis que le groupe non formé. Et ils résistent mieux aux pressions de leurs pairs, explique Jean-Michel Lecrique, de SPF. Les habiletés sociales sont aussi renforcées, et le climat scolaire amélioré. De plus, « ces effets positifs semblent encore plus grands pour les collégiens de niveau socio-économique défavorisé ou avec plus de permissivité parentale », indique l'étude.

« La littérature scientifique montre que l'utilisation précoce de substances psychoactives favorise le risque d'abus de substances et de dépendance plus tard », ajoute Jean-Michel Lecrique. Déployé dans le Loiret depuis 2013, aujourd'hui dans dix collèges, et bientôt en Ile-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Nouvelle Aquitaine, le programme pourrait être élargi.

D'autres programmes de prévention sont proposés par cette association tout au long du parcours scolaire, dès la maternelle avec Tina et Toni, en classe primaire avec le Good Behavior Game,

ou encore Tabado au lycée, etc. Des initiatives qui restent trop rares, portées par des professionnels motivés. Globalement l'éducation à la santé, pourtant inscrite dans la loi, n'occupe aujourd'hui qu'une trop petite place dans les établissements scolaires, souvent faute de moyens.

Il est primordial d'avoir des programmes pertinents et évalués : les messages basés sur la peur ne fonctionnent pas et peuvent même avoir des effets négatifs. « Majoritairement, les jeunes gèrent bien l'alcool, et sont réceptifs aux messages de prévention », estime Nicolas Baujard responsable du secteur jeunesse de l'Apleat, qui coordonne le programme Unplugged. Mais « des difficultés peuvent se poser en contexte festif, et il est utile de rappeler les notions de prises de risques, comme ne plus se souvenir de ce qu'on a fait, rentrer en ayant trop bu... », poursuit Nicolas Baujard, dont l'association intervient également sur les lieux festifs. Elle organise aussi des ateliers tels que « Comment organiser la soirée idéale », « Comment gérer quelqu'un qui a trop bu », « Quand appeler le SAMU », etc.

Pour s'adresser aux jeunes, à ceux qui ne consomment pas encore et à ceux qui consomment déjà, SPF utilise le marketing social. Intitulée *Bourré simulator*, la vidéo commandée aux youtubeurs Mcfly et Carlito a été vue plus de 8 millions de fois. « Le but est la réduction des risques, on n'est pas dans l'abstinence », rappelle François Bourdillon, directeur général de SPF, qui veut

« APRÈS UNE PREMIÈRE
ALCOOLISATION
IMPORTANTE, UNE
CONSULTATION DEVRAIT
ÊTRE AUTOMATIQUE, MAIS
BEAUCOUP DE PARENTS
N'ONT PAS LE RÉFLEXE »

JEAN-PIERRE COUTERON
PSYCHOLOGUE

reprenre la main dans la lutte contre l'alcool, notamment chez les jeunes, la précédente campagne datant de 2013. « La prochaine aura lieu à l'automne, visant à valoriser l'attention portée aux autres en contexte de soirée, avec pour message : "Si je vais trop loin, la fête sera gâchée" », explique Viêt Nguyen-Thanh, de SPF. Venu d'Angleterre, le défi « Dry January », qui incite à ne pas boire d'alcool pendant tout le mois de janvier, pourrait être envisagé sous une formule « Janvier sobre ». Une initiative qui pourrait amorcer une démarche de réduction de la consommation d'alcool. Cette action vise entre autres les soirées étudiantes.

Autre axe de prévention, aider les familles, souvent démunies. Rachel Champanay, son mari, et

leur fils de 12 ans ont ainsi participé au programme de soutien aux familles et à la parentalité (PSFP), une fois par semaine, pendant une dizaine de semaines. « Le but est de développer des facteurs de protection et d'instaurer un climat familial positif », explique Ulrich Vandoorne qui pilote ces programmes. « Galaad aime prendre des risques depuis tout petit », dit sa mère. S'il n'a aucun problème de consommation de substances, sa mère préfère agir en amont. « Plusieurs personnes de la famille ont eu des problèmes d'alcool, dit cette enseignante à Saint-Gengoux-le-National (Saône-et-Loire). Dans notre région, on propose souvent de goûter le vin, c'est comme un rite d'initiation, il faut savoir s'y opposer. » « Il y a quatre piliers sur lesquels il faut agir en matière de prévention, insiste Nathalie Latour, déléguée générale de la Fédération addiction. Primo, avoir davantage d'information sur les produits. Deuxio, limiter leur accessibilité, en agissant sur les prix, la publicité, car, rappelons-le, ce ne sont pas des produits comme les autres. Tertio, agir sur les compétences psychosociales. Enfin, rencontrer plus vite, plus tôt, les jeunes et les familles, y compris en milieu festif, mais aussi dans les consultations jeunes consommateurs (CJC), lors d'épisodes de crise. » Annoncé fin 2018 par la ministre de la santé Agnès Buzyn, le suivi psychologique obligatoire pour les jeunes hospitalisés en coma éthylique devrait être généralisé sur tout le territoire. ■

SANDRINE CABUT ET PASCALE SANTI

AU ROYAUME-UNI, LA NOUVELLE GÉNÉRATION BOIT BEAUCOUP MOINS

Il est temps d'oublier le cliché des jeunes Britanniques ivres morts le samedi soir. S'il reste de nombreux excès le week-end au Royaume-Uni, la grande tendance de ces quinze dernières années a été la chute de la consommation d'alcool chez les jeunes. Une génération de (presque) « puritains » est née, tandis que les plus de 45 ans continuent de boire beaucoup, posant un sérieux problème de santé publique.

Un pic semble avoir été atteint autour de 2005. A l'époque, 64 % des 16-24 ans et 74 % des 25-44 ans buvaient au moins une fois dans la semaine. Ce taux est aujourd'hui de 48 % et 60 % respectivement. Et ceux qui buvaient au-delà du maximum conseillé (4 unités d'alcool pour les hommes, 3 pour les femmes) au moins une fois dans la semaine sont passés d'en-

viron la moitié à moins du tiers des deux tranches d'âge. Autrefois consommant bien plus d'alcool que les Français, les jeunes Britanniques sont désormais passés sous la moyenne hexagonale.

« On n'est pas certain de savoir ce qu'il s'est passé, explique Victoria Whitaker, chercheuse associée de l'université de Sheffield, qui mène une étude pour tenter de comprendre le phénomène. Une multitude de facteurs sont en jeu. »

Le phénomène est mondial, avec un recul dans la plupart des pays occidentaux, mais il est particulièrement marqué au Royaume-Uni. « Comme avec le tabac auparavant, il y a eu un changement d'attitude à l'égard de l'alcool », estime Kimberley Hill, professeure de psychologie spécialisée en santé publique à l'université de Northampton.

Au début des années 2000, les excès de la génération précédente ont fini par provoquer les gros titres des tabloids. Reportages alarmistes et rapports publics inquiétants se sont succédé. D'importantes campagnes de sensibilisation ont été menées, provoquant une prise de conscience progressive. Si l'alcool reste associé à la fête, l'abus est peu à peu considéré comme indésirable. Désormais, quelques discothèques organisent même des soirées sans alcool.

Vente mieux contrôlée

La loi s'est durcie également. Depuis 2005, les publicités pour les alcools sont mieux encadrées, interdisant la promotion de situations d'ivresse. La vente aux mineurs, interdite de longue date, est mieux contrôlée. Dans les magasins qui procurent de l'alcool, des autocol-

lants annoncent qu'une pièce d'identité sera demandée à ceux « qui paraissent moins de 25 ans ». Les supermarchés vérifient systématiquement l'âge des acheteurs.

L'émergence de tendances de fond sur le bien-être et la santé joue aussi un rôle-clé. La multiplication du nombre de végétariens et l'explosion des salles de gym relèvent du même phénomène. « Les jeunes ont une conscience bien plus aiguë des risques de l'alcool sur la santé », estime John Larsen, de l'association de lutte contre l'alcoolisme Drinkaware. La consommation de drogue baisse de la même façon au Royaume-Uni.

Une des explications est peut-être à chercher dans les médias sociaux. « Les jeunes veulent paraître sains et musclés, notamment sur Internet. Il y a vingt ans, c'était cool d'être ivre mort un soir.

Aujourd'hui, on sait qu'un futur employeur peut facilement retrouver une photo de vous dans un état lamentable », estime John Larsen.

Cette explication fait pourtant débat. « Les médias sociaux sont partout et les jeunes en ont l'habitude », réplique Victoria Whitaker. D'ailleurs, ils filment et font des photos de leurs soirées. »

Moins dépenser pour les fêtes

S'ajoute aussi une importante question financière. Dix ans après la crise des subprimes, alors que les frais universitaires ont triplé au Royaume-Uni depuis 2010 (désormais autour de 12 000 euros par an), les jeunes Britanniques sont beaucoup plus endettés que les générations précédentes. Cela pousse à moins dépenser pour les fêtes et à une attitude plus responsable envers ses études. « Mais là

encore, l'explication est insuffisante. Comment expliquer alors que la baisse soit particulièrement prononcée chez les 11-15 ans ? », s'interroge Victoria Whitaker.

En revanche, la consommation d'alcool chez les plus de 45 ans ne baisse absolument pas. « Depuis 2016, nous avons décidé de concentrer nos efforts de communication sur les adultes », témoigne John Larsen. Ceux-là mêmes qui ont pris l'habitude des fêtes arrosées, il y a vingt ans, continuent à boire régulièrement. Souvent sans vraiment s'en apercevoir, ils dépassent régulièrement les niveaux recommandés, quelques pintes de bière par-ci, quelques verres de vin par-là. Le changement d'attitude envers l'alcool au Royaume-Uni est générationnel. ■

ÉRIC ALBERT
(LONDRES, CORRESPONDANCE)

L'EXPOSITION

Un récit pompéien sort de l'oubli

Le Musée de la romanité, à Nîmes, retrace l'opération de sauvetage des habitants de Pompéi par la flotte romaine de Pline l'Ancien

NÎMES - *envoyé spécial*

Le Musée de la romanité, à Nîmes (Gard), accueille, jusqu'au 6 octobre, une exposition consacrée à un épisode oublié de la destruction de Pompéi, d'Herculanum et de plusieurs autres cités de la baie de Naples : la tentative de sauvetage des habitants par la flotte romaine, à l'initiative de son amiral, Pline l'Ancien. Il s'agit de la première opération avérée de sauvetage de civils par une force militaire lors d'une catastrophe naturelle.

Sous le règne de Titus, le Vésuve, après avoir grondé plusieurs jours, entre en éruption, laissant échapper une impressionnante colonne de fumée, dans la matinée du 24 août 79 – le musée a privilégié cette date plutôt que celle du 24 octobre, pourtant désormais attestée par un graffiti, par les fouilles archéologiques et par une relecture des textes anciens. Pline le Jeune, alors âgé de 17 ans, neveu de l'amiral, la compare, dans deux lettres adressées trente ans plus tard au sénateur et historien Tacite, à un pin au « tronc gigantesque, s'élargissant dans les airs en rameau ». Il parle aussi d'un « nuage d'une taille et d'un aspect inhabituels ».

Rien de tout cela n'a échappé à son oncle qui commande la principale flotte de l'empire, basée à Misène, à l'entrée nord de la baie de Naples, à 35 kilomètres de Pompéi. Ce militaire est aussi et surtout un savant curieux de tout, auteur notamment d'une monumentale encyclopédie en 37 volumes, *Histoire naturelle*, qui réunit une bonne part du savoir scientifique et technique de son temps.

Pour examiner le phénomène au plus près, il fait préparer un navire liburnien. Alors qu'il s'apprête à appareiller, il reçoit un billet d'une Pompéienne qui lui apprend qu'elle ne peut fuir que par la mer. Ce qui n'était qu'une expédition mûe par la seule curiosité scientifique se change en opération de secours et pour cela il fait préparer douze quadrimères, de grosses galères à quatre rangs de rameurs.

Alors que la flotte se dirige vers Pompéi, les fumées et les cendres empêchent toute visibilité. Se refusant à rebrousser chemin, il met le cap sur Stabies, une autre cité menacée. Les vents qui lui permettent de débarquer l'empêchent de repartir. Il se rend chez son ami Pomponianus pour la nuit du 25 au 26. Au matin, l'épaisseur des cendres et « tout ce qui tombe d'en haut », comme l'écrit son neveu, le forcent, avec les habitants, à se rendre sur la plage en espérant un vent favorable. Asthmatique, il y meurt étouffé par les fumées.

Si on considère le nombre de corps retrouvés par rapport aux populations estimées, il apparaît que la plupart des habitants ont réussi à s'échapper. Mais quel fut l'impact de cette flotte ? Pline le Jeune ne donne aucune réponse à cette question.

Le Musée de la romanité sort cet acte héroïque de l'oubli en présentant 250 pièces qui nous font revivre ce drame à travers l'action de Pline l'Ancien. Présentée pour la première fois en Europe, cette exposition se clôt par l'impressionnante présentation de moules de victimes figées dans leur tentative de fuite. ■

FRANCIS GOUGE

« *Pompéi, un récit oublié* », jusqu'au 6 octobre, à Nîmes. [Museedelaromanite.fr](#)

LIVRAISON

OBSERVATION DES LIBELLULES

« Cahier d'identification »

Les beaux jours reviennent, l'heure d'aller découvrir ce qu'il reste d'insectes autour des cours d'eau. Ce *Cahier d'identification* offre un gros plan sur l'un des plus beaux d'entre eux, la libellule. Pour s'y retrouver parmi les quelque 106 espèces et sous-espèces vivant dans nos contrées, il propose des photos, des dessins, des cartes, et même des textes.

> *Cahier d'identification des libellules de France, Belgique, Luxembourg & Suisse*, collectif (Biotope éditions, 152 p., 29,90 €)

LES NEURONES EN 3D

Circuler dans le cerveau en trois dimensions, suivre les liaisons entre neurones, retracer leur généalogie en identifiant les descendantes des cellules souches : ces dernières années, diverses techniques d'imagerie ont permis aux chercheurs d'explorer toujours plus en détail les tissus cérébraux et leur développement. Deux équipes françaises décrivent, dans *Nature Communications* du 10 avril, une nouvelle approche. Baptisée microscopie sérielle multi-photon chromatique (ChroMS), elle combine plusieurs outils pour fournir des données de haute résolution sur un volume cérébral de plusieurs millimètres cubes, où les neurones (ci-contre de souris) se distinguent par une grande variété de teintes. Celles-ci sont obtenues par l'expression de marqueurs fluorescents par des approches transgéniques développées à l'Institut de la vision (Paris). L'étendue de la palette est captée par le microscope grâce à une stimulation dite « par mélange d'ondes », une technique mise au point à l'Ecole polytechnique. Les images du tissu sont prises séquentiellement, par tranches d'une centaine de micromètres d'épaisseur. Un traitement informatique permet ensuite de reconstituer le volume cérébral et de s'y déplacer virtuellement.

(PHOTO : L. ABDELADIM/S. CLAVREUL/LABORATOIRE D'OPTIQUE ET BIOSCIENCES/ECOLE POLYTECHNIQUE/CNRS/INSERM/INSTITUT DE LA VISION/SORBONNE UNIVERSITÉ)



DIX MILLE PAS ET PLUS

LE PARCOURS DU CŒUR CONTRE LA SÉDENTARITÉ

Par PASCALE SANTI

Par équipe de six, les élèves de seconde du lycée Beaupré d'Haubourdin (Nord) partent à la recherche de dix-huit balises lors d'une course d'orientation. Différents stands sont proposés : un quiz de SVT pour sensibiliser à l'activité physique, un stand consacré à la prévention, aux gestes qui sauvent, un autre atelier pour faire son smoothie en pédalant... Le slogan de l'épreuve ? 0, 5, 60, pour 0 cigarette, 5 fruits et légumes par jour, 60 minutes d'activité physique par jour.

Depuis six ans, ce lycée participe aux Parours du cœur, organisés par la Fédération française de cardiologie (FFC). Ils se déroulent dans toute la France jusqu'au 26 mai. « *Au-delà de l'aspect ludique et ponctuel, ces parcours peuvent être un projet pédagogique et entrer dans le parcours éducatif de santé* », indique Luc-Michel Gorre, coordinateur des Parours du cœur. « *On suscite l'envie de faire, on fournit un guide, à chacun de l'adapter* », poursuit-il.

Ainsi au lycée Beaupré d'Haubourdin. Guy Ternel, enseignant en EPS, qui y a créé le Parours du cœur, était parmi les pionniers. « *C'est très mobilisateur pour une équipe, enseignants, infirmières scolaires, personnels de cantine, tout comme les fédérations de*

parents d'élèves. Ça crée de l'enthousiasme », confirme sa collègue Dominique Caby, elle aussi enseignante en EPS. En tout cas, la demande est forte, à l'école, mais aussi dans les communes et les entreprises.

« *Le nombre d'enfants y participant est passé de 40 000 en 2013 à 250 000 en 2019 dans les Hauts-de-France, soit 156 collèges et 57 lycées. En Picardie, c'est aussi 1160 classes. Sur tout le territoire, c'est 2 800 établissements, 750 000 personnes, dont 500 000 enfants, 1150 communes* », selon la FFC. Les Parours du cœur fêtent cette année leur 44^e édition. Ils ont été créés en 1975 par deux cardiologues lillois, à Lille et à Cambrai, à l'époque où on disait aux personnes atteintes de maladies cardio-vasculaires de se reposer... Ce temps-là est révolu. Car tous sont d'accord. S'il n'y avait qu'un seul message à faire passer, ce serait : « *Il faut bouger*. » Il y a même urgence.

« *Dans les Hauts-de-France, où la mortalité cardio-vasculaire prématurée, avant 65 ans, est de 45 % supérieure à la moyenne nationale, il est nécessaire de faire de la prévention* », insiste Claire Mounier-Vehier, cardiologue au CHU de Lille et présidente de la FFC. Elle-même a couru le cross du cœur lorsqu'elle était adolescente, l'ancêtre des parcours. « *Marcher trente minutes par jour diminue de 20 % le risque de faire un infarctus* », poursuit-elle.

C'est un cri d'alarme que lance régulièrement François Carré, cardiologue du sport au CHU de Rennes et membre de la FFC. « *Les enfants qui naissent aujourd'hui risquent d'avoir une moindre espérance de vie que leurs parents*. » Les collégiens auraient perdu environ un quart de leurs capacités cardio-vasculaires. En 1971, ils couraient en moyenne 600 mètres en trois minutes. En 2013, il leur en fallait une de plus pour parcourir cette distance. Une baisse de performance qui est liée à la sédentarité, à l'obésité, au surpoids, etc. « *Aujourd'hui, les Anglo-Saxons disent : "Sitting is the new smoking", la sédentarité, c'est le nouveau tabac*. »

« *L'objectif est donc d'inverser la tendance, de faire plus bouger les enfants, de faire de la prévention à propos des écrans* », explique Muriel Dehay, infirmière conseillère technique auprès du recteur de l'académie de Lille.

Le temps passé sur les écrans ne cesse d'augmenter. Et, à 15 ans, 14 % des garçons et 6 % des filles seulement exercent une activité physique quotidienne, selon un rapport de l'OCDE. De plus, contrairement à ce que l'on pensait, le niveau d'activité physique commencerait à diminuer aux alentours de 7 ans : c'est ce que montre une étude récente de chercheurs finlandais. ■

AFFAIRE DE LOGIQUE – N° 1096

Alea jacta est

Un archéologue a découvert au fond du Rubicon deux dés en forme d'icosaèdre régulier*. Ont-ils appartenu à Jules César ? Toujours est-il que sur chacune de leurs vingt faces est écrit, en chiffres romains, un entier naturel non nul. Sur le premier dé, jaune, l'archéologue remarque que deux faces ayant un sommet commun ne portent jamais le même nombre.

1. **Quelle est, avec cette règle, la plus petite somme possible des vingt nombres inscrits sur le dé jaune ?**

Sur le second dé, bleu, l'archéologue remarque que deux faces ayant un côté commun ne portent jamais le même nombre.

2. **Quelle est, avec cette règle, la plus petite somme possible des faces du dé bleu ?**

* Un icosaèdre régulier est un polyèdre à 20 faces identiques en forme de triangle équilatéral. Il compte donc 30 arêtes (chacune d'elles est commune à deux faces) et douze sommets (chacun d'eux est commun à cinq faces).

LÉONARD DE VINCI ET LES POLYÈDRES À AMBOISE LE 20/04

En marge de la Nuit des maths, Jean-Jacques Dupas, chercheur, passionné de vulgarisation scientifique, rendra hommage à Léonard de Vinci, dont on célèbre cette année le 5^e centenaire de la mort. Lors d'une conférence « Léonard, le patron des polyèdres », il montrera combien l'étude de ces objets tient une grande place dans l'œuvre de l'artiste-ingénieur toscan, qui a passé une grande partie de sa vie au Clos Lucé à Amboise, où a lieu l'exposé (à 15 h). La conférence sera suivie d'un atelier où les scolaires pourront « construire un polyèdre à la manière de Léonard de Vinci ».

Informations sur [www.nuitdesmaths.org](#)

SPECTACLE « PARA DOXA » À NANTES LES 25 ET 26/04

Au Théâtre TU-Nantes, sera jouée à 20 h 30 « Para-Doxa », une pièce chorégraphique pour cinq interprètes, féerie mathématique où temps dansés et exposés scientifiques se répondent pour faire vivre au public les choix que doivent faire les artistes, et le côté paradoxal de leurs décisions. Ce spectacle, créé par la compagnie David Rolland Chorégraphies avec François Sauvageot, enseignant-chercheur en mathématiques, et Denis Renault, ingénieur et comédien, sur une chorégraphie de Mai Pham-Sauvageot, constitue un défi : celui d'articuler avec humour danse et mathématiques.

Informations sur [Tunantes.fr](#)

EXPOSITION VASARELY À PARIS JUSQU'AU 06/05

Le Centre Pompidou présente la première rétrospective française consacrée à Victor Vasarely (1906-1997). En trois cents pièces, « Vasarely, le partage des couleurs » retrace le parcours du fondateur de l'op art, dont l'œuvre n'utilise quasiment que des formes géométriques (cercles, carrés, hexagones, losanges), leur donnant par un jeu de couleurs un effet d'optique. Les figures planes apparaissent en relief, les sphères sortent du plan sur un damier « gonflé », l'animation se crée via des symétries ou rotations donnant l'illusion du mouvement. On découvre ainsi la logique de l'art cinétique.

Informations sur [www.centrepompidou.fr](#)

E. BUSSER, G. COHEN ET J.L. LEGRAND © POLÉ 2019

affairedelogique@poleditions.com

Solution du problème 1095

1. Le deuxième nombre affiché était 1792.

Si un nombre s'écrit $2^a \square X$, où X est impair, on appellera a « sa puissance ». On suppose que les nombres affichés, N et M , sont de puissances a et b et que le joueur clique sur N . Si $a < b$, $N = 2^a \square X$ devient $2^{a-1} \square X$ et $M = 2^a \square Y$ devient $2^a \square Y + 2^{a-1} \square X = 2^{a-1} \square (X + 2Y)$. Les deux nombres ont donc leurs puissances qui diminuent de 1, de tour en tour, jusqu'à devenir nulles, ce qui entraîne la défaite du premier à jouer si $a = b$ est pair. Or, $2304 = 2^8 \square 9$. Le seul autre nombre de puissance 8 compris entre 1500 et 2500 est $1792 = 2^8 \square 7$, qui entraînera donc la défaite d'Alice.

Reste à montrer qu'elle ne perdra pas dans les autres cas.

2.1. Si le deuxième nombre affiché est 2432, Alice gagne.

Si $a < b$, $N = 2^a \square X$ devient $2^{a-1} \square X$ et $M = 2^b \square Y$ devient $2^b \square Y + 2^{a-1} \square X = 2^b \square (Y + 2^{a-b-1} X)$. La puissance de N diminue donc d'une unité, celle de M reste constante.

Si $a > b + 1$, $N = 2^a \square X$ devient $2^{a-1} \square X$ et $M = 2^b \square Y$ devient $2^b \square (Y + X)$. La puissance de N devient b , celle de M devient supérieure à b . La partie se prolongera à l'infini si b est pair, personne n'ayant intérêt à choisir le nombre associé.

C'est le cas avec $2304 = 2^8 \square 9$ et $2240 = 2^6 \square 19$.



CARTE
BLANCHE

Une certaine idée
des leçons
de mathématiques

Par ÉTIENNE GHYS

La saison 2018-2019 de l'association MATH.en.JEANS se termine. Depuis le mois de mars, dix congrès mathématiques ont eu lieu un peu partout en France, et deux autres se tiendront en mai, à l'étranger. Ces congrès sont très inhabituels : les participants et les conférenciers sont des élèves de tous les niveaux scolaires, du primaire au lycée. En 2018, 4 500 élèves ont participé (dont près de la moitié de filles) et 680 sujets mathématiques ont été discutés dans 300 « ateliers ».

Le principe est le suivant : des enseignants proposent à des élèves (volontaires) de réfléchir sur un thème qui a été suggéré par un chercheur référent. De petits groupes se forment, souvent à cheval sur plusieurs établissements scolaires, et les élèves se réunissent une fois par semaine pour réfléchir ensemble sur leur problème. Le grand moment est celui du congrès au cours duquel les élèves présentent leurs résultats devant leurs camarades, mais aussi devant les professeurs présents dans l'amphithéâtre. Ces moments d'échange sont magiques ; il est tellement rare de voir un élève au tableau expliquer à un professeur ce qu'il a découvert ! Certains de ces exposés sont rédigés et publiés par l'association.

Les thèmes abordés sont étonnamment divers. Parfois, il s'agit de théorie des nombres. Par exemple : si je multiplie tous les nombres entiers de 1 à 1 000, combien y aura-t-il de 0 à la fin du résultat de mon calcul ? D'autres fois, c'est la combinatoire qui est à l'honneur : comment peut-on placer un certain nombre de points dans le plan de telle sorte que la droite qui joint deux quelconques d'entre eux en contienne au moins un autre ? Ou encore : si je place un nombre pair de points dans le plan, peut-on les joindre deux par deux par des segments qui ne se rencontrent pas ?

D'autres thèmes sont beaucoup plus « utiles ». Je me souviens par exemple d'un groupe d'élèves qui ne supportaient plus les longues files d'attente à la cantine à midi. Ils ont cherché à optimiser les horaires en proposant au proviseur de modifier légèrement les heures de cours pour que les élèves ne sortent pas tous à la même heure. L'optimisation n'est pas si simple qu'on pourrait croire. Il y a aussi des groupes qui travaillent sur des tours de magie ou sur des stratégies gagnantes dans une version (très) simplifiée du poker.

Beau comportement exponentiel

L'association a été fondée en 1989 et sa croissance montre un beau comportement exponentiel, un triplement tous les dix ans environ : on devrait dépasser le million d'élèves impliqués dans... cinquante ans ! Toutes les enquêtes montrent une baisse de niveau en mathématiques des élèves français. Faut-il augmenter le nombre d'heures de cours ? Que penser de la future disparition des mathématiques dans le tronc commun en classe de première ? Ne faut-il pas soutenir plus fermement des initiatives comme MATH.en.JEANS en passant à des ordres de grandeur bien supérieurs ? Pour cela, il faudrait le soutien financier massif de l'éducation nationale, qui est largement insuffisant. Aujourd'hui, 600 enseignants et 200 chercheurs sont impliqués dans l'association, tous volontaires et bénévoles. Il faudrait considérer que ce genre d'activité fait partie intégrante de la formation mathématique des élèves. Le volontariat et le bénévolat ont leurs limites...

C'est l'occasion de faire un peu de publicité. « Le prix André Parent a pour but de valoriser un travail de recherche, encadré ou non, effectué par un groupe de jeunes (primaire, collège ou lycée) pendant cette année scolaire, sur un sujet scientifique dans lequel les mathématiques tiennent une place primordiale. » Le prix sera remis lors du 20^e Salon culture et jeux mathématiques, qui se tiendra les 23, 24, 25 et 26 mai 2019, place Saint-Sulpice, à Paris. ■

Etienne Ghys

Mathématicien, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, directeur de recherche (CNRS) à l'ENS Lyon. etienne.ghys@ens-lyon.fr

L'éducation à la santé peut donner
aux familles des compétences de soins

TRIBUNE - Pour désengorger les services d'urgence, il est possible de faire passer les familles de consommatrices à productrices de soins, proposent des spécialistes de l'éducation à la santé

Marqué par l'existence de déserts médicaux, par la saturation des urgences hospitalières, le contexte sanitaire actuel rend nécessaire la réappropriation par la famille de la santé de ses membres. De consommatrice de soins, elle peut devenir productrice de soins. Il s'agit de la rendre consciente de ses potentialités, compétente et actrice vis-à-vis de sa santé. La formation apparaît être le meilleur moyen pour accompagner ce mouvement.

C'est le sens des recommandations adressées en octobre 2018 à la ministre de la santé par les délégués nationaux à l'accès aux soins. Il faut, selon eux, « éduquer et former aux bons usages du système de santé ». Ils mentionnent explicitement l'éducation à la santé familiale comme moyen d'y parvenir.

Cette nouvelle forme d'éducation en santé existe depuis plusieurs années. Conçue par le Laboratoire éducations et pratiques de santé (LEPS, université Paris-XIII) en collaboration avec l'Union nationale des associations familiales (UNAF), la Mutualité sociale agricole (MSA) et les Maisons familiales et rurales (MFR), l'éducation à la santé familiale a été expérimentée avec succès dans plusieurs territoires : le Jura, la Dordogne, la Picardie, la Lorraine. D'autres implantations sont envisagées par la MSA avec des agences régionales de santé.

L'éducation à la santé familiale concerne la prévention, les soins et le secourisme élargi. Elle s'applique aux problèmes de santé de tous les jours, mais permet aussi de faire face aux

situations d'urgence et d'exception. Elle a pour but de conférer aux familles les connaissances et les compétences de base leur permettant de résoudre par elles-mêmes des problèmes de santé courants et de gérer des situations d'urgence à domicile, sans avoir à s'adresser systématiquement à un système de soins de premier recours.

Elle a été conçue pour s'adresser à toutes les familles, notamment celles avec des jeunes enfants et des personnes âgées, mais elle privilégie divers publics : les populations éloignées de l'offre de soins primaires, habitant à plus d'une demi-heure d'un service d'urgences ; les assistants maternels et de crèche ; les populations fragiles ou en situation de précarité ; les jeunes.

Concrètement, elle consiste en une formation de trois à quatre séances, totalisant neuf à douze heures, proposée à des familles et/ou des adolescents volontaires. Elle comporte un tronc commun de quatre modules abordant les petits maux fréquents et leur résolution. Les traumatismes (piqûres, brûlures, coupures, foulures) ; la pratique des pansements et des bandages ; les conduites à tenir face aux crises dans le cadre du lieu de vie (convulsions, crise d'asthme, arrêt cardio-respiratoire...) ; les situations d'exception (grand froid, canicule, accident nucléaire...).

A cette formation de base viennent s'ajouter des modules au choix concernant la santé et les soins du nouveau-né et du jeune enfant (cet enseignement peut être dispensé dans le cadre des crèches), la gérontologie, lorsque les familles ont un parent senior à charge et

LE PROGRAMME
S'APPLIQUE
AUX PROBLÈMES DE
SANTÉ DE TOUS LES
JOURS, MAIS PERMET
AUSSI DE FAIRE FACE
AUX SITUATIONS
D'URGENCE
ET D'EXCEPTION

enfin, un module « agir en tant que jeune » spécifiquement consacré aux adolescents, pour leur permettre de se positionner comme un acteur santé au sein de leur famille et de leurs amis.

Les formateurs sont des professionnels de santé (médecins, infirmières, puéricultrices) experts du contenu des modules dans lesquels ils interviennent. Ils doivent acquérir la méthodologie pédagogique de l'éducation à la santé familiale au moyen d'une formation spécifique de trois jours, car elle a recours à une pédagogie active et participative. Il ne s'agit pas de « cours » mais d'un accompagnement pédagogique vers l'acquisition ou le renforcement de compétences. Les séances s'appuient donc sur les savoirs et les expériences des familles. Elles font appel à des tables rondes, des échanges, des ateliers pratiques de mise en situation.

Les évaluations successives de ces expériences ont permis de vérifier que des familles et des adolescents, à la

suite de la formation qu'ils avaient reçue, se sentaient en mesure de s'occuper de la santé quotidienne de leurs proches et augmentaient leur sentiment de compétence vis-à-vis de la gestion de situations d'urgence. Chez les jeunes, l'éducation à la santé familiale a été très bien perçue, en cela qu'elle leur conférerait des capacités et des responsabilités réelles, plutôt que le rabâchage des mises en garde, comme ils le perçoivent souvent avec les programmes traditionnels d'éducation pour la santé.

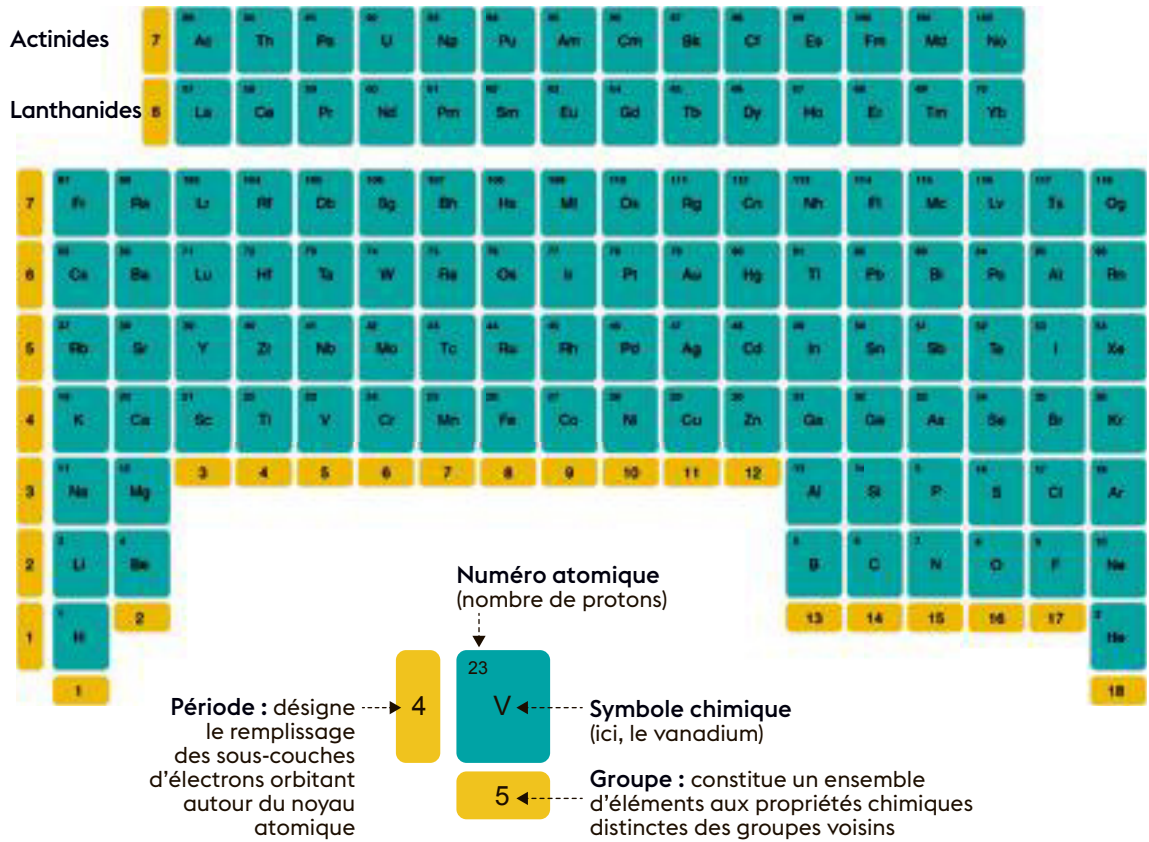
Au-delà des compétences de soins, l'éducation à la santé familiale contribue à s'appuyer sur les familles pour trouver des solutions à l'amélioration de l'accès aux soins. Mais miser sur la compétence des familles nécessite qu'en retour le système de santé reconnaisse cette capacité d'agir des gens et en favorise l'expression.

A cette condition, elle crée dans les politiques de santé une articulation entre les secteurs sanitaire et éducatif, en optimisant le travail des personnels soignants des urgences et des soins de premier recours. Mais surtout, elle redonne aux familles tout leur rôle dans la gestion quotidienne de leur santé. ■

Jean-François d'Ivernois, Laboratoire éducations et pratiques de santé (LEPS, université Paris-XIII) ; Rémi Gagnayre, Laboratoire éducations et pratiques de santé (LEPS, université Paris-XIII) ; François Frété, Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole, Bobigny ; Nicolas Brun, Union nationale des associations familiales (UNAF, Paris).

Le supplément « Science & médecine » publie chaque semaine une tribune libre. Si vous souhaitez soumettre un texte, prière de l'adresser à sciences@lemonde.fr

DE L'INTÉRÊT DE METTRE LA CHIMIE CUL PAR-DESSUS TÊTE



RENVERSER LE TABLEAU

Martyn Poliakoff (université de Nottingham) et ses collègues proposent de retourner le tableau de Mendeleïev selon l'axe horizontal. L'hydrogène, élément le plus léger, se retrouverait en bas à gauche. Ils estiment cette présentation plus didactique pour saisir l'ordre de remplissage des couches d'électrons qui entourent le noyau atomique. Parmi les chimistes sondés, certains ont été séduits, d'autres sont restés dubitatifs.

SOURCES : SAMANTHA TANG & MARTYN POLIAKOFF, UNIVERSITÉ DE NOTTINGHAM ET ELLEN POLIAKOFF & ALEXIS MAKIN, UNIVERSITÉS DE MANCHESTER & LIVERPOOL

C'est un tableau qui hante les écoliers depuis des générations, imaginé il y a cent cinquante ans par le Russe Dmitri Mendeleïev : il eut l'intuition géniale qu'on pourrait ranger les éléments chimiques selon leur masse atomique et

leurs similitudes chimiques. Son tableau périodique s'ouvrait en haut à gauche par l'hydrogène (H), qui ne compte qu'un proton, et s'achevait par l'euporium (63 protons). Les places laissées vides ont depuis été remplies, jus-

qu'à l'oganesson (118 protons), intégré en 2016 dans la dernière mouture du tableau approuvée par l'Union internationale de chimie pure et appliquée. Mais voici que des chimistes britanniques proposent dans *Nature Chemistry* du

8 avril de renverser le tableau, pour mettre les éléments les plus légers et fondamentaux en bas afin de le rendre « plus facile à comprendre et donner à tous une nouvelle perspective sur la chimie ». ■

HERVÉ MORIN

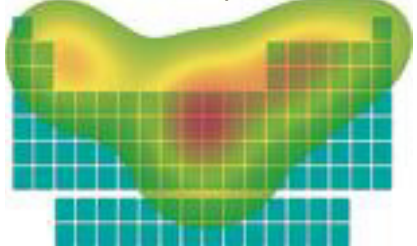
ATTIRER LE REGARD

Les chercheurs ont eu la curiosité de tester deux présentations du tableau périodique, vide de symboles, pour voir ce qui attirait l'œil d'étudiants non chimistes. Le milieu concentre les regards, aussi attirés par l'endroit où figureraient les éléments les plus légers. Le sens de lecture occidental (de gauche à droite et de haut en bas) semble légèrement défavoriser leur proposition...

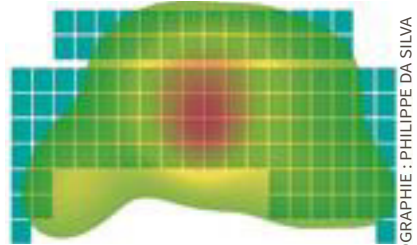
Durée d'exploration visuelle

+ -

Présentation classique



Présentation inversée



INFOGRAPHIE : PHILIPPE DA SILVA

Sabine Girard, chercheuse et élue engagée dans l'action participative

PORTRAIT - Conseillère municipale à Saillans, dans la Drôme, cette experte dans la gestion de l'eau croit en une recherche autant qu'en une action publique qui implique les citoyens

Sabine Girard a donné rendez-vous à la mairie de Saillans, ce bourg de la vallée de la Drôme qui s'est imposé depuis les élections municipales de 2014 comme un modèle de démocratie participative. Elle attend au premier étage, dans la salle de réunion qui a volé au maire sa fonction symbolique.

Ici se réunissent les commissions participatives et les « groupes action projet », deux instances spécialement conçues pour ce nouveau fonctionnement, afin qu'élus et citoyens puissent échanger et décider ensemble. Et face à l'affiche de la vue aérienne du village, griffonnée d'annotations, elle entre dans le vif du sujet. « *C'est un outil essentiel du plan local d'urbanisme. Les habitants ont pu se l'approprier et en discuter avec les intervenants du bureau d'études* », raconte-t-elle avec un enthousiasme qui précipite ses mots. « *Le travail participatif a permis à chacun de développer sa capacité à s'impliquer dans la vie publique et à élaborer une vision partagée de l'avenir du village* », poursuit-elle.

Car cette chercheuse de l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea, ex-Cemagref) est également conseillère municipale de Saillans. La chercheuse et l'élue se confondent, et la posture de l'une questionne celle de l'autre. Elle défend une recherche impliquée. « *La science impliquée se différencie d'une science qui serait très descendante par le transfert de quelqu'un qui sait vers l'autre, de ce caractère de "sachant". Elle n'est donc pas une recherche expliquée, ni une recherche appliquée. Ce n'est pas non plus une science compliquée selon laquelle il n'y a que les chercheurs qui peuvent savoir et comprendre* », explique-t-elle en soupesant ses mots. « *Ce qui m'intéresse dans ces façons de faire de la science autrement, c'est qu'on recherche la vérité par la confrontation au réel. Cela exige d'abandonner la neutralité* », poursuit-elle.

Et assumant cette confrontation, elle n'hésite plus à endosser l'un ou l'autre de ses rôles au sein de la commission du Syndicat mixte de la rivière Drôme, chargée de la révision du SAGE, le plan de gestion de l'eau et d'aménagement. Tout en siégeant en tant qu'élue, il lui arrive aussi de présenter les résultats du projet européen Spare, qui vise à évaluer l'implication des citoyens dans la gestion de l'eau à l'échelle de cinq rivières alpines et auquel elle a contribué en tant que chercheuse, pour la rivière Drôme.

Changement de casquette

« *Elle est suffisamment intelligente et professionnelle pour faire la part des choses. Elle fait l'effort de se mettre à la bonne distance, si bien que les autres membres de la réunion acceptent qu'elle puisse changer de casquette* », témoigne Chrystel Ferrand, du Syndicat mixte de la rivière Drôme. « *Elle est étonnante par sa vivacité, sa rigueur et sa capacité à faire plusieurs choses en même temps, à s'impliquer à la mairie de Saillans tout en étant mère de famille et chercheuse. On peut la qualifier d'engagée dans la mesure où, pour elle, la recherche sur le développement et l'aménagement des territoires n'est pas le monopole des chercheurs. Elle implique de façon active les acteurs et les habitants* », renchérit le sociologue Pierre-Antoine Landel, de l'université de Grenoble, également impliqué dans le projet Spare. « *Elle fait très bien la part des choses entre son rôle d'élue et celui de chercheuse* », complète Emeline Hassenforder, de l'Irstea.

Sabine Girard est une fille de la Drôme, et de sa famille ancrée dans le territoire elle a hérité de valeurs qui ont façonné sa vision. Un goût affirmé pour le partage et pour l'autonomie, combiné à une posture critique envers toute forme d'autorité. Née en 1977 d'un père enseignant et d'une mère infirmière, elle a grandi entre le domicile familial à Valence et la maison de ses grands-parents maternels à Suze, un village des contreforts du Vercors dont ils avaient fait leur point de ralliement.

Son grand-père, Marcel Alloix, qu'elle évoque avec ferveur, est une figure locale. Résistant dans les Forces françaises de l'intérieur (FFI) durant la seconde guerre mondiale, il était fonctionnaire dans la direction départementale de l'agriculture et de la forêt. Tout en accompagnant à la fin du XX^e siècle les mutations de l'après-guerre vers une agriculture productiviste, il n'a cessé de défendre les droits des petits paysans.



Sabine Girard, le 14 mars à Grenoble.

SYLVAIN FRAPPAT POUR « LE MONDE »

Et le parcours de Sabine Girard s'inscrit dans les pas de cette figure tutélaire. Au sein de la fonction publique, forcément, car il s'agit pour elle d'être « *au service de* ». D'où son orientation vers la fonction d'ingénieur d'Etat en fin d'études d'agronomie à l'école SupAgro de Montpellier. Mais alors que ce statut la destine à occuper une fonction hiérarchique au sein d'une administration, elle bifurque pour se lancer dans un diplôme d'études universitaires sur la gestion de l'eau au Burkina Faso, où elle travaille sur des modélisations à l'échelle de l'Afrique. Une activité bien trop éloignée du terrain, qui confirme néanmoins son intérêt pour les sciences sociales.

Le territoire familial

Elle s'intéresse ensuite au partage de l'eau venue d'un glacier andin, entre les différentes populations occupant les pentes du Chimborazo, un volcan situé en Equateur. Chassées du bas des pentes par les premiers colons, les populations indiennes n'avaient en effet cessé d'être refoulées vers le haut du volcan. Jusqu'à atteindre le paramo, un biotope situé entre la forêt et les glaciers jouant le rôle de régulateur dans l'écoulement de l'eau. Le sujet la passionne, et elle s'embarque pour l'Equateur, où elle commence une thèse au début des années 2000. Mais les financements se tarissent, ce qui l'oblige à délaissier, à contrecœur, son sujet. Un poste vient de s'ouvrir à l'Irstea à Bordeaux, qu'elle intègre en 2005.

C'est alors qu'un nouveau projet se présente, faisant converger ses aspirations. Il s'agit d'étudier la politique de l'eau de la rivière Drôme, où le SAGE, alors pionnier en matière d'implication des acteurs de terrain, est expérimenté. L'occasion est rêvée. Elle la

saisit. « *Il y avait deux symboles très forts de mon enfance : les trois becs, ces sommets emblématiques de la vallée de la Drôme, et la rivière où j'allais me baigner enfant. Ça m'a ramenée au territoire qui me relie à mon grand-père* », confie-t-elle.

Elle se lance dans une nouvelle thèse, partageant son temps entre Bordeaux et la Drôme. Mais le pays natal les appelle, elle et son compagnon, originaire de Saillans. Agronome spécialisé dans la viticulture, il délaisse les grands domaines bordelais et se lance dans la production de vin biologique. En 2011, ils s'installent avec leurs trois enfants à Saillans, et Sabine Girard réduit son temps de travail.

Mais elle se sent rapidement en manque d'action, et les élections municipales de 2014 lui procurent une nouvelle occasion de rebondir. Les habitants contestent un projet de supermarché défendu par le maire en place. En assistant aux débats, elle réalise que son expertise dans la gestion de l'eau peut leur être utile. Elle s'inscrit sur la liste citoyenne qui fait tomber le maire en place et devient élue référente, en binôme, sur les questions de mobilité, d'environnement et d'énergie.

Le plan local d'urbanisme est le projet le plus marquant de son expérience d'élue. « *C'est à la fois très enrichissant et très éprouvant. Très enrichissant car on apprend énormément, en essayant de faire ensemble avec des gens très différents. Très éprouvant car on est sur des sujets sensibles, qui créent inévitablement des tensions. C'est la confrontation permanente des valeurs, et cela questionne beaucoup sur soi, sur ses propres valeurs et sur ses principes* », conclut l'« élue-chercheuse ». Impliquée, à n'en plus douter. ■

CATHERINE MARY



ZOOLOGIE

Les envahisseurs et la biodiversité

Non, ce n'est pas une obsession. Juste la volonté de donner aux invasions biologiques la place qu'elles méritent parmi les fléaux qui menacent la biodiversité. La semaine dernière, cette même chronique décrivait les conséquences de l'arrivée de la truite grise dans le lac Yellowstone, aux Etats-Unis : la disparition de la truite fardée, mais aussi le bouleversement de tout l'écosystème local, du plancton aux grizzlis... Or une étude, publiée le 4 avril dans la revue *Science*, livre sur les espèces invasives un autre regard, plus complexe. Conduite par les chercheurs de plusieurs universités américaines, elle constate que, dans certains cas, les nouvelles venues peuvent reconstituer des réseaux stables et pallier la disparition des espèces natives. Les envahisseurs, secouristes en puissance.

Cette fois, le terrain choisi est Hawaï. Situé à 3800 km de la Californie, au cœur du Pacifique, « *l'archipel présente une longue histoire d'extinctions et d'invasions d'espèces biologiques* », rappelle l'écologue brésilien Jeferson Vizentin-Bugoni, premier signataire de l'article, chercheur à l'université de l'Illinois à Urbana-Champaign (UIUC). Les premiers Polynésiens débarqués sur l'île d'Oahu, il y a 1500 à 2000 ans, s'en sont immédiatement pris aux gros oiseaux coureurs, qu'ils ont largement éliminés. Le mouvement s'est amplifié avec l'arrivée des populations européennes, dans le sillage de James Cook (1778). Les chats et les rats ont fait un carnage chez les oiseaux tandis que cochons et chèvres s'attaquaient aux plantes. Le développement du tourisme de masse et son lot de pathogènes ont achevé le travail. Au total, 77 espèces ou sous-espèces d'oiseaux auraient disparu à Hawaï (15 % des extinctions mondiales), dont la totalité des espèces frugivores, et plus d'une centaine d'espèces de plantes.

Qui alors pour disperser les graines et assurer la survie des dernières plantes natives ? Depuis cent ans, les autorités du 50^e Etat américain ont fait le pari d'introduire des oiseaux venus du continent. Zostérops du Japon, léiothrix jaunes, roselins familiers et autres bulbuls orphée ont fait leur apparition, sans que ce principe soit réellement évalué. « *Il s'agit de la première étude complète des interactions entre espèces dans un nouvel écosystème* », explique Jeferson Vizentin-Bugoni.

Les chercheurs ont collecté, pendant trois ans, 3278 échantillons de déjections provenant de 21 espèces d'oiseaux. Ils y ont retrouvé 109 424 graines viables. Et une batterie de surprises qui offre un paysage contrasté. D'abord, les rares oiseaux natifs n'assurent



Zostérops du Japon. JEF VIZENTIN-BUGONI

plus le travail. Dans leurs fèces, les scientifiques n'ont retrouvé aucune graine provenant de plantes autochtones. Autrement dit, l'ancien écosystème n'existe plus, « *et n'existera plus jamais* », soulignent les chercheurs.

C'est donc bien sur les espèces introduites qu'il faut dorénavant compter. Or – et c'est la bonne nouvelle –, celles-ci sont parvenues à reconstruire, dans cet univers dégradé, « *un écosystème dont la structure et la stabilité sont similaires à ceux édifiés avec des espèces autochtones* », assurent les chercheurs, après comparaison avec différents réseaux à travers le monde. Un résultat inattendu : la théorie voulait en effet qu'un écosystème complexe ne puisse se mettre en place qu'entre des espèces ayant longtemps coévolué.

Mais il y a une moins bonne nouvelle : ces envahisseurs privilégient les plantes nouvellement introduites. Question de morphologie, ou simplement de goût. Ainsi, 94 % des graines retrouvées proviennent de plantes arrivées au fil des ans dans les bagages des jardiniers ou sous les semelles des touristes. « *Pour sauver nos espèces natives, nous allons devoir attirer vers elles des oiseaux dont c'est le second choix* », résume Jinelle Sperry, professeure à l'université de l'Illinois et coordinatrice de l'étude. Séduire ou laisser mourir : l'ultime défi des naturalistes d'Hawaï. ■

NATHANIEL HERZBERG